

*CAHIERS*  
*ANATOLE LEROY-BEAULIEU*

**Numéro 9**

**La Finlande de l'après-guerre froide :  
conséquences d'une transition géopolitique**

**Jocelyn PAROT**

**Directeur de la publication :** Dominique Colas  
dominique.colas@sciences-po.fr <http://mapage.noos.fr/dcolas/>  
**Secrétaire de rédaction :** Joëlle Moras  
joelle.moras@sciences-po.fr  
**Direction de ce numéro :** Dominique Colas

**ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO**  
**Programme doctoral Russie CEI**  
**I.E.P. DE PARIS**  
27, rue Saint-Guillaume 75337 PARIS CEDEX 07

*Date de parution : juin 2007*  
*Numéro ISSN : en cours*

## SOMMAIRE DU NUMERO 9

- Avant propos par D. Colas	p. 3
- Sommaire de l'article de J. Parot	p. 7
- Texte de J. Parot	p. 8
- Biobibliographie de l'auteur	p. 89
- Publications des anciens étudiants, doctorants, docteurs...	p. 91
- Liste des thèses soutenues	p. 99
- Sommaires des précédents numéros	p. 101
- Annonce de la conférence « Empires et Nations »	
*en français	p. 107
*en anglais	p. 110

## Avant-propos par Dominique Colas

Ce numéro 9 des *Cahiers Anatole Leroy Beaulieu* est tout entier occupé par un texte issu d'un mémoire de DEA de science politique soutenu en 2004 par Jocelyn Parot, qui poursuit aujourd'hui sous ma direction et celle du Professeur Risto Alapuro (Université d'Helsinki) un travail de thèse intitulé « Analyse d'un phénomène mémoriel : la mémoire communiste dans la Finlande de l'après-Guerre froide ».

C'est en effet une fonction des *Cahiers Leroy Beaulieu* que de mettre à la disposition des lecteurs des textes de jeunes chercheurs.

Deux publications centrées sur des recherches en cours de doctorants et docteurs rattachés au programme « Europe post communiste » de l'IEP de Paris ont vu le jour depuis qu'est paru le numéro 8 des *Cahiers* intitulé Juifs d'URSS et de Russie et comprenant des articles de Gabrielle Chomentowski, Sarah Fainberg, Olivia Gomolinski, Amandine Regamey, Lisa Vapné et Bella Zisere. En effet sont parus aux éditions de l'Harmattan, sous la direction de Odette Tomescu-Hatto et Alexandra Ionescu, *Politique et Société dans la Roumanie contemporaine* et sous la direction de Gilles Favarel-Garrigues, *Criminalité, police et gouvernement : trajectoires post-communistes*.

Et nous pouvons d'ores et déjà annoncer la parution d'un numéro sous la direction de Jean Robert Raviot et d'Henri Duquenne consacré aux élections russes à venir – législatives en décembre 2007, présidentielle en mars 2008 – ainsi que la publication d'un numéro issu de la rencontre doctorale tenue en novembre 2006 à l'université de Qing Xua Pékin, où a été conduite une série de comparaisons entre la sortie du communisme en Europe de l'Est et la transition vers l'économie de marché en Chine.

Par ailleurs la conférence « Empires et nations », dont on lira l'annonce à la fin de ce numéro (p. 107), coorganisée par l'Ecole doctorale de Sciences Po et l'Association for the Study of Nationalities les 3-4-5 juillet 2008 à Sciences Po, verra ses contributions mises à la disposition des lecteurs sur le site de l'Ecole doctorale dont le directeur, Marc Lazar, a su encourager le développement. Et bien sûr se manifeste ainsi la politique d'internationalisation de Sciences Po impulsée et soutenue par Richard Descoings.

En outre, la mise en ligne sur le site de l'Ecole doctoral des numéros épuisés des Cahiers est en cours.



La Finlande a été une partie de l'empire tsariste, qui selon un modèle classique, qu'on pourrait qualifier de tolérance de bas niveau telle qu'elle a existé à certains moments dans l'empire ottoman, a autorisé le maintien de la langue et de la religion vernaculaires, mais elle n'a été constituée en Etat nation qu'avec la dislocation provoquée par la révolution russe. Sa trajectoire dans le XXe siècle est un effet des bouleversements accumulés qui ont transformé l'Europe et elle représente une forme de condensation extrême des querelles d'interprétation de l'histoire européenne. A elle seule la période 1939-1944 rassemble toutes les catastrophes de l'histoire européenne : occupation soviétique à la suite de la signature du pacte entre Hitler et Staline, pertes territoriales, invasion par les nazis, guerre contre l'URSS, contre offensive soviétique qui s'achève avec l'armistice du 19 septembre 1944. Et la phase ultérieure est souvent connue, en Europe, à travers le seul prisme de la « finlandisation » réduite à une forme de contrôle de la politique extérieure finlandaise, en principe neutre, par l'Union soviétique. Le terme « finlandisation », comme le rappelle, Jocelyn Parot, est un concept exogène au sens où il est né hors de Finlande, si bien que celle-ci est souvent connue par un caractère marqué d'une sorte d'aliénation, celle d' « un pays neutre dans la sphère d'influence soviétique ». Cette situation était unique : les Soviétiques préféraient exercer leur pouvoir sur un mode plus direct et contraignant, bien que les efforts d'influence aient été une des stratégies utilisées par le régime dès sa naissance (comme en témoigne la politique de Lénine en Afghanistan, cf. *Cahier Anatole Leroy Beaulieu* n° 7, « Marx, Engels et Lénine sur l'Afghanistan »). Cependant cette influence est suffisamment forte pour que la Finlande soit contrainte de refuser en 1947 le plan Marshall mais sans que le pays soit obligé d'intégrer le pacte de Varsovie. Sur un mode analogue elle ne peut intégrer la Communauté économique européenne tout en signant des accords avec elle dès 1973. On découvrira aussi à la lecture de Jocelyn Parot comment « finlandisation » a migré du vocabulaire polémique de la République fédérale allemande et les interrogations sur la légitimité de l' *Ostpolitik* -vers la politologie américaine incarnée par Walter Laqueur : la notion est utilisée dans les polémiques sur la « détente », présentée comme un piège. Mais la fin du régime soviétique par mouvements centrifuges des satellites permet de qualifier de « finlandaise » la situation de l'Europe de l'Est à la veille de la chute du mur de Berlin, comme le fait Jean-Christophe Romer dans sa contribution à *l'Europe post-communiste* (D. Colas, dir. PUF, 2004). La Finlande devient ainsi une sorte de référent, un Etat concept. On laissera le lecteur découvrir la trajectoire ultérieure et spécialement « le retour du concept de finlandisation dans le débat finlandais ». Mais on voit bien comment s'est constitué, en Finlande, ce que Risto Alapuro nomme en anglais « *Ethos of Defence* ».

Le travail sur l'histoire et l'historiographie de la Finlande que conduit Jocelyn Parot montre que, bien loin d'en faire un cas particulier qui resterait opaque à la compréhension, l'unicité de l'histoire finlandaise lui donne le statut d'une singularité dont l'intelligibilité est pertinente pour toute la zone et toute la période. De la même façon on

pourrait dire que la difficulté de la langue finlandaise ne l'exclut pas de la grammaire comparée et de son inclusion dans des catégories plus générales. Ou encore, on comprend bien que les huit noms que porte la guerre civile finlandaise de 1918 (qu'on trouvera présentés et explicités dans le paragraphe 4-1) ne sont pas l'indice d'une sorte de faiblesse ontologique mais sont chacun une prise de position sur ce qu'elle fut et lui doivent leur consistance.

Le transfert de la notion de grammaire de la linguistique à la politique, le plus souvent via le Wittgenstein des *Investigations philosophiques* a le mérite à la fois de faire sauter le préjugé culturaliste de la clôture dans un jargon incompréhensible et d'ouvrir à des approches pragmatiques. Elle souligne aussi le peu de pertinence des hypothèses simplificatrices qui veulent réduire l'étude des pays européens à une analyse des effets de l'entrée dans l'Union européenne de la plupart d'entre eux. Car l'entrée dans l'Union Européenne de la Finlande en

1995 n'est pas venue abolir son passé et sa spécificité, pas plus que l'entrée de l'Espagne, de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce dans l'Union Européenne n'avait fait disparaître l'histoire de ces pays pour leur assigner une sorte d'avènement dans une nouvelle ère qui serait tout entière explicable sous l'angle de Bruxelles, point de vue qui n'est pas tout à fait celui de l'éternité selon Spinoza ! Point de vue d'autant plus étonnant, du reste, que l'étude du communisme montre que celui-ci n'avait pas annulé les spécificités des sociétés dont le parti unique était devenu le « noyau dirigeant ».

Un des grands intérêts du travail de Jocelyn Parot, qui n'a pas d'équivalent en France, est de s'appuyer sur une pensée de l'histoire qui n'est pas conçue comme une sorte d'avance qui abolirait au fur et à mesure le passé, ni comme une narration soumise à la toute puissance d'un ou plusieurs auteurs lancés dans un travail d'écriture et de réécriture. Un des effets de la fin du communisme (mais aussi une de ses causes) a été la mise en défaut des grandes narrations et l'insistance sur le vernaculaire. Celui-ci joue un rôle dans la mémoire finlandaise dont un lieu privilégié est la Carélie : dans le texte qu'on va lire Jocelyn Parot montre les premières pistes de la thèse qu'il élabore sur cette question. On peut souligner que le cas finlandais fait apparaître, même si ce n'est pas le but du travail de Jocelyn Parot, que l'épaisseur du local n'est pas un obstacle à une intelligibilité qui porte au-delà de son cadre d'enquête, ce qui revalorise l'ethnographie politique.





*L'Agression (Hyökkäys)* de Eetu Isto.

## SOMMAIRE

I/ L'HERITAGE : LE CONDITIONNEMENT EXTERNE DE LA SPHERE POLITIQUE FINLANDAISE. ....	15
---	----

### **CHAPITRE 1 : DE L'ÉTAT DANS L'EMPIRE A L'ÉTAT ENTRE EMPIRES. LES FONDEMENTS HISTORIQUES DE LA SPECIFICITE FINLANDAISE DURANT LA GUERRE FROIDE. ....**

1.1 LA DIALECTIQUE DES RELATIONS FINNO-TSARISTES : TENSION FONDATRICE ENTRE ORDRE LEGAL INTERNE ET APPARTENANCE A L'EMPIRE TSARISTE (1809-1917).....	17
1.1.1 L'EMPIRE TSARISTE, MATRICE DE LA STRUCTURE STATO-NATIONALE FINLANDAISE.....	17
1.1.2 RUSSIFICATION=ALIENATION, LA RHETORIQUE DE L'ALTERITE DANS LE DISCOURS NATIONAL FINLANDAIS.....	20
1.2 L'IMPOSSIBLE EQUILIBRE DES RELATIONS FINNO-SOVIETIQUES ? (1918-1948) .....	23
1.2.1 LA REVOLUTION EN FINLANDE COMME EPIPHENOME DE L'EFFONDREMENT DU CENTRE IMPERIAL.....	24
1.2.2 LA FINLANDE ANTI-SOVIETIQUE FACE A SON « ENNEMI HEREDITAIRE » (1918-1948).....	26

### **CHAPITRE 2 : LE KALEIDOSCOPE DE LA FINLANDISATION.....**

2.1 LES ORIGINES DE LA FINLANDISATION : GENESE D'UN CONCEPT EXOGENE. ....	30
2.1.1 L'OBJET A L'ŒIL NU : LA FINLANDE DANS LA GUERRE FROIDE, UN PAYS NEUTRE DANS LA SPHERE D'INFLUENCE SOVIETIQUE. ....	30
2.1.2 LES FILTRES NEGATIFS : L'INSTRUMENTALISATION DU TERME HORS DE SON ESPACE DE REFERENCE. ....	33
2.2 RETROUVAILLES TAUTOLOGIQUES : LE DEBAT FINLANDAIS SUR LA FINLANDISATION. ....	36
2.2.1 LA HAINE DU MIROIR : PREMIER AGE DE LA FINLANDISATION. ....	36
2.2.2 FINLANDISATION DE LA FINLANDE : RE-APPROPRIATION DU CONCEPT. ....	38

II/ L'ANAMNESE : RUPTURES HISTORIOGRAPHIQUES ET MEMORIELLES DANS LA FINLANDE DE L'APRES-GUERRE FROIDE. 40	
---	--

### **CHAPITRE 3 : UNE FINLANDE POST-FINLANDISEE ? .....**

#### **REMISE EN CAUSE ET PERPETUATION DE LA LIGNEE PAASIKIVI-KEKKONEN... 42**

3.1 L'EMANCIPATION : CRITIQUE DES FONDATEURS DE LA LIGNEE PAASIKIVI-KEKKONEN. ....	42
3.1.1 LE PRESIDENT FINLANDISE ? LA QUERELLE DES BIOGRAPHES SUR KEKKONEN. ....	42
3.2 LES DESCENDANTS : PERSISTANCE DE L'IDEOLOGIE FORGEE DURANT LA GUERRE FROIDE.....	48
3.2.1 AUX ORIGINES DE L'IDEOLOGIE NATIONALE : FORGER UN DISCOURS ORIGINAL POUR LA DEFENSE D'UNE POSITION SPECIFIQUE. ....	49

### **CHAPITRE 4 : CES MORTS QU'ON A TUS.....**

#### **INTEGRATION DE LA MEMOIRE ROUGE A LA MEMOIRE NATIONALE. ....**

4.1 EXCLUSION : LE TRAUMATISME DE LA GUERRE CIVILE. ....	55
4.1.1 LE MUR BLANC DES ROUGES : AMNESIE ORIGINELLE DE LA GUERRE CIVILE FINLANDAISE. ....	55
4.1.2 UN AVATAR DE LA « GUERRE DES CLASSES » : AUTOPSIE DU MOUVEMENT TAÏSTOÏSTE. ....	60
4.2 SURMONTER L'OUBLI : L'ENTREE DE LA GUERRE CIVILE DANS LE PATRIMOINE NATIONAL. ....	61
4.2.2 DU STATUT DE MENACE A CELUI DE VICTIME : LA NOUVELLE IMAGE DES COMMUNISTES FINLANDAIS, ENTRE TERREUR BLANCHE ET TERREUR ROUGE. ....	63

« *Où est la Finlande ?* », tel est le titre d'une analyse géopolitique portant sur l'identité nationale finlandaise proposée par Vilho Harle et Sami Moisio et publiée en 2000<sup>1</sup>. Posée une dizaine d'années plus tôt, cette question aurait reçu, en Finlande, une réponse unanime : « entre l'Est et l'Ouest ». La diplomatie finlandaise proclamait alors le pays neutre, distinct de chacun des blocs que la Guerre froide maintenait face à face. Aujourd'hui, ces deux points cardinaux ont perdu leur capacité taxinomique, et ne peuvent plus servir de référents au positionnement géopolitique. D'autres repères ont pris le relais, au premier rang desquels l'Union européenne. C'est par rapport à cette dernière que se dessine, dans le cas de la Finlande, une transition géopolitique, comprise comme la libération de la marge de manœuvre d'un pays jusqu'alors soumis à l'influence soviétique. En effet, pendant plus de quarante ans, de l'immédiat après-guerre à la fin des années 1980, la Finlande, liée défensivement à l'Union soviétique par un Traité militaire, a vu sa politique étrangère et de sécurité limitée par la puissance de son voisin oriental. Ce n'est qu'en 1988 que Mikhaïl Gorbatchev reconnaît la neutralité de la Finlande, lors d'un discours prononcé à Helsinki. A partir de cette reconnaissance s'amorce le désengagement de la sphère d'influence soviétique, dont l'objectif final devient rapidement l'intégration européenne, acquise dès le 1<sup>er</sup> janvier 1995. La trajectoire est simple, mais les évolutions internes qu'elle génère sont complexes. Ces évolutions peuvent être regroupées en trois ensembles : le premier, centré sur l'ouverture de la Finlande aux flux transnationaux, en particulier aux migrations, renvoie à un débat identitaire. Le deuxième consiste en une mise à distance historiographique. Le troisième renvoie à ce que nous appelons le phénomène mémoriel.

Conséquence la plus spectaculaire de cette transition, l'explosion d'un débat portant sur l'identité nationale. Concomitant de l'ouverture de la Finlande aux flux migratoires transnationaux, ce débat remet largement en cause le monoculturalisme qui prévalait jusqu'alors. En 1989, le nombre d'étrangers en Finlande ne dépassait pas 20.000 personnes. En l'espace d'une douzaine d'années, ce chiffre a été multiplié par cinq. Si cette croissance doit être relativisée, la Finlande demeurant, en 1998, le pays de l'UE où le pourcentage de résidents étrangers par rapport à la population totale est le plus faible, elle constitue cependant un élément essentiel du débat identitaire<sup>2</sup>.

Parmi ces flux, il faut isoler une composante au statut particulier, les rapatriés. En avril 1990, au cours d'une intervention télévisée, le Président Mauno Koivisto reconnaît comme rapatriés les Ingriens d'Union soviétique<sup>3</sup> : le candidat au statut de rapatrié doit fournir les

<sup>1</sup> HARLE Vilho & MOISIO Sami, *Missä on Suomi. Kansallisen identiteettipolitiikan historia ja geopolitiikka* (Où est la Finlande ? Histoire et géopolitique de la politique de l'identité nationale), Tampere : Vastapaino, 2000, 304 p. Les auteurs font référence à une *maailmankatsomus*, traduction de *Weltanschauung*, finlandaise, qu'ils schématisent par l'emploi d'une carte conceptuelle représentant l'Europe vue de la Finlande, présentée p. 221. De plus, ils mettent l'accent sur le rôle du positionnement international dans la définition identitaire finlandaise, et proposent une analyse constructiviste de la géographie changeante de la Finlande « Suomen muuttuva maantiede sosiaalisena rakennelmana » (La géographie changeante de la Finlande comme un construit social), pp. 183 et suivantes. Sur l'analyse d'une crise identitaire induite par la transition géopolitique, lire TIILIKAINEN Teija, *Europe and Finland : defining the political identity of Finland in Western Europe*, Aldershot : Ashgate, 1998, 186 p., en particulier p. 159.

<sup>2</sup> SALMIO Tiina, « Kylvän sodan loppuminen ja EU-jäsenyys muuttivat maahanmuuttopolitiikkaa » (La fin de la Guerre froide et l'adhésion à l'UE ont changé la politique d'immigration), *Siirtolaisuus-Migration*, février 2000, pp. 21-26. Le pourcentage de 1,65% de résidents étrangers parmi la population totale est avancé p. 24.

<sup>3</sup> Les Ingriens constituent une groupe ethnique finnoise, issu d'une vague migratoire de colons luthériens de Finlande qui se produisit au XVII<sup>e</sup> siècle. Cette migration, provoquée par la couronne suédoise, était destinée à peupler une région enlevée aux Russes, l'Ingrie, qui s'étend sur les deux rives de la Neva, le long du littoral oriental du Golfe de Finlande, autour de l'actuelle Saint-Pétersbourg. En finnois, les Ingriens sont appelés

preuves d'une ascendance finlandaise (un grand-parent au moins de nationalité finlandaise) pour être reconnu citoyen finlandais. Entre 1990 et 2004, 33.000 Ingriens ont bénéficié de cette disposition, tandis que 20.000 demandeurs attendent encore une réponse du gouvernement finlandais<sup>1</sup>.

Une explication à la décision de faciliter ce retour est souvent cherchée dans le domaine économique. Il est vrai que les autorités finlandaises prévoient, en 1990, une croissance forte pour les années à venir, et anticipent un besoin de main d'œuvre. Elles ont donc intérêt à encourager l'immigration. Cependant, la chute de l'Union soviétique a des effets imprévus sur le système économique finlandais : l'ouverture du marché soviétique et sa résorption, causée par le choc de la transition vers l'économie de marché, provoquent une sévère réduction des échanges finno-soviétiques, qui représentaient 20 à 25% du volume total des exportations et 350.000 emplois en Finlande. Une crise économique s'ensuit, et le taux de chômage rapporté à la population active atteint 20% en 1994<sup>2</sup>. Cette crise explique que des difficultés soient apparues dans le processus d'accueil, et qu'une définition plus stricte du statut de rapatrié ait progressivement été adoptée : le candidat au rapatriement doit maintenant justifier d'au moins deux grands-parents finlandais, et satisfaire à un test de finnois. Cependant, la grille de lecture économique ne suffit pas à faire toute la lumière sur la décision d'attribuer aux Ingriens le statut de rapatriés : elle ne parvient pas, en particulier, à expliquer que l'afflux n'ait pas été immédiatement réduit lorsque se sont fait sentir les premiers symptômes de la crise économique.

Pour expliquer la décision prise en 1990 par Koivisto, il faut faire appel à la deuxième évolution annoncée : la mise à distance historiographique. En effet, la décision du rapatriement renvoie avant tout à un sentiment de culpabilité fondé historiquement. Durant la Guerre d'hiver, environ 63.000 Ingriens, alors citoyens soviétiques, se réfugient en Finlande pour échapper aux purges staliniennes dont ils sont la cible en Union soviétique. Beaucoup reçoivent la nationalité finlandaise, certains s'engagent dans les troupes finlandaises. A l'issue de la Guerre de continuation (1941-1944), les populations qui vivaient dans les frontières de l'URSS avant-guerre doivent être restituées. L'Etat finlandais, vaincu, est sommé d'organiser l'expulsion de 55.773 Ingriens, théoriquement destinés à être réinstallés dans les régions qu'ils occupaient avant-guerre. La majorité d'entre eux, environ 55.000 personnes, sont néanmoins directement déportés en Sibérie<sup>3</sup>. D'après Markku Kangaspuro, chercheur à l'Académie de Finlande, il est clair que le souvenir de cet événement a pesé dans la décision du Président, qui, lui-même, invoque cette dette historique lorsqu'il doit *a posteriori* justifier sa politique de rapatriement<sup>4</sup>. Ce faisant, Koivisto brise un tabou : jamais son prédécesseur, Urho Kekkonen, n'avait laissé la question ingrienne transparaître dans le débat politique ou

---

*Inkerinsuomalaiset*, « Finlandais d'Ingrie », ce qui montre qu'ils sont traditionnellement considérés comme partie intégrante de la communauté nationale.

<sup>1</sup> GULJEVA Asta, *Ingrian Immigration to Finland after 1990. A case study in Turku*, Turku, Université de Turku (Mémoire de maîtrise de géographie humaine), 2003, p. 24.

<sup>2</sup> HONKAPOHJA Seppo & KOSKELA Erkki, « Finland's Depression: A Tale of Bad Luck and Bad Policies », *Economic Policy*, n°29, octobre 1999, pp. 400-401.

<sup>3</sup> NEVALAINEN Pekka, *op. cit.*, p. 314; et de KYNTÄJÄ Eve, « Muuttopaineet Venäjältä ja Virosta – satua vai totta ? » (Pressions migratoires de Russie et d'Estonie – Fable ou réalité ?), *Siirtolaisuus-Migration*, janvier 1999, pp. 4-10.

<sup>4</sup> Sur le sujet, en particulier sur le cadre juridique du rapatriement des Ingriens, consulter le rapport final rédigé par Anne de Tinguy, dans le cadre d'une commission du Conseil de l'Europe. Lors des entretiens qu'elle a effectués dans le cadre de cette étude, en 1995-1996, Anne de Tinguy a pu constater combien la notion de culpabilité, de dette historique, était prégnante dans le discours des responsables finlandais du rapatriement. Anne de TINGUY, *Rapatriements liés aux changements politiques survenus dans les pays d'Europe centrale et orientale*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, mai 1997, 44 p., *passim*. Disponible à l'adresse <http://www.social.coe.int/fr/cohesion/action/publi/migrants/rapatrie.htm> (visitée le 31/08/2004); Entretien avec Markku Kangaspuro, chercheur à l'Académie de Finlande, Helsinki : 24 mai 2004, 70 minutes.

historiographique. Durant la Guerre froide, sur certains événements historiques pesait en effet un interdit, nécessité par la politique d'amitié avec l'Union soviétique. Or, la décision de Mauno Koivisto montre une distanciation à l'égard de l'historiographie façonnée par les relations finno-soviétiques. Ce mécanisme de mise à distance critique est également au cœur d'une querelle des historiens, et en particulier des biographes : avec l'ouverture des archives soviétiques, mais également la mise à disposition des carnets des principaux décideurs politiques, la politique étrangère durant la Guerre froide, qui a donné le terme finlandisation, est révisée. Dans la lignée du livre de Timo Vihavainen, paru en 1991, alors que l'Union soviétique s'effondre, et qui décrit la Nation finlandaise comme « prosternée » devant la puissance soviétique, une littérature fait florès autour d'une définition de la finlandisation comme sujétion de la société finlandaise aux idéaux soviétiques<sup>1</sup>.

La troisième évolution interne à dégager renvoie au phénomène mémoriel mis en évidence par Pierre Nora dans le contexte français. Afin de comprendre cette notion, et en permettre l'application à la Finlande de l'après-Guerre froide, il faut retracer brièvement l'histoire des lieux de mémoire, et surtout le constat d'échec auquel elle aboutit.

Dans son acception originelle, la notion des lieux de mémoire n'est pas au service de la mémoire mais de l'histoire : « *il y a des lieux de mémoire parce qu'il n'y a plus de milieux de mémoire* »<sup>2</sup>. Les lieux, ce sont d'abord les survivants de ces milieux, où vit encore la mémoire « vraie », qui se distingue de ce qu'aujourd'hui nous appelons abusivement mémoire, et qui n'est, somme toute, « *qu'historie, trace et tri* »<sup>3</sup>. Les lieux de mémoire font alors l'objet d'une définition très ouverte, qui ne les enferme pas dans une dimension spatiale. Dans leur immense majorité, ce ne sont pas des lieux au sens topographique, mais des objets symboliques offerts à l'historien. Néanmoins, condition *sine qua non* qui ne suffira pas à faire taire les malentendus, « *il faut qu'il y ait volonté de mémoire [...] que manque cette intention, et les lieux de mémoire sont des lieux d'histoire* »<sup>4</sup>. Ces lieux peuvent être apparentés aux sources directes, dont le destin est d'être reproduites, et se différencient des sources indirectes, simples traces d'une époque. De plus, ils doivent être lieux dans les trois sens du mot : lieux matériels, ils sont une inscription dans un espace donné, lieux symboliques, ils assurent la cristallisation des souvenirs et leur transmission, lieux fonctionnels, ils servent de bases aux transactions sociales quotidiennes.

Cependant, pour entrer dans le langage courant<sup>5</sup>, le sens même du terme a fait l'objet d'une résorption. Dans le même temps, l'usage de la notion de mémoire subit une dilatation, corollaire à sa mue fusionnelle avec le terme « patrimoine ». La résorption vient de ce que le mot « lieu » a été réduit à son aspect topographique, livrant par conséquent la notion tout entière à la dilatation du terme « patrimoine », confondu désormais avec « mémoire ». Se référant à ces métamorphoses consacrées par le dictionnaire, Nora remarque que « *le patrimoine est carrément passé du bien qu'on possède par héritage au bien qui vous*

---

<sup>1</sup> VIHAVAINEN Timo, *Kansakunta rähmällään. Suomettumisen lyhyt historia* (La nation prosternée. Petite histoire de la finlandisation), Helsinki : Otava, 1991, 314 p. ; La question des relations finno-soviétiques peut également être perçue à travers le foisonnement des biographies des décideurs de l'époque. Urho Kaleva Kekkonen, Président de la République pendant 28 ans, fait en particulier l'objet d'une querelle acharnée. D'un côté, Juhani Suomi, biographe officiel, qui disposait jusqu'en 2003 du monopole de l'accès aux carnets intimes du Président. De l'autre, Hannu Rautkallio qui a entrepris de rédiger une contre-biographie de Kekkonen.

<sup>2</sup> NORA Pierre, « Entre mémoire et histoire » in NORA Pierre (Dir.), *Les Lieux de mémoire : III. Les France, 3. De l'archive à l'emblème*, Paris : Gallimard (Bibliothèque illustrée des histoires), 1992, p. XVII.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. XVIII.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. XXXIV-XXXV.

<sup>5</sup> En 1993, le terme a fait son entrée dans le *Grand Robert de la langue française*, comme le remarque LAVABRE Marie-Claire, « Usages et mésusages de la mémoire », *Critique internationale*, avril 2000, n°7, p. 51.

constitue »<sup>1</sup>. Toute trace peut virtuellement être intégrée à cette notion. De plus, la commémoration elle-même mue de manière à s'émanciper de son espace d'assignation traditionnel, elle se fait commémoration de type patrimonial pour englober la thématique des lieux de mémoire. Sous l'effet de cette dynamique de résorption- dilatation, les lieux de mémoire, victimes de leur succès, se trouvent livrés aux contresens. C'est le sens du constat dressé par Nora lui-même: « *étrange destinée de ces lieux de mémoire : ils se sont voulus, par leur démarche, leur méthode et leur titre même, une histoire de type contre-commémoratif, mais la commémoration les a rattrapés* »<sup>2</sup>.

Dans la conclusion de la IIIe partie des *Lieux de mémoire*, parue en 1992, Nora se fait plus concret quant aux causes de cet échec. Il attribue à une tendance de fond, l'affaiblissement du cadre stato-national, la perversion du concept qu'il avait forgé. C'est ce cadre qui, selon lui, permettait la solidarité entre passé et avenir. A cette relation fusionnelle s'est substituée la solidarité du présent et de la mémoire. La « *nation historique* », sorte de « *surmoi commun* », rétrograde au rang de « *mémoire nationale* », mémoire parmi les autres<sup>3</sup>. Pour s'adapter à l'emploi généralisé du terme identité, dont la mémoire est postulée constitutive, la mémoire nationale doit se défendre, sans cesse se justifier contre des mémoires concurrentielles. C'est pourquoi les institutions renchérisent dans l'obsession commémorative.

L'échec de l'entreprise des lieux de mémoire, sa récupération commémorative alors qu'il s'agissait à l'origine d'un projet contre-commémoratif, résulterait donc d'une conjoncture particulière, celle d'une sorte de « *moment-mémoire* ». Par fines touches dispersées, l'auteur esquisse ce moment, qui renvoie, par l'accent mis sur l'affaiblissement de l'Etat-Nation, à la transition géopolitique dans sa seconde acception, telle que les théories de relations internationales l'ont dépeinte.

La transition géopolitique, dans son second sens, évoque ce mouvement par lequel, du fait de l'émergence d'un système d'interdépendance complexe, les Etats ne sont plus seuls sur la scène internationale. Cette théorie est développée par toute une nouvelle école des relations internationales, qui remet en cause l'*hegemon* réaliste. L'école réaliste donne traditionnellement le primat à une base inter - étatique, stato - centrée des relations internationales. Or, argumentent les tenants de la nouvelle école, l'Etat n'est pas capable, à moins d'une profonde adaptation, de maîtriser le phénomène actuel de libération des flux transnationaux. Emerge alors un système d'interdépendance complexe, à l'intérieur duquel les acteurs infra- et supra-étatiques rejoignent l'Etat, devenu acteur parmi les autres. Dès lors, il ne faut plus se contenter d'étudier le seul niveau des relations interétatiques, mais distinguer trois niveaux d'analyse que l'internationaliste doit prendre en compte : le niveau macro de l'action collective, le niveau micro des individus, et le niveau mixte où s'articulent les relations entre micro et macro, décisif dans l'étude de la politique internationale<sup>4</sup>. Somme toute, c'est d'une exhortation au pluralisme méthodologique qu'il s'agit ici.

La notion de mémoire collective fait bien partie des outils qui se proposent à l'étude des relations internationales, comme le confirme Frédéric Ramel en l'introduisant parmi les

---

<sup>1</sup> NORA Pierre, « L'ère de la commémoration », in NORA Pierre (Dir.), *Les lieux de mémoire : III. Les France*, 3. *De l'archive à l'emblème*, op. cit., p. 1010.

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 977.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 984.

<sup>4</sup> ROSENAU James, *Turbulence in World Politics : a Theory of Change and Continuity*, Princeton: Princeton University Press, 1990, p. 10 ; sur le même thème, central dans l'étude des relations internationales aujourd'hui, la littérature scientifique est surabondante. Signalons le synthétique ROCHE Jean-Jacques, *Théorie des relations internationales*, Paris : Montchrestien (Clefs politiques), 1997, 128 p., qui propose une réflexion sur l'« *hegemon réaliste* » ; KEOHANE Robert & NYE Joseph (Dir.), *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge : Harvard UP, 1972, 428 p.

facteurs d'ordre structurel qui produisent l'image d'un Etat<sup>1</sup>. La promotion de cette notion comme outil conceptuel des relations internationales équivaut à la reconnaissance d'une dimension transnationale au phénomène mémoriel, reconnaissance accordée par Krzysztof Pomian : « *un peu partout en Europe, l'intérêt pour la mémoire collective [...] semble être, depuis une vingtaine d'années, plus grand qu'il ne l'a jamais été. Plusieurs signes convergents en témoignent : l'importance accordée aux problèmes du patrimoine culturel, y compris ses strates les plus récentes ; la multiplication du nombre de musées [...] ; les controverses des historiens qui passionnent le large public et donc les médias autour des épisodes particulièrement douloureux du passé récent [...] ; la vogue dont jouissent les livres consacrés à un inventaire critique des contenus des mémoires nationales...* »<sup>2</sup>.

Or, la Finlande connaît elle aussi son « moment-mémoire ». Il n'y a certes pas complète équivalence de la situation française. Le terme lieux de mémoire, traduit *muistin paikat* en finnois, n'a fait en Finlande qu'une apparition récente. Forgé par un chercheur en anthropologie, Ulla-Maija Peltonen, il s'applique avant tout à ce qui est qualifié de « mémoire rouge », c'est-à-dire l'ensemble des récits, monuments, habitudes, qui perpétuent le souvenir d'un événement vécu en commun par les vaincus de la Guerre civile finlandaise de 1918<sup>3</sup>. Il n'a pas acquis la même portée qu'en France, et ne s'est pas encore confondu avec le terme monument, *muistomerkki*, littéralement « marque/signe de souvenir ». Pourtant, l'introduction du terme *muisti* dans ce contexte marque déjà l'apparition d'une problématique de la mémoire comme mémoire exercée, mémoire-rappel, en opposition à la mémoire constituée de souvenirs déjà présents, *muisto*. Prenant en compte cette problématique, Marie-Claire Lavabre avait proposé de réorganiser l'ensemble binaire de Nora, « mémoire historique- mémoire collective », en un trinôme « *histoire, mémoire historique, mémoire collective* »<sup>4</sup>. La mémoire historique est alors redéfinie comme l'élaboration finalisée par un groupe de sa propre histoire, travail de sélection des événements passés selon un plan d'organisation volontaire conscient. La mémoire collective, au contraire, est basée non pas sur un projet conscient de cohésion du groupe, mais sur une communauté de souvenirs. Ce faisant, M.-C. Lavabre plaide pour une conception restrictive, sociologique, de la mémoire collective.

---

<sup>1</sup> RAMEL Frédéric & DAVID Charles-Philippe, « « Oui mais... » L'image de l'Europe selon l'administration Bush : de l'ambivalence à la rigidité », *Etudes internationales*, vol. XXXIII, n°1, mars 2002, p. 33, cité par Anne de TINGUY, *Contribution à l'étude de la puissance dans le monde de l'après-Guerre froide. Le cas de la Russie*, Paris : IEP (Sous la direction de Dominique Colas), 2003, f. 210.

<sup>2</sup> POMIAN Krzysztof, *Sur l'histoire*, Paris : Gallimard, 1999, p. 263.

<sup>3</sup> Le terme même de Rouges qualifie avant tout ceux qui ont pris part à la Guerre civile finlandaise, par opposition aux Blancs, qui cherchaient à défendre la majorité bourgeoise dans l'Etat nouvellement indépendant (le Parlement de Finlande déclare l'indépendance le 6 décembre 1917, la guerre civile éclate en janvier 1918). L'ampleur du conflit, sur lequel nous reviendrons plus en détail, a permis l'extension du terme aux familles des victimes « rouges » du conflit. Il s'agit là de termes consacrés, qui font l'objet d'un consensus, et dont l'utilisation n'implique aucun positionnement quant au conflit. De même, le terme « bourgeois » est couramment employé pour désigner la coalition de partis majoritaires dans le parlement de Finlande au moment de la Guerre civile. Lui non plus n'est pas connoté. Il exprime simplement l'opposition au Parti social-démocrate qui permet la coalition.

<sup>4</sup> LAVABRE Marie-Claire, *Histoire, mémoire et politique : le cas du Parti communiste français*, Paris : IEP (Thèse sous la direction de Georges Lavau et Pascal Perrineau), 1992, p. 59. Lire également, du même auteur, « Pour une sociologie de la mémoire collective », *Transversales du CNRS*, résumé d'intervention, 25 janvier 2000, en ligne à l'adresse : <http://www.cnrs.fr/cw/fr/pres/compress/memoire/lavabre.htm>. Notons que pour M. Halbwachs, ce n'est pas le souvenir qui est à la base du groupe, mais le mouvement se fait en sens inverse : le groupe permet une reconstruction du passé à partir de ses cadres sociaux, afin de justifier les représentations sociales présentes. Marc Bloch rejette l'antériorité logique et chronologique de cette « mémoire collective » supérieure et surplombante. Selon lui, M. Halbwachs oublie ainsi la question fondamentale de la transmission de la mémoire. Roger Bastide propose une résolution du problème par la conceptualisation du groupe comme « système de relations inter-individuelle ». Cité par LAVABRE Marie-Claire, « Maurice Halbwachs et la sociologie de la mémoire », *Raison présente*, n° 128, 1998, pp. 47-56.

Les travaux d'U.-M. Peltonen reflètent ce dualisme entre mémoire historique et mémoire collective. Dans sa thèse qui a donné lieu à publication, *Punakapinan muistot* (Souvenirs de la Révolte rouge), elle étudie le mode de transmission des souvenirs liés à la Guerre civile de 1918, du côté des vaincus, de façon à expliquer la formation d'une mémoire collective rouge<sup>1</sup>. En utilisant le terme souvenir, elle se situe d'emblée dans la micro-histoire, et concentre sa recherche sur la formation d'une mémoire collective à partir d'une mémoire commune. Sept ans plus tard, dans son travail sur les lieux de mémoire rouges, elle préfère déplacer son analyse dans le champ des politiques de la mémoire. Ce passage de *muisto*, souvenir personnel, à *muisti*, la mémoire, se fait alors l'écho de la problématique montante des lieux de mémoire. Un exemple concret, que nous appelons « capture de la mémoire rouge », en référence aux insurgés de 1918, témoigne de la confusion entre mémoire et patrimoine. Cette confusion se manifeste dans le gigantesque projet « Les finlandais tués à la guerre » qui, depuis 1998, vise à rendre son identité à chacune des 40.000 victimes des violences politiques de la période 1914-1918, mais qui concerne essentiellement celles de la Guerre civile<sup>2</sup>. Ce projet illustre le désir d'exhaustivité, né d'un sentiment de rupture, et laisse transparaître la volonté de fixer dans la mémoire nationale, comme on conserve un patrimoine, celle des victimes de la Guerre civile.

Il y a donc, en Finlande, synchronie d'une diffusion du phénomène mémoriel, d'une discussion géopolitique portant sur l'identité nationale, et d'un débat historiographique qui, sous couvert d'histoire politique, prend ses distances vis-à-vis de la Guerre froide. Tout cela réuni dans l'espace de la quinzaine d'années qui nous séparent de la Guerre froide et de la chute de l'URSS. La promiscuité temporelle constatée de ces trois thèmes nous pousse à formuler la problématique suivante :

*Quelle est l'influence de la fin de la Guerre froide, et de la disparition de l'URSS, sur le mode d'organisation politique interne à la Finlande ? A travers le débat historiographique lui-même, quel regard est porté sur la position du pays durant la Guerre froide ? Y-a-t-il, malgré cette distanciation par l'histoire critique, un héritage de la Guerre froide en Finlande, qui déterminerait à la fois le développement politique interne et le rapport de la Finlande, en tant qu'acteur des relations internationales, à son environnement géopolitique ?*

En fait, comme dans le cas français où l'on voit s'effacer le cadre de l'Etat-nation tandis que s'opère une rétrogradation au rang de puissance moyenne, le succès de la notion de mémoire collective renvoie bien, en Finlande aussi, à un contexte marqué par de fortes mutations sociales et politiques. Il est plus précisément la manifestation de l'affaiblissement d'un mode d'organisation politique interne, affaiblissement engendré par des facteurs externes qui trouvent leur source dans les transitions géopolitiques. Ainsi, la réponse à notre problématique est à trouver dans l'articulation entre l'externe et l'interne.

Il faudra, dans un premier temps, montrer la pertinence de cette articulation dans le cas de la Finlande, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un processus universel. En nous appuyant sur

---

<sup>1</sup>PELTONEN, Ulla-Maija, *Punakapinan muistot. Tutkimus työväen muistelukerronnan muotoutumisesta vuoden 1918 jälkeen* (Souvenirs de la révolte rouge. Recherche sur la formation des récits de souvenir ouvriers après l'année 1918), Rauma : Suomalaisen Kirjallisuuden Seura (Toimituksia 657), 1996, 443 p. et *Muistin paikat. Vuoden 1918 sisällissodan muistamisesta ja unohtamisesta* (Lieux de mémoire : la mémoire et l'oubli de la Guerre civile de 1918), Helsinki : Suomalaisen Kirjallisuuden Seura, 2003, 330 p.

<sup>2</sup> Lancé par le Cabinet du Premier ministre en 1998, ce projet, baptisé « *Suomen Sotasurmat* » (Les Finlandais tués à la guerre), engage un large réseau de chercheurs en histoire finlandais, allemands, danois, suédois et russes. Il s'appuie sur les archives locales des 623 anciennes paroisses de Finlande et sur les archives privées fournies par 1.300 particuliers. Les dates choisies, 1914-1922, sont somme toute symboliques, et montrent qu'une certaine forme de tabou pèse encore sur la question de la Guerre civile en Finlande, puisque, de fait, sur les 39.550 victimes recensées au 19 mai 2004, 36.943 ont été tuées pendant la Guerre civile. Finalement, c'est bien sur la Guerre civile que porte le projet. Un site est entièrement consacré au projet, <http://vesta.narc.fi/cgi-bin/db2www/sotasurmaetusivu/main?lang=fi> (visité le 19 août 2004).

les travaux de Risto Alapuro, nous montrerons que, dans la naissance de la Finlande en tant que sphère politique autonome, prédominant des facteurs externes. De sa gestation dans la matrice de l'empire tsariste, elle hérite d'un trait caractéristique qui est le phénomène de dépendance externe en matière de politique étrangère et de sécurité, que Risto Alapuro qualifie de *itäinen*, « *eastern* » en anglais<sup>1</sup>. Cette dépendance, que l'on retrouve dans la plupart des unités politiques d'Europe orientale issues des empires multinationaux, s'oppose à la structure sociale interne qui apparente la Finlande à ses voisins scandinaves, et donc à l'Occident. A cet égard, la position particulière de la Finlande durant la Guerre froide, qui a donné naissance, par dérivation, au concept de finlandisation, est l'expression de cette rencontre structurante de deux champs de force : l'un, socio-politique, qui rapproche la Finlande de l'Occident, et l'autre, relevant des relations internationales, qui la rapproche du bloc de l'Est. Cette première partie sera placée sous le signe de la continuité (Partie I).

Discontinuité sera l'idée maîtresse de la seconde partie : à partir des observations faites sur le cadre dans lequel se constitue la sphère politique finlandaise, il faudra montrer en quoi la disparition d'un référent extérieur majeur du jeu politique, l'Union soviétique, sans affecter le cadre, en bouleverse le contenu. Ainsi, l'ordre politique interne mis en place à partir de la Guerre civile de 1918, déjà sujet à érosion depuis les années 1960, voit sa chute précipitée. C'est ici qu'intervient, non comme sujet d'une analyse phénoménologique, mais comme révélateur d'une évolution de l'ordre politique interne, le « moment-mémoire ». La disparition de l'URSS aux portes de la Finlande équivaut à la rupture du lien entre la menace externe, qui s'évanouit avec la puissance soviétique, et la menace interne, communiste, soudain isolée et sans objet. Le thème de la Guerre civile perd alors sa force structurante, qui organisait la séparation entre le national et le non-national (Partie II).

En étudiant l'impact d'un événement majeur des relations internationales sur la culture politique nationale, nous nous situons dans le champ des relations internationales telles qu'elles sont actuellement redéfinies. L'analyse que nous présenterons du concept de finlandisation, une fois encore, illustre cette ambition : il s'agit d'un terme ambivalent, utilisé aussi bien par les théoriciens des relations internationales que par ceux qui, en Finlande, se réclament de l'histoire politique, et qui sont les pionniers d'une nouvelle historiographie, au sens « *d'histoire de l'histoire* »<sup>2</sup>. Pour traiter cette dimension du sujet, il a fallu faire appel aussi bien à une littérature en anglais, abondante sur les sujets de politique étrangère, du fait de l'intérêt pour le pays qui a donné son nom à un phénomène géopolitique, qu'à la littérature destinée au débat historiographique interne.

Nous ne proposons pas ici une sociologie de la mémoire. Notre étude se limite à l'interprétation du surgissement de la problématique de la mémoire comme expression d'un changement de culture politique induit par une recomposition au niveau des relations internationales. Ce renoncement s'explique en partie par le traitement précisément exhaustif de ce sujet, et, en partie, par la crainte de nous égarer prématurément dans la « *gamme infinie des composantes de la mémoire* »<sup>3</sup>. Pareillement, nous obéissons à l'injonction de Marie-Claire Lavabre, et renonçons aux explications circulaires de la mémoire par l'identité et de l'identité par la mémoire. Nous ne tentons pas ici une esquisse de l'identité finlandaise, mais nous efforçons d'analyser les discours sur l'identité changeante comme produits d'une rupture géopolitique.

Analyser le « moment-mémoire » a nécessité de faire appel à la littérature en finnois, publiée dans le cadre d'études d'anthropologie, histoire orale, de micro-histoire ou même d'études des religions, et traitant dans sa majorité de la question de la mémoire rouge.

---

<sup>1</sup> ALAPURO Risto, « What is Western and What is Eastern in Finland », *Thesis Eleven*, n°77, mai 2004, pp. 85-101.

<sup>2</sup> RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris : Le Seuil, 2000, p. 323.

<sup>3</sup> NORA Pierre, *lieux de mémoire*, p. 84.

## I/ L'HERITAGE : LE CONDITIONNEMENT EXTERNE DE LA SPHERE POLITIQUE FINLANDAISE.

L'étude de l'horogénèse<sup>1</sup>, la formation des frontières, conduit à les percevoir non seulement comme les enveloppes extérieures des Etats, mais également comme le point de rencontre de deux champs de force. Ainsi est pointée la polysémie du terme frontière, qui peut aussi bien être une zone ou un espace, qu'une ligne. La terminologie anglo-saxonne qui oppose *frontier*, la frontière comme région, et *boundary*, la frontière comme ligne, retranscrit cette nuance<sup>2</sup>. Jusqu'à son intégration à l'empire tsariste, la Finlande présente les caractéristiques d'une région frontière, *frontier*, à l'interface entre l'Europe occidentale, incarnée par la Suède, et la puissance russe, d'envergure eurasiatique. Le mot, plutôt maladroit en français, zone-frontière, existe d'ailleurs en finnois sous une forme consacrée : *rajamaa*, où *raja*, du russe *kraj*, signifie frontière et *maa*, pays<sup>3</sup>. Le concept de zone-frontière met en exergue à la fois l'absence de structure étatique dans la région concernée, et sa fonction de ligne de front entre puissances rivales.

Zone-frontière entre deux expansionnismes, la Finlande a vu ses limites fluctuer au gré des lignes de front. A cet égard, sa naissance comme Etat-Nation est parfois dépeinte comme un phénomène d'induction exogène, de nature accidentelle: « *Finnish autonomy, and even the existence of a Finnish nation, can be considered an incidental byproduct of wars between Sweden and Russia* »<sup>4</sup>. Il est vrai que le territoire de l'actuelle Finlande n'est apparu sous une forme unifiée qu'à l'occasion du règlement d'un conflit napoléonien : suite à une victoire russe sur les troupes suédoises, le Traité de Hamina de 1809 confirme la réunion, sous l'autorité du Tsar Alexandre Ier, de la Vieille Finlande<sup>5</sup>, possession russe, et de la moitié occidentale de la Finlande, jusqu'alors partie du royaume de Suède. La dépendance du développement interne, en particulier de la construction stato-nationale, envers les dynamiques exogènes, est décisive.

La position occupée par la Finlande sur la carte conceptuelle de Stein Rokkan constitue une première approche de cette dépendance. Sur l'axe Nord-Sud, mesurant les conditions d'une

---

<sup>1</sup> Le terme a été forgé par Michel Foucher à partir du grec *horoi*, limitation du territoire des Cités helléniques dans l'antiquité. FOUCHER Michel, *L'invention des frontières*, Paris : Fondation pour les études de défense nationale, 1986, p. 51.

<sup>2</sup> Michel Foucher revient en détails sur le débat suscité par cette terminologie. S'il rejette le découpage terminologique anglo-saxon, c'est essentiellement parce qu'il estime infondé de considérer la frontière comme un objet en soi. Distinguer ces deux types de frontière revient selon lui à se contenter d'une approche régionale, en omettant d'autres niveaux d'analyse aussi pertinents, que ce soit l'échelon étatique ou celui des ensembles idéologiques par exemple. FOUCHER Michel, *ib.*, pp. 37-42.

<sup>3</sup> Le terme *raja* est apparu dès le XVIe siècle, sous la plume du « père » du finnois écrit, le réformateur luthérien Mikael Agricola, Evêque de Turku. Cette remarque étymologique, qui fait remonter la naissance du terme aux prémices du finnois écrit, montre à quel point la frontière russe marque, jusque dans la langue, la construction nationale finlandaise. HÄKKINEN Kaisa (Dir.), *Nykysuomen sanakirja. Etymologinen sanakirja* (Dictionnaire de finnois moderne. Dictionnaire étymologique), WSOY, Porvoo, 1987, p. 253.

<sup>4</sup> Edward C. Thaden, cité par ALAPURO Risto, *State and Revolution in Finland*, Berkeley: University of California Press, 1988, p. 19.

<sup>5</sup> *Vanha Suomi*, Vieille Finlande, tel était le nom finnois donné à la région qui, à partir de la fin du XVIIIe siècle, fut nommée *finliandskaya guberniya* : elle comprenait les provinces de Vyborg et de Kexholm incorporées à la Russie à l'issue d'une brève guerre contre la Suède, conclue par le Traité de Åbo de 1743. Sur le territoire de la Vieille Finlande, qui comprenait la quasi-totalité de l'Isthme de Carélie, et les contours occidentaux et septentrionaux du Lac Ladoga, les lois suédoises étaient maintenues. Pour un jeu de cartes représentant l'évolution territoriale de cette zone, HARLE Vilho & MOISIO Sami, *op. cit.*, p. 59. rend compte de la multiplicité des changements de la frontière orientale de la Finlande. Anssi Paasi propose également un document illustrant l'instabilité de la frontière finno-russe. Source : PAASI Anssi, *Territories, Borders and Consciousness: the Changing Geographies of the Finnish-Russian Border*, Londres: John Wiley and Sons, 1996, p. 88.

intégration culturelle rapide, c'est-à-dire du processus de construction nationale, la Finlande tombe dans la même catégorie que les pays scandinaves. Au contraire des pays du sud de l'Europe, où une religion supra-territoriale fait obstacle à l'unification culturelle, les pays nordiques sont caractérisés par le rôle des Eglises protestantes, qui délimitent des aires linguistiques et religieuses nationales. Le deuxième axe, Est-Ouest, indique les différences dans les conditions à la mise en place d'un appareil étatique géré rationnellement : à l'Ouest, le système économique fortement monétarisé facilite la construction étatique, tandis qu'à l'Est, la structure agraire la retarde. Cet axe explique, par un phénomène de dépendance économique, que l'espace est-européen ait été occupé par de vastes empires multinationaux jusqu'à la Première guerre mondiale. De ce point de vue, la Finlande rejoint la frange extrême-orientale, où le système économique repose sur une base agraire, par opposition aux systèmes économiques monétarisés occidentaux.<sup>1</sup>

Les limites de la carte conceptuelle de Rokkan résident dans son aspect taxinomique. Bien qu'elle permette un classement de tous les Etats européens, elle ne prend pas assez en compte leurs interactions. C'est précisément cette faiblesse que Theda Skocpol souligne, à travers son analyse des révolutions : elle propose une prise en compte du poids des relations inter-étatiques dans le surgissement de conflits socio-politiques internes. Elle prend alors l'exemple de l'impact de la Guerre russo-japonaise sur la Révolution russe de 1905<sup>2</sup>. Il suffit de pousser l'exemple un peu plus loin pour constater que la théorie de Skocpol s'applique également à notre sujet. En 1905, province autonome de l'Empire tsariste, la Finlande est encore dotée d'institutions parmi les plus archaïques en Europe, avec un système de Diète à quatre Etats hérité de la période suédoise. Profitant de la paralysie des forces armées impériales, due à la Guerre russo-japonaise et aux troubles révolutionnaires en Russie, la Finlande connaît ainsi un changement radical qui la fait passer d'un seul coup d'un système parlementaire archaïque au système le plus démocratique du continent. Le droit de vote est accordé aux femmes comme aux hommes et la population électorale est multipliée par dix. Il y a ainsi entière détermination de la formation de la *politie*, telle que définie par Baechler, par des causes externes<sup>3</sup>. Ce lien interne-externe, dont nous retracerons la formation dans un premier temps (chap. 1), est essentiel pour comprendre la politique étrangère finlandaise telle qu'elle est apparue durant la Guerre froide. Ainsi nous mettrons en évidence l'emboîtement des héritages dans le cas de la Finlande. Il y a bien dans la ligne de politique étrangère définie durant la Guerre froide un héritage du fort conditionnement international de la construction stato-nationale (chap. 2).

---

<sup>1</sup> ROKKAN Stein & URWIN Derek, *Economy, territory, identity: politics of West European peripheries*, Londres/ Beverly Hills: Sage, 1983, pp. 30-32, 79-82.

<sup>2</sup> SKOCPOL Theda, *States and Social Revolutions: a Comparative Analysis of France, Russia, and China*, Cambridge/ New York : Cambridge University Press, 1979, pp. 31-32.

<sup>3</sup> *Politie* est un terme dérivé du grec *politeia*, lui-même assez fidèlement rendu en anglais par *polity*. Il est utile pour lever les ambiguïtés de la traduction française traditionnelle de *politeia* par « république ». Voici la définition de Jean Baechler : « Groupe humain défini par le fait que, vers l'intérieur, il existe des procédures qui doivent permettre, du moins en principe, de régler pacifiquement les conflits nés entre ses membres, alors que vers l'extérieur et à l'égard d'autres groupes de même définition, ou bien ces procédures n'existent pas, ou bien leurs décisions ne peuvent être imposées par un pouvoir politique, de telle sorte que tout conflit politique entre eux peut à tout moment dégénérer en guerre. Les fins de la *politie* sont la justice à l'intérieur et la paix à l'extérieur » in BOUDON Raymond, *Traité de sociologie politique*, Paris : PUF, 1992, p. 66.

## Chapitre 1 : De l'Etat dans l'Empire à l'Etat entre empires. Les fondements historiques de la spécificité finlandaise durant la Guerre froide.

Dès son incorporation dans l'empire tsariste, la Finlande bénéficie de sa position de périphérie proche du cœur impérial. En effet, il paraît vital d'entretenir la loyauté d'une province dont les frontières s'avancent à 30 km seulement de Saint-Pétersbourg. Détacher la Finlande de la sphère d'hégémonie suédoise, à laquelle certains éléments linguistiques et culturels la rattachent, c'est le sens des privilèges et du statut particulier accordés au Grand-Duché. Progressivement, en raison de la large autonomie dont bénéficie la bureaucratie locale, un ordre légal autonome s'agrège, qui conduit à l'émergence d'un cadre étatique encore emboîté dans la hiérarchie des normes impériale. C'est dans la tension entre ces deux ordres légaux, motrice de la dialectique des relations finno-tsaristes, plutôt que finno-russes, qu'il faut chercher la dynamique génératrice de la construction stato-nationale finlandaise.

Les relations finno-tsaristes, entre une province et son Grand Duc, le Tsar, ne furent jamais vraiment déséquilibrées, à l'exception notable des tardives périodes de russification. Le contraste est net avec la période qui court jusqu'en 1948 : l'indépendance de la Finlande coïncide alors avec la formation de l'Union soviétique. Leur antagonisme idéologique génère une forme d'instabilité, dans le sens où la quasi-inexistence des relations diplomatiques dans l'Entre-deux-guerres résulte de la domination du débat politique finlandais par les mouvances anti-communistes.

### 1.1 La dialectique des relations finno-tsaristes : tension fondatrice entre ordre légal interne et appartenance à l'empire tsariste (1809-1917).

L'analyse politique finlandaise érige en clivage majeur de la vie politique locale l'attitude préconisée face à la Russie. Ainsi, depuis la période de russification s'affronteraient deux pôles<sup>1</sup>. La ligne conciliationniste, *myöntyvääsyyssuunta*, d'un côté, dont les partisans prônent une attitude compréhensive, si possible anticipatrice, à l'égard des intérêts russes, puis soviétiques. L'autre pôle, celui des « constitutionnalistes », *perustuslailliset*, milite pour une défense sans concessions de la souveraineté nationale, protégée par les textes de loi. Comme leur nom l'indique, les constitutionnalistes estiment que l'ordre légal du Grand-Duché, qu'ils appellent *perustuslaki*, loi fondamentale, est la garantie suprême de l'existence d'un Etat finlandais. Ce dualisme éclaire le processus par lequel le sentiment national s'est forgé, dans la tension entre appartenance à l'empire tsariste et l'ordre légal interne. Province privilégiée d'une union dynastique multinationale, la Finlande s'est d'abord constituée comme un Etat dans l'Empire. Puis, lorsque fut tentée la mutation de l'Empire en un Etat unitaire, tout l'Etat-Nation finlandais répondit par le slogan : « russification=aliénation ».

#### 1.1.1 L'Empire tsariste, matrice de la structure stato-nationale finlandaise.

La date de l'annexion à l'Empire russe, 1809, marque la genèse de l'Etat finlandais moderne. Tranchant avec la tradition centralisatrice des derniers règnes suédois, le mode d'administration tsariste va permettre, encourager même, le développement d'un cadre étatique autonome.

---

<sup>1</sup> En fait, le clivage est même antérieur à la période de la russification. L'instant premier de la fracture semble être le débat quant à l'attitude à adopter lorsque se soulève la Pologne, en 1863. La ligne conciliationniste est alors clairement tracée, en particulier par J.V. Snellman, dont un texte sur le sujet, traduit en anglais est disponible dans KIRBY D.G., *Finland and Russia 1808-1920 : From Autonomy to Independence. A Selection of Documents*, New York : Harper and Row, 1975, pp. 49-50. Le pôle constitutionnaliste n'est pas encore unifié. Il ne le sera qu'en conséquence du Manifeste de février, mais une ligne de défense coûte que coûte des acquis juridiques est déjà esquissée.

## *L'ordre légal finlandais : formation d'un Etat moderne.*

A la source du sentiment national finlandais se trouve l'architecture institutionnelle et juridique du Grand-Duché. Déjà, devant la Diète de Porvoo, rassemblant les quatre Etats de la Finlande annexée, le Grand Duc déclare : « *la Finlande a été élevée au rang des Nations* »<sup>1</sup>. L'Empereur Alexandre Ier accepte tout le bagage législatif finlandais, en confirmant comme « *korennye zakony* », lois fondamentales, la Constitution gustavienne de 1772 et l'Acte de 1789 garantissant la liberté de réunion. De cette façon, l'Empereur sanctionne la transformation de la Finlande d'une simple province administrative de la Suède en un Etat gouverné constitutionnellement<sup>2</sup>. De plus, afin d'assurer la gestion des affaires du Grand Duché, un conseil gouvernemental est formé, sous la présidence d'un Gouverneur général nommé par le Grand Duc, c'est-à-dire l'Empereur lui-même. Rebaptisé « Sénat », cet organe, composé uniquement de Finlandais, connaît une rapide expansion de ses pouvoirs du fait de l'action des Gouverneurs généraux. Le Gouverneur Menchikov, en particulier, qui postule que les affaires de Finlande doivent se résoudre en Finlande, introduit une tradition de consultation des sénateurs. Enfin, le Sénat siège à Helsinki, au détriment de Turku, ancienne capitale tournée vers la Suède. Ainsi, le centre de gravité de l'embryon stato-national finlandais se déplace vers l'Est de manière irréversible. Toutefois, 1809 n'apparaît rétrospectivement comme l'acte de naissance de l'Etat finlandais qu'au milieu du siècle. Alors, l'idée que la Finlande existe déjà en tant qu'Etat est popularisée par le juriste Israël Hwasser<sup>3</sup>. Les réformes impériales qui suivent la Guerre de Crimée accélèrent la diffusion de cette théorie. Bien que l'esprit originel des réformes consiste à faire évoluer l'Empire d'une union dynastique multinationale à un Etat unitaire, en s'adossant à l'unification de l'administration impériale, leur résultat fut manifestement inverse en ce qui concerne la Finlande. Sur leurs deux fronts, économique et administratif, elles impliquent un net éloignement par rapport à la Russie.

Réparer les dégâts économiques causés par la Guerre de Crimée<sup>4</sup> pour que tarissent les sources potentielles d'un violent réveil national, tel est le but initial des principales réformes en Finlande. Dans cette perspective, le développement du capitalisme industriel est accéléré par l'élargissement des droits à la mobilité sociale et spatiale. Concrètement, l'Etat ne se contente plus de contrôler l'activité économique et de redistribuer les surplus de production, mais cherche à reproduire le mode capitaliste de production et d'accumulation du capital. Afin de gommer les barrières au développement économique, un plan, présenté en 1856 par Alexandre II lui-même, prévoit le percement de canaux, l'amélioration du réseau de communications, et l'intensification du trafic commercial sur les voies maritimes. De plus,

---

<sup>1</sup> Discours en français d'Alexandre Ier à la clôture de la Diète de Porvoo, le 19 juillet 1809 : « *Ce peuple courageux et loyal bénira la Providence, qui a déterminé le cours des événements présents. Placé à partir de maintenant au rang des Nations, sous le gouvernement de ses propres lois, il ne se souviendra pas de la domination passée, si ce n'est pour développer des relations amicales, quand celles-ci seront rétablies dans un esprit de paix* ». ORDIN K., *Pokorenie Finlyandii*, vol. 2, 1889, pp. 407-408, in KIRBY D.G., *op. cit.*, p. 16 ; les quatre Etats sont : *aatelissääty*, les nobles, *porvarissääty*, les bourgeois, *pappissääty*, les clercs, et *talonpoikaissääty*, les paysans.

<sup>2</sup> Une remarque pour lever toute ambiguïté : la possession d'une constitution ne signifie pas que le régime soit constitutionnel : la Finlande conserve un statut de dominé au sein de l'Empire. COLAS Dominique, *Les constitutions de l'URSS et de la Russie (1905-1993)*, Paris : PUF (Que Sais-Je ?) 1997, p. 26.

<sup>3</sup> Le terme équivalent à Etat, *valtio*, n'apparaît pas avant 1848 en finnois. Ce n'est que dans ces années-là que la théorie constitutionnaliste perce véritablement. Le premier texte présentant la théorie de I. Hwasser date de 1838 : HRWASSER Israël, *Om allianstractaten emellan Sverige och Ryssland år 1812*, 1838. Pour les non-svédophones, un extrait significatif du texte est traduit en anglais dans KIRBY K.G., *op. cit.*, p. 27.

<sup>4</sup> Sans être durement touchée, la Finlande fut malgré tout le lieu de la bataille de Viapori, actuellement Suomenlinna, île de la baie d'Helsinki bombardée par des unités navales françaises et anglaises. Les dégâts furent surtout maritimes : 60% du tonnage marchand fut détruit. « Le tournant de la guerre de Crimée : réformes et favoritisme » in HENTILÄ Seppo, JUSSILA Osmo, NEVAKIVI Jukka (Trad. CROUZET Marjetta & Michel), *Histoire politique de la Finlande XIXe-XXe siècle*, Paris : Fayard, 1999, pp. 64-65.

certaines dispositions consacrent le branchement au système économique international : en 1860 est créé le *markka*. Dès lors, la Finlande se dote de douanes sur la frontière russe, alors qu'elle possède déjà son propre service postal. Les réformes initiées par le Tsar comprennent également la modernisation de l'administration. A terme, l'amélioration du système éducatif doit faciliter la formation d'une bureaucratie fondée sur le mérite. Modernisation de l'administration, renforcement de l'Etat, institutionnalisation du territoire, éclosion d'une sphère industrielle capitaliste : l'administration impériale russe favorise la formation d'une unité politique nouvelle.

#### *L'Etat produit la Nation.*

Les travaux d'Ernest Gellner mettent en exergue la correspondance entre mode de production capitaliste, Etat moderne et nationalisme. L'union de ces trois éléments s'effectue mécaniquement, sous l'effet de l'industrialisation. Le capitalisme industriel suppose la mobilité sociale de populations qui, dans le mode d'organisation sociale précédant, celui des « empires agro-lettrés », reproduisaient à vie le même geste transmis par apprentissage familial. Dans une société industrialisée, la division du travail induit une mobilité sociale, qui à son tour exige que toute personne engagée sur le marché du travail soit capable de communiquer avec tout autre partenaire potentiel, indépendamment d'un contexte donné. Il faut qu'émerge un univers tissé de référentiels communs, dans lequel chacun puisse se repérer. Or, pour unifier les signes, les moyens de communication, et donc organiser socialement le processus d'industrialisation, l'Etat-nation est le modèle le plus approprié. Il est considéré comme la seule structure capable de générer un phénomène d'entropie, c'est-à-dire de donner à chacun les connaissances techniques, le savoir de base, nécessaires au fonctionnement souple du marché du travail. En escamotant un terme dans la phrase de Max Weber, Gellner affirme que « *l'Etat détient le monopole de l'éducation légitime* »<sup>1</sup>. L'unification linguistique et l'éducation de masse, exigées par le capitalisme, réalisées par l'Etat au nom de l'idée nationale, sont symptomatiques de cette relation entre Etat-Nation et capitalisme.

La thèse de Gellner montre que le nationalisme correspond à un moment du développement économique. Il est le socle de légitimité à partir duquel l'Etat déploie sa stratégie d'organisation sociale du processus d'industrialisation. Benedict Anderson complète cette vision en faisant la lumière sur le processus par lequel la nation est inventée, imaginée. Il remarque la concomitance de l'expansion du nationalisme et de l'accès élargi à la production littéraire, livres et journaux, engendré par le capitalisme. La communauté nationale se raconte, par la médiation de la langue, véhicule principal de l'identité nationale, mais également par l'utilisation d'images, de symboles de références<sup>2</sup>. Ces théories tendent à considérer l'identité nationale comme un construit : « *l'identité ne transcende pas le groupe, elle est ce par quoi le groupe existe* ». Par conséquent, la véritable naissance d'une nation, écrit Anne-Marie Thiesse, c'est le moment où un groupe déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver<sup>3</sup>.

Dans le cas de la Finlande, la langue, vecteur d'unification de la communauté nationale en même temps que de différenciation, est l'instrument premier du nationalisme. Cette situation fait écho au romantisme national allemand. Le courant impulsé par Herder avait pour origine la nécessité, ressentie comme un besoin impérieux, d'un réveil national contre l'hégémonie culturelle française. Contre l'élitisme francophile de l'aristocratie européenne, Herder invoque

---

<sup>1</sup> Ernest Gellner propose lui-même, à la fin de son ouvrage sur le sujet, un excellent résumé de sa thèse. GELLNER Ernest, *Nations and Nationalisms*, Oxford: Blackwell (New Perspectives on the Past), 1983, p. 142.

<sup>2</sup> ANDERSON Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres: Verso, 1983. 160 p.

<sup>3</sup> MAYER Françoise, *Les Tchèques et leur communisme : mémoire et identités politiques*, Paris : Editions de l'EHESS, 2003, p. 21 ; THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècles*, Paris : Le Seuil, 1999, p.11.

le *Volksgeist*, le génie national, qui se laisse découvrir à l'état authentique dans la langue vernaculaire. L'effort de collecte des contes populaires, l'entreprise de codification des langues, visent ainsi à révéler la culture nationale. Posture moderne, essentialiste, de Herder, que le mouvement national finlandais reproduit à l'identique.

Symétrie frappante avec l'opposition entre cultures germanique et française, le romantisme national finlandais s'agrège d'abord par opposition à la domination culturelle suédoise. En effet, le suédois demeure, bien après l'annexion par le Tsar, la langue de l'élite. La noblesse du Grand Duché est svécophone, et le suédois est la langue administrative et scientifique majeure. Ce n'est qu'en 1863 que le finnois se voit octroyer un statut comparable pour les affaires concernant la population finnoise, et seulement dans les années 1880 que le nombre de collégiens finnophones égale celui des collégiens svécophones<sup>1</sup>. Pour contrer cette hégémonie linguistique, le romantisme national finlandais applique les techniques de Herder. Représentant le plus illustre parmi les premiers romantiques nationaux, le docteur Elias Lönnrot sillonne la Carélie finlandaise et russe pour collecter les récits mythiques qui constitueront le *Kalevala*, l'épopée des peuples finnois.<sup>2</sup> Cet ouvrage est une illustration parfaite du phénomène « d'invention de la tradition »<sup>3</sup>, d'imagination d'une communauté nationale. Certes, l'absence de références nationales et les thèmes dont traite le *Kalevala*, en particulier la Genèse décrite dans le premier poème<sup>4</sup>, le classent parmi les grands récits des origines. Cependant, l'omniprésence du milieu naturel auquel le nationalisme finlandais fait référence lui confère bien valeur de pièce-maîtresse du courant romantique national. Description et délimitation du territoire national constituent les thèmes centraux de ce courant. L'œuvre d'un autre écrivain de langue finnoise, Zacharie Topelius, participe de cette naturalisation du sentiment national, au sens propre comme au figuré : dans *Maamme kirja* (Le livre de notre pays)<sup>5</sup>, sont définis les canons romantiques nationaux du paysage finlandais, auquel est donnée une puissante charge émotionnelle. Le génie national s'incarne dans les courbures des lacs, dans la cime des sapins. Naturalisation et essentialisation du caractère national. Nationalisme herdérien.

### 1.1.2 Russification=aliénation, la rhétorique de l'altérité dans le discours national finlandais.

Dans une seconde phase, le mouvement fennomane, qui repose sur la structure sociale nordique non-féodale de la Finlande, et dont le but est d'unir Etat et peuple, spécialement au travers de l'apprentissage par la bureaucratie provinciale de la langue du peuple, le finnois, donne au courant national un ton plus revendicatif.

#### *L'idée fennomane : réveiller la nation qui s'ignore.*

Dotée d'un fort héritage hégélien, la doctrine fennomane postule l'Etat comme espace dans lequel les individus se comportent selon un code moral et travaillent à promouvoir l'intérêt général. Pour qu'émerge cet Etat hégélien, il faut concrétiser la synonymie entre Etat et

---

<sup>1</sup> L'égalité des statuts est proclamée par le Manifeste de la langue, du 1<sup>er</sup> août 1863. Une version anglaise du texte est disponible dans KIRBY D.G., *op. cit.*, pp. 53-54. La parité numérique entre svécophones et finnophones dans les années 1880 est révélée par l'étude d'un Comité sur la législation linguistique du Ministère de la Justice : TYYNILÄ Markku (Dir.), *Kansalliskielten historiallinen, kulttuurinen ja sosiologinen tausta* (L'arrière-plan historique, culturel et sociologique des langues nationales), Helsinki : Oikeusministeriö (Kielilakikomitea, Työryhmämuistio), 2000, pp. 6-9.

<sup>2</sup> Aujourd'hui encore, le *Kalevala* constitue le cœur de la narration nationale finlandaise. L'œuvre est au programme, par extraits, dès les premières classes du niveau primaire. De plus, il existe un *Kalevalan päivä*, jour du *Kalevala* : chaque 28 février est consacré à l'épopée des Finnois.

<sup>3</sup> Expression empruntée à HOBBSAWN Eric & RANGER Terence (Dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge : Cambridge University Press/ Canto, 1992, 328 p.

<sup>4</sup> « Ensimmäinen runo » in LÖNNROT Elias, *Kalevala*, Helsinki : SKS, 1983, 510 p. Il existe une très belle édition française de l'épopée par Antoine-Louis Léouzon-Le Duc.

<sup>5</sup> Vendu à 310.000 exemplaires, alors que la population du pays s'élève à un peu plus de 2 millions d'habitants. Maija Lehtonen in VIIKARI Auli (Dir.), *Kirjallisuudentutkijain seuran vuosikirja*, Helsinki : SKS, 1983, p. 57.

Nation, créer un lien entre la classe éduquée, qui forme déjà une Nation consciente, et le peuple<sup>1</sup>, auquel il faut encore enseigner la conscience nationale. En tant que représentants des classes supérieures éduquées, les Fennomanes jouissent d'un égal accès aussi bien aux plus hauts postes universitaires qu'aux plus hautes fonctions administratives du stato-embryon finlandais : nulle barrière ne limite la reconversion d'un poste de sénateur à une chaire d'université, par exemple<sup>2</sup>. Ils détiennent dès lors une position idéale pour mener à bien leur projet. De plus, cette idée fennomane germe dans un terreau sociologique favorable : on constate l'absence d'une noblesse constituée de grands propriétaires terriens. Le modèle de la paysannerie libre, propriétaire des terres qu'elle cultive, présent dans les pays scandinaves<sup>3</sup>, s'applique de même en Finlande. Les classes supérieures, svécophones, ne doivent donc pas leur position à la propriété mais aux fonctions assumées au sein de l'administration. Par conséquent, leur intérêt commande l'adoption du langage de la majorité pour s'assurer la loyauté des masses envers l'Etat en construction. Ici se trouve la base de l'unification linguistique : point d'assaut contre la structure bureaucratique proprement dite, mais simple adoption de la langue populaire, le finnois, par les élites administratives et intellectuelles. Au fond, on observe une alliance, sociologiquement déterminée, entre une élite éduquée, nationaliste, et une paysannerie libre. Cette alliance implique une réceptivité de la première, l'élite, envers les difficultés de la seconde. D'où la fusion, à la base de l'idée fennomane, entre « *une conception patriarcale, conservatrice de la société et une idée nouvelle de la libre activité civique* »<sup>4</sup>. Les associations fennomanes se fixent pour but d'éduquer la paysannerie finnophone, par la création d'écoles en finnois, la lutte contre l'alcoolisme, l'amélioration des conditions de travail. C'est sous cet esprit que se déploie le réseau des associations fennomanes.

Ce qui frappe dans le cas de la formation de l'Etat-Nation finlandais, c'est l'omniprésence de la « société civile », si l'on entend par là « *l'espace autonome de médiation entre la sphère privée et l'Etat* »<sup>5</sup>. Les associations fennomanes luttent pour que paysans et ouvriers se reconnaissent dans l'Etat en construction. Dans son ouvrage d'étude de la municipalité de Huittunen, Risto Alapuro montre le rôle que jouent les associations éducatives dans

---

<sup>1</sup> La distinction peuple – nation, sans être artificielle, n'est pas aussi nette en finnois. Le mot nation (*kansakunta*) n'est pas une catachrèse, mais un dérivé du mot peuple (*kansa*), ce qui montre leur proximité conceptuelle, et la fragilité de leur distinction. L'apparition de ces termes intervient justement au cours de la période que nous étudions. La définition donnée par les dictionnaires montre leur relation étroite : « [Kansakunta nimitystä käytetään] varsinkin sellaisista kansoista joilla on verraten korkea sivistys, tavallisesti myös valtiollinen itsenäisyys; ei sen sijaan esim. luonnonkansoista. [Kansakunta] on järjestyneempi kokonaisuus kuin kansa Esim. Keisari Aleksanteri I:n toimesta Suomi « korotettiin kansakuntien joukkoon » (On utilise surtout la dénomination « *kansakunta* » pour ces peuples (*kansat*) qui ont une civilisation relativement haute, souvent également dotés d'une indépendance politique ; non pas pour les peuples indigènes. La Nation (*kansakunta*) est un rassemblement mieux structuré que le peuple (*kansa*). Par exemple, à partir d'Alexandre 1<sup>er</sup>, la Finlande a été, élevée au rang des autres *kansakunnat*, Nations). SADENIEMI Matti, *Nykysuomen sanakirja* (Dictionnaire de finnois moderne), Porvoo : WSOY, 2002.

<sup>2</sup> ALAPURO Risto, « The Intelligentsia, the State and the Nation » in ENGMAN Max & KIRBY David, *Finland, People, Nation, State*, Londres: Hurst, 1989, p. 148.

<sup>3</sup> La Scandinavie, ensemble géographique, comprend la Suède, la Norvège et le Danemark. Sur une base culturelle, l'Islande se voit souvent ajoutée à ce trio, mais la Finlande s'en démarque, à la fois pour des raisons linguistiques, politiques et culturelles. Sans entrer dans le débat, nous préférons l'adjectif « nordique » pour qualifier le modèle social par lequel rapprocher les pays scandinaves et la Finlande. SIMOULIN Vincent, « L'Union européenne au regard des pays nordiques », *Les Etudes du CERI*, juin 2000, n° 66, f.2.

<sup>4</sup> LIIKANEN Ilkka, « Kansanvalistajien kansakunta » (La Nation des instructeurs du peuple) in ALAPURO Risto, *Kansa liikkeessä* (Le peuple en mouvement), Helsinki: Kirjayhtymä 1987, p. 132.

<sup>5</sup> LE HUEROU Anne & ROUSSELET Kathy, « La société civile en Russie : de l'utopie à l'engagement civique », *Problèmes politiques et sociaux (Dossiers d'actualité mondiale de La Documentation française)*, 8 janvier 1999, n° 814, p. 3.

l'émergence d'une conscience sociale de l'espace<sup>1</sup>. L'existence de cette société civile découle de ce que l'Etat finlandais de la fin du XIXe siècle, produit de l'Empire tsariste, présente déjà les caractéristiques essentielles de l'Etat moderne selon Max Weber : il repose sur un ordre légal, puisque s'y applique un corpus juridique propre à la Finlande, ainsi que sur une bureaucratie centralisée qui a autorité sur un territoire, et qui est sujette à cet ordre légal.

La synchronisation des dynamiques de formation étatique et d'expansion du mouvement associatif étaye la remise en cause de la prétendue contradiction ontologique entre société civile et Etat. Dans le *Glaive et le Fléau*, Dominique Colas démontre que la société civile ne peut exister sans un Etat garantissant l'Etat de droit : « *L'Etat de droit est la société civile* »<sup>2</sup>. La manière dont ont disparu les régimes communistes en Europe souligne cette complémentarité, ou, plutôt, cette indissociabilité, de l'Etat et de la société civile : ce qui singularise les régimes d'inspiration léniniste, c'est la « vampirisation » de l'Etat par le Parti. Lorsque la « société civile » se voit donner la parole en URSS à partir de la fin des années 1980, ce n'est pas contre l'Etat que sont dirigées les revendications, mais avant tout contre le Parti, comme le montre la lutte pour l'abolition de l'article 6. Ainsi, à propos du putsch des 19-21 août 1991, « *l'histoire de l'URSS réfutait les antagonismes, dogmatiquement avancés en Occident [...] entre Etat et société civile et elle montrait le combat d'une société civile (embryonnaire) pour la survie d'un Etat représentatif et juridique (balbutiant)* »<sup>3</sup>.

D'une certaine manière, l'empire tsariste produit l'Etat qui produit la nation et protège la « société civile ». Les autorités impériales ont en effet mis en place un cadre étatique dans lequel elles ont laissé se développer ce qu'elles espéraient n'être qu'un vague sentiment national. Le sort réservé à Snellman, dont les publications « littéraires » furent constamment tolérées, mais qui fut inquiété dès qu'il entreprit des menées politiques, illustre cette volonté d'ériger la culture finnoise en obstacle malléable à l'influence suédoise, réputée porteuse de menaces irrédentistes<sup>4</sup>. Ce faisant, un Etat-Nation est né.

Dès lors, les tentatives de plier la prospère Finlande au sort commun sont vouées à l'échec. Dans les années 1890, le Grand Duché est le seul héritage d'Alexandre I<sup>er</sup> qui ait conservé un statut spécifique. Les privilèges, multiples, permettent en particulier le quintuplement de la production « nationale » entre 1860 et 1913<sup>5</sup>. Helsinki, le nouveau centre administratif, devient également un noyau économique indépendant, qui ne repose ni sur le dynamisme de la métropole pétersbourgeoise, ni sur celui de Stockholm. A partir de ce centre s'articule une

---

<sup>1</sup> ALAPURO Risto, *Suomen synty paikallisena ilmiönä 1890-1933* (La naissance de la Finlande comme un phénomène locale), Helsinki : Hanki ja Jää, 1995, 386 p. Risto Alapuro se place dans une perspective de micro-histoire, en prenant comme cas d'étude la paroisse de Huittuinen, dans le Sud-Ouest de la Finlande, pour comprendre l'articulation complexe entre structure sociale locale et mobilisation politique. D'après lui, seul le niveau local permet de saisir le mécanisme de la mobilisation politique, c'est-à-dire comment chaque personne définit son groupe et ses relations avec les autres groupes, et comment, au final, il prend conscience de son appartenance nationale et de classe.

<sup>2</sup> COLAS Dominique, *Le Glaive et le Fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile*, Paris : Bernard Grasset, 1992, p. 307.

<sup>3</sup> COLAS Dominique, *ibid.*, p. 310.

<sup>4</sup> Une analogie avec la politique soviétique des nationalités en Asie centrale, sous la forme des « cadres vides produisant des effets de réalité », est possible. Trancher dans le continuum persan, trancher dans le continuum svécophone : d'une certaine manière, la politique tsariste en Finlande, s'appuyant sur une élite locale pour faire barrage aux menaces d'un potentiel bloc historico-culturel, annonce la politique soviétique des nationalités. Cependant, les objectifs diffèrent : entretenir la loyauté de la population d'une zone stratégique constitue une fin en soi pour ce qui concerne la Finlande, tandis que la finalité est l'apparition d'un homme soviétique en Asie centrale à partir du début des années 1920. ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des Nations*, Paris : Le Seuil, 1997, 326 p. ; ROY Olivier, *L'Asie centrale contemporaine*, Paris : PUF (Que Sais-Je ?), 2001, 128 p. ; ou encore BUCHWALTER Bertrand, *Le présent du passé : idéologies, science et conscience nationale en Ouzbékistan*, Paris : IEP (Mémoire de DEA), 1999, p. 42.

<sup>5</sup> HJERPPE Riitta, PIHKALA Erkki, « The Gross Domestic Products of Finland. A Preliminary Estimate », *Economy and History*, vol. XX, n°2, 1977, p. 59.

division géographique du travail, qui conduit à l'interdépendance des régions du Grand Duché. Une province surdéveloppée au territoire économiquement et politiquement unifié dans un empire autocratique et multiethnique, voilà ce qu'est devenue la Finlande à l'orée du XXe siècle. Lorsque l'administration impériale se fixe pour objectif de l'intégrer à l'unité politique russe, de la transformer en *oblast*, toute la classe politico-administrative finlandaise se sent menacée et embrasse la cause nationaliste : pour que l'appareil administratif local survive, il faut conserver l'autonomie, voire parvenir à l'indépendance.

*Les limites de la « russification ».*

En 1899, le Manifeste de février statue que seules les lois de portée locale, ne concernant que la Finlande, seront désormais préparées selon la procédure finlandaise. Craignant que toutes les lois ne soient déclarées « de portée générale » par le pouvoir impérial, qui éviterait ainsi le veto de la Diète, les Finlandais perçoivent le Manifeste comme une rupture unilatérale de l'ordre légal. L'œuvre allégorique *L'Agression*, de Eetu Isto, illustre l'intensité dramatique avec laquelle le Manifeste est accueilli : un aigle à deux têtes aux couleurs sombres fond sur une jeune fille vêtue de blanc, afin de lui arracher le Code juridique<sup>1</sup>. Néanmoins, la portée de l'événement doit être relativisée. La « russification » dont le Manifeste de février se voulait annonciateur, n'a pas lieu. Si le Manifeste de la Langue (1900) assure la primauté de l'usage du russe dans l'administration, il rencontre une forte résistance auprès des finnophones et, au final, seule la position du suédois est affaiblie. De même, si la première loi sur la conscription appliquée à la Finlande entre en vigueur en 1901, les grèves de l'armée, c'est-à-dire le refus des conscrits de se présenter au recrutement, en limitent la portée. La « russification » de la Finlande, avant d'être un objectif politique impérial non abouti, est d'abord un mythe, sur la base duquel les élites fennomanes parviennent toutefois à former une union nationale. L'unité du mouvement a pour pilier un discours sur l'altérité qui semble soudain révélée : altérité de la langue, de l'administration, de l'Etat, russes, russification = aliénation.

La Révolution de 1905 fournit l'opportunité de faire pression sur l'Empereur<sup>2</sup>. Le 4 novembre, le Tsar concède la transformation du système politique et suspend le Manifeste de février, la loi sur la conscription ainsi que les autres mesures d'intégration. La Finlande se dote d'un parlement monocaméral élu au suffrage universel direct. Toutefois, les tensions finno-russes demeurent vives et la classe politique se scinde entre Vieux Finlandais, héritiers des fennomanes, qui adoptent une attitude conciliatrice à l'égard des autorités impériales, et Jeunes Finlandais qui représentent une ligne constitutionnaliste. Ce clivage, qui remplace celui de la langue, persistera durant toute l'histoire de la Finlande indépendante.

## **1.2 L'impossible équilibre des relations finno-soviétiques ? (1918-1948)**

Etat dans l'Empire, dotée d'institutions politiques propres, la Finlande demeure dépendante du centre russe. En ce qui concerne le maintien de l'ordre, elle est privée d'une armée propre depuis le Manifeste de février<sup>3</sup>. De plus, pour des raisons stratégiques conditionnées par la menace d'une attaque allemande sur Petrograd, la Finlande accueille jusqu'à 100.000 soldats

---

<sup>1</sup> La peinture d'Eetu Isto est présentée en annexes, annexe 2.

<sup>2</sup> C'est alors une réaction constitutionnaliste qui domine. Les moyens de pression utilisés sont empruntés à l'arsenal syndical : 1905 reste pour les Finlandais l'année de la *Suurlakko*, « Grande grève ». Martti Siisiäinen propose une lecture cyclique des mouvements sociaux en Finlande. Dans cette analyse, 1905-1906 apparaît évidemment comme un pic, conditionné par la Révolution qui se déroule simultanément en Russie. Ce pic est illustré par la généralisation de l'engagement politique des travailleurs : alors qu'il n'y avait que 69 associations syndicales en 1900, on en compte à peu près un millier en 1905, le nombre de leurs membres passant dans le même temps de 9135 à 85027. SIISIÄINEN Martti, « Social Movements, Voluntary Associations and Cycles of Protest in Finland 1905-91 », *Scandinavian Political Studies*, vol.15, n°1, 1992, pp. 22-23.

<sup>3</sup> Le Manifeste de février 1899 a été suspendu suite à la Révolution de 1905, stoppant par là même le recrutement des jeunes conscrits, et les anciennes formations militaires n'en ont pas pour autant été remplacées : il n'existe plus de force de l'ordre interne puissante en Finlande.

russes en 1918<sup>1</sup>. Cette relation de dépendance à la Russie marque le processus d'accession à l'indépendance de la Finlande. Elle se trouve même à la racine du déséquilibre des relations finno-soviétiques, puisque son produit, la Guerre civile, est la matrice dans laquelle les thèmes du nationalisme et de l'antisoviétisme s'unissent étroitement pour former l'idéologie officielle de l'Entre-deux-guerres.

### *1.2.1 La Révolution en Finlande comme épiphénomène de l'effondrement du centre impérial.*

Dans *State and Revolution in Finland*, Risto Alapuro propose de lire des événements de 1918 comme une révolution. Ils s'appuie pour cela sur la caractéristique principale de la révolution définie par Charles Tilly : l'émergence d'une situation de souveraineté multiple, d'une configuration dans laquelle il y a concurrence de légitimité entre plusieurs centres<sup>2</sup>. Cette situation résulte de la concordance d'une série de facteurs structurels internes et d'une série de facteurs conjoncturels externes.

*Les facteurs structurels internes : le surgissement d'un clivage entre partis bourgeois et Parti social-démocrate.*

Le clivage des lignes, celui qui oppose les lignes constitutionnaliste et conciliationniste, n'empêche pas l'apparition d'autres clivages concurrents. Ainsi, dans la sphère de la représentation politique, des partis se forment sur des intérêts de classe. Le premier vainqueur de l'histoire électorale en Finlande est le Parti social-démocrate<sup>3</sup>, en 1907. Sa victoire repose à la fois sur le rôle primordial joué pendant la Grande Grève de 1905, et sur un fort vote agrarien, qui s'explique par la proximité entre les industries forestières, et la paysannerie, qui possède le carburant du développement industriel finlandais, les forêts.

Les clivages ne sont pas superposables : le clivage des lignes est trans-partisan. Le Parti social-démocrate comprend des membres se rapprochant de chacun des pôles. D'un côté, la doctrine sociale-démocrate, par sa dimension internationaliste, tend dans un premier temps à s'opposer à la ligne constitutionnaliste. De l'autre, après la Révolution de février, les dirigeants du SDP pensent trouver auprès du nouveau régime russe des interlocuteurs décidés à résoudre politiquement la question finlandaise. Lors de la visite de Kerenski en mars 1917, le SDP publie un mémorandum appelant à l'indépendance interne de la Finlande tout en laissant à la Russie les prérogatives en matière de politique étrangère. Sur la base de ce texte, le SDP, qui a obtenu la majorité absolue des sièges au Parlement en 1916, fait pression pour l'adoption d'une loi, appelée *valtalaki*, loi d'autorité, transférant à l'*eduskunta* les pouvoirs antérieurement dévolus au Grand Duc. Cependant, la loi ne fait pas l'unanimité, et le Gouvernement provisoire russe peut s'appuyer sur les partis bourgeois d'opposition pour dissoudre le Parlement (31 juillet 1917). Les élections qui suivent cette dissolution sont marquées par un net recul des sociaux-démocrates.

La caractéristique principale de l'affrontement entre majorité bourgeoise et opposition travailliste tel qu'il se profile réside dans son impréparation. Charles Tilly, dans son analyse du phénomène révolutionnaire, met l'accent sur l'aspect de prophétie auto-créatrice des révolutions : en France, 1789 a été annoncé par tout le siècle des Lumières ; en Russie, la Révolution est un thème magnifié par les artistes. En Finlande, au contraire, on n'a jamais chanté la Révolution. Si chaque révolution a bien pour pré-condition à sa réussite l'érosion progressive des fondements idéologiques de l'ancien régime par une remise en cause intellectuelle, la révolution finlandaise était intrinsèquement vouée à l'échec. Les organes de direction rouges eux-mêmes ont été contraints de mener une révolution : son intégration rapide dans la sphère politique en 1905-1907 explique que le Parti social-démocrate ne

---

<sup>1</sup> ALAPURO Risto, *State and Revolution*, op. cit, pp.1 58, 166.

<sup>2</sup> TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading: Addison-Wesley, 1978, p. 200.

<sup>3</sup> En finnois, [\*Suomen Sosialidemokraattinen Puolue, SDP.\*](#)

présentait pas les caractéristiques d'un mouvement révolutionnaire<sup>1</sup>. La révolution en Finlande est une sorte d'imprévu, qui aurait pu être évité si aux facteurs structurels internes n'était venu s'ajouter un facteur conjoncturel externe décisif : la perte d'un contrôle centralisé des instruments de violence.

*Les facteurs conjoncturels externes :*

*la disparition d'un contrôle unifié des instruments de la violence légitime.*

Selon Alapuro, dont l'argumentation repose sur les théories de Max Weber concernant le monopole étatique de la violence légitime<sup>2</sup>, la cause majeure du phénomène révolutionnaire en Finlande serait la faillite du pouvoir central : l'Empire tsariste s'effondre, et la perte d'un contrôle unifié des instruments de violence entraîne une lutte entre institutions à la légitimité concurrente. Ainsi, les développements révolutionnaires internes résultent en grande partie d'un effet de dépendance externe pour le maintien de l'ordre. La disparition de l'armée et de la police dans le cadre de l'effondrement de l'Empire tsariste constitue l'élément déterminant dans le déclenchement de la révolution en Finlande.

En effet, dans leur affrontement, les partis bourgeois et le SDP utilisent les faiblesses de l'Etat et du système parlementaire balbutiants. D'un côté, le SDP profite de l'absence de moyens étatiques de coercition pour multiplier les grèves générales, afin d'obtenir la dissolution du Parlement et le renvoi de la nouvelle majorité parlementaire, qu'il considère comme issue d'un coup d'Etat. De l'autre, les partis bourgeois, qui avaient déjà eu recours à la relation privilégiée avec la Russie pour faire dissoudre l'*eduskunta* en juillet 1917, autorisent la formation de véritables corps-francs, palliatifs à une force de maintien de l'ordre. Souveraine après la déclaration d'indépendance de la Finlande qu'elle a votée le 6 décembre 1917, l'*eduskunta* autorise la levée d'une garde civile, c'est-à-dire de milices bourgeoises, le 12 janvier 1918. Les ouvriers répliquent par la formation de Gardes rouges. Par conséquent, le soulèvement ouvrier que connaît la Finlande, bien que directement lié aux événements de Russie, ne reproduit pas pour autant le mode d'action bolchevique qui canalise les flux révolutionnaires d'Octobre. L'insurrection s'apparente plutôt à une lutte pour la conservation des acquis de l'ancien parlement social-démocrate, menée par une mouvance large et peu structurée. Les centres urbains, dont le contrôle fut gagné par les Rouges durant la toute première phase de la révolte, sont aisément reconquis par les troupes blanches, qui bénéficient de l'encadrement des 1.500 *Jääkärit*, officiers formés en Allemagne, dotés d'une discipline rigoureuse<sup>3</sup>. En tout, les combats ne durent guère plus de 3 mois<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> La Finlande ne connaît pas d'agitation particulière ni en février, ni en octobre 1917. Ce n'est que fin janvier 1918 que la fièvre révolutionnaire s'empare du pays. « The Abortive Revolution 1917-1918 » in ALAPURO Risto, *op. cit.*, pp. 150-196.

<sup>2</sup> WEBER Max, *Economie et société*, Paris : Plon, 1971, 650 p.

<sup>3</sup> A l'automne 1914, un nouvel élan russificateur et l'installation dans la première guerre mondiale confluent pour donner naissance à un mouvement indépendantiste qui prône le soulèvement armé sous protection allemande. Si l'option d'une insurrection immédiate ne séduit personne, des jeunes gens décident cependant de se rendre secrètement en Allemagne pour y recevoir une formation militaire, en prévision d'une guerre d'indépendance. Leur instruction correspond à celle des *Jägers*, chasseurs, d'où leur nom finnois *Jääkärit*. A la suite de la proclamation de l'indépendance, la quasi-totalité d'entre eux, 1.261 exactement, reviennent en Finlande le 25 février 1918. Leur apport est décisif dans la victoire blanche contre les Rouges. Curieux destin des *Jääkärit* qui, entraînés pour combattre les armées tsaristes, livreront bataille contre leurs propres compatriotes.

<sup>4</sup> Par convention, on fixe le début de la Guerre civile à la Proclamation de la Révolution, le 26 janvier 1918 à Helsinki, et sa fin au 5 mai, lorsque le dernier réduit rouge capitule, à Ahvenkoski.

### 1.2.2 La Finlande anti-soviétique face à son « ennemi héréditaire »<sup>1</sup> (1918-1948).

Les bolcheviques, en honorant leur engagement d'accorder l'indépendance à la Finlande, escomptent sans doute son intégration ultérieure en tant que sujet d'une grande fédération socialiste. Cependant, l'échec de la Révolution en fait une terre blanche, aux portes de la Russie soviétique. On comprend dès lors la délicatesse des relations entre ces deux Etats nouvellement apparus sur la scène internationale. De la fin de la Révolution en Finlande, jusqu'à ce qu'une base stable soit trouvée, avec le Traité d'Amitié, de Coopération et d'Assistance Mutuelle (ACAM) de 1948, on peut proposer la périodisation suivante : l'Entre-deux-guerres oppose Finlande blanche et Russie rouge dans une phase d'affrontement idéologique aigu, dont les Guerres d'hiver et de continuation sont l'expression paroxystique (1918-1944). Aux tous débuts de la Guerre froide, le point d'équilibre qui s'instaure entre les deux Etats ancre la Finlande dans la sphère d'influence soviétique (1944-1948).

#### *La frontière contestée.*

La dyade finno-russe est une ligne contestée, dès son officialisation en tant que limite entre deux Etats nouvellement formés. Côté finlandais, elle est jugée illégitime, en ce qu'elle trancherait dans le continuum ethnolinguistique finnois. C'est du moins la rhétorique au nom de laquelle sont menées les Guerres des tribus<sup>2</sup>, expressions d'une uchronie grand-finlandaise : l'intervention de volontaires finlandais en Carélie et en Ingrie se donne pour objectif le secours aux populations caréliennes et le soutien aux soulèvements contre-révolutionnaires. Même après la signature du Traité de Tartu, en 1922, l'activisme grand-finlandais ne faiblit pas. La notion de *heimo* est constamment mise en avant, pour invoquer la réunion des différents peuples finno-baltes sur un même territoire national. Toutefois, la frontière finno-russe demeure telle qu'elle avait été tracée en 1812.

Tout le projet identitaire national de l'Etat finlandais dans l'Entre-deux-guerres consiste à surimposer une frontière idéologique à la frontière étatique : il s'agit de transférer la lutte des classes interne manifestée durant la Guerre civile vers une lutte entre la Finlande et l'Union soviétique. En étudiant les manuels de géographie finlandais des années 1930, Anssi Paasi souligne la fonction instrumentale de l'enseignement dans l'enracinement du sentiment russophobe comme fondement de l'identité nationale finlandaise<sup>3</sup>. Alors que le peuple russe était dépeint de manière positive dans les manuels de la période antérieure à l'indépendance, les stéréotypes deviennent négatifs à partir de 1917. L'Union soviétique symbolise cette partie de la société finlandaise qui a tenté de détruire l'Etat bourgeois durant la guerre civile. C'est là l'origine de l'image du *perivihollinen*, ennemi héréditaire, dont l'Union soviétique est chargée<sup>4</sup>. Cette image repose sur l'affirmation que Russie et Finlande se sont toujours

<sup>1</sup> Le terme *perivihollinen* est très souvent employé dans les discours de politique étrangère durant les années 1920 et 1930, et une guerre contre l'Union soviétique apparaît à beaucoup inéluctable. LUOSTARINEN Heikki, « Finnish Russophobia : The Story of an Enemy Image », vol. 26, n° 2, 1989, p. 129.

<sup>2</sup> La notion de « peuples de la tribu », *heimokansat*, est utilisée au début du siècle pour désigner sous un même terme l'ensemble des peuples dont la langue est apparentée au finnois. Le terme, utilisé aujourd'hui encore comme moyen d'auto-désignation par les communautés d'évacués de Carélie, suggère des liens étroits entre les différents éléments de la tribu. Les nationalistes qui, durant la Guerre des tribus, *heimosota*, tentèrent de réunir les peuples finnois, entendaient certainement l'employer comme une sorte de totem de l'idéal puriste et essentialiste qui les conduisait à la bataille. ROSELIUS Aapo, *Heimoaateen nuoret uhrin : suomalaisten sotilasretkikuntien henkilötappiot Itä-Karjalassa ja Petsamossa 1918-22* (Les jeunes sacrifiés de l'idée de Tribu : les pertes humaines de l'expédition militaire finlandaise en Carélie orientale et à Petsamo 1918-1922), Helsinki : Université de Helsinki ([Helsingin yliopiston historian laitoksen julkaisu 17](#)), 2002, 160 p.

<sup>3</sup> PAASI Anssi, « Koulutus kansallisena projektina. « Me » ja « muut » suomalaisissa maantiedon oppikirjoissa » (« L'éducation comme projet national. « Nous » et « les autres » dans les livres de géographie scolaires ») in ALASUUTARI Pertti & RUUSKA Petri (Dir.), *Elävänä Euroopassa. Muuttuva suomalainen identiteetti* (Survivant en Europe. L'identité finlandaise en changement), Tampere : Vastapaino, 1998, pp. 217-252.

<sup>4</sup> Heikki Luostarinen, qui a consacré la majeure partie de ses recherches au thème de l'ennemi, montre comment celle-ci est utilisée aussi bien dans les situations pacifiques, à des fins domestiques de cohésion

opposées, que de nouveaux affrontements sont inéluctables, mais également que la *ryssäarviha*, haine du Russe, est à la base de l'identité finlandaise<sup>1</sup>.

Connotée idéologiquement, la frontière finno-russe de l'Entre-deux-guerres prend, bien avant le rideau de fer, une signification « *de front idéologico-militaire surimposé* »<sup>2</sup>. Parmi les mesures d'ordre intérieur motivées par la crainte qu'inspire l'idéologisation de la frontière, notons l'interdiction, en 1930, du Parti communiste de Finlande (SKP), fondé à Moscou dix ans plus tôt. De plus, la coïncidence entre frontière idéologique et frontière nationale est illustrée par l'action du mouvement agrarien philofasciste *Lapua*, dont les militants kidnappent et conduisent à la frontière soviétique leurs adversaires communistes et sociaux-démocrates. Le franchissement de la frontière, en direction principalement de la Carélie soviétique, équivaut à l'entrée dans un environnement idéologique nouveau. Si on applique ici le clivage constitutionnalistes-conciliationnistes, c'est une période résolument constitutionnaliste qu'a vécue la Finlande de l'Entre-deux-guerres.

La frontière se charge d'une connotation idéologique encore plus évidente avec la bipolarisation des relations internationales engendrée par la Guerre froide.

*Vaincue mais jamais conquise : instabilité paroxystique des relations finno-soviétiques.*

Au sortir de la Seconde guerre mondiale, la position de la Finlande est ambiguë. En effet, du point de vue finlandais, la Seconde guerre mondiale, c'est en fait trois guerres séparées, dans trois configurations différentes. La première guerre, *talvisota*, Guerre d'hiver, éclate à fin 1939, lorsque, réclamant, au nom d'impératifs sécuritaires, la location de bases militaires finlandaises sur le Golfe de Finlande, ainsi que le recul de 70 km vers l'Ouest de la frontière, les troupes soviétiques franchissent la frontière. Elles sont stoppées sur une ligne Mannerheim, située 25 à 30 kilomètres à l'Ouest de la frontière d'avant-guerre. Malgré l'échec infligé à l'Armée rouge, la puissance stalinienne joue à plein durant les négociations, et la Finlande doit céder la totalité de l'isthme de Carélie, les rivages ouest et nord du Lac Ladoga, les régions septentrionales de Salla et Kuusamo, ainsi que la presqu'île de Hanko, louée pour trente ans<sup>3</sup>.

La reconquête des territoires perdus, c'est l'objectif de la Guerre de continuation, *jatkosota*, qui voit, à partir de juin 1941, la Finlande alliée militairement à l'Allemagne nazie contre l'Union soviétique. La frontière finno-russe connaît alors son avancée la plus profonde vers l'Est. Cependant, la grande contre-offensive soviétique sur l'Isthme de Carélie, à l'été 1944, a raison des défenses finlandaises. Le Président Mannerheim doit demander l'armistice le 24 août, et exiger le retrait des troupes allemandes stationnées sur le territoire national.

Une troisième guerre a lieu lorsque, conformément aux dispositions de l'armistice, les troupes finlandaises harcèlent les forces allemandes en retraite. La tactique de la « terre brûlée », appliquée par la Wehrmacht, laisse le centre industriel de Rovaniemi détruit à 80%, et la Laponie ravagée. Ainsi, la Finlande a d'abord mené une guerre de défense contre l'Union soviétique, avant de se lancer dans une guerre d'attaque comme alliée de l'Axe. Enfin, les troupes finlandaises ont mené une sorte de guerre de libération contre les unités allemandes en Laponie.

---

nationale, que durant les périodes de guerre. LUOSTARINEN Heikki, *Perivihollinen. Suomen oikeistolehdistön Neuvostoliittoa koskeva viholliskuva sodassa 1941-44: tausta ja sisältö* (L'ennemi héréditaire. L'image de l'ennemi concernant l'Union soviétique dans la presse de droite finlandaise durant la guerre 1941-1944 : arrière plan et contenu), Tampere, Vastapaino, 1986, pp. 28-31.

<sup>1</sup> « Suomalaiset ja venäläiset : ikuisia perivihollisia ? » (Finlandais et Russes : perpétuels ennemis héréditaires ?) in HARLE Vilho & MOISIO, *op. cit.*, 2000, pp. 64-68.

<sup>2</sup> FOUCHER Michel, *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, Paris : Fayard, 1991, p. 544.

<sup>3</sup> Il s'agit en fait d'un retour à la frontière tracée par Pierre le Grand, au terme du Traité d'Uusikaupunki, de 1721. Le traité de Hamina (1812), par lequel la Suède céda la province de Finlande à la Russie, permit une extension orientale du Grand-Duché nouvellement créé, qui se vit alors ajouter les provinces de Carélie.

La fin de la Seconde guerre mondiale laisse la Finlande dans une position étrange : avec la Grande-Bretagne et l'URSS, il s'agit du seul pays européen belligérant qui n'ait pas été occupé, ce qui ne l'empêche pas d'être classé parmi les vaincus de l'Armée rouge. L'URSS est chargée de surveiller la réalisation de l'armistice qui a mis fin à la Guerre de continuation le 11 septembre 1944, en prenant la direction de la commission de contrôle. A partir de cette date, la Finlande, qui a déjà du céder 10% de son territoire (il s'agit des régions mentionnées plus haut, reconquises puis à nouveau perdues), est menacée de deux manières par l'Union soviétique. D'abord, en usant de sa position dans la commission de contrôle, l'URSS peut, à tout moment, considérer que la Finlande ne respecte pas le traité, et occuper militairement le pays. Parallèlement, on redoute un coup d'état des communistes finlandais conduisant à la création d'une démocratie populaire.

### *Social-démocratie contre démocratie populaire.*

Dès la fin des hostilités, les communistes finlandais et certains socialistes se rassemblent au sein de la Ligue démocratique du peuple finlandais (SKDL), dans laquelle le SDP refuse d'entrer. A l'origine de cette soi-disant coalition, fondée dès octobre 1944, et dans laquelle le Parti communiste finlandais (SKP)<sup>1</sup>, légalisé en vertu du Traité d'Armistice après quatorze ans d'interdiction, est en fait largement majoritaire, se trouve la volonté d'instaurer un régime de type « démocratie populaire ». L'Union soviétique, auréolée de la victoire contre le nazisme, est alors au faîte de sa puissance, et le modèle qu'elle incarne exerce son pouvoir de séduction dans toute l'Europe. Complexée par son alliance passée avec les armées nazies, éblouie par le prestige de l'URSS victorieuse, exsangue après trois guerres successives<sup>2</sup>, la Finlande entre, à partir de 1944, dans cette période appelée *Vaaran Vuodet*, les Années de danger.

Rêvant de reproduire le modèle qui se répand dans toute l'Europe de l'Est, les « démocrates populaires » de la SKDL, soutenus par Moscou, commencent dans un premier temps à infiltrer tous les niveaux de l'administration d'Etat. Soutenus par la propagande communiste, leurs représentants obtiennent des résultats honorables aux élections<sup>3</sup> et prônent une politique dite de Front populaire, c'est-à-dire d'alliance avec les sociaux-démocrates. Bientôt, le pro-soviétique Mauno Pekkala devient Premier ministre. Au sein de son gouvernement, le communiste Yrjö Leino garde le poste de Ministre de l'Intérieur, tandis que trois autres portefeuilles sont détenus par les « démocrates populaires ». Le commandant de la *Valpo* (Police d'Etat), un fidèle d'Yrjö Leino, est également pro-soviétique. Le 26 février 1948, Staline exige la ratification par la Finlande d'un « traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle sur le modèle des traités entre l'URSS et la Hongrie et entre la Roumanie et l'Union soviétique »<sup>4</sup>. Le chemin de Prague, c'est-à-dire celui du coup d'Etat

---

<sup>1</sup> En finnois, le Parti communiste finlandais est le *Suomen Kommunistinen Puolu*, SKP et la Ligue démocratique du peuple est la *Suomen Kansan Demokraattinen Liitto*, SKDL. Les membres de la SKDL sont plus couramment appelés « démocrates populaires ».

<sup>2</sup> La Finlande doit en plus accueillir près de 540.000 réfugiés affluant de la Carélie cédée à l'URSS, et d'Ingrie. Ce flux, qui représente environ 12% de la population nationale, est d'une proportion comparable à celui des réfugiés allemands d'Europe centrale et orientale prenant le chemin de l'Allemagne au même moment. Sur les problèmes de réinstallation et d'acculturation des réfugiés caréliens, RANINEN-SIISKONEN Tarja, *Vieraana omalla maalla. Tutkimus karjalaisen siirtoväen muistelukerronnasta* (Etranger sur sa propre terre. Recherche sur la narration des souvenirs des déplacés caréliens), Helsinki : Suomalaisen Kirjallisuuden Seura, 1999, 390 p.

<sup>3</sup> Aux premières élections parlementaires d'après-guerre, en mars 1945, la SKDL obtient 51 sièges sur 200 et devient le groupe le plus important dans l'*eduskunta*. Ces scores éclatants des communistes alors que deux guerres viennent d'être menées contre l'Union soviétique s'expliquent principalement par la légitimité du SKP, qui se proclame héritier de la Guerre civile et a toujours refusé la politique de revanche qui a conduit à la Guerre de continuation. Les « démocrates populaires » obtiendront ainsi jusqu'à 8 des 12 portefeuilles ministériels durant la période 1946-1948.

<sup>4</sup> JAKOBSON Max, *Finland in the New Europe*, Westport/ Londres: Praeger/ Center for Strategic and International Studies (The Washington Papers n°175), 1998, p. 56.

suivi de la création d'une démocratie populaire, semble alors tout tracé<sup>1</sup>.

Alertés par les rumeurs de coup d'Etat, les sociaux-démocrates, en trois jours, du 25 au 27 avril 1948, écartent les communistes du jeu politique : tous les représentants communistes sont exclus de l'*eduskunta*, et du Gouvernement. Sans le travail de noyautage d'un parti communiste local, le Traité d'amitié qui aurait dû signifier l'asservissement du pays, perd son sens, et devient même au contraire une chance pour la Finlande. Ainsi, le Traité d'amitié signé en juin 1948 constitue un compromis entérinant la souveraineté de l'Etat finlandais, ainsi que son entière indépendance dans les décisions d'ordre intérieur, en échange d'une certaine soumission en matière de politique étrangère et de sécurité. Il s'agit là du compromis fondateur de la finlandisation. Pour mieux comprendre ce concept, il faut décrire les trois principales raisons qui poussent l'URSS à renoncer à la transformation de la Finlande en démocratie populaire. On relève d'abord l'absence de soutien très large aux partis philosoviétiques au sein de la population. Bien que présents dans le gouvernement, les « démocrates populaires » n'ont qu'une faible assise au sein des syndicats ouvriers. Ceux-ci se désolidarisent même ouvertement du parti philosoviétique dès qu'apparaît l'éventualité d'un coup d'Etat. L'effet Guerre d'Hiver, de mobilisation nationale dans l'effort de guerre, joue encore, pour retarder le recrutement de cadres rouges. Ensuite, certains centres névralgiques de la puissance étatique demeurent inaccessibles aux communistes, comme l'Armée par exemple. Par conséquent, la création d'une démocratie populaire en Finlande nécessiterait une lourde et hasardeuse invasion militaire. Là encore, l'effet Guerre d'hiver joue à plein. Enfin, l'effort stratégique soviétique se concentre avant tout sur l'Europe centrale et orientale. En comparaison, la Finlande ne présente qu'un intérêt géopolitique limité, qui ne justifie pas que les régions de l'Europe centrale, comme le « verrou tchèque », soient sacrifiées à son profit. Dans toute stratégie de sécurité, il faut faire des choix, et l'asservissement de la Finlande n'était pas un objectif prioritaire, juste une option. Les dirigeants soviétiques paraissent avoir finalement décidé, en conclusion des deux points précédents, qu'il y aurait bien plus d'avantages à tirer d'une Finlande intégrée à l'Occident, au monde capitaliste, sur le plan intérieur, mais abandonnant sa politique étrangère et de sécurité à l'URSS. La technique de la finlandisation est née.

## **Chapitre 2 : Le kaléidoscope de la finlandisation.**

Le concept de finlandisation est exogène. Il a d'abord été forgé par des observateurs extérieurs au contexte du rapport de force Finlande – URSS, avant de retrouver son espace géographique de référence. Concept utilisé dans des contextes divers, la finlandisation est devenue équivoque. A la façon d'un kaléidoscope, qui démultiplie les images d'un même objet, elle renvoie aux interprétations divergentes d'un même phénomène, qui varient selon la perspective choisie. Comme dans un mécanisme kaléidoscopique, les images réfractées de la finlandisation se mêlent, s'entrecroisent. Ainsi, alors que l'appréciation négative de la position finlandaise durant la Guerre froide s'est, dans le milieu des analystes internationaux, nuancée du fait de la chute de l'URSS, le débat a repris de plus belle en Finlande, les protagonistes du débat finlandais se réappropriant certaines critiques délaissées par le débat externe. Deux jeux de filtres doivent être distingués, qui bouleversent, parfois même inversent, l'image de la position finlandaise dans la Guerre froide. D'un côté, il faut isoler les filtres élaborés dans un contexte exogène, dans le but d'ériger en contre-modèle la politique à

---

<sup>1</sup> Sur cette période, la littérature scientifique finlandaise est de moins en moins avare. Le spécialiste de la période des Années de Danger reste Kimmo Rentola. RENTOLA Kimmo, *Niin kylmää että polttaa: kommunistit, Kekkonen ja Kreml 1947-1958* (Si froid que ça brûle : les communistes, Kekkonen et le Kremlin), Helsinki: Otava, 1997, 672 p. Le coup de Prague aura lieu 10 jours avant le début des négociations du Traité d'Amitié et de Coopération.

l'égard de l'Union soviétique choisie par la Finlande. De l'autre, il faut percevoir une série de filtres de facture endogène, qui proposent une analyse plus détaillée, en quelque sorte rapprochée, du même objet<sup>1</sup>.

## **2.1 Les origines de la finlandisation : genèse d'un concept exogène.**

En évoquant la finlandisation, c'est d'emblée dans le champ des représentations qu'on s'avance. La représentation consiste en une entreprise de décomplexification du monde : à partir d'une réalité complexe, on produit une image simple. La « *notion de représentation concerne donc une réalité au second degré qui ne vaut justement que parce qu'elle est rapportée [...]. Elle implique qu'il y ait au départ un locuteur, qui produit, parfois malgré lui, une représentation, un destinataire, pour qui celle-ci doit être lisible, et enfin, bien sûr une réalité à représenter* »<sup>2</sup>. Afin de déconstruire la finlandisation comme multiplicité de représentations de la position internationale de la Finlande dans la Guerre froide, il est, au préalable, nécessaire de comprendre quel est l'objet de ces différents filtrages. Nous commencerons par une observation de cet objet à l'œil nu, c'est-à-dire dans les contours observés par tous, avant de présenter les mécanismes de filtration négative tels qu'ils sont apparus dans le contexte des relations inter-allemandes.

### *2.1.1 L'objet à l'œil nu : la Finlande dans la Guerre froide, un pays neutre dans la sphère d'influence soviétique.*

C'est simplement à une description partielle de l'objet représenté à travers les différents filtrages de la finlandisation que nous pouvons prétendre dans un premier temps. Chacune des analyses exhaustives de ce même objet renvoie à un échafaudage de biais particulier, qu'il nous faudra exposer ultérieurement. Nous présentons d'abord une collecte des données admises par toutes les parties prenantes au débat : les fondements stratégiques de la finlandisation, c'est-à-dire l'appartenance de la Finlande à la sphère d'influence soviétique en formation, ses bases juridiques, protégées par les traités finno-soviétiques, et le positionnement particulier autoproclamé de la Finlande dans le système international.

#### *Dans la sphère d'influence soviétique.*

L'armistice finno-soviétique, qui met fin à la Guerre de continuation, le 19 septembre 1944, porte création d'une Commission de Contrôle, mandatée par la Grande-Bretagne et l'URSS, sous la présidence d'Andreï Jdanov, vainqueur au siège de Leningrad, exécuteur des purges stalinienne, et grand artisan de la soviétisation de l'Estonie. Censée veiller à l'application de l'armistice, la Commission de Contrôle, jusqu'à la cessation de ses activités en application du Traité de Paris du 10 février 1947, a surtout servi de tribune aux intérêts soviétiques. D'un point de vue économique, la Finlande représente, dans une Europe encore en guerre, une véritable aubaine pour l'URSS dont les régions européennes ont été ravagées. Priorité est donc donnée par Jdanov à la mise à exécution de l'article 11 de la convention d'armistice sur les réparations de guerre. Dans cette optique, la partie soviétique exigeant la livraison des marchandises de compensation aux prix de 1938, bien inférieurs aux prix courants, le montant des réparations double finalement par rapport au montant initialement prévu. De plus, la Finlande se voit contrainte de payer à l'Union soviétique les créances qu'avait sur elle l'Allemagne au début de la Guerre de Continuation. En contrepartie, elle ne reçoit aucune compensation pour les dégâts causés par la *Wehrmacht* en Laponie. Les conditions de la paix se durcissent par rapport à la plate-forme sur laquelle avait été contracté l'armistice de 1944,

---

<sup>1</sup> Un tableau conceptuel, placé en annexe, reprend les principales définitions du concept de finlandisation : Annexe 3.

<sup>2</sup> NICOLAÏDIS Dimitri, *D'une Grèce à l'autre. Représentation des Grecs modernes par la France révolutionnaire*, Paris : les Belles lettres, 1992, p. 13. Cité par RAGARU Nadège, *Les représentations occidentales de la crise yougoslave : Balkans et Europe, entre miroir et repoussoir, printemps 1991-automne 1994*, Paris : IEP (Mémoire de DEA, dir. R. Fritsch-Bournazel), 1995, f.6.

qui représentait déjà un durcissement par rapport à la paix de la Guerre d'hiver, du 12 mars 1940. La Finlande semble alors aspirée dans la sphère d'influence qui s'agrège autour du noyau soviétique. Dans les discours fondateurs de la doctrine qui portera son nom, Jdanov propose de réunir dans un même camp tous les « *pays qui ont rompu avec l'impérialisme, et qui se sont résolument engagés dans la voie du développement démocratique, tels que la Roumanie, la Hongrie et la Finlande* »<sup>1</sup>.

Les pressions sont telles que la Finlande doit, comme l'ensemble des pays d'Europe de l'Est, refuser, en 1947, le Plan Marshall proposé par les Etats-Unis. La formule employée pour ce rejet rend compte, de manière univoque, de son caractère forcé<sup>2</sup>. Enfin, le signal de la soviétisation paraît donné par la lettre du 22 février 1948 adressée par Staline au Président Paasikivi : il y est proposé que la Finlande et l'Union soviétique s'entendent sur les bases d'une relation amicale, dont les récents traités signés avec la Roumanie et la Hongrie devraient constituer le modèle. Pour Mannerheim, héros de la Guerre d'hiver, mais également symbole de la Finlande blanche, il s'agit « *du début de la fin de l'indépendance de la Finlande* ». Cependant, Paasikivi se voit octroyer une marge de manœuvre assez ample pour éviter que le traité ne soit synonyme de perte de souveraineté.

Le document final, signé le 6 avril 1948, reprend finalement dans leurs grandes lignes les principes déjà esquissés à l'occasion du Traité de Paris (10 février 1947). Malgré les difficiles conditions de paix qu'il entérine, le Traité de Paris permet à la Finlande de se doter d'un statut proche de la neutralité. Il confirme l'indépendance du pays, imposant certes une drastique réduction d'effectifs et de matériel militaires, mais lui laissant une armée de réserve illimitée et un dispositif de défense non négligeable. Surtout, son article 3, qui stipule que la Finlande s'engage à rester en dehors de toutes sortes d'alliances qui seraient dirigées contre l'Union soviétique, voit son caractère de réciprocité affirmé par le Traité de 1948<sup>3</sup>.

Une étude approfondie du Traité ACAM fait émerger un net distinguo avec ceux qui, ailleurs en Europe, consacrent la mise sur orbite des nouveaux satellites de l'Union soviétique. La contrainte principale du Traité consiste, pour la Finlande, en l'obligation de défendre son territoire contre toute invasion étrangère, et de lutter de toutes ses forces contre l'ennemi qui prendrait son territoire comme base de départ à ses attaques sur l'URSS. Cet ennemi est d'ailleurs explicitement nommé : l'Allemagne : « *Au cas où la Finlande ou l'Union soviétique feraient l'objet d'une agression à travers la Finlande, de la part de l'Allemagne ou de tout autre Etat allié avec elle* », la Finlande s'engage à utiliser toutes les forces à sa disposition pour la défense et l'intégrité de ses territoires, sur terre, sur mer et dans les airs, et même, en cas de nécessité, à demander l'aide de l'Union soviétique, pour lutter contre cette agression. « *Dans les cas indiqués ci-dessus, l'Union soviétique accordera à la Finlande l'aide nécessaire, sur l'octroi de laquelle les parties s'entendront l'une avec l'autre.*

---

<sup>1</sup> Rapport d'Andreï Jdanov sur la situation internationale, cité par SAARNILINNA Pekka, *Finlandisation : images et réalité*, Paris : IEP (Mémoire de DEA, dir. Hélène Carrère d'Encausse), 1987, f.31.

<sup>2</sup> « *Le gouvernement de Finlande exprime sa gratitude pour l'invitation à la conférence qui aura lieu à Paris le 12 juillet 1947. Cependant, considérant que le statut de la Finlande n'a pas été défini d'une façon définitive, et que la conférence a engendré des mésententes graves entre les grandes puissances, que la Finlande tient à se tenir en dehors des conflits mondiaux, même si le pays a besoin d'aide financière pour la reconstruction et même si la Finlande aspire sincèrement à contribuer à la coopération économique, le gouvernement finlandais doit avec regret constater qu'il ne pourra pas participer à cette conférence* » in SAARNILINNA Pekka, *ibid.*, p. 47 et son renvoi p. 60.

<sup>3</sup> « *Korkeat Sopimuspuolet vahvistavat Pariisissa 10 päivänä helmikuuta 1947 allekirjoitetun rauhansopimuksen 3 artiklaan sisältyvän sitoumuksen olla tekemättä mitään liittoja ja osallistumatta liittymiin, jotka ovat suunnatut toista Korkeata Sopimuspuolta vastaan* » (Les Hautes Parties contractantes confirment l'engagement contenu dans l'article 3 du Traité de paix signé à Paris le 10 février 1947 de ne jamais contracter une alliance ni participer à une alliance, qui soit dirigée contre l'autre Haute Partie contractante). Article 4 du Traité ACAM. Le texte intégral du Traité est disponible en ligne sur le site de *Ylioppilaslehti* (le journal de l'Etudiant), <http://www.ylioppilaslehti.helsinki.fi/ylioppilaslehti/990514/990514yya.html>.

*Les Hautes Parties contractantes se consulteront l'une, l'autre, au cas où serait constatée l'agression prévue* »<sup>1</sup>. Cette possibilité de consultations militaires constitue un volet particulièrement contraignant du Traité ACAM : l'URSS peut, au nom d'une menace pesant sur sa sécurité, demander, ou plutôt exiger, la tenue de consultations militaires communes, susceptibles d'ancrer définitivement la Finlande dans le camp du Pacte de Varsovie. Par contre, même dans le cas extrême d'une attaque contre l'URSS *via* la Finlande, celle-ci se voit interdire la projection de troupes hors du territoire national : disposition salutaire, qui garantit sa non-intégration dans le Pacte de Varsovie, et lui laisse gérer librement sa politique de neutralité.

#### *Protection de la neutralité et du non-alignement finlandais.*

La Finlande jouit, durant toute l'existence de l'URSS, d'une marge de manœuvre suffisante pour ne pas être totalement intégrée au bloc soviétique : elle n'a jamais, même dans le cadre d'exercices militaires conjoints, pris part aux activités du Pacte de Varsovie, et est parvenue à intégrer par étape les principales organisations internationales<sup>2</sup>, recourant aux fora régionaux lorsque l'URSS lui barre l'entrée dans les ensembles européens. Le Conseil nordique, qui l'accueille dès 1956, et l'Association européenne de libre échange (AELE), dont elle devient membre en 1961, servent ainsi d'ersatz à la Communauté économique européenne (CEE), avec laquelle elle signe toutefois des accords de libre-échange en 1973<sup>3</sup>. De cette manière, la Finlande est rapidement devenue un interlocuteur incontournable dans la communauté des états nordiques. Sa diplomatie a été la plus active dans la défense d'une politique « non-partisane »<sup>4</sup> des pays nordiques durant la Guerre froide. La logique finlandaise est illustrée par le « discours de la poche de pyjama » (*pyjamantaskupuhe*), prononcé le 23 janvier 1952 par Urho Kekkonen, alors chef du gouvernement. Celui qui suivra fidèlement UKK durant tout sa longue carrière, et qui fut désigné comme son dauphin, Ahti Karjalainen, rapporte ainsi le contenu du discours : « *dans les grandes lignes de ce discours, Kekkonen constatait que l'attaque contre l'Union soviétique à laquelle le traité ACAM faisait référence ne pouvait se produire qu'à travers de la Scandinavie. Ainsi, un bloc de neutralité scandinave était la conséquence logique du Traité ACAM. Elle permettait effectivement d'écartier la menace d'une attaque contre l'Union soviétique* »<sup>5</sup>. De cette manière, la Finlande s'auto-définit comme un Etat appartenant au *Norden*, c'est-à-dire à la communauté des Etats nordiques, dont elle partage les impératifs de sécurité. Une définition limpide de l'esprit du *Norden* face à la Guerre froide est délivrée par Kekkonen dans un autre discours, délivré cette fois devant l'Assemblée générale des Nations unies : « *we see ourselves as physicians rather than judges ; it is not for us to pass judgement or to condemn, it is rather to diagnose and to try to cure* »<sup>6</sup>. Il s'agit de mener une politique de neutralité qui soit scientifique, rationnelle, impartiale. L'image du physicien permet de rassembler les caractéristiques majeures de la neutralité nordique : refuser l'affrontement idéologique, s'en démarquer sans émettre aucun jugement, chercher les formules permettant de soigner les symptômes du conflit sans prétendre en précipiter l'issue. Enfin, les diplomates finlandais déploient avec constance la

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> La Finlande est par exemple parvenue à rentrer à l'Onu, dès 1954, avec le groupe des anciens pays de l'Axe.

<sup>3</sup> La condition posée par l'URSS à cette ratification fut l'application par la Finlande de la clause de la nation la plus favorisée aux pays-membres du COMECON.

<sup>4</sup> En finnois, neutralité se dit *puolueettomuus*, sans-parti.

<sup>5</sup> KARJALAINEN Ahti & TARKKA Jukka, *Presidentin ministeri : Ahti Karjalaisen ura Urho Kekkosen Suomessa* Le ministre du Président : la carrière de Ahti Karjalainen dans la Finlande d'Urho Kekkonen), Helsinki : Otava (Keuruu), 1989, p. 35.

<sup>6</sup> Discours intitulé « Finland's attitude to problems in world politics », prononcé devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 19 octobre 1961 in BROWNING Chris, *Coming Home or Moving : « Westernising » Narratives in Finnish Foreign Policy and the Re-interpretations of Past Identities*, Helsinki: Ulkopoliittinen Instituutti Working Papers 16, 1999, f.8.

rhétorique et l'activisme d'un Etat neutre. Les Accords de Helsinki de 1975, portant fondation de la CSCE, constituent l'apogée de cette politique étrangère tournée vers une politique de neutralité.

### 2.1.2 Les filtres négatifs : l'instrumentalisation du terme hors de son espace de référence.

Cette vision égocentrée de la politique de neutralité nordique a été, très tôt, battue en brèche par des observateurs extérieurs : dès 1954, Karl Gruber met en garde contre « *une politique à la finlandaise* », sous-entendant que la neutralité autrichienne ne doit pas conduire à nouer des liens privilégiés avec l'Union soviétique. Si le chancelier autrichien est bien le premier à faire référence de cette manière à la position finlandaise, il ne donne toutefois pas de définition assez claire de la finlandisation, terme qu'il n'utilise d'ailleurs pas sous cette forme, pour que puisse lui être attribuée la paternité du concept. C'est dans un contexte précis, celui de l'Allemagne de l'Ouest de Willy Brandt, que le terme prend sa forme consacrée, mais pas définitive. Il ne s'applique initialement qu'à l'*Ostpolitik*. Toutefois, le fait même d'utiliser pour un autre espace géographique un substantif formé à partir d'un nom de pays implique une décontextualisation, qui scelle le caractère exportable du concept, et permet d'élargir son sens, jusqu'à en faire l'un des schémas fondamentaux des théories de relations internationales dans les années 1980.

#### *Retour aux sources : le concept de Finnlandisierung.*

Forgé par les chercheurs en sciences politiques allemands Richard Löwenthal et Walter Hallstein, le concept de *Finnlandisierung* est d'abord utilisé par Franz-Josef Strauss pour critiquer l'*Ostpolitik* de Willy Brandt<sup>1</sup>. Le risque que le « Taureau de Bavière » appelle finlandisation pour la République fédérale d'Allemagne (RFA) du début des années 1970, c'est l'abandon de ses attributs de politique étrangère et de sécurité, le fait de devenir théoriquement neutre, *de facto* soumise à l'URSS, à seule fin de renouer les liens avec la République démocratique allemande (RDA). Les conditions dictées par la superpuissance soviétique pour la reprise du dialogue entre les deux Allemagne tendent en effet à la rupture progressive des liens entre la RFA et le camp occidental. Selon Franz-Josef Strauss, le but recherché par l'URSS est la neutralisation de l'Allemagne fédérale en l'amenant à assumer un statut de neutralité, propre à la placer dans une situation équivalente à celle de la Finlande. Dès sa genèse allemande, le concept de finlandisation est donc frappé d'une forte connotation négative. Cette vision repose sur une lecture extérieure, selon laquelle la Finlande aurait consenti volontairement un abandon de souveraineté. En effet, le concept de *Finnlandisierung* apparaît dans une période qui voit la Finlande réunir à la fois les caractéristiques d'une économie de marché en réussite, et celles d'un modèle social nordique, à rapprocher du modèle suédois. Il met en avant ce caractère nordique, occidentalisé, de la société finlandaise comme caractère premier, et interprète les relations étroites entre ses dirigeants et l'administration soviétique comme l'expression d'un choix volontaire de se placer sous le parapluie stratégique soviétique.

Les amers commentaires de la classe politique et médiatique ouest-allemande se nourrissent par ailleurs d'une forme de ressentiment contre la position finlandaise à l'égard des relations inter-allemandes. Sur ce point, la Finlande cultive, il est vrai, une position de neutralité chargée d'ambiguïtés. Cherchant à se placer hors du débat, ses dirigeants décident dans un premier temps de ne reconnaître aucune des deux Allemagne, et de maintenir au maximum un équilibre dans les relations économiques entretenues avec chacune d'entre elles. Ce geste est analysé par la classe politique ouest-allemande comme une prise de position, dans la mesure où tous les autres Etats dits neutres ont choisi de ne reconnaître que la République fédérale.

---

<sup>1</sup> Les origines du terme et ses utilisations sont présentées en introduction de BÄCKMAN Johan (Dir.), *Entäs kun tulee se yhdestoista ? Suomettumisen uusi historia (Et quand arrive le onzième? Nouvelle histoire de la Finlandisation)*, Porvoo : WSOY, 2001, 700 p.

Helsinki est la seule capitale au monde où les représentations diplomatiques des deux pays rivalisent sur un pied d'égalité. Au prisme de la doctrine Hallstein, adoptée en décembre 1955, qui vise à éviter la reconnaissance de la RDA hors du bloc de l'Est, la Finlande apparaît comme le maillon faible. Elle est en effet susceptible de succomber aux pressions soviétiques et de reconnaître la RDA, entraînant par effet domino les pays neutres et, probablement, une partie du bloc de l'Ouest<sup>1</sup>. Même si le Traité de reconnaissance mutuelle de décembre 1972 achève la normalisation des relations inter-allemandes, la singularité de la position de la Finlande, qui reconnaît les deux pays fin 1973, demeure un argument pour la qualifier de « protectorat » soviétique sous couvert de neutralité. De plus, le volume du commerce finno-soviétique, de même que le rôle de porte-parole de l'URSS qu'endosse sa diplomatie lors des négociations internationales, contribuent à stigmatiser la Finlande comme une sorte d'allié de luxe de l'Union soviétique. Si un pays de culture démocratique, assimilé au modèle social nordique, consent ainsi à son assujettissement à la puissance soviétique, cela veut dire que la finlandisation guette n'importe quel pays du bloc occidental.

#### *De la Finnlandisierung à la Finlandization.*

Dans son utilisation originelle, *Finnlandisierung* implique une décontextualisation propice à la mise en exergue des dangers d'un dialogue approfondi avec l'URSS. C'est dans cette acception extrême, d'abandon de la souveraineté consenti à seule fin de maintenir une ligne neutraliste illusoire que le terme sera vulgarisé<sup>2</sup>. Walter Laqueur, l'analyste américain qui adopte, puis défend, le concept de *finlandization*, lui donne cette définition : « *that process or state of affairs in which, under the cloak of maintaining friendly relations with the Soviet Union, the sovereignty of a country becomes reduced* »<sup>3</sup>. Après avoir dénoncé un spectre qui hanterait l'Europe, celui de l'assujettissement à la puissance soviétique<sup>4</sup>, il sera bien en peine de justifier rétrospectivement son analyse des relations finno-soviétiques, lorsque viendra l'heure d'un premier bilan. Au terme d'un article confus, il réaffirme encore en 1992 le bien-fondé de son analyse, qui ne semble cependant tenir qu'à une furtive intuition : « *il y avait bien quelque chose de pourri à Helsinki* »<sup>5</sup> : quelque chose, mais quoi précisément ? En fait, la vision de la finlandisation dont Walter Laqueur s'est fait le champion n'est pas destinée à déconstruire avec minutie la dynamique des relations finno-soviétiques. Sa vocation est plutôt de servir d'arme d'appoint dans les joutes politiques internes aux Etats-Unis.

L'une des raisons pour lesquelles le terme a rencontré tant d'échos en Occident tient au fait qu'il a vu en la finlandisation des choses qui lui parlent de lui. En effet, la politique étrangère de Kekkonen, qui prône une approche compréhensive des intérêts stratégiques et de sécurité soviétiques, une forme de coexistence pacifique, préfigure, depuis la seconde moitié des années 1950, la politique de la Détente imprimée par les Présidents Johnson et surtout Nixon. Cette concordance incite les opposants à la Détente à s'emparer du concept de finlandisation.

Jusqu'où faut-il pousser l'esprit de la Détente ? Telle est la question saillante du débat américain durant les années 1970. Toute une frange des stratèges américains, ceux que l'on a surnommés les néo-conservateurs, tiennent sous un feu roulant les administrations présidentielles successives, républicaines ou démocrates. Selon leur schéma de pensée, les

---

<sup>1</sup> Helsinki devient l'une des seules capitales au monde où les représentations allemandes se font concurrence à statut égal. HENTILÄ Seppo, *Kaksi Saksa ja Suomi. Saksan-kysymys Suomen puolueettomuuspolitiikan haasteena* (Les deux Allemagne et la Finlande. La question allemande comme défi à la politique de non-alignement de la Finlande), Helsinki : SKS (Historiallisia Tutkimuksia, n°216), 2003, pp. 32-38.

<sup>2</sup> Sur la vulgarisation médiatique dont le concept de finlandisation est l'objet, se reporter aux premières pages du mémoire de DEA d'un étudiant finlandais de Sciences Po SAARNILINNA Pekka, *op. cit.*, p. 7.

<sup>3</sup> LAQUEUR Walter, « Europe: The Specter of Finlandization », *Commentary*, vol.64, n°4, déc. 1977, p. 37.

<sup>4</sup> MATSON Robert, « Finlandization: A Retrospective », in RUDDY Michael T. (Dir.), *Charting An Independent Course*, Claremont: Regina Books, 1998, pp. 212-213.

<sup>5</sup> LAQUEUR Walter, « A Postscript on Finlandization », *Commentary*, Vol.95, n°1, janvier 1993, p. 53.

Etats-Unis doivent rester dans une logique rigide d'affrontement entre deux pôles soudés sinon homogènes. Aucun désengagement, aucun découplage américano-européen ne doit être toléré. Au moindre rétrécissement du parapluie stratégique américain, comme lors de la crise des Euromissiles, émerge le risque d'un déséquilibre majeur : l'Union soviétique peut menacer chacun des pays d'Europe de l'Ouest, et imposer à tous le compromis de la finlandisation. Finalement, le concept renvoie à la projection dans la position finlandaise des dangers supposés guetter l'Europe de l'Ouest. Il s'accompagne du concept jumeau de « *self-finlandization* », qui équivaut à un abandon consenti de souveraineté. Dans la pensée néo-conservatrice, la Guerre froide est une guerre à laquelle personne ne peut se soustraire. Celui qui prétend ne pas choisir son camp, se le voit en fait imposer<sup>1</sup>. La finlandisation, selon les néo-conservateurs, c'est cela : l'instrumentalisation par la puissance soviétique, à des fins de propagande ou stratégiques, d'un pays qui se dit neutre. Devenir un « *Cheval de Troie soviétique déguisé en pays neutre* »<sup>2</sup>, voilà le destin auquel est voué tout pays qui se désolidariserait du bloc occidental.

### *La finlandisation comme concept géo-centré des relations internationales.*

Lorsqu'on utilise un kaléidoscope, il suffit de substituer un filtre à un autre pour que le même objet renvoie une image totalement différente. Ainsi, la grille d'analyse de la théorie des relations internationales, appliquée au même phénomène, donne un aperçu diamétralement opposé au filtre néo-conservateur. Analysant la position particulière de la Finlande, prise dans la sphère d'influence soviétique sans être pour autant soumise à l'idéologie soviétique et au régime qui s'y rattache, les théoriciens des relations internationales mettent l'accent sur un déterminisme géographique. Selon eux, la Finlande est naturellement, en raison de sa position géographique, aspirée dans l'espace de sécurité soviétique. La finlandisation résulte d'un rapport de force déséquilibré entre deux Etats voisins. L'un est puissant, dominateur dans la relation de pouvoir, c'est-à-dire qu'il peut influencer sur les décisions du second. La puissance mineure n'a pour seule alternative, à la soumission totale, que le compromis suivant : l'abandon de sa politique étrangère en échange du maintien de sa souveraineté interne. De cette manière, dans sa définition géo-centrée, la finlandisation désigne un processus généré par des contraintes exogènes, que l'Etat sujet est dans l'incapacité de maîtriser.

Cette modélisation de la finlandisation a permis une large diffusion du concept au moment de la *perestroïka*. Mikhaïl Gorbatchev utilise alors les réformes engagées en Pologne et en Hongrie pour donner le signal de la redéfinition des relations entre centre et périphérie, dans un système dont le principe directeur de « souveraineté limitée »<sup>3</sup> n'est pas encore abandonné.

---

<sup>1</sup> Toutefois, les néo-conservateurs ne détiennent pas le monopole de cette vision de la Guerre froide. En 1954 déjà, John Foster Dulles avait déclaré que la neutralité dans la Guerre froide était impossible et immorale. LUKACS John, « Finland Vindicated », *Foreign Affairs*, automne 1992, vol.71, n°4, p. 50.

<sup>2</sup> LAQUEUR Walter, « Europe: The Specter of Finlandization », *op. cit.*, pp. 37-41.

<sup>3</sup> La doctrine de la « souveraineté limitée », ou encore « doctrine Brejnev », a servi de justification à l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie à Prague en août 1968. Elle repose sur l'affirmation d'une limitation du champ des décisions souveraines pour chaque pays faisant partie du bloc soviétique. Elle postule l'existence d'une ligne de conduite, fixée par Moscou, qui doit être respectée par tous les pays du bloc. Pour prendre la mesure de la généralisation du terme au moment de la *Perestroïka*, il suffit de consulter les archives du *Monde* de cette époque. Le terme est par exemple au centre des analyses suivantes : FURET François, « L'Europe ambiguë. Bibliographie : « La Grande Illusion » d'Alain Minc », *Le Monde*, vendredi 20 janvier 1989, p. 2. ; « *Il faut donc prévoir, indique-t-on dans l'entourage de M. Grosz, une période de « stabilisation économique et politique » de quatre à cinq ans, au terme de laquelle se posera réellement la question du modèle à adopter pour la Hongrie [...]: « ou bien un régime socialiste amélioré », qui combinerait les acquis du socialisme avec les bienfaits de l'économie de marché et du multipartisme, « ou bien l'autre voie, celle de la restauration bourgeoise, de la neutralité, de la finlandisation* » in KAUFFMANN Sylvie, « La Hongrie en marche vers le multipartisme », *Le Monde*, mardi 14 février 1989, pp.1-8. ; KRAUZE Jan, « La Finlande sans complexes » et « Un entretien avec M. Väyrynen, ministre des affaires étrangères. « Nous ne

La finlandisation apparaît comme la solution idéale en Europe de l'Est : les pays du bloc communiste, qui restent soumis à l'influence soviétique sur le plan externe, désirent s'en émanciper sur le plan interne. Ce sens est celui adopté par Stanley Hoffman, par exemple : « *the granting of internal autonomy in exchange for continuing membership in the Warsaw Pact* »<sup>1</sup>. Dès les premiers faits d'armes du mouvement *Solidarnosc*, en 1980, la finlandisation est adoptée comme slogan par la dissidence est-européenne. Slogan d'autant plus attrayant que le terme lui-même renvoie également, chez ceux qui s'en réclament, à « l'esprit de Helsinki », en référence à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, autour duquel les dissidents se sont souvent regroupés dans les pays communistes. A l'automne 1989, certains régimes sont déjà en transition : des opposants entrent dans le gouvernement polonais, le parti communiste hongrois est dissous, « *la situation à la veille de la chute du mur de Berlin est celle d'une Europe de l'Est « finlandisée » tout au moins partiellement* »<sup>2</sup>. En bref, la finlandisation résulte d'un contexte où la frontière n'est pas isobare : la pression est, d'un côté, trop forte. Dès lors, il y a nécessité de passer un compromis conduisant au maintien de la souveraineté interne, tout en s'alignant sur les positions de la puissance voisine en matière de politique étrangère. Une telle approche conduit à la réhabilitation de la position finlandaise : avec l'émancipation progressive des pays du bloc communiste, les contraintes pesant sur la Finlande sont réévaluées à la hausse, sa résistance à l'intégration dans la sphère soviétique est revalorisée<sup>3</sup>.

## 2.2 Retrouvailles tautologiques : le débat finlandais sur la finlandisation.

Au moment de l'éclatement du bloc soviétique, la finlandisation prend une coloration positive auprès des observateurs extérieurs, qui veulent en faire un modèle de relation équilibrée entre le centre soviétique et les anciens satellites. Sur le plan interne se produit simultanément une réévaluation, négative. C'est que le terme finlandisation est un terme-miroir. Le rôle du miroir dans la construction identitaire est primordial : c'est face au miroir qu'on prend conscience de soi-même. Or, il existe une coupure nette entre le regard porté par les Finlandais sur la situation internationale et intérieure de leur pays avant, et après, la disparition de l'URSS : le premier âge de la finlandisation est cette période durant laquelle la politique étrangère menée est perçue comme l'unique alternative. Les Finlandais, alors, ne se reconnaissent pas dans le miroir tendu par l'Occident. Le second âge de la finlandisation, post-Guerre froide, marque une remise en cause de cette appréciation, et une réapparition du terme dans le débat finlandais.

### 2.2.1 La haine du miroir : premier âge de la finlandisation.

Tel le dispositif d'un kaléidoscope, qui fragmente et démultiplie les images d'une même partie de l'objet, en ignorant d'autres, le concept de finlandisation déforme la situation finlandaise, grossissant certains détails, en omettant d'autres. C'est là le propre de toute représentation, en tant qu'elle est décomplexification de la réalité. L'image réfractée par le terme de finlandisation s'est éloignée de son objet d'origine : c'est en substance le propos des

---

demandons rien, c'est pourquoi on nous apprécie » », *Le Monde*, vendredi 13 février 1987, pp. 1-6 ; NIETO Françoise, « Avant le sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou. L'escale neutre du président américain en Finlande », *Le Monde*, vendredi 27 mai 1988, p. 6 ; « Autre évidence : la question allemande ne se pose plus en termes [...] de « finlandisation » de la RFA ou de « dérive vers l'Est ». Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la « dérive à l'Ouest » de certains pays d'Europe centrale ». VERNET Daniel, « Nouvelle Europe, nouvelle Allemagne ? », *Le Monde*, mardi 12 septembre 1989, pp. 1-2

<sup>1</sup> HOFFMAN Stanley, « What should we do in the World », *The Atlantic Monthly Review*, vol.264, n°4, octobre 1989, p. 92. Notons que Stanley Hoffman, bien que donnant du concept une définition positive, s'oppose à cette solution en ce qui concerne l'Europe communiste.

<sup>2</sup> ROMER Jean-Christophe, « La recomposition de l'ordre international » in COLAS Dominique (Dir.), *L'Europe post-communiste*, Paris : PUF (coll. Premier Cycle), 2002, p. 546.

<sup>3</sup> John Lukacs estime même que la Finlande est vengée, comme le montre le titre de son article dans *Foreign Affairs* : « *Finland Vindicated* ». LUKACS John, « art. cit. », pp. 50-63.

représentants finlandais sur la scène internationale, hommes politiques ou hauts-fonctionnaires, avant la fin de la Guerre froide. Ce rejet est justifiée par deux assertions : d'abord, la position de la Finlande ne permet pas d'autre alternative que les relations de bon voisinage telles qu'elles existent avec l'Union soviétique. Ensuite, ces relations finno-soviétiques ne sont pas de nature à altérer les libertés politiques.

« *C'était une contrainte absolue* »<sup>1</sup>.

Au postulat occidental d'un abandon consenti de souveraineté en politique étrangère, la recherche finlandaise de la Guerre froide oppose la nécessité générée par la situation de l'après Seconde guerre mondiale. Du point de vue politique, la Commission de contrôle mène durant son existence plusieurs campagnes de propagande, utilisant la menace d'une attaque militaire pour faire plier le gouvernement finlandais, en particulier sur la question du retour en URSS des Ingriens. Grâce à une forme de terreur psychologique, par la diffusion de rumeurs anxigène, le retour de plus de 55.000 d'entre eux est obtenu<sup>2</sup>. Par ailleurs, en avril 1945, le ministre communiste de l'intérieur est obligé de livrer 20 émigrés russes sans consulter le reste du gouvernement. De même, la Commission de contrôle viole sciemment ses propres règles de fonctionnement, lorsqu'elle exerce des pressions assez fortes pour que le gouvernement finlandais contraigne à son tour l'appareil judiciaire à alourdir les peines pour crimes de guerre. En effet, l'article 13 de la convention d'armistice, en vertu duquel devaient être jugés les criminels de guerre, avait été détourné de son sens originel, pour être appliqué aux « responsables » de la Guerre de Continuation. En cette occasion, la commission de contrôle et son président allèrent bien au-delà des limites fixées à leurs pouvoirs. Ces éléments montrent à quel point la Commission de contrôle pouvait influencer le gouvernement finlandais. Ils constituent l'amorce de l'argumentaire finlandais durant la Guerre froide pour faire de la finlandisation un phénomène imaginaire : subissant l'ingérence soviétique, menacée d'annexion, la Finlande ne peut pas affronter seule son surpuissant voisin. C'est pourquoi ses dirigeants adoptent une politique étrangère prudente, visant à ne jamais provoquer l'ire des autorités soviétiques. Ils parviennent malgré tout à préserver aussi bien sa souveraineté sur la scène internationale que les libertés intérieures.

Cette vision est illustrée par l'ouvrage de Jacques Arnault. En 1984, celui-ci se rend en Finlande, constate que la presse est libre et qu'aucune personnalité médiatique ne se plaint de la censure. Il en déduit que la finlandisation telle qu'elle est présentée en France n'existe pas. Au contraire, dans bien d'autres domaines, il insiste sur les aspects bénéfiques des relations finno-soviétiques : ainsi, la réussite économique finlandaise doit être attribuée, lui semble-t-il, à l'industrialisation exigée pour le paiement des réparations. Significative sa position sur Väinö Tanner, qui épouse l'historiographie de l'époque : l'auteur laisse entendre le bien-fondé de la condamnation du chef de file de la sociale-démocratie finlandaise en 1945, pour sa « *coopération de fait avec les Nazis* »<sup>3</sup>. Or, Väinö Tanner, jugé responsable de la conduite de la guerre, ne faisait même pas partie du cabinet qui a lancé la Guerre de continuation. Ce qu'il a payé, c'est surtout son anti-communisme de gauche, que l'Union soviétique ne pouvait pas tolérer. Ainsi, Jacques Arnault reproduit le discours qui est justement visé à travers l'anathème de la finlandisation. Selon les critiques actuelles de la finlandisation, il présente une vision finlandisée de la Finlande pendant la Guerre froide

---

<sup>1</sup> L'explication fournie par Seppo Hentilä à la question « Pourquoi la Finlande n'a-t-elle pas reconnu les deux Allemagne ? » nous paraît symptomatique de toute la littérature développée autour du rejet de la finlandisation « *se oli silkkaa kiristystä* » (c'était une contrainte absolue), HENTILÄ Seppo, *op. cit.*, p. 24.

<sup>2</sup> Total avancé par Pekka Nevalainen, sur la base d'un décompte effectué en 1990. Voir NEVALAINEN Pekka, *Punaisen myrskyn suomalaiset. Suomalaiset paot ja paluumuutot idästä 1917-1939*, Helsinki: SKS, 2002, p. 314.

<sup>3</sup> ARNAULT Jacques, *Finlande, finlandisation, Union soviétique*, Paris : L'Harmattan, 1986, p. 138.

### *Un concept non-exportable.*

La jonction de ces deux arguments, celui de la forte pression soviétique d'un côté, et celui de la préservation des libertés politiques de l'autre, fait émerger l'affirmation décisive du caractère non-exportable de l'expérience finlandaise. Dans une série d'articles en anglais, dont « Finland: Substance and Appearance », Max Jakobson s'efforce de souligner les spécificités de la position finlandaise<sup>1</sup>. Selon lui, le fait de réduire la diplomatie finlandaise au rôle de porte-parole de la cause soviétique dans les organisations internationales fait l'impasse sur l'auto-identification de la Finlande aux causes de la démocratie et des libertés civiques. Ainsi, dès ses premiers mois en tant que membre de l'Onu, la Finlande doit faire face, en 1956, à la répression de la révolte hongroise. Sans même prendre en compte la mobilisation populaire, qui permet alors la récolte de 18 millions de marks en une semaine, il faut noter que la Finlande s'aligne alors sur le compris autrichien, qui supporte la cause hongroise, sans mentionner explicitement l'URSS. Dès ses débuts à l'Onu, la diplomatie finlandaise ne s'est pas contentée d'une ligne abstentionniste, mais s'est engagée, sur certaines questions, contre le bloc soviétique. Ensuite, les Finlandais ne sont pas seuls à défendre la politique extérieure de leur pays. George Kennan a déjà ouvert la voie aux critiques de la finlandisation, en refusant le concept dès sa naissance. Voici le commentaire que le soviétologue et ancien diplomate formule à l'égard du concept : « *absurdely overdrawn and unsuitable. The implications of this analogy do justice neither to Finland's actual position nor to Western Europe's potential one* »<sup>2</sup>. Pour Kennan, l'intérêt principal des relations soviétiques réside dans leur unicité, leur caractère non-reproductible, ce qui annihile toute tentative d'analogie ou de modélisation.

#### *2.2.2 Finlandisation de la Finlande : ré-appropriation du concept.*

Contrairement à la vision géo-centrée de la finlandisation, générée par les théories de relations internationales, le terme demeure péjorativement connoté en Finlande, et n'a été l'objet d'aucune réhabilitation réussie<sup>3</sup>. Il consacre en fait une vision négative de l'ensemble de la politique étrangère finlandaise durant la Guerre froide, il est donc l'autre nom de la ligne Paasikivi-Kekkonen.

#### *Le retour du concept de la finlandisation dans le débat finlandais.*

Avant même la désintégration du bloc soviétique, les germes du débat sont présents. Pekka Saarikallio parle déjà, au moment de la *Perestroïka*, de « *finlandisation de la conscience* »<sup>4</sup>, c'est-à-dire d'une absence de condamnation morale du système soviétique. Mais cette problématique dépasse de loin les frontières finlandaises. Le débat spécifiquement finlandais sur la finlandisation n'apparaît pas avant les tous derniers mois de l'URSS. En 1991 est publié

---

<sup>1</sup> JAKOBSON Max, « Finland: Substance and Appearance », *Foreign Affairs*, vol.58, n°5, été 1980, p. 1034-1044. Représentant permanent de la Finlande aux Nations Unies de 1965 à 1972, candidat en 1971 au Secrétariat général des Nations Unies, ce diplomate combat le concept de « finlandisation ». Il fait remarquer que, sans faire de bruit, contrairement à la vaine gestuelle du roumain Ceausescu, la Finlande parvient à préserver à la fois son système économique et politique. Il considère même la Finlande comme un des « gagnants » du siècle passé, au contraire des empires d'avant 1914 ou coloniaux : entre 1945 et 1956, elle est parvenue à régler ses réparations de Guerre à l'ex-URSS, à se faire restituer la péninsule de Porkkala et à mettre en place une politique de bon voisinage avec l'ex-URSS. Selon Jakobson, la prospérité économique finlandaise s'est largement construite sur ces relations intelligentes avec le « voisin de l'Est », l'ex-URSS échangeant ses matières premières (pétrole brut et gaz naturel) contre des produits finis finlandais.

<sup>2</sup> KENNAN George, « Europe's Problems, Europe's Choices », *Foreign Policy*, printemps 1974, n°14, p. 3.

<sup>3</sup> A vrai dire, il y eut bien une tentative furtive de réhabilitation du terme par Urho Kaleva Kekkonen lui-même, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du Traité ACAM. « *Nous offrons à tous comme modèle le résultat du Traité : une coopération constructive dans un climat de confiance entre deux Etats aux systèmes sociaux différents. C'est cela la véritable 'finlandisation'* ». Cité par VESA Unto, « Prudence or Obsequiousness – 'Finlandization' Revisited », *Ulkopoliittinen Instituutti's Yearbook of Finnish Foreign Policy*, 2004, p. 128.

<sup>4</sup> Lire en particulier la conclusion. SAARNILINNA Pekka, op. cit., f. 95-98.

l'ouvrage de Timo Vihavainen, *Kansakunta rähmälläin*, (la Nation prosternée)<sup>1</sup>. Ce pamphlet repose sur l'idée que toute la classe politique et médiatique finlandaise était, durant la Guerre froide, soumise à la censure soviétique, ou à l'auto-censure, et que les plus hauts dignitaires finlandais étaient sous contrôle étroit du KGB. Toute une littérature polémique fait florès autour de cette idée-maîtresse selon laquelle la relation avec l'URSS ne se limitait pas au respect de ses intérêts stratégiques, mais qu'elle impliquait même une forme de soumission idéologique, puisque la remise en cause publique du régime soviétique était, au nom des intérêts nationaux, interdite. S'il faut distinguer entre les pamphlets à visée politique (Valkonen, Rusi<sup>2</sup>), et les travaux académiques (Nevakivi), il n'en demeure pas moins que la production massive sur le sujet de la finlandisation conduit à considérer que 1991 constitue bien, du point de vue du débat finlandais, une libération.

Malgré l'abondante littérature dont elle est l'objet, la finlandisation reste un concept aux contours flous. En témoigne ce recueil d'une cinquantaine d'articles sur le sujet, qui contient pratiquement autant de définitions que de contributions<sup>3</sup>. D'ailleurs, un tel panel ne suffit pas à recouvrir l'éventail des interprétations du phénomène, qui ne se limitent pas au champ des relations finno-soviétiques. Pour certains, l'exercice d'un pouvoir présidentiel fort, allié à la pratique de la censure justifiée par les nécessités de la politique étrangère, représente une forme de finlandisation<sup>4</sup>. Pour d'autres, qui l'analysent comme une perte de souveraineté au bénéfice d'une grande puissance, l'adhésion éventuelle à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) serait porteuse d'une nouvelle finlandisation. Enfin, d'aucuns se contentent de percevoir la finlandisation comme un réseau d'interdits pesant sur les recherches finlandaises qui s'intéressent à la Russie post-soviétique. Le seul trait sur lequel s'accordent tous les protagonistes du débat, c'est, au cœur du processus, l'imbrication entre développement politique interne et politique étrangère.

La traduction finnoise de *Finnlandisierung* est *suomettuminen*, substantif dérivé de *suomettua*, qui est un verbe réflexif signifiant littéralement « se finlandiser »<sup>5</sup>. L'utilisation d'un verbe réflexif souligne l'aspect d'assimilation du processus : il implique l'intériorisation d'une menace externe, conduisant à une posture d'anticipation afin d'éviter les effets aliénants, réels ou supposés, de la menace. Par conséquent, la finlandisation ne s'applique pas

---

<sup>1</sup> VIHAVAINEN Timo, op. cit..

<sup>2</sup> RUSI Alpo (Dir.), *Ei enää erityistapaus – Suomen kansainvälinen asema kylmän sodan jälkeen* (Plus jamais un cas spécial – La position internationale de la Finlande après la Guerre froide), Porvoo: WSOY, 2003, 314 p. ; VALKONEN Martti (Dir.), *Suomettaminen jatkuu yhä: Moskovan-kirjeenvaihtajan näkökulma Suomen ja itänaapurin suhteisiin kolmannesvuosisadan ajalta* (La finlandisation continue : point de vue d'un correspondant à Moscou sur des relations trentenaires entre la Finlande et son voisin oriental), Helsinki: Tammi, 1998, 296 p.

<sup>3</sup> BÄCKMAN Johan, *Entäs kun tulee se yhdestoista? Suomettumisen uusi historia* (Et quand arrive le onzième ? Nouvelle histoire de la finlandisation), Helsinki: WSOY, 200, 700 p. Derrière le titre énigmatique se cache une référence à l'ouvrage de Väinö Linna, *Tuntematton sotilas* (Le soldat inconnu). Durant la Guerre de continuation, un soldat finlandais se vante auprès de ses camarades de pouvoir arrêter et mettre en déroute dix soldats russes à lui tout seul. « *Et lorsque le onzième arrive ?* », se voit-il demander sur le ton du sarcasme. Par cette expression, le directeur de publication Bäckman pense cristalliser la mentalité dominante de la finlandisation, qui surévalue la menace soviétique.

<sup>4</sup> Ainsi, Eero Akaan-Penttilä, député de *Kokoomus* (droite libérale), fait un parallèle entre la Finlande du temps de Kekkonen et celle d'aujourd'hui. Selon lui, le discours a changé, mais les méthodes sont les mêmes : certes, par un phénomène qu'il appelle la « suédisation », la globalisation équitable est devenue le principe de la politique étrangère. Cependant, la politique étrangère nationale ne peut toujours pas être remise en cause : Risto Penttilä, qui avait parlé de « la politique utopique » (*maailmanparannuspolitiikka*, « l'illusion de redresser les torts du monde »), a immédiatement et durement été condamné par tous les partis, de gauche à droite. Akaan-Penttilä pense retrouver les manifestations de la finlandisation dans la société finlandaise actuelle : servilité, monopole et uniformisation des opinions. AKAAN-PENTTILÄ Eero, « Suomettumisesta Suomi-ilmiöön ? » (De la finlandisation au syndrome finlandais ?), *Alueuutiset*, 10 juillet 2004, p. 3.

<sup>5</sup> Cette remarque, présente dans l'introduction de l'ouvrage dirigé par Johan Bäckman, avait déjà été faite par Pekka Saarnilinna. Voir BÄCKMAN Johan, « Pelkoa ja kiusantekoa – Johdatus pehmeään sosialismiin » in BÄCKMAN Johan (Dir.), op. cit., p. 12.

seulement aux pays, mais également aux hommes. Ainsi, on peut dire de quelqu'un qu'il est « finlandisé » : une personne intériorise tellement la contrainte externe qu'elle s'auto-contraint. En voulant éviter l'aliénation, elle s'aliène elle-même. C'est d'ailleurs sous ce sens, et sur le ton de l'invective *ad hominem*, que le terme se retrouve le plus souvent.

*La finlandisation : l'autre nom de la ligne Paasikivi-Kekkonen*

Exceptée cette interpénétration de la situation internationale et de la politique intérieure, tout, dans la définition de la finlandisation, fait débat, à commencer par sa périodisation. Matti Klinge choisit une acception restrictive de la finlandisation, en limitant son application aux années 1969 à 1982<sup>1</sup>. La date de 1982 marque effectivement une rupture incontestable, synonyme d'une perte de contrôle de l'URSS sur les affaires intérieures finlandaises : Mauno Koivisto, candidat social-démocrate, est élu à la Présidence de la République au détriment du dauphin de Kekkonen, Karjalainen, sans que l'URSS ne réagisse. Jusqu'alors, tous les hommes politiques cherchant à jouer un rôle-clef sur la scène finlandaise avaient dû solliciter préalablement l'intronisation du Secrétaire général du PCUS. Plus généralement, la période qui court de 1969 à 1982 correspond à un durcissement de la mainmise soviétique sur sa sphère d'influence, dont le Printemps de Prague est l'élément déclencheur, et l'intervention subséquente des troupes du Pacte de Varsovie, le condensé. Néanmoins, il ne semble pas, bien que l'opinion publique finlandaise se soit alors sentie menacée d'un sort similaire à celui des Tchèques, que 1969 marque un seuil particulier dans l'ingérence soviétique en Finlande, encore moins la date fondatrice de la finlandisation. Les symptômes s'étaient manifestés bien avant. Sans remonter aux fondations de la construction stato-nationale finlandaise<sup>2</sup>, il est certain que le rejet forcé du Plan Marshall en 1947, ou même les décisions de la Commission de contrôle, avaient déjà tracé le cadre assigné à la politique étrangère finlandaise.

En fait, le moment crucial, c'est lorsque Paasikivi établit, dès son accession à la présidence en 1946, une ligne de conduite vis-à-vis de l'Union soviétique qui ne doit pas seulement s'appliquer à la politique étrangère, mais également à chaque Finlandais. La notion d'éducation est omniprésente dans les discours présidentiels : il s'agit d'apprendre aux Finlandais à être conciliants, à ne pas critiquer l'Union soviétique, de manière à ne jamais donner prétexte à un choc frontal. La ligne Paasikivi, que poursuit Kekkonen à partir de 1956, est bien de ce grand procès la principale accusée. L'enjeu de la discussion sur la finlandisation, c'est, avant tout, la manière de gérer l'héritage de la Guerre froide en Finlande. Au contraire de Matti Klinge, nous tenons donc pour logique que le débat tende à englober l'ensemble des relations finno-soviétiques d'après-guerre. A partir de cette description du conditionnement externe de la construction stato-nationale finlandaise, il reste à montrer comment les lignes de partage de la sphère politique finlandaise, qui structurent le rapport à l'histoire et à la mémoire, sont bouleversées par la disparition de leur référent extérieur majeur, l'Union soviétique.

## **II/ L'ANAMNESE : RUPTURES HISTORIOGRAPHIQUES ET MEMORIELLES DANS LA FINLANDE DE L'APRES-GUERRE FROIDE.**

Le changement de l'environnement géopolitique de la Finlande, c'est-à-dire le démantèlement du bloc soviétique, libère un phénomène mémoriel qui tend à une remise en

---

<sup>1</sup> KLINGE Matti, « Ecce Finnia tridentem ! – Tässä Suomi valtikkasi ! », in BÄCKMAN Johan, *op. cit.*, p. 23.

<sup>2</sup> C'est ce à quoi s'essaye Jukka Relander, dans un étrange article où sont mêlées des considérations sur l'intégration de la minorité svécophone à son exposé sur la finlandisation. De manière générale, tous les articles présentés dans cet ouvrage n'ont pas pour credo la rigueur scientifique. A l'inverse, ils ont l'intérêt de montrer la dimension médiatique du débat sur la finlandisation en Finlande. RELANDER Jukka, « Suomettuminen – Eliitin ideologia » in BÄCKMAN Johan, *op. cit.*, pp. 304-314.

cause de la conscience historique telle que les relations finno-soviétiques l'avaient façonnée. L'ouverture de la frontière a par exemple permis des recherches sur le système concentrationnaire mis en place lors de la Guerre de continuation. Les autorités finlandaises de l'époque, ayant l'intention de coloniser les régions conquises, avaient regroupé les populations non-finnophones avec la perspective de les expulser à la fin de la guerre. Il ne s'agissait donc pas de camps d'extermination, même si 4.700 prisonniers sont décédés en détention<sup>1</sup>. Dans ce cas aussi, le sujet avait été banni de toute étude historique, de toute discussion politique, durant la Guerre froide. De même, lorsqu'un livre est publié, qui revoit à la hausse le nombre de livraisons à la *Gestapo* durant la Guerre de continuation, la Présidente Tarja Halonen s'engage personnellement à ce qu'une réévaluation de l'histoire officielle ait lieu et nomme pour cela une commission d'enquête composée d'historiens<sup>2</sup>.

Tous ces débats, qui viennent gonfler le cours des ruptures en terme d'historiographie et de mémoire, sont autant de signes de l'existence d'une Finlande de l'après-Guerre froide, dont la caractéristique la plus saillante réside dans un processus d'anamnèse. Paul Ricoeur rappelle l'origine grecque du terme, et son élaboration en opposition au terme *mneme*<sup>3</sup>. Tandis que *mneme* désigne la mémoire passive, c'est-à-dire la mémoire comme pathos, affection, constituée de souvenirs déjà présents, l'*anamnesis* renvoie à la mémoire-rappel, à l'effort fourni pour ramener à l'esprit un souvenir, pour *se souvenir*, l'utilisation d'un verbe réflexif soulignant que l'individu agit, fait mémoire. C'est d'ailleurs sous cette acception qu'il est fait usage du terme dans la liturgie chrétienne : le moment qui suit la consécration, durant lequel la communauté des croyants se souvient du sacrifice du Christ, commence par les termes « faisant ici mémoire... ». L'anamnèse renvoie également, dans une troisième acception, à l'ensemble des informations collectées auprès du patient par le médecin. Dans cette définition aussi, l'anamnèse s'applique au phénomène mémoriel en Finlande. Depuis le début des années 1980, des philosophes finlandais, comme Oiva Ketonen, établissent que la collecte et la reconnaissance des crimes commis pendant la Guerre civile relèvent d'une nécessité de santé mentale publique. Cependant, ce type de discours n'a pu prendre toute sa force que dans l'après-Guerre froide, avec parmi les travaux les plus significatifs, ceux de Heikki Ylikangas qui cherche, grâce à la collecte des données et récits sur la Guerre civile, à en guérir le traumatisme<sup>4</sup>.

Comprendre la dynamique, par laquelle une transition géopolitique provoque une rupture et génère de nouveaux repères pour la scansion des mémoires collectives, nationale ou infra-nationales, exige d'abord de prendre la mesure de la transition géopolitique elle-même : quelle est la lecture critique des relations finno-soviétiques qui est proposée aujourd'hui, après l'effacement de la sphère d'influence soviétique ? De même, dans quelle mesure le discours

---

<sup>1</sup> A rapporter au total des prisonniers, 25.000. Un ouvrage est paru, construit sur la base d'entretiens avec d'anciens prisonniers, alors enfants. Le ton du livre est celui du devoir de mémoire, avec l'accent mis sur l'expérience vécue. MIKKOLA Marja-Leena, *Menetetty lapsuus. Suomalaismiehittäjien vankeudessa 1941-44* (Enfance perdue. Captifs des occupants finlandais 1941-44), Helsinki: Tammi, 2004. Voir la critique de NIKKILÄ-KIIPULA Eeva, « Itä-Karjalan keskitysleirit – jatkosodan musta puoli. Muistelmateos antaa äänen leirilapsille » (Les camps de concentration de Carélie orientale – le côté obscur de la Guerre de continuation. Un travail de remémoration donne la voix aux enfants des camps), et « Keskitysleirit eivät olleet tuhoamisleirejä » (Les camps de concentration n'étaient pas des camps d'extermination), *Etelä-Saimaa*, 9 avril 2004, p. 7.

<sup>2</sup> SANA Elina, *Luovutetut. Suomen ihmislouvuudesta Gestapolle* (Les extradés. Les expulsions finlandaises vers la Gestapo), Porvoo: WSOY, 2003, 468 p. Pour une présentation de l'ouvrage et du débat qui l'entoure, se reporter à la bibliographie.

<sup>3</sup> RICOEUR Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli* op.cit, p. 4.

<sup>4</sup> KETONEN Oiva, *Kansakunta murroksessa. Kesä 1918 ja sen taustaa* (La Nation fracturée. L'été 1918 et son arrière-plan), Porvoo: WSOY, 1983, pp. 94, 98-99 ; YLIKANGAS, *Tie Tampereelle – Dokumentoitu kuvaus Tampereen antautumiseen johtaneista sotatapahtumista Suomen sisällissodassa* (La route de Tampere – Une description documentée des événements militaires ayant conduit à la capitulation de Tampere), Porvoo : WSOY, 1993.

national forgé durant la Guerre froide imprègne-t-il encore les représentations géopolitiques finlandaises actuelles ? (chap. 3). La cause majeure de la transition géopolitique, la disparition de la menace soviétique, et la porosité de la frontière finno-russe, concordent pour orienter un mouvement d'intégration de la mémoire rouge à la mémoire nationale. La séparation entre le national et l'a-national n'est plus tracée de la même façon, du fait même de la disparition du référent de cette division, l'URSS, et de l'accès aux archives de Carélie soviétique (chap. 4).

### **Chapitre 3 : Une Finlande post-finlandisée ?**

#### **Remise en cause et perpétuation de la lignée Paasikivi-Kekkonen.**

Nous avons montré dans quelles circonstances se forme le concept de finlandisation, et de quelle manière il a été progressivement appliqué à la Finlande. Le débat finlandais porte, au fond, sur l'héritage du positionnement géopolitique de la Finlande durant la Guerre froide. En finnois, le terme consacré pour désigner la politique étrangère nationale durant la Guerre froide est *Paasikivi-Kekkosen linja*. Or, *linja* signifie aussi bien ligne, que lignée. Ce deuxième sens saisit mieux la dialectique de l'héritage de la finlandisation et de la transition post-finlandisation.

Dans un premier temps, il y a remise en cause des principes proclamés par la ligne Paasikivi-Kekkonen, ainsi que du système politique qu'elle légitimait : émancipation. Dans un second temps, émergent les lignes de continuité de la Guerre froide à l'après-Guerre froide. En particulier, le discours national produit à partir de l'idée conciliationniste a profondément marqué les représentations collectives finlandaises : l'Otan est encore très largement perçue comme un Autre duquel émanent des risques d'aliénation. Se dégage donc bien un héritage idéologique de la Guerre froide en Finlande.

#### **3.1 L'émancipation : critique des fondateurs de la lignée Paasikivi-Kekkonen.**

Lorsque l'on adopte une démarche réaliste, c'est-à-dire stato-centrée, des relations internationales, l'analyse de la politique d'un Etat doit être menée par le biais des archives diplomatiques officielles, mais également par l'étude des journaux intimes et des mémoires des dirigeants. C'est sur cette base matérielle que s'est produit le bouleversement historiographique finlandais concernant la Guerre froide. Dès lors, il n'est pas surprenant que les critiques aient d'abord porté sur la classe politique dirigeante, avant de s'étendre à l'ensemble de la société finlandaise.

##### *3.1.1 Le Président finlandisé ? La querelle des biographes sur Kekkonen.*

La querelle des biographes de Kekkonen est le point culminant du débat sur l'héritage de la Guerre froide. Depuis le début des années 1990, le débat fait rage entre Juhani Suomi, sorte de biographe officiel, qui a gardé, jusqu'en 2003, un monopole de consultation des carnets du Président, et l'historien Rautkallio. Le premier perçoit Kekkonen comme un patriote dont les compétences dans le domaine stratégique ont permis à la Finlande de ne pas être aspirée dans la sphère soviétique, ni de consentir de trop larges empiétements sur sa souveraineté. Le second, Rautkallio donne de Kekkonen une image faustienne : le Président finlandais aurait, d'une certaine manière, conclu un pacte avec l'Union soviétique lui permettant de demeurer vingt-huit ans au pouvoir, en échange du renoncement à sa liberté de manœuvre. L'image est exagérée, mais elle pointe la question de fond : la ligne Paasikivi-Kekkonen n'était-elle finalement qu'un instrument servant la domination de Kekkonen sur la scène politique ?

##### *La fondation de la lignée.*

La lignée instaurée par J.K. Paasikivi dès son accession à la présidence en 1946, renoue avec la ligne conciliationniste des Vieux Finlandais de l'époque tsariste soulignée par Alapuro. Le plus éminent des Fennomanes, Snellman, n'avait-il pas, en 1863, appelé ses paysans à ne manifester ni affliction ni indignation à la nouvelle de l'écrasement du

soulèvement polonais, au motif que cela susciterait la suspicion du Tsar ?<sup>1</sup> Le Président Paasikivi lui-même est un symbole vivant de ce lien, puisqu'il a personnellement participé aux activités des Fennomanes au début du siècle. Le précepte de la lignée conciliationniste, derrière lequel se rangent aussi bien les Fennomanes, puis les partis bourgeois qui font obstacle à la *Valtalaki* sociale-démocrate en 1917, que la classe politique finlandaise de l'après-guerre, consiste à accepter les intérêts de la Russie, puis de l'Union soviétique, comme régulateurs de la politique étrangère de la Finlande<sup>2</sup>.

La ligne Paasikivi-Kekkonen, comme la ligne conciliationniste, donne à la Finlande un cadre de conduite interdisant des initiatives susceptibles d'offusquer les autorités soviétiques. Fondée sur une rhétorique qui emprunte aux Lumières, avec des références multiples au principe directeur de la Raison, elle prétend libérer la Finlande des carcans idéologiques qui nuiraient aux intérêts nationaux<sup>3</sup>. Réaliste, elle tranche explicitement avec la période de l'Entre-Deux-Guerres. La politique étrangère finlandaise de cette époque était, d'après les autorités de l'immédiat après-guerre, dominée par « l'émotionnalisme » et les craintes irrationnelles. L'Union soviétique d'alors n'était rien d'autre que le *perivihollinen*, l'ennemi héréditaire. Par opposition, lorsqu'il doit expliquer comment il compte gouverner son pays, Kekkonen utilise l'image du physicien, qui ne fait appel qu'à la science et à la raison.

#### *La lignée critiquée.*

Cependant, l'influence soviétique va bien plus loin que l'adoption d'une politique étrangère réaliste. De fait, toute la carrière politique de Kekkonen, aussi bien sa montée en puissance que son maintien au pouvoir, repose sur un jeu peu scrupuleux avec le *Kremlin* et le KGB. Deux événements suggèrent une relation particulière entre Kekkonen et la partie soviétique. D'abord, lorsque Kekkonen, alors premier ministre, s'impose comme dauphin de Paasikivi pour la Présidence, à l'automne 1955, la restitution de Porkkala par les Soviétiques semble lui tracer la voie à suivre pour l'année suivante. D'après Lehtinen et Rautkallio, cette restitution intervient à dessein : la diplomatie soviétique a déjà, en 1955, fait de Kekkonen son homme. Alors que celui-ci s'était rangé du côté des partisans de la Guerre de Continuation en 1941, il avait par la suite changé de camp, comptant parmi les supporteurs d'une paix aussi rapide que possible. Dès lors, il présentait un profil plus acceptable pour la partie soviétique, qui a toujours pris soin d'écarter les partisans de la guerre de la vie politique finlandaise. S'il est délicat d'affirmer que Kekkonen entretenait depuis la fin des hostilités d'étroits contacts avec le KGB, il apparaît désormais, à l'aune des archives de la diplomatie soviétique et des rapports du KGB, que le Président finlandais est, dès avant son arrivée à la fonction suprême, considéré comme « *de notre côté* » par la partie soviétique<sup>4</sup>. La restitution de Porkkala constitue un atout considérable dans la course à la Présidence pour Kekkonen.

Un second épisode troublant intervient exactement six ans plus tard, l'espace d'un mandat présidentiel. En Octobre 1961, alors que Kekkonen se trouve en ballottage défavorable pour sa propre succession l'année suivante, un conflit diplomatique avec les Soviétiques éclate, appelée Crise de la Note<sup>5</sup>. Khrouchtchev, qui entretient par ailleurs d'excellentes relations

<sup>1</sup> JAKOBSON Max, « Substance and Appearance : Finland », *Foreign Affairs*, Summer 1980, p. 1037.

<sup>2</sup> AHO Esko, « Finland's EU Policy Adrift », *Ulkopoliittinen Instituutti's Yearbook of Finnish Foreign Policy*, 2004, p. 5.

<sup>3</sup> BROWNING Chris, « Coming Home or Moving Home? "Westernising" narratives in Finnish Foreign Policy and the Re-Interpretation of Past Identities », *Ulkopoliittinen Instituutti's Working Papers*, n°16, 1999, 30 f.

<sup>4</sup> Hannu Rautkallio rapporte que, dans les comptes-rendus des agents du KGB en Finlande, Kekkonen porte la mention *po soglasovaniju s nami* (« d'accord avec nous » ou « avec nous »). RAUTKALLIO Hannu, « Väärinymmärretty suomettuminen » (La finlandisation mal-comprise) in *Agenda Suomi. Kekkonen – SDP – NKP (Kekkonen – SDP – PCUS)*, Helsinki : WSOY, 1999, p. 13.

<sup>5</sup> L'historien le plus connu qui soutienne cette version des faits est très certainement Hannu Rautkallio. Il détaille la Crise de la Note sur une partie entière (pp. 110-213), son étude le conduisant d'ailleurs à parler de Novosibirskin lavastus, « la mise en scène de Novossibirsk » (pp. 167-171) RAUTKALLIO Hannu, op. cit.

avec Kekkonen, émet le souhait, étant donnée la tension régnante sur le plan international (on est à la veille de la Crise de Cuba), d'entamer des consultations militaires avec la Finlande, conformément au Traité ACAM. Le Président finlandais est donc invité comme négociateur à Novossibirsk, où des tractations ont lieu. A l'issue de ces négociations, auxquelles aucun témoin finlandais n'assiste, les dirigeants soviétiques proclament la fin de la crise, et Kekkonen revient au pays en héros. Il est aisément réélu l'année suivante. Plusieurs recherches d'historiens concordent pour interpréter la Crise de la Note comme une pure mise en scène destinée à remettre en selle l'homme du Kremlin en Finlande. Sans rien conclure à ce sujet<sup>1</sup>, il faut quand même reconnaître l'importance du rôle qu'ont joué les relations avec l'URSS dans la vie politique finlandaise. Kekkonen a sans cesse utilisé ces relations, se présentant comme le seul capable de négocier avec les Soviétiques.

#### *Le système UKK.*

Une donnée est essentielle pour comprendre la dynamique d'enkystement des intérêts soviétiques dans la scène politique finlandaise : il s'agit du « lâchage » initial des communistes finlandais par les Soviétiques, et le report de la stratégie de l'URSS sur la classe politique déjà installée au pouvoir, c'est-à-dire une majorité conservatrice. Jusqu'en 1948, l'objectif des conseillers soviétiques chargés du dossier finlandais est de transformer la Finlande en démocratie populaire, de préférence par voie parlementaire. Ensuite, à partir de la mise à l'écart des communistes finlandais, les Soviétiques préfèrent faire de la Finlande un modèle de pays occidental dont la politique étrangère est alignée sur celle de l'URSS. « Neutralité différentielle », modèle supposé, à terme, attirer d'autres démocraties occidentales. Le terme de souveraineté limitée conviendrait parfaitement à la situation finlandaise s'il n'avait été ailleurs érigé en doctrine fondatrice de la vassalisation des démocraties populaires. La limitation de la souveraineté interne se manifeste rarement de manière spectaculaire, mais, en coulisses, l'ingérence soviétique s'avère bien réelle.

La crise spectaculaire des Gels nocturnes, *yöpakkaset*, peut être interprétée comme une crise de rodage : le système est encore mal couplé, les deux parties ne connaissent pas encore les limites à leurs actions respectives. Ainsi, lorsqu'un cabinet réputé hostile envers l'Union soviétique entre en fonction, sous l'autorité de Fagerholm, en septembre 1958, la réaction soviétique est immédiate : du jour au lendemain, les négociations commerciales et le projet de percement du canal de Saimaa sont arrêtés, l'ambassadeur soviétique à Helsinki est rappelé. Bref, toutes les relations finno-soviétiques sont gelées. La pression est si forte que Kekkonen exige du gouvernement qu'il démissionne. Le premier ministre Fagerholm s'exécute. Un nouveau cabinet, expurgé des ministres peu appréciés par l'Union soviétique, est formé. Remarquons toutefois que l'une des exigences de l'Union soviétique, l'octroi de quelques portefeuilles ministériels à des communistes, crédités d'un bon score aux législatives de juillet 1958, n'a pas été respectée. Cette absence des communistes confirme le lâchage dont ils sont victimes de la part de l'URSS. Par conséquent, les raisons qui ont poussé la diplomatie soviétique à l'action ne sont pas à trouver dans la mise à l'écart des communistes par le gouvernement de coalition, mais plutôt de l'ordre de la stratégie économique : le gouvernement Fagerholm avait annoncé une série de mesures allant dans le sens d'une intégration européenne de la Finlande. Les dirigeants soviétiques ont certainement voulu donner un coup d'arrêt au développement de relations commerciales entre la Finlande et l'Europe de l'Ouest.

Mais les conséquences de cette crise de 1958 s'avèrent encore plus profondes du point de vue de la scène politique intérieure. Des hommes politiques qu'on dit anti-soviétiques sont

---

<sup>1</sup> Malgré les assertions de Hannu Rautkallio, rien n'apparaît encore avec certitude au sujet de la Crise de la Note. La vision répandue en Finlande reste donc celle qui a été popularisée par l'historien Juhani Suomi, sorte de biographe officiel de Kekkonen. Lire par exemple SUOMI Juhani, *Kriisien aika : Urho Kekkonen 1956-1962* (Le temps des crises: Urho Kekkonen 1956-1962), Helsinki : Otava, 1992.

mis à l'écart et porteront longtemps les stigmates des Gels nocturnes. Bien qu'ayant rétabli dès 1959 des contacts personnels avec la diplomatie soviétique, Johannes Virolainen ne pourra pas retrouver de fonctions ministérielles avant le début des années 1980. La thèse principale d'une biographie récente de Virolainen met l'accent sur l'instrumentalisation des Gels nocturnes par Kekkonen<sup>1</sup>. De manière plus générale, émerge un système politique dominé par la figure de Kekkonen. A la lumière de ses carnets intimes, il est possible de reconstituer sa propre vision du système politique dont il occupe le sommet. Il s'agit d'une vision verticale, dans laquelle les partis n'ont pas d'existence en soi, mais sont traversés par un clivage entre les tendances qui le supportent et celles qui s'opposent à lui. Ainsi, par exemple, le parti social-démocrate est loin de suivre une ligne homogène durant toute la Guerre froide. La tendance Tanner est constamment hostile à Kekkonen, tandis que Kalevi Sorsa, à partir de 1973, offre au Président la loyauté du SDP.

Pour demeurer vingt-six ans à la tête de l'Etat, Kekkonen a su tirer profit de ce que l'on appelle pudiquement la « carte de Moscou », c'est-à-dire de l'appui qu'il a été en mesure de se ménager au sein du cercle le plus haut placé de l'administration soviétique. Ayant établi de très cordiales relations avec Khrouchtchev, en liaison permanente avec Tehtaankatu, l'Ambassade soviétique, où était également placée l'antenne du KGB, « *Kekkonen était l'homme de confiance de l'Union soviétique en Finlande, [mais] il était également prisonnier de cette position particulière* »<sup>2</sup>. L'un des objectifs des Soviétiques restait bien d'empêcher la formation de gouvernements dotés d'une forte majorité, de manière à ce que la marge de manœuvre de Kekkonen soit toujours réduite au maximum. Cela n'a pas empêché la formation d'une unanimité autour de sa personne. Ceux qui ne partageaient ni ses vues ni son réseau en politique étrangère ne pouvaient pas prétendre à un rôle quelconque sur la scène politique interne. Le social-démocrate Väinö Leskinen a dû se convertir à la ligne Paasikivi-Kekkonen pour atteindre le poste de Ministre des Affaires étrangères. Certains historiens utilisent le terme de « *pays de parti unique* » pour évoquer la Finlande de la Guerre froide. Si cette terminologie nous paraît excessive, elle a cependant le mérite de montrer que chaque parti, s'il voulait se voir déléguer des postes-clefs dans l'administration, devait faire allégeance à Kekkonen et adopter sa vision des relations finno-soviétiques. Le soutien unanime dont jouissait la ligne Paasikivi-Kekkonen conduit à se demander à quel point la société finlandaise se pliait au cadre forgé pour la classe politique.

### 3.1.2 Une *Aufarbeitung* finlandaise : les silences qu'on regrette. Médias et recherche dans la Finlande de la Guerre froide.

Dans la recherche comme dans les milieux médiatiques, c'est une perspective auto-critique qui est privilégiée: « *comment et quand je me suis finlandisé* »<sup>3</sup>, titrent souvent les articles portant sur le sujet. Certains auteurs exhortent même à une *Aufarbeitung*<sup>4</sup>. Ce terme guide les politiques de la mémoire en Allemagne : il correspond à un travail sur soi, qui implique une profonde auto-critique. Cette révision historiographique ne se limite pas à la personnalité du Président. Ce dernier n'était que le point focal, centre et fondateur d'un système auquel adhérerait toute la classe politique et médiatique. Le procès « post-finlandisation » présente

<sup>1</sup> SEPPINEN Jukka, *Isänmaan asiat : Johannes Virolaisen elämäkerta* (Les affaires de la patrie: biographie de Johannes Virolainen), Helsinki: Ajatus, 2002, p. 242.

<sup>2</sup> LEHTINEN Lasse, *Aatosta jaloa ja alhaista mieltä. Urho Kekkosen ja SDP:n suhteet 1944-1981* (De nobles idéaux et de viles pensées. Les relations entre Urho Kekkonen et le SDP 1944-1981), Helsinki : WSOY, 2002, p. 648. Lasse Lehtinen a été élu député européen en juin 2004, sur la liste du SDP. Ce livre est en fait la version publiée de sa thèse de doctorat d'Etat, sur la scientificité de laquelle pèsent de lourds soupçons. Cette relation étroite entre politique et historiographie est un élément supplémentaire qui confirme l'intensité du débat sur la Guerre froide et la finlandisation en Finlande.

<sup>3</sup> VIHAVAINEN Timo, « Silloin kun minä suometuin » (Le moment où je me suis finlandisé), in BÄCKMAN Johan (Dir.), *op. cit.*, pp. 649-659.

<sup>4</sup> RUSI Alpo, *op. cit.*

donc deux caractéristiques majeures : d'abord, il est parallèle au débat sur le communisme en tant que régime; ensuite, il trouve ses accusés, les « finlandisés », dans tous les cercles de la prise de décision.

*Un débat qui se conjugue avec celui sur le Livre noir du communisme.*

Trois ans après sa parution en France, le *Livre noir du communisme* parvient en Finlande dans sa version traduite<sup>1</sup>. Si le succès éditorial n'égale pas ceux obtenus en Allemagne, en Italie ou même en Roumanie, les vives discussions qui entourent sa parution montrent cependant que la Finlande partage les interrogations sur l'histoire du communisme<sup>2</sup>. Certains mythes persistants, comme celui de la trahison de Lénine par Staline, font écho aux illusions philocommunistes que dénonce le collectif d'auteurs sous la direction de Stéphane Courtois. Le caractère criminogène du régime communiste n'est pas, en soi, une découverte, mais il faut bien admettre qu'en Finlande, la censure, ou, beaucoup plus souvent, l'auto-censure, en limitait la critique, et donc la connaissance. Il n'est qu'à prendre l'exemple d'un discours du Président Kekkonen sur Lénine, en avril 1970. A l'occasion du centenaire de Lénine, Kekkonen reproche à certains historiens finlandais, en particulier Tuomo Polvinen, sur le travail duquel se basera Eino Ketola, vingt ans plus tard, d'avoir remis en cause la sincérité de Lénine dans son don de l'indépendance à la Finlande<sup>3</sup>. Lénine est en effet un instrument de la ligne Paasikivi-Kekkonen, puisqu'il sert constamment de justification à l'indépendance et, partant, à la neutralité de la Finlande : « vous ne pouvez pas nous ôter ce que Lénine lui-même nous a donné » est, en substance, le message lancé aux Soviétiques. Se placer sous le patronage de Lénine implique une certaine gymnastique, ou une certaine ignorance, par rapport à la doctrine qu'il a forgée. En un sens, le réalisme dont il se réclame pousse finalement le Président Kekkonen à une certaine révérence envers les grandes figures de l'histoire soviétique et, au-delà, envers l'idéologie communiste. C'est tout le paradoxe de la finlandisation, qui a été menée avant tout par des conservateurs, et non par les milieux supposés plus proches idéologiquement du régime soviétique.

*La finlandisation, un spectre passe-muraille.*

Filons la métaphore de Walter Laqueur, inspirée par le Manifeste du parti communiste, qui faisait de la finlandisation un spectre hantant l'Europe : c'est d'un spectre passe-muraille qu'il s'agit. L'auto-censure, l'absence de condamnation du régime communiste, sont des caractéristiques qui ne connaissent pas le cloisonnement. Tous les médias finlandais, quelle que soit leur obédience politique, ont été, selon les dires des journalistes eux-mêmes, soumis, ou plutôt se sont eux-mêmes soumis à une forme d'auto-censure au sujet de l'Union soviétique. En août 1991, encore, un éditorialiste du plus grand tirage finlandais, le *Helsingin Sanomat*, se gardait de condamner les putschistes et formulait le souhait de conserver les relations commerciales les meilleures possibles avec les nouveaux maîtres de Moscou. Cette prise de position équivalait à se placer du côté des défenseurs du Parti-Etat.

Une facette du débat sur la finlandisation concerne d'ailleurs les questions économiques : certains sont accusés de s'être finlandisés en tirant profit des relations finlandaises

---

<sup>1</sup> COURTOIS Stéphane (Dir.), *Le Livre noir du communisme. Crime, terreur, répression*, 1997, 1105 p. La version en langue finnoise du *Livre Noir* est *Kommunismmin musta kirja*, Helsinki : WSOY, 2000, 863 p. Les traducteurs en sont Kaarina Turtia, Matti Brotherus ja Heikki Eskelinen.

<sup>2</sup> Un article intéressant, en anglais, présente les réactions à la sortie de l'ouvrage en Finlande : SNELLMAN Saska, « The Black History of Communism », *Helsingin Sanomat International Edition (en ligne)*, 28 novembre 2000.

<sup>3</sup> HENTILÄ Seppo, « Kun historiankirjoitus kohtaa suomettumisen » (Quand l'historiographie rencontre la finlandisation), in BÄCKMAN, *op. cit.*, p. 61; POLVINEN Tuomo, *Venäjän vallankumous ja Suomi 1917-1920* (La Révolution russe et la Finlande 1917-1920), Porvoo: WSOY, 1967, 708 p. ; KETOLA Eino, *Kansalliseen kansanvaltaan : Suomen itsenäisyys, sosiaalidemokraatit, ja Venäjän vallankumous 1917* (Vers la démocratie nationale: l'indépendance de la Finlande, les Sociaux-démocrates, et la Révolution de Russie 1917), Helsinki: Tammi, 1987, 522 p.

privilegiées avec l'Union soviétique. A l'hiver 2002 paraît un ouvrage de Jukka Tarkka, tendant à démontrer que les profits dégagés par les entrepreneurs finlandais dans le commerce avec les Soviétiques étaient fréquemment réinvestis dans la lutte anti-communiste<sup>1</sup>. Concrètement, les flux de fonds étaient drainés vers le Parti social-démocrate, les partis du centre ainsi que le journal *Uusi Suomi*, revue du milieu des entrepreneurs, d'obédience libérale, classée à droite. Dans l'édition internationale du *Helsingin Sanomat* du 5 février 2002, le journaliste Unto Hämäläinen répond à cette théorie sur un ton tranchant : « *Many major industrialists were quite Finlandized; they were somewhat more interested in the benefits brought by trade with the Soviet Union than in defending Western democracy* »<sup>2</sup>. S'est finlandisé celui qui s'est enrichi du commerce finno-soviétique sans prendre part à la lutte idéologique de défense de la démocratie occidentale. D'après cette définition, même les hommes d'affaires se sont finlandisés. C'est pourquoi il paraît si difficile de discerner des catégories, politiques ou sociales, ayant échappé à la finlandisation<sup>3</sup>.

Du point de vue du système politique, rappelons que Kekkonen lui-même avait une vision verticale, qui séparait chaque parti entre partisans et adversaires de ses intérêts et de ceux de la Finlande. Par conséquent, ceux qui sont aujourd'hui perçus comme s'étant finlandisés étaient présents dans tous les partis. Si l'on considère les seuls sociaux-démocrates par exemple, Lehtinen érige Kalevi Sorsa, chef de file du SDP qui a rallié son parti à la cause de Kekkonen durant les années 1970, en symbole de la finlandisation. Dans le même temps, il s'efforce d'en façonner une antithèse à partir de la personne de Väinö Tanner<sup>4</sup>. Il y a donc bien, à l'intérieur de chaque parti, des « finlandisés ». C'est d'ailleurs la vision large de la finlandisation défendue par le Professeur Nevakivi dans son ouvrage *Miten Kekkonen pääsi valtaan ja Suomi suomettui* (Comment Kekkonen accéda au pouvoir et la Finlande se finlandisa) : selon lui, la finlandisation « *ne résultait pas simplement de la position de la Finlande mais également de la propre attitude des Finlandais* », puisque « *[le] cercle des dirigeants reconnus favorisa la finlandisation au nom de ses propres intérêts, l'approuva et la promut activement, de sa propre initiative* ». Plus loin, revenant sur ceux qui ont été finlandisés : ce sont ces hommes politiques, qui tendirent, « *d'une façon ou d'une autre, à offrir leurs services pour forger une opinion positive à l'égard de l'Union soviétique, et en contrepartie, à utiliser l'approbation de la puissance voisine, reçue en récompense, dans leurs luttes de pouvoir en politique intérieure* »<sup>5</sup>.

La recherche non plus n'a pas été épargnée. Une thèse récemment publiée s'intéresse aux travaux de l'Institut des études soviétiques, figure allégorique des relations finno-russes<sup>6</sup>. Ayant fonctionné entre 1944 et 1992, l'Institut se distingue des instituts de recherche

<sup>1</sup> TARKKA Jukka, *Uhan alta unioniin. Asennemuutos ja sen unilukkari EVA* (De la menace à l'union. Le changement d'attitude et son instigateur EVA), 2002. Sous le sigle EVA se cache un Centre d'études finlandaises des Affaires et de la politique commerciale, sorte de Chambre du commerce extérieure.

<sup>2</sup> HÄMÄLÄINEN Unto, « The Silent War Against Finlandization », *Helsingin Sanomat International Edition*, 5 février 2000 (en ligne sur le site du *Helsingin Sanomat*).

<sup>3</sup> Il n'est pas jusqu'à l'entreprise *Nokia* qui ne soit mise en cause. Dans sa contribution, « Nokia-Land », Martti Häikiö démontre que la réussite de *Nokia* est le fruit de la relation commerciale spéciale entre la Finlande et l'URSS. Selon lui, c'est le commerce soviétique qui a, dans un premier temps, permis l'expansion de l'entreprise alors qu'elle ne vendait encore que des bottes et des câbles en caoutchouc. HÄIKIÖ Martti, « Nokia-Land » in RUSI Alpo (Dir.), *op. cit.*

<sup>4</sup> De manière très claire, Lehtinen accole à plusieurs reprises au nom de Tanner l'adjectif *taipumaton*, l'inflexible: LEHTINEN Lasse, *op. cit.*, pp. 296-298, 326-328.

<sup>5</sup> NEVAKIVI Jukka, *Miten Kekkonen pääsi valtaan ja Suomi suomettui* (Comment Kekkonen accéda au pouvoir et la Finlande se finlandisa), Helsinki : Otava (Keuruu), 1996, 255 p. Les citations sont reprises dans une critique de l'ouvrage SEDERGRÉN Jari, « Miten Kekkonen pääsi valtaan ja Suomi suomettui », *Pax*, automne 1996, p. 7.

<sup>6</sup> PERNA Ville, *Tehtävänä Neuvostoliitto: Opetusministeriön Neuvostoliittoinstituutin roolit suomalaisessa politiikassa 1944-1992* (Objectif Union soviétique : les rôles de l'institut de l'Union soviétique du ministère de l'Education dans la politique finlandaise), Helsinki : Venäjän ja Itä-Euroopan Instituutti, 2002, 448 p.

occidentaux pratiquant la soviétologie. Sous des atours universitaires, il cache en fait une conception des relations de voisinage émanant d'une société d'amitié finno-soviétique affiliée au parti communiste finlandais. L'Institut a donc vocation de propagande, et de censure, pour les recherches portant sur l'URSS. Lorsqu'un directeur n'est pas assez aligné sur la doctrine soviétique, il doit démissionner, à l'image du premier directeur, Valentin Kiparsky. Nous avons vu, à travers la crise des Gels nocturnes, combien les relations finno-soviétiques sont tendues durant la fin des années 1950. Cette période est pour l'Institut synonyme de silence : avant le milieu des années 1960, personne en Finlande ne mène de recherches sur la Russie ou l'URSS. Par la suite, les hommes de confiance de Kekkonen ressuscitent l'Institut, et le recyclent en une sorte de centre de production de proclamations liturgiques concernant les relations de bon voisinage. Par contre, les quelques recherches qui présentent des garanties de scientificité sont jugées anti-soviétiques et ignorées. Aujourd'hui encore, les travaux portant sur le voisin oriental donnent très facilement lieu à polémique.

A cet égard, le débat Valkonen-Rotkirch tel que le rapporte Chris Browning, s'avère lumineux. Dans un premier temps, Anne Rotkirch publie une critique d'un livre traitant de la Russie post-soviétique dirigé par Martti Valkonen, le traitant « *d'ouvrage symptomatique de la post-finlandisation* »<sup>1</sup>. Valkonen répond que ce genre de critique classe son auteur dans le camp des gardiens de la morale, qui décident de ce qui peut et ne doit pas être écrit sur la Russie. Il ajoute que cela lui rappelle la période soviétique, lorsque l'auto-censure commandée par Moscou était la règle en Finlande<sup>2</sup>. Anne Rotkirch reconnaît d'ailleurs que l'échange qu'elle a eu à cette occasion avec Valkonen montre à quel point il est encore difficile de traiter de la Russie en Finlande : chaque intérêt pour, ou connaissance du, grand voisin, est inévitablement classé dans le camp soit des finlandisés, soit des post-finlandisés. On constate donc bien, dans ce cas précis, une bipolarisation du débat. On pourrait multiplier les illustrations de la recherche bridée, avec les conférences d'historiens finno-est-allemands qu'évoque Seppo Hentilä par exemple<sup>3</sup>.

### **3.2 Les descendants : persistance de l'idéologie forgée durant la Guerre froide.**

Le processus d'*Aufarbeitung*, stade primaire d'extériorisation des comportements coupables, n'a de sens que s'il aboutit à une phase appelée *die Vergangenheitsbewältigung*. Il s'agit de la phase de digestion proprement dite, durant laquelle se produit une sorte de synthèse, et se dégage une vision plus nuancée de la période historique traitée. La finalité de ce mouvement en deux temps est le dépassement du passé. Ce processus binaire est illustré par la trajectoire historiographique récente de la période nazie en Allemagne. Depuis la fin des années 1990, le sentiment de culpabilité s'est enrichi d'une vision complexe qui confère également au peuple allemand lui-même un statut de victime, et non plus seulement de complice, du régime nazi. L'ouvrage de Gunther Grass sur le torpillage d'un bateau de réfugiés allemands par la marine soviétique<sup>4</sup>, participe de cette restitution de la complexité historique.

---

<sup>1</sup> BROWNING Chris, « op. cit. », f. 19-20. Le livre critiqué est SAILAS Anne, SUSILUOTO Ilmari & VALKONEN Martti (Dir.), *Venäjä - jättiläinen tuuliajolla* (Russi – Un géant à la dérive), Helsinki: Edita, 1996, 324 p. Les auteurs sont majoritairement des journalistes et leurs méthodes de travail sont, il est vrai, contestables.

<sup>2</sup> Tout ce débat pousse M. Valkonen à publier un livre traitant du sujet : VALKONEN Martti (Dir), *op. cit.* Dans cet ouvrage, Martti Valkonen juge que le tabou pesant sur les études soviétiques en Finlande n'a toujours pas été levé, et que les journalistes et les chercheurs finlandais conservent face au successeur de l'URSS l'attitude qu'ils ont adoptée durant la Guerre froide.

<sup>3</sup> HENTILÄ Seppo, « op.cit ». Citons encore la science politique, LINDFORS Pertti, « Suomen tiedepolitiikan suomettuminen » (La finlandisation de la science politique en Finlande), *Helsingin Sanomat*, 31 mars 1992, disponible en ligne : <http://www.valt.helsinki.fi/kfil/suomet.htm>.

<sup>4</sup> GRASS Gunther, *Im Krebsgang*, Göttingen : Steidl, 2002, 224 p. Version française: (Trad. Claude Porcell), *En crabe*, Paris: Le Seuil, 2002, 240 p.

En Finlande, où les enjeux ne sont pas aussi dramatiques, le même processus est à l'œuvre. D'ailleurs, finlandisation et lignée Paasikivi-Kekkonen sont en fait les deux appellations d'un même phénomène. La première appelle un jugement moral, une forme d'*Aufarbeitung*, tandis que la seconde restitue l'originalité d'un processus qui n'a pas conduit à ce que l'analyse finlandisatrice redoutait, mais plutôt à un discours national spécifique, une sorte d'*idéologie nationale*. Produire une définition précise du terme idéologie est une entreprise délicate. Carlsnaes, dans une généalogie du concept, a mis en évidence les contradictions irréductibles qui surgissent lorsqu'on adopte une analyse comparative du concept chez Marx, Lénine et Mannheim. De même, Jean Baechler souligne dès l'introduction de son essai *Qu'est-ce que l'idéologie ?*, que toute définition de l'idéologie est arbitraire<sup>1</sup>. La philosophie hégélienne, donnant le primat à l'Idée, à la Conscience, représente l'idéologie dans son sens originel, de « doctrine qui fait consister la recherche philosophique dans l'étude des idées prises en elles-mêmes et leurs rapports entre elles, abstraction faite de toute considération métaphysique »<sup>2</sup>. Dans *L'idéologie allemande*, Karl Marx utilise une comparaison avec un dispositif optique, faisant de l'idéologie une sorte de fausse conscience, donnant du réel une image illusoire parce que renversée<sup>3</sup>. Sans entrer dans la logique marxienne, constitutive d'une critique de l'Etat représentatif, nous reconnaissons, à partir d'une déconstruction étymologique, le primat d'une idée, ou construction intellectuelle, dans toute idéologie. Nous définirons ici l'idéologie comme le discours (*logos*) politique, qui revêt les atours de la scientificité, mais qui est en fait produit à partir d'une idée.

### *3.2.1 Aux origines de l'idéologie nationale : forger un discours original pour la défense d'une position spécifique.*

Nous avons déjà souligné les conséquences à long terme de la crise des Gels nocturnes sur la scène politique finlandaise. Par les critiques qu'elle a suscitées, cette crise a également donné le signal d'une définition de la ligne Paasikivi-Kekkonen, exigeant par conséquent d'éclaircir la notion d'indépendance nationale. Cette entreprise de redéfinition revêt un caractère concret avec la formation d'un Comité de défense nationale mentale, en 1960<sup>4</sup>.

#### *La « défense mentale » au cœur de la politique de sécurité nationale.*

Ce comité, chargé de donner un contenu au concept de *suomalaisuus*, « finlandité », est un pur produit de la Guerre froide. Dans ses rapports liminaires, il justifie sa propre existence par le contexte de l'affrontement bipolaire<sup>5</sup>. Son diagnostic singularise la Guerre froide comme conflit d'un type particulier, qui ne met pas seulement aux prises deux superpuissances militaires, mais également deux idéologies. Les objectifs des belligérants ne se limitent pas à la maîtrise de tel ou tel point stratégique, mais s'étendent à l'assimilation par les populations-cibles de l'idéologie qu'ils incarnent. Ainsi se déroule une guerre des idéologies, dans laquelle les régimes démocratiques sont jugés particulièrement vulnérables. D'une certaine manière, les travaux du comité, composé avant tout d'experts militaires et de psychologues, annoncent

---

<sup>1</sup> CARLSNAES Walter, *The Concept of Ideology and Political Analysis. A Critical Examination of Its Usage By Marx, Lenin, and Mannheim*, Londres/ Westport: Greenwood Press, 1981, 276 p. ; BAECHLER Jean, *Qu'est-ce que l'idéologie ?*, Paris : Gallimard, 1978, p. 12.

<sup>2</sup> AUGE Claude (Dir.), *Le Nouveau Larousse illustré*, Paris, Larousse, 1904, p. 224.

<sup>3</sup> MARX Karl, *L'idéologie allemande*, Paris : Editions sociales (Essentiel), 1978, 274 p.

<sup>4</sup> Cette traduction est la plus fidèle à l'appellation d'origine. Henkinen peut se traduire aussi bien par « spirituel » que « mental », mais se distingue par contre de « psychologique ».

<sup>5</sup> RAINIO Johannes, *Moniarvoinen suomalaisuus, puolueeton Suomi. Isänmaallisuuden ja maanpuolustustahdon kysymykset 1960-luvun alun henkisen maanpuolustuksen taustana ja sisältönä* (L'identité nationale finlandaise plurielle, la Finlande neutre. Les questions du patriotisme et de la volonté de défense nationale comme contexte et contenu de la défense mentale nationale du début des années 1960), Helsinki : Université de Helsinki (Mémoire de Mastère d'histoire politique), 2002.

la théorie sur le *Soft Power* de Joseph Nye<sup>1</sup>. Les deux camps sont rejetés dos à dos : si l'Union soviétique est bien entendu perçue comme véhicule une idéologie totalitaire, mais l'Alliance atlantique est elle aussi considérée comme une communauté de valeurs réunie autour de l'impérialisme américain.

Le comité postule la Finlande prise entre deux feux, entre deux idéologies adverses. Pour ne pas devenir un champ de bataille idéologique, c'est une idéologie tierce, distincte, qu'il faut définir. Le patriotisme traditionnel, anti-soviétique, n'ayant plus assez d'attractivité ni de crédibilité pour donner à chaque Finlandais les moyens de repousser les attaques idéologiques soviétiques ou occidentales, il faut inventer une nouvelle idée nationale, susceptible d'emporter l'adhésion de tous. C'est pourquoi l'abandon du discours qui prévalait dans la Finlande blanche, et jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Paasikivi, est confirmé. Plus de croisade anti-soviétique, plus de débauche d'énergie pour débusquer les « sans-dieu », il faut au contraire permettre la réintégration contrôlée des communistes dans la sphère politique. On remarque ici la concordance entre la vision verticale de la politique finlandaise par Kekkonen et la nécessité d'une intégration d'un éventail partisan le plus large possible. Certains communistes, ayant la confiance de Kekkonen, parviennent à des fonctions ministérielles en 1966, et participent sans heurt au gouvernement du pays, ce qui consacre, à travers l'absorption d'une large composante communiste, la victoire du système politique.

Le noyau de l'indépendance finlandaise telle que le comité la définit, de manière à susciter l'adhésion de tous, est constitué de deux hémisphères : un pôle est tenu par la neutralité en politique étrangère, et un autre par le système politique intérieur, démocratique. Ces deux éléments constituent, au contraire de l'idéologie de l'Entre-deux-guerres, un ensemble assez large pour englober l'extrême gauche dans le projet identitaire national, et pour ne pas inquiéter l'URSS. Les travaux du comité permettent également de dégager la nécessité d'une unanimité en politique étrangère. L'indiscipline peut affaiblir la position de la diplomatie finlandaise ou même fournir un prétexte à un coup de force soviétique, comme ce fut le cas lors de la crise de 1958. Il faut, pour que la diplomatie finlandaise puisse traiter dans de bonnes conditions avec la partie soviétique, un front uni et solide en politique étrangère.

#### *Nécessité du consensus.*

Au bout de trois ans d'études, le comité initial engendre le Comité de Programmation, divisé en plusieurs douzaines de commissions, qui rassemble des experts dans tous les compartiments de la recherche scientifique. Un dispositif de sondages d'opinion de masse permet un suivi pertinent des résultats du Comité. Le Comité de Programmation se situe dans le droit héritage de la ligne fondée par Paasikivi et poursuivie par Kekkonen : les Finlandais doivent être éduqués dans une nouvelle façon de penser, il faut leur donner la leçon de manière à susciter une unanimité, réelle ou officielle, « soit que les Finlandais acceptent véritablement la politique étrangère adoptée, soit qu'ils comprennent la position délicate de la Finlande et observent une auto-discipline rigide en ne prononçant pas publiquement leurs opinions divergentes ».<sup>2</sup> Le discours ainsi produit, sous l'effet de l'intériorisation de la position internationale de la Finlande, est bien une idéologie au sens de l'équation de

---

<sup>1</sup> Joseph Nye définit la puissance comme la capacité d'un pays à « atteindre ses objectifs en contrôlant le comportement des autres ». Deux formes de puissance doivent donc être distinguées : l'une, le hard power, consiste en « la capacité à peser sur ce que les autres font », ce qui passe par la contrainte ou la récompense. L'autre, le softpower, est la capacité à « influencer sur ce que les autres veulent », et repose sur l'attrait d'une idéologie ou d'une culture. Il s'agit dans ce deuxième cas, de « structurer une situation de manière à ce que les autres pays définissent leurs intérêts dans un sens qui correspond aux siens ». NYE Joseph, Bound to Lead. The Changing Nature of American Power, New York : Basic Books, 1990, pp. 31-32, 188-191. La discussion finlandaise sur la finlandisation peut être perçue comme une interrogation sur l'influence soviétique : s'agit-il d'une contrainte de type hard power, ou d'une influence plus diffuse, mais finalement plus profonde, de type soft power ?

<sup>2</sup> PEITSI Pekka, *Kansa taistelee elämästään* (Le peuple se bat pour sa survie), Helsinki: Otava, 1943, p. 29.

Carlsnaes : X est idéologique quand X est une doctrine, ou un discours politique dont l'objet est de prescrire à un acteur Y de faire Z pour le bien collectif de la population Q (Q peut indifféremment être un Etat, une Nation, une nationalité ou une classe)<sup>1</sup>.

D'après les rapports du comité, l'exemple d'une éducation civique exhaustive est à trouver dans le modèle suisse, qui représenterait la tradition démocratique la mieux ancrée. Admiratif de la fusion des concepts de soldat et de citoyen dans ce modèle, le comité prétend faire de même en Finlande : l'image du citoyen finlandais idéal devient celle d'un démocrate éduqué, qui soit aussi soldat défendant, dans sa vie de tous les jours, l'idéologie neutraliste de sa patrie. L'objectif que fixe le comité, c'est la production d'une idéologie nationale qui ferait de la défense mentale nationale « *une tâche [...] qui aurait été assimilée par chaque citoyen et qui affecterait chacun dans son travail et ses discussions quotidiennes* »<sup>2</sup>. Il faut faire du Programme de Défense mentale un programme soutenu par chaque Finlandais. La division interne doit être perçue comme la plus grande menace pour l'indépendance nationale.

Comme le note Joenniemi, le comité, fort de sa mission d'inculquer les nécessités de la Défense mentale nationale, vise à influencer à peu près tous les aspects de la pensée sociale et politique en Finlande<sup>3</sup>. De plus, des séminaires sont organisés sur la pensée civique pour rassembler des personnes de cercles sociaux très différents autour de la cause commune de la Défense mentale nationale. Structure centralisée, le Comité de Programmation se voit confier des pouvoirs d'une importance telle qu'il est difficile de ne pas prendre au sérieux l'injonction qui lui est faite de ne pas se contenter d'une « *harmonisation artificielle des opinions* », mais de travailler en profondeur<sup>4</sup>. Pour compléter, parfois relayer, les travaux du Comité, certaines structures d'appoint sont mises à contribution. Ainsi, la Société Paasikivi, qui existe aujourd'hui encore, est alors créée pour réunir des experts politiques ou militaires autour des questions de politique étrangère, en les poussant à donner une caution universitaire au concept de Défense nationale mentale.

Cet effort de création d'une doctrine de défense sur la base d'une redéfinition identitaire est un tel succès que l'héritage idéologique de la Guerre froide demeure palpable jusque dans la configuration politique post-Guerre froide de la Finlande.

### 3.2.2. Une leçon trop bien apprise ? L'enracinement de la ligne Paasikivi-Kekkonen.

« *Un peuple trop bien éduqué ?* » questionne Johannes Rainio dans la revue de l'Institut finlandais de politique étrangère<sup>5</sup>. Le contexte de la Guerre froide a disparu et, avec lui, l'effort centralisé de création d'une idéologie nationale finlandaise distincte. Cependant, il persiste un héritage double, à la fois idéologique et en termes de mode de fonctionnement du système politique.

#### *L'héritage idéologique.*

D'un point de vue idéologique, la Finlande présente les symptômes de son passé immédiat. L'attitude face aux organisations continentales renvoie au discours de la ligne Paasikivi-Kekkonen. Ainsi, l'Otan fait encore l'unanimité contre elle. Le seul parti à avoir endossé le cheval de bataille de l'intégration à l'Otan, l'éphémère parti des Jeunes Finlandais, *Nuorsuomalaiset*, n'a pu survivre plus de cinq ans : fondé en 1994, il obtient 2 sièges sur 200

<sup>1</sup> CARLSNAES Walter, *Ideology and Foreign Policy. Problems of Comparative Conceptualisation*, Oxford/ New York: Blackwell, 1986, pp. 149-162.

<sup>2</sup> RAINIO Johannes, « A People Too Well Educated », *Ulkopoliittinen Instituutti's Yearbook of Finnish Foreign Policy*, 2003, p. 13.

<sup>3</sup> JOENNIEMI Perti, *Sosiologian ensimmäinen ja toinen kentällinen: osallistuminen henkisen maanpuolustuksen suunnittelukunnan toimintaan* (La première et la deuxième campagnes de la sociologie: participation au fonctionnement du Programme de défense nationale mentale), Tampere: Tampere Peace Research Institute, 1978, p. 15.

<sup>4</sup> RAINIO Johannes, « op. cit. », p. 12.

<sup>5</sup> RAINIO Johannes, « op. cit. », pp. 6-18.

au Parlement en 1995, puis aucun lors des élections de 1999<sup>1</sup>. Cet échec entraîne la dissolution du parti. L'étendard pro-Otan brandi par ces ultra-libéraux a joué contre eux. Malgré l'attitude de personnalités comme l'ancien Président Ahtisaari, qui prétendent briser le tabou que se seraient auto-imposé les appareils partisans sur la question, le débat reste encore indubitablement tranché en défaveur de l'adhésion. Certains jugent que la réticence de l'opinion publique résulte de son incompréhension de la position internationale de la Finlande. Il faut reconnaître que, durant la Guerre froide, la majorité des Finlandais pensaient que leur pays resterait neutre en cas de conflit entre les deux blocs. Le traité ACAM faisait pourtant explicitement pencher la Finlande du côté soviétique : il suffisait que l'URSS prétexte le risque d'une attaque de l'Otan pour l'obliger à accueillir sur son sol des troupes de l'Armée rouge. Kekkonen lui-même reconnaît cette alliance de fait dans ses carnets.

Postuler le caractère sinon illusoire, du moins partiel, de la neutralité finlandaise revient à modifier considérablement la trajectoire de la transition géopolitique finlandaise. Si l'on estime que la neutralité était réelle, nul besoin de bouleverser le précaire équilibre maintenu durant la Guerre froide, la Finlande se contente de conserver son statut de neutralité et ne s'engage dans aucune alliance militaire, même défensive. Si, au contraire, on estime que la Finlande était, d'une certaine manière, alliée de l'URSS, elle se retrouve, toutes proportions gardées, plus proche des anciens membres du Pacte de Varsovie. Dans ce cas, il paraît logique de se joindre à l'Otan pour des garanties de sécurité supplémentaires, puisque la neutralité, illusoire, ne peut être garantie. Chris Browning nomme ce discours « *occidentalisateur* » : ce qui définit la Finlande, ce n'est pas sa neutralité, mais l'appartenance essentialisée à l'Occident. Selon ce discours, en intégrant les structures de défense occidentales, la Finlande n'amorce qu'un mouvement de « *retour à la maison* »<sup>2</sup>.

Ce discours ne s'enracine pas, pour l'instant, car l'attachement à la neutralité, noyau de la ligne Paasikivi-Kekkonen, se convertit plutôt dans un haut degré d'intégration à l'Union européenne. En effet, les Finlandais interprètent le principe de neutralité comme la non-participation aux organismes de défense collective. L'Otan est perçue comme une alliance militaire offensive, dont les métamorphoses depuis la fin de la Guerre froide ne sont pas comprises. Alliance encore dressée face à un ennemi qui n'existe plus, elle semble moins à même que l'UE de répondre aux défis de sécurité qui se posent à la Finlande. Lors du référendum de 1994, la motivation principale du « oui » vainqueur était de donner une garantie européenne à la sécurité nationale. En fait, ce souci sécuritaire est resté central, et il explique largement l'intégrationnisme de la diplomatie finlandaise, qui cherche systématiquement à se placer dans le noyau dur de l'Union européenne. Sur le plan politique interne, l'attitude face à la construction européenne ne constitue pas un paramètre du clivage partisan. Aucun parti composant les diverses coalitions gouvernementales n'est parvenu à faire entendre une voix discordante sur le sujet. D'une certaine manière, l'attitude comparativement positive à l'égard de l'Union européenne résulte du passé de la Finlande en tant qu'entité dépendante de la Russie puis de l'Union soviétique en termes de politique militaire et de sécurité.

---

<sup>1</sup> MER Jacques, *La Finlande*, Paris : La Documentation française (Notes et études documentaires n°5100), octobre 1999, p. 60.

<sup>2</sup> C'est l'expression « *westernizing narratives* » que nous traduisons par « discours occidentaliseurs ». Chris Browning estime qu'il existe actuellement un débat propre à la Finlande entre ceux qui, d'un côté, sont convaincus que la Finlande, en adhérant à l'UE et, bientôt espèrent-ils, à l'Otan, ne fait que « rentrer » à la maison (« *coming home* »), et ceux qui, d'autre part, jugent que la Finlande « arrive » seulement dans sa nouvelle maison (« *moving home* »). Pour ces derniers, l'identité nationale finlandaise n'est pas occidentale par essence, et il n'y a pas plus de légitimité à intégrer l'Otan ou même l'UE qu'à rester fidèle à une ligne de neutralité. BROWNING Chris, « op. cit. », *passim*.

*Le « génie de la Défense » : un mode de fonctionnement politique hérité de la Guerre froide.*

L'héritage de la Guerre froide le plus profondément ancré ne se laisse pas tant entrevoir dans un discours natophobe et euro-intégrateur que dans un mode original de fonctionnement politique, par consensus. Même si la configuration politique consistant en la superposition d'une menace interne et d'une menace externe a disparu, le consensus demeure bien le mot-clef de la prise de décision politique. Ainsi, de 1995 à 2003, les Sociaux-démocrates ont gouverné avec la Coalition nationale bourgeoise et l'Union de gauche, *Vasemmistoliitto*, qui a succédé au parti communiste finlandais, le SKP<sup>1</sup>, c'est-à-dire deux partis dont l'antagonisme, hérité de la Guerre civile, n'avait jusqu'à présent pu être surmonté. L'intérêt général ne se matérialise pas, en Finlande, à travers un compromis entre les intérêts de groupes qui s'opposent, mais par un consensus préexistant, présenté plutôt comme un mal nécessaire pour sauver le bien commun que comme le résultat d'un arbitrage entre différentes alternatives.

Il s'est formé dans la Finlande de la Guerre froide un discours autour du « génie de la défense », postulant l'infailibilité de la classe politique dans la conduite des relations extérieures : « *A l'origine, le but et l'effort de sécurité ont lié jusqu'à la fusion le peuple et l'Etat. Les menaces ont rendu possibles la différenciation et le renforcement des frontières. Ils ont généré un environnement propice à la fondation d'une forte identité propre et ont aidé à l'intégration du concept « nous ». Au cours des discussions, la sécurité s'est muée en un concept supérieur certain ; ce concept est, sous ses multiples rapports, la raison d'être politique de la Finlande* »<sup>2</sup>. Cette vision résulte de l'exigence d'un soutien unanime à la politique étrangère menée, et pose le compromis préétabli comme une nécessité dictée par des contraintes externes. Selon le « génie de la Défense », l'identité finlandaise continue d'apparaître comme quelque chose de précaire ou sous menace permanente : nécessité et défense appartiennent encore à l'auto-définition finlandaise même en l'absence de l'Union soviétique et en présence de l'Union européenne. Pour refuser la vision intégrationniste, qui cherche à faire systématiquement entrer la Finlande dans toutes les organisations continentales, Erkki Tuomioja, l'actuel ministre des Affaires étrangères, fait référence au « *syndrôme de Tilsit* »<sup>3</sup>. A Tilsit se sont rencontrés Alexandre Ier et Napoléon en 1807, afin de régler les détails d'une alliance militaire qui conduisit à l'annexion de la Finlande par la Russie. Le syndrome de Tilsit désigne la crainte que la destinée du pays vis-à-vis du voisin russe ne soit décidée ailleurs, au dessus de la tête des Finlandais. Selon Tuomioja, le syndrome, ou encore traumatisme, a contribué à une attitude ouvertement positive de la Finlande à l'égard de l'UE. Les Finlandais considèrent irréductible une dépendance larvée en termes de sécurité envers une puissance extérieure. Il s'agit donc de choisir au mieux l'entité sous l'autorité de laquelle s'abriter, trouver celle qui sera capable de garantir l'indépendance de la Finlande, de respecter sa ligne de neutralité et son modèle politique.

La faculté d'adaptation aux contraintes exogènes, ce que Risto Alapuro nomme en anglais « *Ethos of Defence* », constitue encore un élément structurant de la sphère politique

---

<sup>1</sup> David Arter met en évidence la relation de filiation entre le SKP et *Vasemmistoliitto*, tout en tenant compte des différents courants au sein de ce pôle de la gauche non sociale-démocrate. ARTER David, « Communists we are no longer, Social Democrats we can never be: The Evolution of the Leftist Parties in Finland and Sweden », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 18, n°3, septembre 2002, pp. 1-28. Cette filiation est renforcée par l'observation des célébrations organisées par *Vasemmistoliitto* autour du 60e anniversaire de la fondation de la SKDL, coalition majoritairement issue du SKP et destinée, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à l'instauration d'une démocratie populaire en Finlande. Lire, par exemple, l'historique présenté sur le site de l'antenne de Helsinki de *Vasemmistoliitto*: <http://www.vasemmistoliitto.fi/helsinki/arkisto/25.html>.

<sup>2</sup> JOENNIEMI Pertti, « Valtiollisesta turvallisuudesta kansalaisturvallisuuteen » (De la sécurité de l'Etat à la sécurité civile), *Kosmopolis*, n°1, 1993, p. 34.

<sup>3</sup> TUOMIOJA Erkki, *Suomen, ulko- ja turvallisuuspolitiikka anno 2004* (La politique étrangère et de sécurité de la Finlande anno 2004), Helsinki : Tammi 2004, 105 p.

finlandaise<sup>1</sup>. Cet aspect de la culture politique, établi durant les deux derniers siècles, se manifeste à la fois dans la façon dont les élites politiques gèrent les questions de dépendance externe comme des questions nationales, et dans la confiance qu'exprime la population en leur capacité à résoudre ces questions. Dans les années 1960 et 1970, la population supportait massivement la politique d'amitié avec l'Union soviétique, comme de multiples élections et sondages l'ont montré. Ce soutien était lié à une confiance totale en un leadership politique supposé seul capable d'accommoder les besoins internes aux contraintes externes. Ce mécanisme de légitimation n'a pas changé, il y a eu simple transfert des relations finno-soviétiques au processus d'intégration européenne.

L'existence d'un lien ténu externe – interne apparaît clairement dans le débat sur la finlandisation. Dans son acception finlandaise, le terme *suomettua*, « se finlandiser », évoque en effet un rapport personnel à la position internationale de la Finlande et à une menace externe, réelle ou supposée. Il révèle ainsi une résurgence de la relation de dépendance du développement politique interne envers des dynamiques exogènes. Cette dépendance a été mise en évidence par la formation de la sphère politique dans le cadre de l'empire tsariste puis par la Guerre civile elle-même, qui apparaît comme la conséquence d'une perte du contrôle unifié des instruments de la violence légitime par un centre impérial en décomposition. Se précise dès lors le cadre dans lequel s'est forgé le discours national pendant la Guerre froide, et dont les effets se font sentir dans la persistance d'un « *Ethos of Defence* » et d'un mode de fonctionnement politique basé sur le consensus.

## **Chapitre 4 : Ces morts qu'on a tus Intégration de la mémoire rouge à la mémoire nationale.**

Au cours d'entretiens effectués dans le cadre d'une recherche sur les *kotiseutumatkat*, les voyages effectués par les déplacés de Carélie dans leur région d'origine<sup>2</sup>, Outi Fingerroos s'est rendu compte que les réfugiés caréliens ignoraient tout des exactions blanches commises durant la Guerre civile finlandaise dans leur région d'origine. A partir d'un tel constat d'oubli, elle démontre, dans sa thèse sur les rituels funéraires dans l'Isthme de Carélie pendant la période finlandaise, soutenue en mai 2004, comment le processus d'exclusion de la mémoire collective nationale débute au moment de la cérémonie funéraire : il y a corrélation entre le type d'enterrement choisi et la place que se voit assigner le défunt dans la mémoire collective. Or, les Rouges exécutés pendant la Guerre civile sont enterrés soit dans des fosses communes, soit en cachette, dans tous les cas avec un cérémonial minimal.

Le titre de la thèse, *Haudatut muistot*, « mémoires enterrées », classe ce travail dans le courant de recherche qui postule la persistance d'un traumatisme de la Guerre civile. Le terme « traumatisme », a été employé dès 1987 par Henry Rousso, pour qui « *le syndrome de Vichy est l'ensemble hétérogène des symptômes, des manifestations [...] dans la vie politique,*

<sup>1</sup> ALAPURO Risto, « What is Western and What is Eastern in Finland ? », *Thesis Eleven*, n°77, 2004, p. 99.

<sup>2</sup> Le terme « déplacés » est la traduction de *siirtoväki*, terme choisi par l'auteur au détriment de quatre autres possibilités : *pakolaiset*, « réfugiés », renvoie depuis 1948 à un statut particulier défini par l'Onu : les réfugiés fuient leur pays en raison de persécutions d'ordre politique, religieux ou ethnique. Cette définition ne convient donc pas aux déplacés de Carélie, qui sont simplement déplacés dans le même pays. Le terme *siirtolaiset*, « migrants », n'est pas assez précis et ne comporte pas la notion de contrainte qui pèse sur les déplacés. *Evakot*, dérivé d'un terme suédois, est devenu trop péjorativement connoté, tandis que *siirtokarjalaiset*, « les Caréliens déplacés », est trop restrictif, puisque la population en question ne compte pas que des Caréliens. *Siirtoväki* permet au contraire de couvrir les populations de toutes les régions cédées, y compris Petsamo et Salla (5.430 déplacés), Hanko (5.000) et Porkkala (7.930). Voir RANINEN-SIISKONEN Tarja, *Vieraana omalla maalla. Tutkimus karjalaisen siirtoväen muistelukerronnasta* (Etranger sur sa propre terre. Recherche sur la narration des souvenirs au sein de la population carélienne évacuée), Helsinki : SKS (SKS Toimituksia n°746), 1999, pp. 23-26).

*sociale et culturelle, qui révèlent l'existence du traumatisme engendré par l'Occupation, particulièrement celui lié aux divisions internes, traumatisme qui s'est maintenu, parfois développé, après la fin des événements »<sup>1</sup>.*

La mémoire de la Guerre civile finlandaise demeure, elle aussi, vive, traumatique. C'est ce que nous révèlent Heikki Ylikangas, violemment attaqué par plusieurs journaux en 1999 pour son travail sur la violence verbale des Blancs, ainsi que Marko Tikka et Antti Arponen, menacés de mort en raison de leur étude des exécutions de prisonniers rouges<sup>2</sup>. Cette sensibilité au thème de la Guerre civile vient de ce que la mémoire de cet événement a été l'élément structurant du paysage politique finlandais durant toute l'existence de l'Union soviétique : elle a d'abord servi de ressource pour tracer la limite entre national et a-national, dans un mouvement qui visait à exclure la mouvance communiste de la sphère politique nationale. C'est pourquoi la mémoire rouge, qui englobait à l'origine la mémoire des victimes de la répression blanche dans leur ensemble, y compris des sociaux-démocrates, devint progressivement l'instrument de légitimité exclusif des communistes. D'une certaine manière, les recherches actuelles sur la finlandisation valident encore le clivage, proéminent durant la Guerre froide, entre les communistes et le reste de la classe politique : les communistes sont systématiquement mis à l'écart du sujet de ces travaux au motif qu'ils auraient été intrinsèquement les relais de la puissance soviétique, comme si, éléments allogènes, ils n'avaient pas tout à fait appartenu au système politique finlandais. C'est ce phénomène d'exclusion que les termes *vapaussota* et *luokkasota* confortent, chacun à sa manière. A l'opposé, parfois de manière synchronisée, une dynamique de réintégration est à l'oeuvre, en particulier depuis le début des années 1960, mais ce n'est qu'après la chute de l'URSS, que la réintégration mémorielle devient complète.

#### **4.1 Exclusion : le traumatisme de la Guerre civile.**

La Guerre civile doit être comprise comme résultant de la désintégration de l'autocratie russe qui laisse l'Etat finlandais sans moyen de coercition légitime. C'est pourquoi émerge, à partir de la déclaration d'indépendance, une lutte entre forces armées à légitimité concurrente, les *suojeluskuntajoukot*, sorte de milices bourgeoises mandatées par le Parlement d'un côté, et les *punakaartit*, gardes rouges, formées à partir des associations ouvrières d'autre part. Chacune des deux parties reçoit un soutien extérieur : les Gardes rouges bénéficient des équipements des troupes russes stationnées en Finlande, tandis que les armées blanches sont renforcées d'éléments entraînés en Allemagne, les *Jääkärit*. Dans cette configuration, il est délicat de distinguer les déterminants externes et internes du conflit. La fracture que provoque la Guerre civile renvoie autant à la situation internationale de la Finlande, voisine de la puissance soviétique en gestation, qu'à des dynamiques internes.

##### **4.1.1 Le Mur blanc des Rouges : amnésie originelle de la Guerre civile finlandaise.**

Au sortir de la Guerre civile, la Finlande apparaît comme une nation nouvelle, fragile, dont la naissance est un épiphénomène de l'effondrement du centre impérial russe. De cette situation naît, parmi les vainqueurs, un lourd débat qui ne perd pas son sens durant toute la durée de l'Union soviétique : comment restaurer l'unité nationale dans une situation où les déterminants externes et internes de l'intégrité nationale ne peuvent être distingués les uns des autres ? La première réponse donnée est celle de l'exclusion de toute une frange de la population de la sphère nationale.

---

<sup>1</sup> ROUSSO Henry, *op. cit.*, pp. 18-19.

<sup>2</sup> YLIKANGAS Heikki, *Väkivallasta sanan valtaan suomalaista menneisyyttä keskiajalta nykypäiviin* (De la violence physique à la puissance du mot : les passés finlandais du Moyen-Âge à aujourd'hui), Porvoo : WSOY, 1999; TIKKA Marko & ARPONEN Antti, *Koston kevät. Lappeenrannan teloitukset 1918* (Le printemps de la vengeance. Les exécutions de Lappeenranta 1918), Juva : WSOY, 1999.

Vapaussota : *la vision de la Guerre de libération.*

La Guerre civile finlandaise a manifestement provoqué un traumatisme assez vif pour que les syndromes en soient encore palpables. Syndrome le plus probant, il subsiste au moins huit appellations du conflit, chacune impliquant d'en privilégier une interprétation : *kansalaissota*, Guerre civile et *sisällissota*, Guerre intérieure, sont peut-être les termes les plus proches l'un de l'autre et les plus neutres, même s'ils insistent sur l'aspect d'affrontement interne, proprement finlandais, et s'opposent en cela radicalement à la vision *vapaussota*. Dans la même catégorie, *veljessota*, Guerre des frères, est destinée à renforcer la dimension traumatique de la guerre, en soulignant les déchirements familiaux qu'elle a engendrés. *torpparikapina*, Révolte des corvéables, s'arrête sur la dimension sociale du conflit, sans toutefois prendre la connotation communiste du terme *luokkasota*, Guerre des classes. Par ailleurs, *punakapina*, la Révolte rouge, en montrant que ce n'est pas vraiment d'une guerre qu'il s'agit, mais plutôt de la révolte infructueuse d'une partie de la population, renforce l'idée d'une Terreur blanche disproportionnée. Enfin, comme nous l'avons déjà vu, *vallankumous*, révolution, permet de saisir aujourd'hui le rôle d'une latence du pouvoir politique dans le déclenchement de la crise, mais fut également le terme utilisé au début du conflit par les éléments les plus radicaux, les plus léninistes, du mouvement rouge. *Vapaussota*, guerre de libération, est le terme utilisé officiellement jusque dans les années 1960. Il correspond à la vision des vainqueurs, selon laquelle les combats menés au début de l'année 1918 le furent pour l'indépendance, contre la Russie bolchevique, et répond à l'impératif d'extirper du corps national les composantes infectées par le bolchevisme. *Vapaussota* contredit en effet l'ensemble des autres dénominations, en refusant de reconnaître comme une guerre intérieure ou civile le conflit de 1918.

La Guerre civile est un phénomène incompréhensible pour la classe intellectuelle finlandaise. Avec le mouvement romantique national, auquel elles adhèrent pleinement depuis soixante-dix ans, les classes éduquées pensent avoir établi un lien, organique et indestructible, avec les classes laborieuses, paysannes et ouvrières. Les mouvements populaires sur le modèle des *folkrörelser* suédois prolifèrent au début du siècle : coopératives et organisations de travailleurs sont alors considérées comme des structures légitimes représentatives de groupes sociaux identifiables. Les intellectuels fennomanes estiment parler pour le peuple, avec lequel ils font corps dans un espace social commun, la Nation. La représentation démocratique constitue pour eux le cadre d'organisation légitime de l'Etat-Nation.

C'est pourquoi il n'existe pas, en Finlande, en 1918, de parti révolutionnaire porteur d'une idéologie dirigée contre le modèle de la démocratie représentative. Le nombre d'étudiants tués dans chaque camp en dit long sur la faiblesse intellectuelle congénitale de la Révolution : côté rouge, 2 étudiants tués, côté blanc, 251<sup>1</sup>. Pour la classe intellectuelle, la Guerre civile est avant tout une déception, la nation homogène décrite par Runeberg apparaît somme toute comme un vœu pieux, un mythe sans fondement. Le désarroi est palpable dans les textes du poète et écrivain Eino Leino. S'il a résolument pris fait et cause pour les Blancs durant le conflit, rédigeant rapidement le recueil de poèmes *Kuusenlehvä* (Le rameau du sapin) avec le sous-titre « *Tampereen valloituksen muistoksi* » (en mémoire de la bataille de Tampere), à la gloire des vainqueurs, Leino adopte une attitude nuancée dans les années qui suivent. Il écrit d'abord qu'à ses yeux la Finlande est devenue un grand camp de prisonniers, avant de glisser progressivement vers des sensibilités plus ouvertement sociales-démocrates, publiant ensuite *Punavankien puolesta*, un poème pour l'annistie des Rouges, dans le magazine *Suomen*

---

<sup>1</sup> ALAPURO Risto, *State and Revolution*, op. cit., p. 183. Autour des principales figures du romantisme national, comme le grand compositeur de stature internationale Jean Sibelius, le poète Runeberg ou encore Snellman, les artistes et les intellectuels ont pratiquement tous apporté leur soutien à la contre-révolution. Sur le romantisme national, chapitre « Kansallisromantiikasta kansakunta-ajatteluun », in ZETTERBERG Seppo (Dir.) *Suomen historian pikkujättiläinen*, Helsinki: Werner Söderström Osakeyhtiö, 1987, pp. 454-471.

*sosiaalidemokraatti*. Enfin, il finira par rêver à la formation d'un parti finlandais néo-communiste<sup>1</sup>. Moins tourmentés, les écrits du futur prix Nobel de littérature (1939) Sillanpää sont aussi révélateurs de la confusion qui s'empare de la classe intellectuelle : *Hurskas kurjuus* (Sainte misère), 1921, présente Juha Toivola, un jeune laboureur avenant mais gaffeur et simple d'esprit, qui se range du côté des Rouges<sup>2</sup>. Le fait que les Rouges ne se reconnaissent jamais dans ce portrait, pourtant écrit avec sympathie par Sillanpää, montre l'incompréhension mutuelle entre la classe intellectuelle et le peuple. En fait, ce qui paraît hermétique à l'entendement de la classe intellectuelle, c'est cette révolte du peuple contre lui-même. Le mot *kansakunta*, nation, est un dérivé du mot peuple, *kansa*. Cette étymologie témoigne du fait que, en finnois, la nation, c'est l'organisation du peuple, sa structuration. Elle implique une prise de conscience par le peuple qu'il forme une Nation. A cet égard, le rôle des élites éclairées est primordial et la Nation, pour exister, doit bénéficier de la reconnaissance simultanée du peuple et de la classe intellectuelle. Selon les intellectuels finlandais, le mouvement fennomane avait conduit à ce que élite et peuple ne fassent qu'un. A partir de là, que le peuple se révolte, en quelque sorte contre lui-même, dans une pulsion auto-destructrice, est absolument inconcevable. C'est pourquoi émerge la nécessité de certifier que la Révolution a été menée par une force extérieure, par quelque chose de non-finlandais, de a-national.

Ainsi émerge la vision de la Guerre de libération, *vapaussota*. Ce terme s'oppose à toutes les autres appellations de la Guerre civile, dans la mesure où il marque le refus de considérer ce conflit comme le fruit d'une tension interne. Au contraire, il met l'accent sur la défense de la Nation contre une menace exogène. Auparavant, durant le conflit lui-même, s'était développée une idéologie de défense de la structure sociale patriarcale, du système hiérarchique lié à la propriété aristocratique des moyens de production agricole, appelé « l'Esprit d'Ostrobothnie »<sup>3</sup>. Cette rhétorique utilisée par les Blancs est tissée de références religieuses : il s'agit pour eux de combattre les « sans-Dieu », de mener une croisade contre les *ryssät* incroyants. *Ryssä* est un terme extrêmement péjoratif, voire intrinsèquement raciste, qui désigne, sous forme d'insulte, tout Russe ou toute personne qui aurait un lien plus ou moins direct, plus ou moins fantasmé, à la Russie. Comme le montre l'emploi de ce terme, les slogans blancs anti-rouges s'accompagnent de l'anathème de la non-appartenance à la communauté nationale. D'ailleurs, le slogan proéminent qui ressurgit constamment dans les marches militaires que nous ont léguées les troupes blanches exprime cette exclusion de la communauté nationale : « *ryssät maasta pois !* », « *les ruskofs hors du pays !* »<sup>4</sup>.

« *Au milieu de notre propre peuple, on trouve des individus égarés* »<sup>5</sup> : même lorsque les troupes blanches reconnaissent parmi leurs adversaires des compatriotes, on maintient l'idée d'une infection des Rouges par les bolchéviques, eux-mêmes perçus comme des néo-impérialistes qui poursuivent l'expansion géopolitique russe. La Guerre de libération s'apparente donc à une lutte pour la survie, menée contre des traîtres qui ont conclu un pacte aliénateur avec l'ennemi héréditaire. Cette vision jette une lumière crüe sur la violence du

<sup>1</sup> MÄKELÄ Hannu, *Nalle ja Moppe. Eino Leinon ja L. Onervan elämä* (Nalle et Moppe. La vie d'Eino Leino et L. Onerva), Helsinki : Otava, 2003, pp. 476-477.

<sup>2</sup> SILLANPÄÄ Frans Emil, *Hurskas kurjuus*, Helsinki : Otava, 2002 (1ère éd: 1921), 256 p. Existe également en version française: SILLANPÄÄ Frans Emil (Trad. Jean-Louis Perret), *Sainte misère*, Paris : Les éditions Rieder (coll. « Les prosateurs étrangers modernes »), 1928, 248 p..

<sup>3</sup> L'Ostrobothnie est la région qui s'étend au Nord-Ouest de la Finlande, le long du Golfe de Botnie. Constituée de grandes propriétés agricoles, elle a servi de base arrière à partir de laquelle les armées blanches ont lancé leurs attaques vers les centres industriels et urbains de la partie méridionale du pays.

<sup>4</sup> Plusieurs chansons de ce type sont disponibles sur un site internet « blanc » nommé *Vapaussota* : <http://www.vapaussota.com/laulut.html> (visité le 2 août 2004).

<sup>5</sup> « *Oman hyvän kansamme keskuudessa löytyi hairahtuneita yksilöitä* », cité par YLIKANGAS Heikki, *Tie Tampereelle 1918. Dokumentoitu kuvaus Tampereen antautumiseen johtaneista sotatapahtumista Suomen sisällissodassa*, op. cit., p. 210.

conflit. La victoire militaire absolue génère une non moins absolue hégémonie historiographique.

*Monuments de la mémoire blanche, occultation de la mémoire rouge.*

Les crimes rouges, les seuls qui soient, dans un premier temps, reconnus, appellent expiation et châtement. L'après-Guerre civile est d'ailleurs gérée de manière à perpétuer l'idée de la trahison des Rouges et de leur volonté de saborder l'indépendance de la Finlande pour le compte de la puissance soviétique. Alors que les prisons blanches contiennent jusqu'à 82.000 prisonniers rouges, 67.800 sont reconnus coupables de trahison au profit des Russes, au terme de procès expéditifs<sup>1</sup>. 20.000 *punaorvot*, orphelins rouges, sont soustraits à leurs familles et placés dans des centres d'éducation.

Seule la mémoire des héros<sup>2</sup> blancs constitue le socle de la République naissante. En 2004 encore, la structure et l'emplacement des monuments de mémoire concernant les événements de 1918 sont symptomatiques de cette « demi-mémoire ». Un seul exemple : la forteresse de Lappeenranta, utilisée comme centre de détention des prisonniers rouges, dont beaucoup ont été fusillés sur place. Dressée au cours des années 1970, une pierre gravée, portant l'inscription « *Lappeenrannassa 1918- vangittujen ja teloitettujen punaisten muistoksi. Punavankien muistoa kunnioittaen* » (A la mémoire des Rouges faits prisonniers et exécutés à Lappeenranta 1918-1919. En respect du souvenir des prisonniers rouges) constitue le seul lieu de mémoire rouge de l'agglomération. La forme quadrangulaire choisie, ainsi que les stries taillées dans le granit évoquent probablement de manière abstraite un mur des fusillés. Des rubans funéraires déposés par des militants de l'antenne locale du SKP, mais aussi par les Sociaux-démocrates, témoignent de l'utilisation processionnelle du lieu. D'ailleurs, dans le musée adjacent d'histoire régionale de Carélie du Sud et de Viipuri (en russe Vyborg), il est possible de consulter des archives photographiques (1890-1970), parmi lesquelles figurent des prises de vue, datant de l'Entre-deux-guerres, de cérémonies à la mémoire des Rouges. L'intérêt de ces photographies est avant tout comparatif : lorsqu'on les confronte aux documents portant sur les célébrations funéraires blanches, datant de la même période, deux différences principales apparaissent. D'abord, les foules qui entourent chacune des cérémonies n'ont pas les mêmes proportions. Autour du monument aux héros blancs se presse une masse compacte, tandis que la fosse commune rouge<sup>3</sup> n'est entourée que par une poignée de personnes dispersées. Ensuite, la composition des cortèges diffère : les cérémonies blanches, en plus d'une importante composante officielle, c'est-à-dire notable, militaire et religieuse, rassemblent des populations diverses, de toutes les classes sociales, des deux sexes et de tous les âges. Au contraire, la mémoire des Rouges ne semble honorée que par un petit chœur quasi-exclusivement composé de femmes revêtant les habits du deuil.

L'emplacement des monuments s'avère encore plus parlant. Le monument rouge est ostensiblement isolé, derrière d'anciennes casernes reconverties en musée. De plus, il est difficilement repérable depuis la rue principale qui traverse la forteresse, elle-même excentrée par rapport au reste de la ville. Par opposition, le monument à la mémoire des Blancs se trouve en plein centre-ville, visible depuis les artères urbaines principales, trônant dans le parc central. D'étroits sillons sablonneux tracés dans le gazon représentant des déambulateurs le

<sup>1</sup> Données produites par SALOKANGAS Raimo, « Itsenäinen tasavalta » (La république indépendante), in ZETTERBERG Seppo (Dir.) *op. cit.*, p. 616.

<sup>2</sup> *Sankarit*, les héros, est le terme consacré pour évoquer la mémoire des Blancs tombés lors de la guerre civile. Il apparaît sur les monuments, dans les marches militaires, les poèmes, bref dans toute la littérature de l'après-Guerre civile. Par exemple, sur le site internet *Vapaussota* mentionné plus haut, deux des morceaux présentés contiennent plusieurs occurrences du terme. Parfois, le terme *urho*, « brave », est utilisé.

<sup>3</sup> D'après la légende de la photographie, l'emplacement où est célébrée la mémoire rouge se situe sur le site de l'actuelle pierre de granit décrite ci-dessus, et qui ne sera dressée qu'au cours des années 1970. Source : Etelä-Karjalan museo, Lappeenranta, CD-Rom à consulter sur place, consulté le 9 mai 2004.

mettent en valeur. Figuratif, obélisque, il présente des soldats sur deux de ses côtés, et porte une liste de noms sur les deux versants restants. Pour chaque dépouille qui n'a pu être identifiée, l'obélisque est frappé de la marque *tuntematon*, inconnu. Ainsi, il n'y a pas un milicien blanc de Lappeenranta dont le monument ne porte le souvenir, même anonyme. Le contraste est saisissant avec l'absence totale de noms sur la pierre à la mémoire des gardes rouges. La mémoire rouge n'est honorée, dans les années 1918-1960, que par les cercles de la famille immédiate, lors de cérémonies restreintes, semi-clandestines, par opposition au culte officiel des héros blancs<sup>1</sup>.

Cette vision est confirmée par les résultats d'un recensement des lieux de mémoire de la Guerre civile, lancé par le Gouvernement finlandais en 2000<sup>2</sup>. Pour la période de l'Entre-deux-guerres, la domination mémorielle des Blancs est frappante : en 1929, trois cents localités étaient déjà pourvues de monuments à la mémoire des Blancs. A l'opposé, dans onze localités seulement il y avait des mémoriaux rouges. Dans les années 1930, seuls quatre monuments rouges sont inaugurés pour trente nouveaux monuments blancs. Cependant, d'après les récits et les photographies d'époque, il existait en 1929 de nombreux mémoriaux non-officiels, dans cinquante localités au moins. Cachés dans les bois, les marais, les gravières, ces lieux de mémoire sont couplés avec la résurgence de la pratique du *karsikko*. Cette pratique, païenne à l'origine, répandue sur le pourtour Est de la mer Baltique depuis le XIIIe siècle, consiste à placer le défunt sous la protection d'un arbre sur lequel on grave ses initiales et ses dates de naissance et de mort. On avait cru la pratique abandonnée dès la fin du XIXe siècle, mais les familles des victimes rouges y ont recours pour contourner les interdits ou les pesanteurs de la mémoire officielle. Ainsi survit une culture rouge non-officielle, à la marge, en empruntant des modes de transmission désaffectés. Comme l'a montré Ulla-Maija Peltonen, elle se perpétue également par voie orale, par des récits qui mêlent la rumeur (*huhu*), le commérage (*juoru*) et le conte (*juttu*) à l'histoire officielle. Les exactions blanches n'ayant jamais été jugées, des légendes de punition divine (suicide, maladie) sont véhiculées dans les communautés rouges. Par ailleurs, les Rouges développent leurs propres traditions sur la base de la culture officielle : par exemple, le cantique « *Valittaa täytyy totta ja surra suuresti* » (Il faut que la plainte soit vraie et le regret immense) est détourné pour devenir une chanson dirigée contre l'institution ecclésiastique elle-même. Par des rituels communautaires discrets, par la narration, les Rouges perpétuent, alors que l'histoire officielle clôt le champ historiographique, une mémoire collective propre<sup>3</sup>. La lutte entre la mémoire et l'oubli structure l'espace public. Chaque localité est divisée entre les deux communautés : maison des travailleurs contre maison de la Garde civile, associations sportives rouges contre blanches<sup>4</sup>. Invisible au niveau national, concurrente de la mémoire officielle au niveau local, la mémoire rouge est constituée de récits faisant référence à la localité, voire à la famille, ce qui montre son exclusion de la mémoire nationale.

---

<sup>1</sup> Ces observations correspondent parfaitement au travail d'Outi Fingerroos, disponible sur internet à l'adresse suivante : <http://www.utu.fi/hum/uskontotiede/rajat/kirja/outi.htm>. Cet article, qui s'intitule « Punaisen Viipurin muistin paikat 1918 – teksteihin perustuva kuolemanrituaalien analyysi » (Les lieux de mémoire du Viipuri Rouge, analyse du rituel mortuaire sur la base de textes de 1918) complète sa recherche principale *Haudatut muistot*, op. cit.

<sup>2</sup> PELTONEN Ulla-Maija, op. cit., 2003, pp. 303-306. Quatre cartes présentent par périodes de construction les localités disposant de mémoriaux de la Guerre civile.

<sup>3</sup> KNUUTTILA Seppo, « Suullinen muisti ja unohtamisen pelko » (La mémoire orale et la crainte de l'oubli), in MÄÄTTÄNEN Kirsti & NEVANLINNA Tuomas (dir.), *Muistikirja. Jälkien jäljillä* (Le carnet. Sur les pas de la trace), Helsinki : Tutkijaliitto (Tutkijaliiton julkaisusarja 80), 1996, p. 88 ; PELTONEN Ulla-Maija, *Punakapinan muistot*, op. cit., pp. 23-31.

<sup>4</sup> KETTUNEN Pauli, *Politiinen liike ja sosiaalinen kollektiivisuus. Tutkimus sosialidemokratiasta ja ammattiyhdistysliikkeestä Suomessa 1918-1930* (Mouvement politique et collectivité sociale. Recherche sur la sociale-démocratie et les mouvements syndicaux en Finlande 1918-1930), Helsinki : SKS (Historiallisia Tutkimuksia 138), 1986, pp. 155-156 ; PELTONEN Ulla-Maija, *Punakapinan muistot*, op. cit., p. 17.

#### 4.1.2 Un avatar de la « Guerre des classes » : autopsie du mouvement taïstoïste.

A la vision *vapaussota*, qui domine l'historiographie officielle, s'oppose celle de la *luokkasota*, Guerre des classes, qui constitue elle aussi un relais à la dynamique d'exclusion des Rouges. D'une certaine manière, ce terme décrit de façon fidèle l'une des caractéristiques principales de la Guerre civile : la part prise par les classes laborieuses dans le soulèvement. Sur trois mille six-cents Gardes rouges tués à la bataille, 78% sont des ouvriers, 90% de la Garde de sécurité ouvrière de Tampere, centre industriel, sont des ouvriers<sup>1</sup>. Cependant, devant l'interdiction faite d'aborder la Guerre civile sous cet angle, ce terme a été capté par les mouvances placées hors du national, les mouvances communistes. En effet, cette interprétation est systématiquement rejetée dans l'Entre-deux-guerres. Le mouvement *Lapua*, sorte de réaction bourgeoise généralisée qui ne forme pas un parti distinct, mais plutôt une mouvance lâche, veille à ce que se poursuive la guerre de libération: après avoir obtenu l'interdiction de l'agitation communiste, les dirigeants de *Lapua* s'attaquent aux sociaux-démocrates<sup>2</sup>. De plus, certaines organisations, comme l'*Akateeminen Karjala-Seura*, la Société académique Carélie, réunissent des étudiants autour du projet d'effacer le cauchemar de 1918, c'est-à-dire de restaurer la relation directe entre le peuple et la classe intellectuelle. Leur volonté de sauver les travailleurs du marxisme, les oppose alors à la théorie de la *luokkasota*<sup>3</sup>.

De ce fait, le terme Guerre des classes ne réapparaît pas avant les années 1970, dans la bouche des *taistolaiset*, taïstoïstes. Le taïstoïsme constitue alors un mouvement original, fondé sur une loyauté parfaite envers le communisme soviétique, et la réaffirmation de la position dirigeante du PCUS à l'égard des partis communistes nationaux. Taisto Sinisalo, qui a donné son prénom au mouvement, est le dirigeant de la minorité philosoviétique au sein du SKP. Il s'oppose à Aarne Saarinen, Secrétaire général du Parti, qui prône une tendance eurocommuniste, autonome par rapport à Moscou. Dans la dispute interne au SKP, le Parti communiste d'Union soviétique donne son soutien à la partie qui lui déclare ouvertement sa loyauté, la mouvance taïstoïste. L'opposition entre minoritaires (autour de Sinisalo) et majoritaires (soutenant Saarinen) se cristallise sur l'attitude à adopter à l'égard de l'intervention en Tchécoslovaquie, que les taïstoïstes ne veulent pas condamner. A partir de ce moment-là, ce mouvement purement moscovite obtient un soutien très visible dans les cercles culturels et surtout parmi la jeunesse étudiante. Au début des années 1970, il règne sur le monde universitaire. Le phénomène est alors d'autant plus inattendu que le SKP, et les partis de gauche en général, n'avaient jamais réussi auparavant à s'introduire en profondeur dans les cercles étudiants. Les intellectuels et les étudiants finlandais se font alors les relais zélés du centre moscovite et reproduisent les méthodes d'organisation léninistes. Comme l'argumente Ben Zyskowitz, sous l'apparence *dandy* que requiert l'appartenance au taïstoïsme, il ne fait aucun doute que le mouvement est d'inspiration totalitaire<sup>4</sup>.

Comment expliquer l'existence d'un tel mouvement dans un pays qui est constamment sous la menace militaire soviétique et a mené deux guerres contre l'URSS ? Il faut reprendre ici l'une des principales critiques émises à l'encontre de la notion « d'illusion communiste » utilisée par François Furet. Dans sa réflexion intitulée *La Complication*, Claude Lefort

---

<sup>1</sup> ALAPURO Risto, *State and Revolution in Finland*, op. cit., p. 195.

<sup>2</sup> SILTALA Juha, *Lapuan liike ja kyyditykset 1930* (Le mouvement *Lapua* et les chefs), Keuruu: Otava, 1985, pp. 443-449, 455-459.

<sup>3</sup> La thèse rédigée sur le sujet par Risto Alapuro, aujourd'hui Professeur de sociologie à l'Université de Helsinki, représente une mine d'informations sur les mouvements étudiants de l'Entre-deux-guerres, et particulièrement sur l'AKS et ses avatars. ALAPURO Risto, *Akateeminen Karjala-Seura. Ylioppilasliike ja kansa 1920- ja 1930-luvulla* (La Société académique Carélie. Le mouvement étudiant et le peuple dans les années 1920-1930), Porvoo: WSOY, 1973, 270 p.

<sup>4</sup> ZYSKOWICZ Ben, « Taistolaisen tavoitteena oli diktatuuri » (L'objectif des Taïstoïstes était la dictature), *Ylioppilaslehti*, avril 2004, p. 11.

démontre que l'argument du pouvoir séducteur de l'illusion disculperait l'ensemble des intellectuels qui, dans les pays occidentaux, ont pourtant reproduit le modèle léniniste de l'orthoglossie, monopole de la parole vraie détenu par le Parti-Etat<sup>1</sup>. Toutefois, pour expliquer cette adhésion au mode de fonctionnement totalitaire, C. Lefort invoque la formation d'un référentiel spécifique aux intellectuels français. Certains termes, comme celui de Révolution, malgré leur homonymie, sont équivoques et renvoient à des concepts, des modes d'action, des aspirations, qui varient selon les circonstances. Il faut donc selon lui contextualiser chaque mouvement communiste.

Cette critique permet de comprendre la logique propre au mouvement taïstoïste, qui renvoie au contexte finlandais. Sa naissance est symptomatique du traumatisme de la Guerre civile : elle répond à l'obsession de la classe intellectuelle de renouer avec le peuple une relation interrompue depuis 1918. Cette volonté s'exprime par un intérêt renouvelé pour la culture ouvrière, par la redécouverte de ce que l'histoire officielle avait caché derrière le terme *vapaussota*. La bulle totalement anti-communiste de la classe éduquée est percée.

Comme l'AKS dans les années 1930, les taïstoïstes cherchent à rétablir une connexion perdue avec le peuple : l'AKS appelait les ouvriers à s'émanciper du marxisme pour défendre la patrie, les taïstoïstes plongent dans l'engagement soviétique. En effet, par le lien étroit dans le conflit de classe finlandais entre les facteurs internes et externes, redécouvrir le mouvement ouvrier communiste signifie automatiquement redécouvrir l'Union soviétique. Les taïstoïstes rejoignent une mouvance politique qui constitue alors une ligne isolée en Finlande mais une force majeure à l'échelle mondiale. Ainsi, la division idéologique internationale structure le mouvement. Se produit une forme d'identification inconditionnelle à la classe ouvrière. En idéalisant le système soviétique et, par exemple, Otto Ville Kuusinen, l'une des figures rouges de 1918 et l'un des cadres les plus fidèles du régime soviétique, les taïstoïstes valident la ligne de démarcation tracée en 1918 entre intérieur et extérieur. Ils adhèrent à ce découpage, le renforcent, en se contentant de l'inverser. Cette vision dualiste ne laisse guère de place aux variantes trotskistes ou maoïstes. C'est pourquoi les taïstoïstes adoptent une rhétorique soviétique d'une orthodoxie unique.

## **4.2 Surmonter l'oubli : l'entrée de la Guerre civile dans le patrimoine national.**

Une seconde dynamique tend à la réconciliation, à la réintégration de la mémoire rouge à la mémoire nationale, et remet progressivement en cause l'exclusion décrite ci-dessus. Ce courant repose dans un premier temps sur la nécessité de la réconciliation, durant la Guerre froide, puis sur la disparition de la menace soviétique, qui structurait le rapport à la Guerre civile en Finlande.

### *4.2.1 La nécessité de la réconciliation ou l'érosion du cadre qui commandait l'oubli.*

La Finlande entre dans la Guerre froide avec comme clivage social le plus saillant celui qui isole les communistes. Afin de circonscrire les effets de cette division interne, la ligne Paasikivi-Kekkonen comprend un discours sur la nécessité, présentée comme une question de survie, de la réconciliation nationale. L'homme qui représente cette volonté de réconciliation est Kekkonen : un peu à l'image de Paasikivi pour la politique étrangère conciliationniste, Kekkonen incarne la continuité entre les dynamiques de réconciliation avant-guerre et après-guerre. En effet, dans les années 1920-1930, Kekkonen fut déjà l'un de ces étudiants, sympathisants du Parti agrarien, soucieux d'effacer le mauvais souvenir de 1918, qui conduisirent à l'alliance de l'Union agraire et des sociaux-démocrates, au sein de coalitions

---

<sup>1</sup> FURET François, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris : Robert Laffont/ Calmann-Lévy, 1995, 580 p. et LEFORT Claude, *La complication*, Paris : Fayard, 1998, 260 p. Pour une étude détaillée du mode d'organisation du Parti-Etat selon Lénine, se référer à l'ouvrage de Dominique Colas, d'ailleurs souvent invoqué par les défenseurs du Livre noir pour briser le mythe de la trahison de Lénine par Staline : COLAS Dominique, *Le Léninisme*, Paris : PUF (coll. Quadrige), 1998 (1<sup>ère</sup> éd. 1982), 314 p.

paysans-ouvriers. C'est ce même esprit de cohésion nationale qui poussa Mannerheim à instituer, le 16 mai 1940, un jour « des victimes des guerres », les Rouges victimes de la répression blanche compris, et que cent nouveaux monuments à la mémoire des Rouges furent érigés entre 1940 et 1958.

Durant le contexte de la Guerre froide, Urho Kekkonen diagnostique la nécessité d'un certain degré de pluralisme afin de maintenir la cohésion et la souveraineté nationales. Or, sa politique d'intégration des communistes trouve dans le libéralisme des années 1960-70 un auxiliaire essentiel : le libéralisme social postule la tolérance envers les minorités ethniques, sexuelles ou politiques. Ainsi se généralise le mot d'ordre de ne pas discriminer les communistes. Corrélativement à cette mouvance sociale, plusieurs centres d'archives s'intéressent à la mémoire rouge d'un point de vue ethnologique, et initient des programmes de collecte des récits de la Guerre civile<sup>1</sup>. Le schéma présenté dans sa thèse par Outi Fingerroos, sur la triple contextualisation de la Guerre civile, que nous avons reproduit en annexe 4, illustre l'importance de ce moment de la collecte dans la mémoire et l'écriture de l'histoire du conflit de 1918. Le chercheur contemporain doit prendre en compte le triple contexte de sa recherche : le contexte actuel, celui de l'année 1918 elle-même, mais également un contexte tiers, intermédiaire, celui de l'instant de la collecte des récits oraux, dans les années 1960, qui a largement influé sur le choix des documents utilisés aujourd'hui par l'historien. Ce contexte est marqué par la relation entre les attentes des narrateurs, et celles de ceux qui collectent leurs souvenirs. Il y a donc irruption d'un contexte, celui des années 1960, dans la mémoire de la Guerre civile. Or, nous avons déjà vu que ce contexte pouvait s'avérer propice à la monopolisation de la Guerre civile par une tendance, avec les taïstoïstes, qui en ont fait une Guerre des classes. Ce contexte peut aussi favoriser la dynamique de réintégration de la mémoire rouge à la mémoire nationale, en particulier sur ce que Outi Fingerroos appelle, dans son schéma, *kirjallinen rintama*, le front littéraire.

A cet égard, l'élément qui fait sauter le plus de verrous sur le sujet de la Guerre civile, c'est assurément l'ouvrage de Väinö Linna, *Täällä Pohjantähden alla* (Ici sous l'étoile polaire), publié en 1960. Cette œuvre a d'autant plus d'impact qu'un autre roman majeur de Väinö Linna, *Tuntematon sotilas* (Le soldat inconnu), était considéré comme le roman officiel des guerres d'hiver et de continuation. Dans *Täällä Pohjantähden alla*, un fils de petit fermier s'engage dans une association locale de travailleurs, devient chef des Gardes rouges, et finit parmi les dizaines de milliers de prisonniers des camps blancs. Ce livre montre à tous les lecteurs non-ouvriers que le parti des insurgés pouvait aussi être perçu comme une partie de la nation, non pas mal dirigée ou d'inspiration diabolique, mais composée de personnes sensibles et responsables agissant dans leurs propres intérêts. *Täällä Pohjantähden alla* met en scène des Rouges qui ne sont pas forcément des bandits, mais plutôt des personnes insérées dans la vie active et professionnelle, et qui choisissent rationnellement le camp de la Révolution. De plus, les adaptations théâtrales et cinématographiques de la trilogie de Väinö Linna sont l'occasion de montrer pour la première fois des corps et des fosses communes, auparavant tabous dans les représentations artistiques de la Guerre civile<sup>2</sup>. Avec ce roman, la culture ouvrière pénètre la grande tradition bourgeoise. Partout, on célèbre la nécessité de

---

<sup>1</sup> Les centres d'archives initiateurs et acteurs de ces grands projets ne sont pas des centres d'archives institutionnels mais souvent liés à un parti : par exemple, *Kansan arkisto* (les archives populaires), a été fondée par le SKP en 1945, immédiatement après la légalisation du parti communiste. *Työväen arkisto* (les archives ouvrières), de son côté, représente les archives collectées par la mouvance sociale-démocrate. Enfin, *Kansanrunousarkisto* (les archives de la poésie populaire) est un fond constitué par la Société de littérature finlandaise (*Suomalaisen Kirjallisuuden Seura*, SKS).

<sup>2</sup> KIPPOLA Ilkka, « [Sotapolulla? Kansalaissodan ideologisia jälkiä suomalaisessa elokuvassa](#) » (Sur le sentier de la guerre? Les héritages idéologiques de la Guerre civile dans le cinéma finlandais), *Työväentutkimus* (Recherche ouvrière), 1998, p.3-8; L'adaptation cinématographique du roman de Väinö Linna date de 1968. Elle a été mise en scène par Edvin Laine et produite par la maison Fennada-Filmi.

débats équilibrés pour renforcer la capacité intégratrice de la société et son unité<sup>1</sup>. Dans les interviews de l'époque, Väinö Linna fait état de l'urgence de remettre en question les « mensonges blancs » qu'il décrit comme « la sous-estimation du nombre de victimes de la Guerre civile et l'affirmation que la guerre était avant tout une lutte d'indépendance par rapport à la Russie »<sup>2</sup>.

Toute une série de travaux concerne le décompte des victimes. Ainsi, Paavolainen établit en 1966 que neuf mille Finlandais ont été tués dans les batailles, mais revoit à la hausse le total des exécutions en dehors des batailles : 1.649 exécutés dans la Terreur rouge, dont 1.237 civils, 8.400 dans la Terreur blanche. Des décomptes plus récents établissent le total de 9.180 exécutions de Rouges par les Blancs. De plus, durant l'été et l'automne 1918, 14.000 Rouges meurent dans les camps, où l'on compte jusqu'à 82.000 prisonniers<sup>3</sup>. Cette révision historiographique intervient alors que, dans le même temps, le SKP s'affaiblit et commence à s'insérer dans système parlementaire. Ainsi, dès les années 1960, on constate déjà l'érosion du cadre établi par la Guerre civile. Cependant, érosion ne veut pas dire chute, et la persistance du danger soviétique aux portes de la Finlande limite l'ampleur du mouvement d'intégration de la mémoire rouge.

#### 4.2.2 Du statut de menace à celui de victime : la nouvelle image des communistes finlandais, entre Terreur blanche et Terreur rouge.

La dynamique d'intégration de la mémoire rouge à la mémoire nationale franchit une étape supplémentaire lorsque la chute de l'Union soviétique permet la consultation des archives soviétiques et l'écriture d'une histoire de la Carélie soviétique. Le fait de montrer la logique du choix, par toute une classe de cadres finlandais, de l'engagement dans la construction d'une République socialiste soviétique autonome, équivaut en soi à une forme de réhabilitation. Même la préférence donnée au Gouvernement de Terijoki lors de la Guerre d'hiver, alors que les purges staliniennes venaient d'éclaircir les rangs des Rouges finlandais, participe d'un mécanisme engendré par la Guerre civile : ce choix a été non pas le fruit d'une illusion, mais d'un arbitrage entre la Terreur blanche à laquelle les émigrants rouges venaient d'échapper, et qui faisaient d'eux des indésirables en Finlande, et la Terreur rouge. Beaucoup ont alors choisi la Terreur rouge. Or, ce choix les a maintenus hors de l'histoire nationale : les Rouges sont restés des a-nationaux, que les taistoïstes ont rejoints sans remettre en cause la séparation entre le national et le a-national. L'ouverture des archives en Union soviétique fait apparaître des émigrés rouges luttant pour l'autonomie de la République soviétique socialiste autonome de Carélie, dont ils se sont vu octroyer la direction, chérissant même, à l'image de certains officiers blancs, l'idéal d'une Grande Finlande dirigée depuis la Carélie. Cette relecture trouble l'image traditionnelle, lisse, des rouges anti-nationaux. Plus largement, les recherches historiographiques en Carélie soviétique font émerger une nouvelle vision des communistes finlandais : massacrés durant la Guerre civile, chassés de Finlande, purgés en

<sup>1</sup> KETTUNEN Pauli, *op. cit.*, p. 284.

<sup>2</sup> JÄÄSKELÄINEN Sakari, *Political Taboos and National Traumas in Finland Caused by the Civil War*, Francfort-Oder: Université européenne Viadrina, 1999, f.17

<sup>3</sup> PAAVOLAINEN Jaakko, *Poliittiset väkivaltaisudet Suomessa 1918. I: Punainen terrori* (Les violences politiques en Finlande 1918. I. La terreur rouge), Helsinki : Tammi, 1966, p. 94; *Poliittiset väkivaltaisudet Suomessa 1918. II: Valkoinen terrori* (II: la terreur blanche), Helsinki: Tammi, 1967, p. 142 et p. 192 ; Pour les données plus récentes SALOKANGAS Raimo, « Itsenäinen tasavalta » (La république indépendante), in Seppo Zetterberg (Dir.) *op. cit.*, p. 615. ; Le chiffre de 82.000 prisonniers, fourni est très supérieur celui calculé par MANNINEN Ohto, « Rauhantahtoa ja väkivaltaa » (Désir de paix et violence) in MANNINEN Ohto, *Itsenäistymisen vuodet 1917-1920. II : Taistelu vallasta* (Les années d'indépendance 1917-1920. II : Le combat pour le pouvoir), Helsinki : VAPK, 1992, p. 453. La réévaluation à la hausse du total des victimes et des prisonniers est une constante depuis les années 1960, PELTONEN Ulla-Maija, *Muistin paikat...*, *op. cit.*, p. 307 ; YLIKANGAS Heikki, *op. cit.*, 1993, *passim*.

Carélie, instrumentalisés par Staline, ils ne sont plus assimilés à la menace soviétique mais prennent un statut de victimes.

### *Naissance et apogée de la Carélie soviétique.*

Menée grâce aux aides européennes et aux subventions gouvernementales, la coopération avec l'Université de Petrozavodsk a conduit à la création d'un département de l'Université de Joensuu entièrement consacré aux études sur la Carélie de Russie. Les chercheurs finlandais mettent à profit l'ouverture des archives soviétiques, et multiplient les travaux traitant de la Carélie soviétique. Ainsi, Markku Kangaspuro a soutenu, en 2000, à Joensuu, une thèse sur la politique des nationalités et l'administration finlandaise en République de Carélie<sup>1</sup>. Il s'est appuyé pour son travail sur les archives ouvertes depuis la fin de l'URSS, aussi bien dans les centres moscovite et pétersbourgeois, qu'au niveau local, à Petrozavodsk en particulier. Il s'agit donc d'un travail pionnier, qui ouvre la voie au travail sur archives. La publication de la thèse et l'écho qu'elle a reçu indiquent l'intérêt de tels travaux pour les études post-communistes dans leur ensemble<sup>2</sup>.

Dès les prémices des années 1920, certains des Rouges finlandais réfugiés du côté russe de la frontière, suite à la Guerre civile finlandaise, sollicitent Lénine pour gérer en URSS une république socialiste autonome, à base nationale. Edward Gylling obtient le 8 juin 1920 la création d'une Commune des travailleurs de Carélie, *Karjalan Työkansan Kommuni*. Notons que la formation de cette entité répond avant tout à la nécessité de sécuriser la Russie soviétique vis-à-vis d'une Finlande annexionniste : en échange de l'abandon des visées finlandaises sur la Carélie du Nord-Est, le Traité de Tartu prévoit l'autonomie de la composante nationale finlandaise en URSS. Cependant, il faut attendre 1923 pour qu'apparaisse un sujet juridique correspondant à la Commune des travailleurs, avec la République socialiste soviétique autonome (RSSA) de Carélie, sujet de la République socialiste soviétique fédérée de Russie. Cette république autonome jouit à sa naissance de trois traits particuliers :

1- D'abord, une large autonomie en matière économique, que la remise en cause de la NEP n'annihile pas totalement : jusqu'en 1928 persiste une délégation étendue des pouvoirs de décision au profit de l'échelon local (contrôle des revenus, orientation de la politique économique). Les dirigeants de la République peuvent ainsi mettre en œuvre un modèle de développement économique à partir des industries du bois, calqué sur le modèle finlandais. Par la suite, les exigences du Plan réduisent la marge de manœuvre de la bureaucratie locale, jusqu'à l'annihiler totalement au milieu des années 1930<sup>3</sup> ;

---

<sup>1</sup> Cette thèse a donné lieu à la publication suivante : KANGASPURO Markku, *Neuvosto-Karjalan taistelu itsehallinnosta (Le combat de la Carélie soviétique pour l'autonomie)*, Helsinki, SKS (coll. Bibliotheca Historica 60: Hakapaino Oy), 2000, 402 p. Il est possible de consulter un résumé en anglais sur internet à l'adresse suivante : <http://www.lib.helsinki.fi/elektra/kangaspsum.pdf>

<sup>2</sup> Une fiche de lecture de son ouvrage a par exemple été publiée par *The American Historical Review*, dans son volume 108, n°1, de février 2003. Le travail en anglais dirigé par Antti Laine, *Rise and Fall of Soviet Karelia*, apparaît également comme un ouvrage abouti. LAINE Antti & YLIKANGAS Mikko (Dir.), *op. cit.* Ces deux travaux-phares sont entourés d'une constellation d'études ponctuelles qui se concentrent sur des fragments de l'histoire de la Carélie soviétique, comme le rôle des dirigeants Kusta Rovio et Edvard Gylling. Signalons tout de même une thèse soutenue à Moscou en 2000 et traduite en finnois KILIN Youri (Trad. Robert Kolohmainen & Ari Hepoaho), *Suurvallan rajamaa: Neuvosto-Karjala Neuvostovaltion politiikassa 1920-1941 (Zone-frontière d'une grande puissance : La Carélie soviétique dans la politique de l'Union soviétique 1920-1941)*, Jyväskylä : Pohjois-Suomen Historiallinen Yhdistys, 2001, 292 p.

<sup>3</sup> L'évolution des conditions économiques en République de Carélie durant la période stalinienne fait l'objet d'une thèse publiée sous les références suivantes : AUTIO Sari, *Suunnitelmattomus Neuvosto-Karjalassa 1928-1941, Paikallistason rooli Neuvostoliiton teollistamisessa (L'économie planifiée en Carélie soviétique 1928-1941, le rôle de l'échelon local dans l'industrialisation de l'Union soviétique)*, Helsinki, SKS (Bibliotheca Historica n° 71), 2002, 398 p. Par ailleurs, un résumé en anglais est disponible sur le site de l'Université de Helsinki à l'adresse : <http://www.lib.helsinki.fi/elektra/autiosum.pdf>.

2- Ensuite, une direction finlandaise dont le contrôle complet ne se limite pas au domaine économique, mais s'étend à d'autres secteurs, comme l'éducation. Ainsi, la langue finnoise est imposée à des populations qui parlent en majorité les dialectes caréliens. Ce trait d'autonomie illustre à l'extrême la politique des nationalités menée dans un premier temps par le centre moscovite, visant à susciter des identités « nationales dans la forme, soviétiques dans le contenu ». Les cadres locaux peuvent alors instrumentaliser le folklore régional, les références ethniques, avec pour but ultime l'adhésion des populations qu'ils administrent à la supra-identité soviétique. En Carélie, une politique de finnisation, est menée, en particulier par Kustaa Rovio, Secrétaire du Parti communiste carélien, surnommé le « Staline de Carélie »<sup>1</sup> : les trois dialectes caréliens précédemment enseignés à l'école sont remplacés par le finnois.

3- Enfin, une fonction de vitrine du socialisme pour les pays nordiques. Sur le modèle utilisé pour l'Ukraine occidentale vis-à-vis de la Pologne, pour la Bessarabie vis-à-vis de la Roumanie, la Carélie soviétique doit devenir un modèle de développement communiste attractif, ainsi qu'un centre de diffusion de la propagande soviétique orientée vers la Finlande et l'ensemble des pays nordiques. Pour augmenter le nombre de finnophones, on fait appel aux réfugiés rouges de haut rang venus de la Finlande blanche. Par exemple, Edward Gylling, « un fennomane rouge utilisant le nationalisme carélien afin d'atteindre le communisme »<sup>2</sup>, président du Conseil carélien des Commissaires du Peuple, détient un Doctorat en sciences statistiques de l'Université de Helsinki. La Grande Dépression qui touche la Finlande encourage ce processus, puisque, entre 1929 et 1932, 15.000 Finlandais s'installent à leur tour en Carélie soviétique. Durant la seule année 1932, ils sont 7.000 à franchir la frontière pour accéder au « paradis socialiste »<sup>3</sup>. A ce flux s'adjoint celui des Finlandais d'Amérique du Nord, qui décident de troquer le rêve américain pour la dictature du prolétariat<sup>4</sup>.

*La « république mémoire » des communistes finlandais.*

Au milieu des années 1930, le projet d'une République finlandaise socialiste s'étendant à l'ensemble des pays nordiques s'effondre. En effet, dans ce Parti-Etat qu'est l'Union soviétique, les intérêts du centre et ceux de la périphérie divergent progressivement. Les leaders finlandais qui s'étaient vu confier des responsabilités locales étendues sont d'abord accusés d'activisme nationaliste, puis destitués de leurs fonctions (Kustaa Rovio est le premier à perdre son poste, dès 1933). Enfin, pour beaucoup d'entre eux, on procède à des arrestations, des exécutions ou des déportations. Les données précises sont évidemment délicates à établir sur cet épisode des purges, qui culmine au cours de l'année 1935. Une estimation fiable dépasse quinze mille victimes (total des Finlandais bannis, déportés ou

---

<sup>1</sup> « Karjalan suomalaistaminen » (La finnisation de la Carélie), puis « Suuri kielisota » (La grande guerre des langues) in KANGASPURO Markku, *op. cit.*, pp. 229-248, 249-260; STRANIUS Pentti, « Among the Ideological Vanguard », *Helsingin Sanomat International Edition*, 5 décembre 2000.

<sup>2</sup> « Gylling punainen fennomania » in KANGASPURO Markku, *op. cit.*, pp. 43-46.

<sup>3</sup> PAASI Anssi, *op. cit.*, 1996, p. 170, qui renvoie à HÄMYNEN Tapio, *Liikkeellä leivän tähden : raja-Karjalan väestö ja sen toimeentulo 1880-1940* (Mobilisés pour le pain : la population de la Carélie frontalière et sa subsistance 1880-1940), Helsinki, SHS (Historiallisia tutkimuksia 170), 1993, p. 313 et à KORHONEN Anna, *Valtio ja kansakunta kansallisessa identiteetissä : tutkielma suomalaisuuden piirteistä* (L'Etat et la Nation dans l'identité nationale : étude de la définition de la finlandité), Helsinki: Helsingin Yliopisto, 1996, p. 73, pp.203-204.

<sup>4</sup> Les Finlandais rouges provenant de l'émigration en Amérique du Nord et s'installant en Carélie soviétique représentent un groupe de 6.000 à 6.500 personnes d'après KANGASPURO Markku, *op. cit.*, p. 247. L'émigration finlandaise vers l'Amérique du Nord date du milieu du XIXe siècle. Elle a d'ailleurs donné deux gouverneurs à l'Alaska, lorsqu'il s'agissait encore d'une dépendance du Tsar : Adolf Etholén and Hampus Furuholm. Le nombre de Nord-Américains d'origine finlandaise est aujourd'hui évalué à environ 900.000. JÖNSSON-KORHOLA Hannele & LINDGREN Anna-Riitta (Dir), *Monena suomi maailmalla: suomalaisperäisiä kielivähemmistöjä* (Les différents finnois dans le monde: les minorités linguistiques d'ascendance finlandaise), Helsinki : SKS (Tietolipas 190), 2003.

exécutés en Carélie soviétique)<sup>1</sup>. Les purges visent avant tout les cadres administratifs, mais également la population finlandaise rouge dans son ensemble. Kirov, organisateur de l'épuration, s'appuie sur l'antagonisme entre Finlandais et Caréliens du Sud, qui, russifiés de longue date, ont un ressentiment à l'encontre de la politique de « finnisation ». Les dialectes caréliens sont réintroduits dans l'enseignement scolaire, mais il reste à Moscou un groupe de pression finlandais, réuni autour d'Otto Ville Kuusinen, à la tête du Komintern, et de Yrjö Sirola, assez actif pour faire annuler la décision de suppression de l'apprentissage du finnois.

Le degré d'instrumentalisation de ces mêmes cercles dirigeants surgit en pleine lumière lors de la création, fin 1939, du Gouvernement socialiste provisoire du peuple de Terijoki, cité balnéaire de Carélie finlandaise, l'une des premières localités conquises par l'URSS. Ce gouvernement doit, selon les plans de Staline, devenir celui de l'ensemble de la Finlande une fois le pays soumis. Pour le composer, on fait dans un premier temps appel à Otto Ville Kuusinen puis, devant le vide laissé dans les rangs des communistes finlandais par les purges de 1935, il faut rappeler des responsables envoyés au Goulag. Ce gouvernement ratissé dans le système concentrationnaire n'aura jamais la légitimité nécessaire à la satisfaction de ses objectifs. Devant le peu de crédibilité accordée au Gouvernement de Terijoki, Staline lui-même préfère revenir à la formule d'une République socialiste soviétique finno-carélienne limitée à la Carélie, qui fonctionnera jusqu'en 1956. A cette date, la Carélie soviétique redevient une république autonome standard, tout en continuant d'être un lieu de production et de diffusion de propagande à destination de la Finlande. A Petrozavodsk, les ouvrages d'orthodoxie marxiste-léniniste sont traduits en finnois, et les revues *Punalippu* (*Drapeau rouge*), *Neuvosto-Karjala* (*La Carélie soviétique*) continuent d'être imprimées<sup>2</sup>. Ce n'est qu'avec les recherches actuelles sur la Carélie soviétique, que celle-ci est devenue une sorte de « république-mémoire » pour les communistes finlandais. En effet, malgré le matériel rapporté par les Rouges bannis d'URSS, et les souvenirs de l'officier SS prisonnier en URSS Unto Parvilahti<sup>3</sup>, la mémoire des purges ne joue pas un rôle aussi important dans l'évolution du mouvement lui-même que la mémoire de la Guerre civile. Pris entre terreur blanche et terreur rouge, les communistes finlandais réfugiés en URSS choisissent souvent la terreur rouge.

De ce fait, il y a eu refoulement de la mémoire des purges au sein même du mouvement communiste finlandais. A cet égard, même si les premières études sur les purges visant les Finlandais d'Union soviétique datent de la *perestroïka*, ce n'est qu'après la disparition du régime soviétique que la pleine mesure est prise de ce que Hannu Rautkallio a appelé *suuri viha*, la « grande haine »<sup>4</sup>. En effet, la fin de l'URSS était nécessaire pour que soient révélées dans leur plénitude les conséquences de la politique soviétique des nationalités. Depuis le milieu des années 1990, on découvre les charniers où les victimes des exécutions de masse ont été enterrées. Celui de Sandormoh, à proximité de Medvezjegorsk, sur le lac Onega, abrite les dépouilles de 6.432 victimes, dont 736 Caréliens et 930 Finlandais. Un mémorial y a été créé, à l'initiative du représentant local de l'association Mémorial, Youri Dmitriev<sup>5</sup>. Ce

---

<sup>1</sup> Ce bilan découle des données présentées par Markku Kangaspuro : en 1934, les recensements faisaient état d'au moins 20.000 Finlandais vivant en République de Carélie. Ils ne sont plus que 4.700 en 1939. KANGASPURO Markku, *op. cit.*, p. 352.

<sup>2</sup> OKSA Jukka, « The Changing Border and the Many Images of Karelia » dans ESKELINEN Heikki, LIIKANEN Ilkka & Jukka, *Curtains of Iron and Gold...*, *op. cit.*, pp. 285-296.

<sup>3</sup> PARVILAHTI Unto, *Berijan tarhat : havainnot ja muistikuvia Neuvostoliitosta vuosilta 1945-1954* (Les jardins de Beria : impressions et souvenirs d'Union soviétique 1945-1954), Helsinki: Otava, 1958.

<sup>4</sup> RAUTKALLIO Hannu, *Suuri viha. Stalinin suomalaiset uhrit 1930-luvulla* (La grande haine. Les victimes finlandaises de Staline dans les années 1930), Porvoo: WSOY, 1995. Sur le processus de purges proprement dit, pp. 150-205.

<sup>5</sup> SHASHKOV Viktor, « Stalinin kauden vainovuodet » (Les années de persécution de l'époque de Staline), *Carelia*, avril 1999, pp. 125-130.

mémorial est de plus en plus fréquenté, et a reçu une forme de reconnaissance, comme l'atteste la visite du maire de Moscou, M. Loujkov, en août 2002.

L'étude des purges stalinienne conduit à la recherche des lieux d'exécutions. La mise au jour de certains de ces lieux suscite une prise de conscience des crimes de l'époque stalinienne au sein des populations locales et contribue à l'altération de l'historiographie soviétique. Mais les recherches sur le fonctionnement de la Carélie soviétique ont des conséquences beaucoup plus profondes du point de vue finlandais. Du fait de la redécouverte de l'épisode de la Carélie soviétique, l'image des communistes finlandais se transforme : ils passent du statut d'a-nationaux, de traîtres assimilés à la menace soviétique, à celui de premières victimes du régime stalinien.

Ainsi, les recherches sur la Carélie soviétique et sur la Guerre civile participent d'une logique commune. Ils restaurent les éléments de la mémoire rouge dans la mémoire nationale finlandaise, placée sous l'ombre portée, et grandissante, de la notion de patrimoine : la multiplicité des initiatives gouvernementales, visant, depuis la fin des années 1990, à répertorier toutes les traces de la Guerre civile, en témoigne. En 1998, la classe politique entière s'est retrouvée unie, pour la toute première fois, devant un monument à la mémoire des Rouges. Un gigantesque projet se donne actuellement pour objectif de rendre à chacune des quelques trente mille victimes de la Guerre civile son identité. Les historiens de cet événement eux-mêmes, qui procèdent de plus en plus souvent par le dépouillement des archives accumulées dans les années 1960, se donnent pour mission de mettre en évidence un traumatisme, et de le guérir. Or, le lien est souvent fait entre ces victimes et celles des purges stalinienne en Carélie soviétique. En effet, la logique d'exclusion de la mémoire rouge participait d'une ligne de séparation, née de la victoire blanche, entre ce qui était national et ce qui était a-national. Cette ligne de séparation avait comme référent majeur l'Union soviétique : le rouge était traité de *ryssä* et assimilé à la menace soviétique. Cette division interne explique que la mémoire rouge de la Guerre civile ait été, jusqu'à une période aussi tardive que les années 1970, captée par une composante longtemps écartée de la scène politique, l'élément communiste. Dans l'après-Guerre froide, le référent majeur de cette séparation, l'Union soviétique, a disparu. Dès lors, il n'y a plus de sens à aliéner l'élément communiste et la mémoire qu'il a portée. La Guerre civile et la Carélie soviétique sortent des mémoires collectives, et font leur entrée dans le patrimoine national.

## CONCLUSION

La Finlande n'a jamais été soumise à la dictature d'un parti unique, ni à la planification économique. De plus, en tant qu'acteur des relations internationales, elle n'a jamais pleinement adhéré à l'idéologie anti-impérialiste et anti-capitaliste. Elle ne peut donc pas être rattachée à l'Europe post-communiste<sup>1</sup>. Cependant, la Finlande, comme acteur des relations internationales, comme sphère politique et comme Etat-Nation, est profondément affectée par la fin du « siècle des bolcheviques ».

En effet, il existe bien une Finlande de l'après-Guerre froide, caractérisée à la fois par un héritage propre de la Guerre froide en politique étrangère, et par une dynamique de rupture quand à l'ordre politique interne.

L'héritage de la Guerre froide renvoie à un lien de dépendance externe qui préexistait aux relations finno-soviétiques, et qui est en quelque sorte la marque de fabrique de la

---

<sup>1</sup> Cette définition de l'Europe post-communiste est celle présentée en introduction de COLAS Dominique, *L'Europe post-communiste*, op. cit., p. 5

construction stato-nationale finlandaise. Le chapitre 1 a mis en évidence à la fois le rôle déterminant des dynamiques exogènes dans la formation d'une sphère politique autonome, et la relation de dépendance, en termes de sécurité et de politique étrangère, à l'Empire tsariste, puis à l'URSS. De ce point de vue, le parallèle entre, d'une part, la ligne conciliacionniste des Fennomanes et, d'autre part, la ligne Paasikivi-Kekkonen durant la Guerre froide, est révélateur d'une permanence de la problématique de la dépendance finlandaise envers son voisin oriental. Comme les possibilités d'absorber la Finlande furent éphémères, l'Union soviétique joua de cette dépendance pour sécuriser la frontière finno-soviétique, qui représentait près de 10% de son enveloppe extérieure<sup>1</sup>.

A travers l'actuel débat de nature historiographique sur la finlandisation, appellation péjorative de la ligne Paasikivi-Kekkonen, c'est en fait un discours national tiers, élaboré pour consacrer le non-alignement finlandais durant la Guerre froide, qui se détache en filigrane. Réduire les effets de dépendance à l'URSS en exhortant au consensus autour des choix de politique étrangère, éduquer les Finlandais dans une nouvelle façon de définir l'identité nationale et le rapport à l'Union soviétique, tels étaient les deux préceptes fondateurs de ce discours. Ses effets se font encore sentir, bien après la dislocation du bloc soviétique, dans le rapport à l'UE et à l'Otan. Ainsi, le paradoxe de la position finlandaise dans la Guerre froide, théoriquement neutre mais concrètement liée à l'URSS par un traité défensif, engendre, par transmission d'un héritage idéologique, un second paradoxe, celui d'une Finlande non-alignée mais intégrée au cœur du processus de construction européenne.

Nœud des dynamiques de rupture, ce que nous appelons anamnèse décrit le processus par lequel réapparaissent dans le débat historiographique des questions qui avaient été évacuées de la mémoire nationale. L'anamnèse, l'injonction à faire mémoire, qui correspond aux traits principaux du « moment-mémoire » décrit par Pierre Nora, est engendrée par la promiscuité de deux facteurs, tous deux générés par la transition géopolitique de la Finlande : l'accessibilité des lieux de mémoire finlandais du côté russe de la frontière, et la disparition de l'opposition, héritée de la Guerre civile, entre le national et l'a-national, centrée sur le communisme intérieur et la menace soviétique extérieure.

Le premier facteur tient au changement de signification de la frontière finno-russe. D'un front militaro-idéologique surimposé, qu'elle était devenue dès la fin de la Guerre civile, la frontière finno-russe a en effet entamé, à partir de l'adhésion finlandaise à l'UE, une mue radicale. Confins de l'espace post-soviétique et de l'UE, elle est aujourd'hui une zone-test d'intérêt premier pour les instances communautaires. Celles-ci, dans le cadre d'une doctrine qui commande que les frontières extérieures de l'Europe, de limites d'exclusion, se changent en interfaces de coopération, tentent d'ériger la frontière finno-russe en modèle de coopération. Cette focalisation sur une zone-frontière, que la dimension septentrionale a contribué à définir comme stratégique, a des effets multiplicateurs en termes de flux transfrontaliers, non seulement commerciaux, mais aussi humains.

C'est le concept de transition géopolitique dans sa deuxième acception, de libération de la politique étrangère d'un Etat jusqu'alors soumis à l'influence soviétique, qu'il faut utiliser pour saisir le second facteur engendrant l'anamnèse. Il faut également faire appel au lien ténu externe-interne mis en évidence dans la première partie. La Guerre civile de 1918 est la conséquence d'un effondrement du centre impérial russe, qui a mis face à face deux mouvements concurrents, candidats au contrôle unifié des instruments de violence. Dans cette configuration, les blancs, supérieurs militairement, ont tenté de bâtir leur légitimité sur une rhétorique de l'altérité, cherchant à faire coïncider la menace externe, bolchevique, puis soviétique, avec la menace interne, d'abord rouge, puis plus spécifiquement communiste. Les Rouges sont alors des a-nationaux, des *ryssät* ; le conflit de 1918 est une Guerre

---

<sup>1</sup> FOUCHER Michel, *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 453.

d'indépendance, et non une Guerre civile. Ainsi est tracée une ligne qui isole la mouvance communiste et ostracise, comme élément a-national, la mémoire rouge de la Guerre civile. Il y a donc eu, dans le cadre reposant sur la dépendance des développements internes envers les dynamiques exogènes, mise en place d'un ordre politique hérité de la Guerre civile. Cette organisation de la sphère politique, marquée par l'exclusion des communistes et de la mémoire rouge, ne pouvait qu'être altérée par les politiques de réconciliation voulues par la ligne Paasikivi-Kekkonen, ou encore par les percées des années 1960 sur le front littéraire. Tant que son référent majeur, l'Union soviétique, perdurait, la démarcation ne pouvait être effacée. Avec la disparition de la menace soviétique, par contre, il ne peut plus y avoir de lien entre menace intérieure et extérieure. Aussi, la ligne tracée en 1918, jusqu'alors atténuée mais encore visible, perd soudain son sens et s'efface. C'est pourquoi la transition géopolitique, dans son deuxième sens est, elle aussi, synonyme pour la Finlande de libération mémorielle.

Ainsi, c'est sous le signe de la fin du siècle des bolcheviques que la Finlande paye son tribut à ce que Pierre Nora appelle la « *tyrannie de la mémoire* ». <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Fin de l'article « L'ère de la commémoration » qui clôt l'ouvrage de NORA Pierre (Dir.), *Les Lieux de mémoire : III. Les France, 3. De l'archive à l'emblème*, op. cit., p. 1012.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Pour le classement des références, nous avons choisi de procéder par thème, en distinguant dans chaque thème ouvrages et articles. Par ailleurs, les sources primaires et les autres sources sont isolées en fin de liste.

1. Construction stato-nationale.
2. Ligne Paasikivi-Kekkonen et finlandisation.
3. Approche bibliographique du phénomène mémoriel.
4. La Carélie soviétique.
5. Sources primaires.
6. Autres sources.

Note : Pour les maisons d'éditions, les sigles suivants sont utilisés.

SKS : [Suomalaisen Kirjallisuuden Seura](#).

VAPK : Valtion Painatuskeskus.

WSOY : Werner Söderström Osakeyhtiö.

### 1. Construction stato-nationale.

#### 1.1 Ouvrages théoriques et généraux sur les nouveaux Etats indépendants.

ANDERSON Benedict, *Imagined Communities, reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres: Verso, 1983, 160 p.

BAECHLER Jean, *Qu'est-ce que l'idéologie ?*, Paris : Gallimard, 1976, 405 p.

BOUDON Raymond, *Traité de sociologie*, Paris : PUF, 1992, 565 p.

BUCHWALTER Bertrand, *Le présent du passé : idéologies, science et conscience nationale en Ouzbékistan*, Paris : IEP (Mémoire de DEA), 1999, 133 f.

CARLSNAES Walter, *The Concept of Ideology and Political Analysis. A Critical Examination of Its Usage By Marx, Lenin, and Mannheim*, Londres/ Westport: Greenwood Press, 1981, 276 p.

COLAS Dominique (Dir.), *L'Europe post-communiste*, Paris : PUF (coll. Premier cycle), 2002, 698 p.

COLAS Dominique, *Les constitutions de l'URSS et de la Russie (1905-1993)*, Paris : PUF (Que Sais-Je ?) 1997, 128 p.

COLAS Dominique, *Sociologie politique*, Paris : Armand Colin (Collection 1<sup>er</sup> cycle), 1994 (1<sup>ère</sup> éd.), 566 p.

COLAS Dominique, *Le glaive et le fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile*, Paris : Bernard Grasset, 1992, 382 p.

FOUCHER Michel, *FronTS et frontières : un tour du monde géopolitique*, Paris : Fayard, 1988, 727 p.

FOUCHER Michel, *L'invention des frontières*, Paris : Fondation pour les études de défense nationale, 1986, 325 p.

GELLNER Ernest, *Nations and Nationalisms*, Oxford: Blackwell (New Perspectives on the Past), 1983, 150 p.

HOBBSBAWN Eric & RANGER Terence (Dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge : Cambridge University Press/ Canto, 1992, 328 p.

LE HUEROU Anne & ROUSSELET Kathy, « La société civile en Russie : de l'utopie à l'engagement civique », *Problèmes politiques et sociaux (Dossiers d'actualité mondiale de La Documentation française)*, 8 janvier 1999, n°814, p. 3.

MARX Karl, *L'idéologie allemande*, Paris : Editions sociales (Essentiel), 1978, 274 p.

ROKKAN Stein & URWIN Derek, *Economy, territory, identity: politics of West European peripheries*, Londres/ Beverly Hills: Sage, 1983, 217 p.

ROY Olivier, *L'islam mondialisé*, Paris : Le Seuil (La couleur des idées), 2002, 210 p.

ROY Olivier, *L'Asie centrale contemporaine*, Paris : PUF (Que Sais-Je ?), 2001, 128 p.

ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des Nations*, Paris : Le Seuil, 1997, 326 p.

SKOCPOL Theda, *States and Social Revolutions: a Comparative Analysis of France, Russia, and China*, Cambridge/ New York : Cambridge University Press, 1979, 407 p.

THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècles*, Paris : Le Seuil (L'univers historique), 1999, 302 p.

TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading : Addison-Wesley, 1978, 350 p.

WEBER Max, *Economie et société*, Paris : Plon (Recherches en sciences humaines), 1971, 650 p.

## 1.2 Travaux spécialisés sur la construction stato-nationale finlandaise.

### Ouvrages

ALAPURO Risto, *Suomen älymystö Venäjän varjossa* (La classe intellectuelle finlandaise à l'ombre de la Russie), Helsinki: Tammi (coll. Hanki ja jää), 1997, 230 p. [La Guerre civile, en provoquant une rupture entre le peuple et l'élite intellectuelle, unis jusque là par le mouvement fennomane, constitue un traumatisme qui ne sera à nouveau évoqué qu'à partir des années 1960. Dès lors, la thématique de la Guerre civile est redécouverte, et avec elle la culture ouvrière. Or, si la mémoire rouge avait été rejetée au nom d'un impératif dicté par la présence de l'Union soviétique aux portes de la Finlande, redécouvrir la moitié rouge de la Finlande signifie aussi, pour beaucoup d'intellectuels, redécouvrir l'Union soviétique. D'où le philosoviétisme proclamé des années 1970 en Finlande. En résumé, Risto Alapuro met en avant l'influence de la proximité de la Russie, tsariste puis soviétique, sur les courants intellectuels finlandais].

ALAPURO Risto, *Suomen synty paikallisena ilmiönä 1890-1935* (La naissance de la Finlande comme un phénomène local), Helsinki: Hanki ja jää, 1995, 386 p. [Risto Alapuro se place dans une perspective de micro-histoire, en prenant comme cas d'étude la paroisse de Huittinen, dans le Sud-Ouest de la Finlande, pour comprendre l'articulation complexe entre structure sociale locale et mobilisation politique. D'après lui, seul le niveau local permet de saisir le mécanisme de la mobilisation politique, c'est-à-dire comment chaque personne définit son groupe et ses relations avec les autres groupes, et comment, au final, il prend conscience de son appartenance nationale et de classe. L'auteur fait également apparaître le rôle de la vague d'associationnisme dans la construction du sentiment national. Pour mener à bien ses recherches, il s'appuie sur les archives de la paroisse étudiée, qui lui ont permis de traiter d'une large période, des prémices de la russification aux derniers soubresauts du mouvement philofasciste Lapua, en passant par la Guerre civile].

ALAPURO Risto, *State and Revolution in Finland*, Berkeley/ Los Angeles/ Londres: University of California Press, 1988, 316 p. [Une lecture de l'indépendance et de la Guerre civile finlandaises comme conséquences d'une disparition d'un contrôle unifié des instruments de violence légitime].

ALAPURO Risto, LIIKANEN Iikka, SMEDS Kerstin & STENIUS Henrik (dir.), *Kansa liikkeessä* (Le peuple en mouvement), Helsinki: Kirjayhtymä, 1987, 304 p. [Très riche, cet ouvrage revient sur les thèmes majeurs de la science politique en Finlande. Les concepts de société civile, *kansalaisyhteiskunta*, Etat, *valtio*, font ainsi l'objet d'analyses détaillées. Objet central du livre: la construction stato-nationale finlandaise].

ALAPURO Risto, ALESTALO Matti, HAAVIO-MANNILA Elina & VÄYRYNEN Raimo, *Small states in comparative perspective*, Oslo: Norwegian University Press, 1985, 385 p. [Consulter en priorité l'article de Risto Alapuro p. 93-107].

ENGMAN Max & KIRBY David, *Finland. People, Nation, State*, Londres: Hurst and Company, 1989, 254 p.

HENTILÄ Seppo, JUSSILA Osmo, NEVAKIVI Jukka (trad. Marjatta & Michel Crouzet), *Histoire politique de la Finlande XIXe-XXe siècle*, Paris : Arthème Fayard, 1999 (version originale : 1995), 522 p. [Ouvrage d'histoire politique de base, qui propose malgré tout d'intéressantes études de la période 1944-1948, et prend en compte les données du débat sur la finlandisation pour offrir une vision nuancée de la position finlandaise durant la Guerre froide].

KAREMAA Outi, *Vihollisia, vainoojia, syöpäläisiä. Venäläisviha Suomessa 1917-1923* (Ennemis, persécutions et vermine. Haine du russe en Finlande 1917-1923), Helsinki: Suomen historiallinen seura (Bibliotheca Historica 30), 1998, 222 p. [Après avoir montré que la russophobie n'était pas un élément déterminant dans les premiers mouvements nationalistes finlandais, et que les scènes de fraternisation se sont multipliées entre les soldats russes et la population finlandaise à l'annonce de la Révolution de février, cet ouvrage étudie la formation et la propagation de la haine du russe en Finlande durant et immédiatement après la Guerre civile. O. Karemaa étudie les différentes campagnes de xénophobie menées par le parti agrarien et l'AKS, Société académique de Carélie, afin d'enraciner la russophobie comme trait ontologique de l'appartenance à la communauté nationale. Les premières victimes de cette campagne sont évidemment les quelque 30.000 Russes blancs, Ingriens et Caréliens réfugiés en Finlande depuis 1917].

KIRBY D. G., *Finland and Russia 1808-1920. From Autonomy to Independence. A Selection of Documents*, Londres: Macmillan/ School of Slavonic and East European Studies, Université de

- Londres, 1975, 266 p. [Recueil des textes essentiels de la période russe et de la Guerre civile, traduits en anglais].
- LUOSTARINEN Heikki, *Perivihollinen. Suomen oikeistolehdistön Neuvostoliittoa koskeva viholliskuva sodassa 1941-44: tausta ja sisältö* (L'ennemi héréditaire. L'image de l'ennemi concernant l'Union soviétique dans la presse de droite finlandaise durant la guerre 1941-1944 : arrière plan et contenu), Tampere, Vastapaino, 1986. [Luostarinen démontre que, afin de comprendre l'émergence de la Russophobie en Finlande, même lors de la Guerre de continuation, il est nécessaire de se référer à la Guerre civile finlandaise et à la fondation de la Première République finlandaise, qui vit la séparation d'avec la Russie au niveau étatique, mais également au niveau idéologique, en conséquence de la victoire blanche. L'Union soviétique en tant que telle devint alors la représentation de cette partie de la société finlandaise que la destruction de l'Etat bourgeois avait séduite].
- LÖNNROT Elias, *Kalevala*, Helsinki: SKS, 1983, 510 p.
- MER Jacques, *La Finlande*, Paris : La Documentation française (Notes et études documentaires n°5100), octobre 1999, 160 p.
- NEVALAINEN Pekka, *Viskoi kuin Luoja kerjäläistä. Venäjän pakolaiset Suomessa 1917-1939* (Ballotté comme le mendiant par le Créateur. Les réfugiés de Russie en Finlande 1917-1939), Hämeenlinna : SKS, 1999, 404 p. [Outre l'analyse portant sur la *ryssänviha*, la Haine du Russe, comme héritée de la Guerre civile, ce livre comporte des descriptions vivantes et détaillées de la vie des communautés de réfugiés russes en Finlande durant l'Entre-deux-guerres. Ainsi émerge l'image d'une Finlande multiculturelle, qui tranche avec le monoculturalisme qui a prévalu après-guerre, et jusqu'à la fin de l'Empire soviétique].
- RAGARU Nadège, *Les représentations occidentales de la crise yougoslave : Balkans et Europe, entre miroir et repoussoir, printemps 1991-automne 1994*, Paris : IEP (Mém. de DEA, dir. R. Fritsch-Bournazel), 1995, 94 f.
- ROSELIUS Aapo, *Heimoaateen nuoret uhrit : suomalaisten sotilasretkikuntien henkilötappiot Itä-Karjalassa ja Petsamossa 1918-22* (Les jeunes sacrifiés de l'idée de Tribu : les pertes humaines de l'expédition militaire finlandaise en Carélie orientale et à Petsamo 1918-1922), Helsinki : Université de Helsinki ([Helsingin yliopiston historian laitoksen julkaisuja 17](#)), 2002, 160 p. [Sur les Guerres des tribus, *Heimosodat*].
- TYYNILÄ Markku (Dir.), *Kansalliskielten historiallinen, kulttuurinen ja sosiologinen tausta* (L'arrière-plan historique, culturel et sociologique des langues nationales), Helsinki : Oikeusministeriö (Kielilakikomitea, Työryhmämuistio), 2000, 67 f. [Rapport au Ministère de la Justice finlandais, sur la question des langues minoritaires].

### Articles

- ALAPURO Risto, « What is Western and What is Eastern in Finland », *Thesis Eleven*, n°77, mai 2004, p.85-101.
- HJERPPE Riitta, PIHKALA Erkki, « The Gross Domestic Products of Finland. A Preliminary Estimate », *Economy and History*, vol. XX, n°2, 1977, p.59-68.
- LOIMA Jyrki, « Vainotut venäläiset ? Venäläispakolaiset 1920-luvun Suomessa » (Les Russes persécutés? Les réfugiés russes en Finlande dans les années 1920), papier présenté lors du séminaire « The multicultural Finland – War or Peace of the Civilizations? », à Vantaa, 28 novembre 2001.
- LUOSTARINEN Heikki, « Finnish Russophobia: the Story of an Enemy Image », *Journal of Peace Research*, vol. 26, n°2, 1989, p. 128-130.
- SIISIÄINEN Martti, « Social Movements, Voluntary Associations and Cycles of Protest in Finland 1905-91 », *Scandinavian Political Studies*, vol.15, n°1, 1992, p.21-40.

## 2. Ligne Paasikivi-Kekkonen et finlandisation.

### 2.1 Les apports externes au débat sur la finlandisation : criminalité du régime communiste et modèle de la finlandisation.

#### Ouvrages

- ARNAULT Jacques, *Finlande, finlandisation, Union soviétique*, Paris: L'Harmattan, 1986, 154p.
- BESANÇON Alain, *Le Malheur du siècle-sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah*, Paris : Fayard, 1998, 166 p.
- COLAS Dominique, *Le léninisme*, Paris : PUF (coll. Quadrige), 1998 (1<sup>ère</sup> éd. 1982), 314 p.

- COURTOIS Stéphane (Dir.), *Le Livre noir du communisme. Crime, terreur, répression*, 1997, 1105 p.  
La version en langue finnoise du *Livre Noir* est (Trad. Kaarina Turtia, Matti Brotherus ja Heikki Eskelinen), *Kommunismän musta kirja*, Helsinki : WSOY, 2000, 863 p. .
- DOMENACH Jean-Luc et Alii, *Le débat autour du Livre noir du communisme*, Paris : revue « Communisme », n°59-60, 1999, 310 p.
- FURET François, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris : Robert Laffont/ Calmann-Lévy, 1995, 580 p.
- GRASS Gunther, *Im Krebsgang*, Göttingen : Steidl, 2002, 224 p. Version française: (Trad. Claude Porcell), *En crabe*, Paris: Le Seuil, 2002, 240 p.
- KISSINGER Henry, *Diplomatie*, Paris : Fayard, 1998, 860 p. [Dans cet ouvrage, Henry Kissinger revient sur la Guerre froide, expliquant dans son bilan qu'il aurait été plus judicieux pour l'URSS d'adopter un modèle de domination semblable à celui forgé pour la Finlande : l'URSS aurait ainsi pu maintenir sa zone d'influence à moindre coût].
- LEFORT Claude, *La complication, retour sur le communisme*, Paris : Fayard, 1999, 258 p.
- NYE Joseph, *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power*, New York: Basic Books, 1990, 307 p. [Le livre fondateur de la distinction *soft power* – *hard power* paraît dans un contexte dominé par les théories déclinistes aux Etats-Unis. La Guerre froide touche à sa fin, mais les géostratèges américains pensent assister à une évolution vers un système international désordonné, multilatéral, dans lequel la puissance sera diluée et où aucun pays ne dominera. Face à ce type de prévisions, Nye, qui participera plus tard à l'administration Clinton, propose une lecture nouvelle de la puissance, qui lui permet de réaffirmer la domination américaine. Selon lui, il faut distinguer le *hard power*, qui correspond à la vision traditionnelle de la puissance, capacité à influencer sur ce que les autres font, et le *soft power*, capacité à influencer sur ce que les autres *veulent*, et qui s'appuie sur des ressources intangibles, comme l'attractivité idéologique ou culturelle. Or, si les Etats-Unis perdent en *command power*, c'est pour gagner en *soft power*. Ils continuent ainsi de maîtriser la variable décisive de l'hégémonie sur le système international].
- RIGOULOT Pierre & YANNAKAKIS Ilios, *Un pavé dans l'Histoire. Le débat français sur Le Livre noir du communisme*, Paris : Robert Laffont, 1998, 226 p.
- RUDDY Michael T. (Dir.), *Charting An Independent Course*, Claremont: Regina Books, 1998, 224 p.

### Articles

- HOFFMAN Stanley, « What should we do in the World », *The Atlantic Monthly Review*, vol.264, n°4, octobre 1989, p.84-96.
- JUDIS John, « Trotskyism to Anachronism : The Neoconservative Revolution », *Foreign Affairs*, vol.74, n°4, juillet août 1995.
- KENNAN George, « Europe's Problems, Europe's Choices », *Foreign Policy*, printemps 1974.
- LAQUEUR Walter, « A Postscript on Finlandization », *Commentary*, Vol.95, n°1, janvier 1993, p.53.
- LAQUEUR Walter, « Europe: The Specter of Finlandization », *Commentary*, vol.64, n°4, décembre 1977, p. 37-41.
- LAQUEUR Walter, « Eurocommunism and its Friends », *Commentary*, vol.62, n°2, août 1976.
- LEDEEN Michael, « Europe : The Good News and the Bad », *Commentary*, vol.67, n°4, avril 1979.
- LUKACS John, « Finland Vindicated », *Foreign Affairs*, automne 1992, vol.71, n°4, p.50-69.
- NYE Joseph, « Soft Power », *Foreign Policy*, n°80, automne 1990, p.153-171.

## **2.2 La finlandisation vue de Finlande.**

### Ouvrages

- BÄCKMAN Johan (Dir.), *Entäs kun tulee se yhdestoista ? Suomettumisen uusi historia* (Et quand arrive le onzième? Nouvelle histoire de la finlandisation), Helsinki: WSOY, 2001, 700 p. [Recueil d'une cinquantaine d'articles publiés sur le thème de la finlandisation depuis le milieu des années 1990. Les contributeurs, finlandais dans leur immense majorité, adoptent chacun leur propre vision de la finlandisation.].
- HARLE Vilho & MOISIO Sami, *Missä on Suomi ? Kansallisen identiteettipolitiikan historia ja geopolitiikka* (Où est la Finlande ? Histoire et géopolitique de la politique identitaire nationale), Tampere : Vastapaino, 2000, 304 p. [Etude sur le lien entre positionnement géopolitique de la Finlande, représentations collectives et construction identitaire. A noter une analyse de la pensée géopolitique et des études géographiques finlandaises en début d'ouvrage].
- HENTILÄ Seppo, *Kaksi Saksaa ja Suomi. Saksan-kysymys Suomen puolueettomuuspolitiikan haasteena* (Les deux Allemagne et la Finlande. La question allemande comme défi à la politique de non-alignement de la Finlande), Helsinki : SKS (Historiallisia Tutkimuksia, n°216), 2003, 236 p.

- [Cherchant à se placer hors du débat inter-allemand, les dirigeants finlandais décident dans un premier temps de ne reconnaître aucune des deux Allemagne. Ce geste est analysé par la classe politique ouest-allemande comme une prise de position hostile, dans la mesure où tous les autres Etats dits « neutres » ont choisi de ne reconnaître que la République fédérale. Au prisme de la Doctrine Hallstein, qui vise à éviter la reconnaissance de la RDA hors du bloc de l'Est, la Finlande apparaît comme le maillon faible. Elle est en effet susceptible de succomber aux pressions soviétiques et de reconnaître la RDA, entraînant par effet domino les pays neutres et une partie du bloc de l'Ouest. Même si le Traité inter-allemand achève la normalisation des relations inter-allemandes, la Finlande reconnaissant simultanément les deux pays fin 1973, la singularité de la position finlandaise demeure un argument pour la qualifier de « protectorat » soviétique sous couvert de neutralité. Ce passif sera décisif pour la formation et la postérité concept de *Finlandisierung*.. Seppo Hentilä a longtemps enseigné en Allemagne de l'Est].
- JAKOBSON Max, *Finland in the New Europe*, Westport/ Londres: Praeger/ Center for Strategic and International Studies (The Washington Papers n°175), 1998, 192 p.
- JOENNIEMI Pertti, *Sosiologian ensimmäinen ja toinen kentällinen: osallistuminen henkisen maanpuolustuksen suunnittelukunnan toimintaan* (La première et la deuxième campagnes de la sociologie: participation au fonctionnement du Programme de défense nationale mentale), Tampere: Tampere Peace Research Institute, 1978, 84 p.
- KARJALAINEN Ahti & TARKKA Jukka, *Presidentin ministeri : Ahti Karjalaisen ura Urho Kekkosen Suomessa* (Le ministre du Président : la carrière de Ahti Karjalainen dans la Finlande d'Urho Kekkonen), Helsinki : Otava (Keuruu), 1989, 252 p. [Ahti Karjalainen, homme politique issu de l'Union agraire, a été durant une vingtaine d'années le dauphin de Kekkonen].
- KETOLA Eino, *Kansalliseen kansanvaltaan : Suomen itsenäisyys, sosialidemokraatit, ja Venäjän vallankumous 1917* (Vers la démocratie nationale: l'indépendance de la Finlande, les Sociaux-démocrates, et la Révolution de Russie 1917), Helsinki: Tammi, 1987, 522 p.
- LEHTINEN Lasse, *Aatosta jaloa ja alhaista mieltä. Urho Kekkosen ja SDP:n suhteet 1944-1981* (De nobles idéaux et de viles pensées. Les relations entre Urho Kekkonen et le SDP 1944-1981), Helsinki : WSOY, 2002, 720 p. [Lasse Lehtinen est, depuis juin 2004, élu social-démocrate au Parlement européen. Il mène de front une carrière politique et une carrière universitaire, puisqu'il a soutenu, en 2002, cette thèse d'histoire politique. Il y est question des relations entre Kekkonen et les cadres du SDP, ainsi que des conflits au sein même du SDP sur l'attitude à adopter face à l'URSS. Souvent manichéen, avec d'un côté Väinö Tanner, de l'autre les « finlandisés », le travail de Lehtinen a suscité beaucoup de doutes quand à sa scientificité].
- NEVAKIVI Jukka, *Miten Kekkonen pääsi valtaan ja Suomi suomettui* (Comment Kekkonen accéda au pouvoir et la Finlande se finlandisa), Helsinki : Otava (Keuruu), 1996, 255 p. [L'ouvrage le plus abouti parmi ceux qui décrivent la finlandisation. Jukka Nevakivi est professeur émérite de l'Université de Helsinki, et son ouvrage est d'une grande rigueur. Selon l'auteur, c'est l'arrivée de Urho Kekkonen au pouvoir qui marque le début de la finlandisation : se met alors en place un « système UKK » qui tire sa légitimité de ce que Kekkonen s'autoproclame seul finlandais capable de défendre les intérêts nationaux face à l'URSS. Le consensus sur les questions de politique étrangère est requis, aucune voix discordante ne doit se faire entendre sur la question des relations finno-soviétiques, sous peine de placer la Finlande dans une position de faiblesse. Pour Nevakivi, la finlandisation est en fait le phénomène d'auto-censure et de révérence envers l'idéologie soviétique provoqué par l'utilisation stratégique, à des fins de politique intérieure, des relations finno-soviétiques par Kekkonen].
- PEITSI Pekka, *Kansa taistelee elämästään* (Le peuple lutte pour sa survie), Helsinki: Otava, 1943.
- PERNAA Ville, *Tehtävänä Neuvostoliitto: Opetusministeriön Neuvostoliittoinstituutin roolit suomalaisessa politiikassa 1944-1992* (Objectif Union soviétique : les rôles de l'institut de l'Union soviétique du ministère de l'Education dans la politique finlandaise), Helsinki : Venäjän ja Itä-Euroopan Instituutti, 2002, 448 p. [Thèse qui s'intéresse aux travaux de l'Institut des études soviétiques, figure allégorique des relations finno-russes. Ayant fonctionné entre 1944 et 1992, l'Institut se distingue des instituts de recherche occidentaux pratiquant la soviétologie. Sous des atours universitaires, il cache en fait une parenté avec une société d'amitié finno-soviétique affiliée au SKP. L'Institut a donc vocation de propagande, et de censure, pour les recherches portant sur l'URSS. Avant le milieu des années 1960, personne en Finlande ne mène de recherches sur l'URSS. Par la suite, les hommes de confiance de Kekkonen ressuscitent l'Institut, et le recyclent en une sorte de machine à produire des proclamations liturgiques concernant les relations finno-soviétiques].
- POLVINEN Tuomo, *Venäjän vallankumous ja Suomi 1917-1920* (La Révolution russe et la Finlande 1917-1920), Porvoo: WSOY, 1967, 708 p.
- RAINIO Johannes, *Moniarvoinen suomalaisuus, puolueeton Suomi. Isänmaallisuuden ja*

- maanpuolustustahdon kysymykset 1960-luvun alun henkisen maanpuolustuksen taustana ja sisältönä* (L'identité nationale finlandaise plurielle, la Finlande neutre. Les questions du patriotisme et de la volonté de défense nationale comme contexte et contenu de la défense mentale nationale du début des années 1960), Helsinki : Université de Helsinki (Mémoire de Mastère d'histoire politique), 2002.
- RAUTKALLIO Hannu, *Agenda Suomi. Kekkonen – Sdp – NKP*, Porvoo : WSOY, 1999, 446 p.
- RAUTKALLIO Hannu, *Laboratorio Suomi : Kekkonen ja KGB 1944-1962* (Laboratoire Finlande: Kekkonen et le KGB 1944-1962), Porvoo/ Helsinki/ Juva : WSOY, 1996, 388 p. [Ces deux ouvrages sont représentatifs de l'entreprise dans laquelle s'est lancé l'historien Hannu Rautkallio, et qui vise à ériger une contre-biographie de Kekkonen. En effet, Rautkallio s'efforce de mettre fin au monopole de Juhani Suomi sur la vie et l'oeuvre de l'ancien président. Grâce à cette querelle des biographes, la Crise de la Note, par exemple, apparaît désormais avec quasi-certitude comme une mise en scène. De nombreux autres points demeurent cependant en discussion].
- RENTOLA Kimmo, *Niin kylmää että polttaa: kommunistit, Kekkonen ja Kreml 1947-1958*, Helsinki: Otava, 1997, 672 p. [Recherche qui s'appuie sur une documentation vaste et unique : les archives de Moscou, celles de la police d'Etat, *Valpo*, finlandaise, qui fut longtemps dirigé par un communiste, et du SKP. Emerge une nouvelle vue d'ensemble : pour l'administration soviétique, la Finlande est une terre d'opportunités : elle apparaît d'abord comme vouée à un destin de démocratie populaire ; ensuite, la Finlande devient un ennemi potentiel, et, enfin, un allié précieux bien que difficile. Kimmo Rentola est perçu en Finlande comme le spécialiste des Années de Danger. Ses travaux, qui s'appuient sur un dépouillage systématique des archives, servent de référence pour alimenter le débat sur la question : pourquoi la Finlande n'est-elle pas devenue une démocratie populaire ?].
- RUSI Alpo (Dir.), *Ei enää erityistapaus – Suomen kansainvälinen asema kylmän sodan jälkeen* (Plus jamais un cas spécial – La position internationale de la Finlande après la Guerre froide), Porvoo: WSOY, 2003, 314 p. [Alpo Rusi est un homme politique centriste qui a occupé des fonctions ministérielles et un poste de chercheur à l'Université de Columbia. Il est par ailleurs connu pour son soutien aux mouvements qui prônent la rétrocession de la Carélie, et pour son attitude pro-américaine. Cet ouvrage, qu'il a dirigé, se veut auto-critique : il s'agit d'initier une forme d'*Aufarbeitung* sur la finlandisation. Certaines contributions prennent la forme de confessions, d'autres invoquent le devoir de mémoire. Cependant, le livre est victime de son aspect partisan : souvent transparait la volonté de peser dans le débat sur l'adhésion à l'Otan et sur les relations finno-américaines].
- SAILAS Anne, SUSILUOTO Ilmari & VALKONEN Martti (Dir.), *Venäjä - jättiläinen tuuliajolla* (Russi – Un géant à la dérive), Helsinki: Edita, 1996, 324 p. [Un de ces livres qui relancent le débat sur la finlandisation. Martti Valkonen est un ancien correspondant du *Helsingin Sanomat* à Moscou. Journalistique et polémique, il semble que ce livre ait été conçu comme une arme pour briser le tabou de la recherche finlandaise sur la Russie. Si l'on en juge par le débat suscité avec Anne Rotkirch, c'est une réussite].
- SEPPINEN Jukka, *Isänmaan asiat : Johannes Virolaisen elämäkerta* (Les affaires de la patrie: biographie de Johannes Virolainen), Helsinki: Ajatus, 2002.
- SUOMI Juhani, *Urho Kekkonen päiväkirjat 1. 1958-1962*, Helsinki: Otava, 2002, 586 p. [Après une biographie en six volumes de Kekkonen, Président pendant 26 ans, Juhani Suomi se lance désormais dans la publication du journal du Président. Il s'agit en soi d'une révolution, dans le sens où Juhani Suomi, sorte de biographe officiel, consent enfin à ce que d'autres regards que le sien puissent se poser sur les documents personnels de Kekkonen].
- SUOMI Juhani, *1962-1968: Presidentti*, Helsinki : Otava, 1994, 664 p.
- SUOMI Juhani, *Kriisien aika : Urho Kekkonen 1956-1962* (Le temps des crises: Urho Kekkonen 1956-1962), Helsinki : Otava, 1992, 678 p. [Par la période dont il traite, celle de l'élection au poste de Président de Kekkonen, des Gels nocturnes puis de la Crise de la Note, l'ouvrage de Suomi est essentiel. Il présente la vision résolument pro-Kekkonen de ces différentes affaires].
- SAARNILINNA Pekka, *Finlandisation : images et réalité*, Paris : IEP (Mémoire de DEA, dir. Hélène Carrère d'Encausse), 1987, 111 f. [Ce mémoire, présenté dans le cadre du DEA 'Etudes soviétiques', présente un double-intérêt: écrit par un étudiant finlandais, il permet de briser certaines idées fausses qui tiennent à la méconnaissance de la situation géopolitique de la Finlande. Il rompt ainsi de manière salutaire avec les utilisations galvaudées du terme 'finlandisation' qui ont alors cours; d'autre part, il demeure le reflet d'une époque où le terme n'est encore ni utilisé de manière positive en Europe de l'Est, ni accepté en Finlande].
- TARKKA Jukka, *Uhan alta unioniin. Asennemuutos ja sen unilukkari EVA* (De la menace à l'union. Le changement d'attitude et son instigateur EVA), 2002, 448 p. [Ouvrage destiné à disculper la classe des entrepreneurs finlandais de l'accusation de finlandisation].
- TIILIKAINEN Teija, *Europe and Finland. Defining the Political Identity of Finland in Western*

- Europe*, Hants: Ashgate, 1998, 185 p.
- TUOMIOJA Erkki, *Suomen, ulko- ja turvallisuuspolitiikka anno 2004* (La politique étrangère et de sécurité de la Finlande anno 2004), Helsinki : Tammi 2004, 105 p. [Par l'actuel ministre des Affaires étrangères finlandais].
- VALKONEN Martti, *Suomettaminen jatkuu yhä: Moskovan-kirjeenvaihtajan näkökulma Suomen ja itänaapurin suhteisiin kolmannesvuosisadan ajalta* (La finlandisation continue: point de vue d'un correspondant à Moscou sur des relations trentenaires entre la Finlande et son voisin oriental), Helsinki: Tammi, 1998, 296 p. [Ecrit par l'un des co-auteurs d'un livre sur la Russie, qui avait été attaqué comme un "ouvrage représentatif de la post-finlandisation" par certains critiques. Selon Valkonen, qui la définit comme l'interdit pesant sur toute étude ayant la Russie, soviétique ou post-soviétique, comme objet, la finlandisation continue].
- VIHAVAINEN Timo, *Kansakunta rähmällään. Suomettumisen lyhyt historia* (La nation prosternée. Brève histoire de la finlandisation), Helsinki : Otava, 1991, 314 p. [Ce livre est le symbole de ce que certains chercheurs ont appelé le "courant post-finlandisation", c'est à dire le courant qui tend à grossir *a posteriori* l'influence soviétique en Finlande. La thèse principale de Vihavainen, c'est que l'idéologie soviétique, ne pouvant être contestée, faisait l'objet d'une certaine révérence dans l'ensemble de la société finlandaise. Elle s'est ainsi propagée de manière diffuse dans une société où la pratique de l'auto-censure était courante, un peu comme dans un régime totalitaire. Le parallèle est excessif, mais il retranscrit bien certains excès de l'ouvrage].
- Articles
- AHO Esko, « Finland's EU Policy Adrift », *Ulkopoliittinen Instituutti's Yearbook of Finnish Foreign Policy*, 2004, p.5-12.
- AKAAN-PENTTILÄ Eero, « Suometumisesta Suomi-ilmiöön ? » (De la finlandisation au syndrome finlandais ?), *Alueuutiset*, 10 juillet 2004, p.3.
- ARTER David, « Communists we are no longer, Social Democrats we can never be: The Evolution of the Leftist Parties in Finland and Sweden », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 18, n°3, septembre 2002, p.1-28.
- BROWNING Chris, « Coming Home or Moving Home? "Westernising" narratives in Finnish Foreign Policy and the Re-Interpretation of Past Identities », *Ulkopoliittinen Instituutt Working Papers*, n°16, 1999, 30 f.
- GULIJEVA Asta, *Ingrian Immigration to Finland after 1990. A case study in Turku*, Turku, Université de Turku (Mémoire de mastère de géographie humaine), 2003, 91 f.
- HÄMÄLÄINEN Unto, « The Silent War Against Finlandization », *Helsingin Sanomat International Edition*, 5 février 2000 (en ligne sur le site du *Helsingin Sanomat*).
- HENRIKKI Heikki, « Finland and the Structural Change in the International System », *The Finnish Yearbook of Foreign Policy*, 2002, p.4-14.
- JAKOBSON Max, « Finland: Substance and Appearance », *Foreign Affairs*, vol.58, n°5, été 1980, p.1034-1044.
- JOENNIEMI Pertti, « Valtiollisesta turvallisuudesta kansalaisturvallisuuteen » (De la sécurité de l'Etat à la sécurité civile), *Kosmopolis*, n°1, printemps 1993.
- KANGASPURO Markku, « Moni-ilmeinen emigraatio » (Emigration manifeste), *Idäntutkimus*, automne 2003, p.1-2.
- LINDFORS Pertti, « Suomen tiedepolitiikan suomettuminen » (La finlandisation de la science politique en Finlande), *Helsingin Sanomat*, 31 mars 1992.
- RAINIO Johannes, « A People Too Well Educated », *Ulkopoliittinen Instituutti's Yearbook of Finnish Foreign Policy*, 2003, p.4-20.
- RAMEL Frédéric & DAVID Charles-Philippe, « « Oui mais... » L'image de l'Europe selon l'administration Bush : de l'ambivalence : de l'ambivalence à la rigidité », *Etudes internationales*, vol.XXXIII, n°1, mars 2002, p.31-55.
- RENTOLA Kimmo, « From half-adversary to half-ally: Finland in Soviet policy 1953-58 », *Cold WarHistory*, vol.1, n°1, août 2000, p.75-102.
- SALMIO Tiina, « Kylmän sodan loppuminen ja EU-jäsenyys muuttivat maahanmuuttopolitiikkaa » (La fin de la Guerre froide et l'adhésion à l'UE ont changé la politique d'immigration), *Siirtolaisuus-Migration*, février 2000, p.21-26.
- SEDERGREN Jari, « Miten Kekkonen pääsi valtaan ja Suomi suomettui » (Comment Kekkonen s'est emparé du pouvoir et la Finlande s'est finlandisée), *Pax*, automne 1996, p.3-12.

SNELLMAN Saska, « The Black History of Communism », *Helsingin Sanomat International Edition* (en ligne), 28 novembre 2000.

VESA Unto, « Prudence or Obsequiousness – ‘Finlandization’ Revisited », *Ulkopoliittinen Instituutti’s Yearbook of Finnish Foreign Policy*, 2004, p.

ZYSKOWICZ Ben, « Taistolaisten tavoitteena oli diktatuuri » (L’objectif des Taïstoïstes était la dictature), *Ylioppilaslehti*, avril 2004, p.11

### 3. Approche bibliographique du phénomène mémoriel.

#### 3.1 Travaux généraux portant sur la mémoire collective et les lieux de mémoire.

##### Ouvrages

HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris : PUF (Bibliothèque de philosophie contemporaine), 1952 (1<sup>ère</sup> éd. 1925), 298 p.

HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris : Albin Michel, 1997 (1<sup>ère</sup> éd. 1950), 305 p. [Chapitre III, « Mémoire collective et mémoire historique », pp. 97-140].

LAVABRE Marie-Claire, *Histoire, mémoire et politique : le cas du Parti communiste français*, Paris : IEP (Thèse sous la direction de Georges Lavau et Pascal Perrineau), 1992, 583 f.

LE GOFF Jacques & CHARTIER Roger (Dir.), *La nouvelle histoire*, Paris : Retz (Les encyclopédies du savoir moderne), 1979, 574 p. [En particulier l’article de Pierre Nora, « Mémoire collective », pp. 398-401].

MAYER Françoise, *Les Tchèques et leur communisme : mémoire et identités politiques*, Paris : Editions de l’EHESS, 2003, 304 p.

NORA Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris : Quarto (1997, 1<sup>ère</sup> éd. 1986), 4751 p.

NORA Pierre (Dir.), *Les Lieux de mémoire : III. Les France, 3. De l’archive à l’emblème*, Paris : Gallimard (Bibliothèque illustrée des histoires), 1992, 1034 p.

NORA Pierre (Dir.), *Les Lieux de mémoire : I. La République*, Paris : Gallimard (Bibliothèque illustrée des histoires), 1984, 674 p. [Nous nous appuyons sur l’introduction de Pierre Nora, « Entre mémoire et histoire », pXVII-XLVII].

POMIAN Krzysztof, *Sur l’histoire*, Paris : Gallimard (Folio Histoire), 1999, 410 p.

RICOEUR Paul, *La mémoire, l’histoire, l’oubli*, Paris : Le Seuil (L’ordre philosophique), 2000, 676 p.

ROUSSO Henry, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris : Le Seuil (XXe siècle), 1990 (2<sup>ème</sup> éd.), 378 p.

##### Articles

HALBWACHS Maurice, « La mémoire collective chez les musiciens », *Revue philosophique*, mars-avril 1939, pp.136-165.

LAVABRE Marie-Claire, « Usages et mésusages de la mémoire », *Critique internationale*, n°7, avril 2000, p.48-57.

LAVABRE Marie-Claire, « Pour une sociologie de la mémoire collective », *Transversales du CNRS*, résumé d’intervention, 25 janvier 2000, en ligne à l’adresse :

<http://www.cnrs.fr/cw/fr/pres/compress/memoire/lavabre.htm>

LAVABRE Marie-Claire, « Maurice Halbwachs et la sociologie de la mémoire », *Raison présente*, n°128, 1998, pp.47-56

#### 3.2 Le traumatisme de la Guerre civile en Finlande.

##### Ouvrages

FINGERROOS Outi, *Haudatut muistot. Rituaalisen kuoleman merkitykset Kannaksen muistitiedossa* (Mémoires enterrées. Les significations des rituels funéraires dans la mémoire orale de l’Isthme de Carélie), Helsinki : SKS (n°985), 2004, 464 p. [Dans cette thèse de science des religions, Outi Fingerroos se demande pourquoi, parmi les réfugiés caréliens qu’elle a interrogés, très peu ont conscience de la Terreur blanche. Elle s’intéresse donc à la manière dont a été abordée la mémoire de la Guerre civile sur l’Isthme de Carélie, et à Viipuri en particulier. A travers une analyse des rituels funéraires, elle montre le phénomène d’exclusion sociale des morts rouges : le rituel détermine la place sociale qu’occupera le souvenir du défunt. Or, les rouges sont enterrés dans des fosses communes, à l’écart des agglomérations, au su d’un petit cercle de proches uniquement. Les victimes blanches, par contre, sont héroïsées, honorées par des monuments trônant

- dans les centres-villes. En marge de cette mémoire officielle, se perpétue une mémoire rouge clandestine, empruntant aux traditions païennes, ou recourant à des formes de syncrétisme avec les rites luthériens].
- HODGSON John H., *Communism in Finland: A History and Interpretation*, Princeton: Princeton University Press, 1967, 262 p.
- JÄÄSKELÄINEN Sakari, *Political Taboos and National Traumas in Finland Caused by the Civil War*, Francfort-Oder: Université européenne Viadrina, 1999, 22 p.
- KETTUNEN Pauli, *Poliittinen liike ja sosiaalinen kollektiivisuus. Tutkimus sosialidemokratiasta ja ammattiyhdistysliikkeestä Suomessa 1918-1930* (Mouvement politique et collectivité sociale. Recherche sur la sociale-démocratie et les mouvements syndicaux en Finlande 1918-1930), Helsinki: SKS (Historiallisia Tutkimuksia 138), 1986, 553 p.
- LINNA Väinö, *Täällä Pohjantähden alla* (Ici sous l'étoile polaire), Porvoo : WSOY, (1959-1962), 3 volumes : 460, 526, et 544 p. [Avec *Tuntematon sotilas*, roman majeur de l'après-guerre en Finlande. Pendant la Guerre civile, un fils d'ouvrier agricole s'engage dans une association locale de travailleurs, devient chef des Gardes rouges, et finit parmi les dizaines de milliers de prisonniers dans les camps blancs. Ce livre montre à tous les lecteurs non-ouvriers que le parti des insurgés pouvait aussi être perçu comme une partie de la nation, non pas mal dirigée ou d'inspiration diabolique, mais composée de personnes sensibles et responsables agissant dans leurs propres intérêts. Par ailleurs, les adaptations théâtrales et cinématographiques de la trilogie de Väinö Linna sont l'occasion de montrer pour la première fois des corps et des fosses communes, auparavant tabous dans les représentations artistiques de la Guerre civile].
- MANNINEN Ohto, *Itsenäistymisen vuodet 1917-1920. II: Taistelu vallasta* (Les années d'indépendance 1917-1920. II : Le combat pour le pouvoir), Helsinki : VAPK, 1992.
- MÄKELÄ Hannu, *Nalle ja Moppe. Eino Leinon ja L. Onervan elämä* (Nalle et Moppe. La vie d'Eino Leino et L. Onerva), Helsinki : Otava, 2003, 648 p. [Comprend des textes écrits au moment de la Guerre civile par Eino Leino, poète majeur de la Finlande du début du siècle].
- MÄÄTTÄNEN Kirsti & NEVANLINNA Tuomas (dir.), *Muistikirja. Jälkien jäljillä* (Le carnet. Sur les pas de la trace), Helsinki : Tutkijaliitto (Tutkijaliiton julkaisusarja 80), 1996, 228 p. [En particulier Seppo Knuuttila, « Suullinen muisti ja unohtamisen pelko » (La mémoire orale et la crainte de l'oubli)].
- NEVALAINEN Pekka, *Punaisen myrskyn suomalaiset. Suomalaiset paot ja paluumuutot idästä 1917-1939* (Les Finlandais de la tempête rouge. Les réfugiés finlandais et les rapatriés de l'Est 1917-1939), Helsinki: SKS, 2002, 402 p. [Ce livre montre que les phénomènes post-Guerre froide de rapatriement des Ingriens ne constituent pas une première dans l'histoire de la Finlande indépendante. Un mouvement de retour des populations émigrées, fuyant la Terreur rouge, a déjà eu lieu entre la Guerre civile et la Guerre d'hiver].
- PAAVOLAINEN Jaakko, *Poliittiset väkivaltaisuuudet Suomessa 1918. II: Valkoinen terrori* (II: la terreur blanche), Helsinki: Tammi, 1967, 450 p.
- PAAVOLAINEN Jaakko, *Poliittiset väkivaltaisuuudet Suomessa 1918. I: Punainen terrori* (Les violences politiques en Finlande 1918. I. La terreur rouge), Helsinki : Tammi, 1966, 337 p. [Les deux tomes de l'étude de Paavolainen se complètent : le premier traite des exactions commises par les rouges, le second de celles commises par les blancs, dans ce qui se veut être une étude historique impartiale de la Guerre civile. Le contexte de ces travaux est important : au début des années 1960, Väinö Linna a déverrouillé le débat sur la Guerre civile en Finlande. Dans les interviews qu'il donne à l'époque, l'écrivain appelle constamment les historiens à réévaluer l'historiographie dominante sur 1918. Paavolainen est l'un de ceux qui répondent à ces exhortations en proposant un nouveau décompte des victimes et une nouvelle appréciation des violences politiques durant la Guerre civile].
- PELTONEN Ulla-Maija, *Muistin paikat. Vuoden 1918 sisällissodan muistamisesta ja unohtamisesta* (Les lieux de mémoire. La mémoire et l'oubli de la Guerre civile de 1918), Helsinki: SKS, 2003, 330 p. [Introduit la notion de « lieux de mémoire » en Finlande, avec cependant une forte composante ethnologique, puisque l'auteur a mené de nombreux entretiens pour s'assurer de la vivacité de la mémoire rouge et des lieux qu'elle a investis. Ces lieux sont souvent clandestins, ce qui permet à U-M. Peltonen d'établir une distinction nette en mémoire dominante, celle des Blancs, et mémoire dominée, celle des Rouges. Par ailleurs, l'auteur fait également appel à aux recherches menées dans le cadre d'un projet gouvernemental à propos des monuments en rapport avec 1918. Elle parvient ainsi à périodiser des contextes différents structurant la représentation de la Guerre civile. Incontournable].
- PELTONEN Ulla-Maija, *Punakapinan muistot. Tutkimus työväen muistelukerronnan muodostumisesta vuoden 1918 jälkeen* (Souvenirs de la révolte rouge. Recherche sur la formation d'une narration ouvrière des souvenirs après 1918), Helsinki : SKS, 1996, 362 p. [Analyse et déconstruit le mécanisme de formation d'une mémoire collective de la Guerre civile par le mode narratif. Se place tantôt du point de vue de l'articulation entre mémoire commune (souvenirs) et mémoire personnelle,

tantôt au niveau de la relation de la mémoire commune à la mémoire officielle, selon la terminologie de M-C. Lavabre. Ainsi, sont étudiés les détournements des véhicules de la mémoire officielle à des fins de préservations de la mémoire interdite, rouge].

SILLANPÄÄ Frans Emil, *Hurskas kurjuus* (Sainte misère), Helsinki : Otava, 2002 (1ère éd: 1921), 256 p. [*Hurskas kurjuus* présente Juha Toivola, un jeune laboureur avenant mais simple d'esprit, qui se range du côté des rouges. Le fait que les rouges ne se reconnaissent jamais dans ce portrait, pourtant écrit avec sympathie par Sillanpää, montre l'incompréhension mutuelle entre la classe intellectuelle et le peuple. Écrit trois ans après la Guerre civile, ce livre est symptomatique de l'incapacité des intellectuels à comprendre ce qu'ils interprètent comme une révolte du peuple contre lui-même : sous l'influence du mouvement fennomane, ils croient en une fusion entre le peuple et l'élite dans une même nation, et la révolte est pour eux une énorme déception].

SILTALA Juha, *Lapuan liike ja kyyditykset* (Le mouvement Lapua et ses chefs), Keuruu: Otava, 1985, 704 p. [Cette thèse de sociologie présente le mouvement agrarien philofasciste qui, dans les années 1930, multiplia les menées anti-communistes, obtenant l'interdiction du Parti communiste, puis s'attaqua aux sociaux-démocrates. Il n'y eut cependant jamais dans le mouvement de chef assez charismatique pour fédérer ce réseau lâche, et le parti, après son apogée en 1932, entama son déclin. Lapua est le nom d'une commune d'Ostrobothnie, base de la reconquête blanche de 1918].

TIKKA Marko & ARPONEN Antti, *Koston kevät. Lappeenrannan teloitukset 1918* (Le printemps de la vengeance. Les exécutions de Lappeenranta 1918), Juva : WSOY, 1999. [Les études micro-historiques sur le thème de la Guerre civile se sont multipliées depuis la fin de la Guerre froide. *Koston kevät* présente les événements vus d'une ville de Carélie, traditionnellement ville de garnison, qui devient une place forte des blancs, puis abrite un camp de prisonniers, dans lequel ont lieu des exécutions de masse].

UOLA Mikko, « *Seinä vasten vain!* » *Poliittisen väkivallan motiivit Suomessa 1917-18* (« Face au mur! » Les motivations de la violence politique en Finlande 1917-1918), Keuruu: Otava, 1998. [Se situe dans le même domaine que les travaux de H. Ylikangas, celui des violences politiques, mais se limite à l'étude des mécanismes de la Terreur rouge. Mikko Uola prolonge donc une vision résolument blanche de la Guerre civile].

YLIKANGAS Heikki, *Väkivallasta sanan valtaan. Suomalaista menneisyyttä keskiajalta nykypäiviin* (De la violence physique à la puissance du mot : les passés finlandais du Moyen-Âge à aujourd'hui), Porvoo : WSOY, 1999, 400 p. [Déploie un large éventail de thèmes. Deux d'entre eux concernent notre travail. Le premier renvoie à l'ouvrage qui a fait la célébrité de l'auteur, *Tie Tampereelle*. Il concerne la violence politique durant la Guerre civile. Pour expliquer un tel déchaînement, Ylikangas évoque, côté blanc, la rhétorique forgée contre le caractère a-national des rouges, la violence verbale qui justifie et accompagne les gestes. Il étudie ces situations, dans lesquelles les Blancs pensent combattre des Russes, se trouvent face à des compatriotes, mais, sûrs de leur droit, préfèrent les considérer comme des *ryssät*, infectés par le bolchevisme, plutôt que de reconnaître en eux des semblables. Le deuxième thème est celui de la manière dont la Finlande a obtenu l'autonomie. Ici, Ylikangas met l'accent sur la continuité d'une ligne de Conciliation, dont se serait inspiré Kekkonen durant la Guerre froide, et qui ferait de lui le simple imitateur des Fennomanes du début du siècle].

YLIKANGAS, *Tie Tampereelle – Dokumentoitu kuvaus Tampereen antautumiseen johtaneista sotatapahtumista Suomen sisällissodassa* (La route de Tampere – Une description documentée des événements militaires ayant conduit à la capitulation de Tampere), Porvoo : WSOY, 1993, 570 p. [La bataille de Tampere a marqué le tournant de la Guerre civile. Fin mars 1918, 12.000 gardes rouges se réfugient dans cette ville ouvrière, où Lénine avait séjourné en 1905-1906. Les Blancs assiègent Tampere deux semaines durant, et finissent par l'emporter, le 6 avril. La répression contre les insurgés est alors terrible. C'est sur cet aspect du conflit que l'ouvrage de Heikki Ylikangas est le plus enrichissant. Il montre comment, alors même que les opérations militaires se déroulaient encore, une politique de propagande était à l'œuvre, du côté des blancs : les rumeurs d'exécutions rouges, leur instrumentalisation pour justifier la répression contre-révolutionnaire, fait l'objet d'une étude minutieuse. De toute évidence, un décalage se produisit rapidement, entre des rouges dont beaucoup n'avaient pas vraiment d'objectifs révolutionnaires, et des Blancs sûrs de leur fait, puisqu'ils étaient très tôt parvenus à monopoliser le thème de la « Guerre de libération ». Ylikangas revoit à la hausse les données sur les exécutions blanches à l'issue de la bataille de Tampere. Ce travail a donné lieu à de nombreuses controverses, ce qui montre que la domination de la Terreur blanche durant la Guerre civile n'est pas une donnée consensuelle].

ZETTERBERG Seppo (Dir.) *Suomen historian pikkujättiläinen* (Le petit géant de l'histoire de la Finlande), Helsinki: Werner Söderström Osakeyhtiö, 1987. [Ouvrage de vulgarisation, qui présente l'histoire de la Finlande des origines à nos jours. Certains articles sont cependant bien conçus et très détaillés, comme par exemple celui de Raimo Salokangas « *Itsenäinen tasavalta* » (La république indépendante)].

## Articles

- FINGERROOS Outi, « Punaisen Viipurin muistin paikat 1918 – teksteihin perustuva kuolemanrituaalin analyysi » (Les lieux de mémoire du Viipuri Rouge, analyse du rituel mortuaire sur la base de textes de 1918), *Verkkojulkaisu*, 2002, disponible en ligne à l'adresse <http://www.utu.fi/hum/uskontotiede/rajat/kirja/outi.htm>.
- HAANPÄÄ Riina, « Muistin paikkoja. Vuoden 1918 sodan jälkiä tutkimassa », *Elore*, n°7, été 2000. Publication en ligne sur le site de la revue : <http://cc.joensuu.fi/~loristi/> (visité le 1/8/2004).
- HOOGENDORN Mandy, « Toiminta ja Suomen kansalaissodan julkinen muistaminen » (*L'activité et la mémoire officielle de la Guerre civile finlandaise*), *Työväentutkimus*, 1999, <http://www.tsl.fi/~perinne/tyovaentutkimus/1999/TTart4.htm> (visité le 20/07/2004).
- KIPPOLA Ikka, « Sotapolulla? Kansalaissodan ideologisia jälkiä suomalaisessa elokuvassa » (Sur le sentier de la guerre? Les héritages idéologiques de la Guerre civile dans le cinéma finlandais), *Työväentutkimus* (Recherche ouvrière), 1998, p.3-8.
- KORMANO Riitta, « Punaisten hautamuistomerkit – vaiettuja kiviä » (Les monuments funéraires des rouges. Les pierres taciturnes), *Taidehistoriallisia tutkimuksia*, n°23, 2001, pp. 33-50.
- LOIMA Jyrki, « Kannaksen maaseudun venäläisteloitukset keväällä 1918. Sisällissota kääntyi etniseksi puhdistukseksi » (Les exécutions de Russes dans la campagne de l'Isthme au printemps 1918. La Guerre civile se mua en épuration ethnique), *Turun Sanomat*, 3 novembre 2002.
- RAIVO Petri, « Sotahistorialliset matkakohteet Suomessa » (Les destinations de voyages liées à l'histoire militaire en Finlande), *Terra*, n°114, automne 2002, p.125-136.
- RUSTANIUS Seppo, « Tutkimattomia teitä sisällissotaan 1918 - Mietteitä dokumenttielokuvan tekemisestä » (Les voies non-étudiées de la Guerre civile de 1918 – Réflexions sur la réalisation des documentaires), *Työväentutkimus*, 1997, p.5-10.
- STRANIUS Pentti, « Among the Ideological Vanguard », *Helsingin Sanomat International Edition*, 5 décembre 2000.
- TIKKA Marko, « Valkoisen voiton musta puoli » (Le côté sombre de la victoire blanche), *Työväentutkimus*, 1998, p.53-57.
- TUKKINEN Tauno, « Rippikirjoista löytyy tietoa vuoden 1918 tutkimuksiin » (Les livres de communion révèlent des éléments nouveaux pour la recherche sur 1918), *Helsingin Sanomat*, 26 mai 1999.
- VETTENNIEMI Erkki, « Tuhottujen ihmisten nimet muistiin », (Les noms des pertes humaines vers la mémoire), *Helsingin Sanomat*, 27 juin 2001, C6.

#### 4. La Carélie soviétique.

##### Ouvrages

- AUTIO Sari, *Suunnitelmatalous Neuvosto-Karjalassa 1928-1941, Paikallistason rooli Neuvostoliiton teollistamisessa (L'économie planifiée en Carélie soviétique 1928-1941, le rôle de l'échelon local dans l'industrialisation de l'Union soviétique)*, Helsinki, SKS (Bibliotheca Historica n°71), 2002, 398 p. [Met en lumière les dynamiques dominantes de la politique économique menée dans la Commune des travailleurs de Carélie, à partir de 1923 RSSA de Carélie. Dans un premier temps, l'autonomie fut réelle, le centre moscovite déléguant ses pouvoirs à l'administration locale, composée essentiellement de rouges finlandais. A partir des années 1930 cependant, une contradiction irréductible émerge entre la stratégie de développement adoptée au niveau de la République et les exigences du centre, qui cherche à établir un réseau d'interdépendances pour annihiler toute visée sécessionniste. Dans ce schéma, la Carélie doit devenir un exportateur de matières premières, grâce à ses ressources forestières, dépendant du reste de l'URSS dans tous les autres secteurs de la production. Les cadres de la République, qui cherchaient à reproduire le modèle finlandais de développement à partir des industries du bois, sont victimes des purges en 1935-1938 et la Carélie suit le destin que le Plan lui avait assigné. Résumé en anglais].
- BARYSCHNIKOV Nikolai & Vladimir (trad. ADRIAN Esa), *Terijoen hallitus. Uusien asiakirjojen kertomaa*, Helsinki/ Saint-Pétersbourg : Johan Beckman Institute, 2001, 186 p. [Dès les premières heures du conflit finno-soviétique de 1939, un gouvernement finno-carélien est formé, sous la direction de Otto Ville Kuusinen, alors à la tête du *Komintern*, qui fait partie de ce cercle de dirigeants communistes finlandais exilés à Moscou depuis 1918. A Terijoki, on réunit un gouvernement fantoche, composé des cadres finlandais que les purges venaient de disperser aux quatre coins du système concentrationnaire soviétique. Ce sont les tractations autour de ce gouvernement, entre Molotov, Staline et le GPU, qu'analysent ici les frères Baryschnikov].
- HÄMYNEN Tapio, *Liikkeellä leivän tähden: raja-Karjalan väestö ja sen toimeentulo 1880-1940*

- (Mobilisés pour le pain: la population de la Carélie frontalière et sa subsistance 1880-1940), Helsinki, SHS (Historiallisia tutkimuksia 170), 1993.
- JÖNSSON-KORHOLA Hannele & LINDGREN Anna-Riitta (Dir), *Monena suomi maailmalla: suomalaisperäisiä kielivähemmistöjä (Les différents finnois dans le monde: les minorités linguistiques d'ascendance finlandaise)*, Helsinki : SKS(Tietolipas 190), 2003.[La Finlande a longtemps été un pays d'émigration. Ce livre fait le point sur les différents finnois parlés dans le monde, depuis les variantes qui ont encore cours au Canada (l'Amérique du Nord compte un million d'habitants d'origine finlandaise), à celles qui persistent en Carélie de Russie et en Ingrie].
- KANGASPURO Markku, *Neuvosto-Karjalan taistelu itsehallinnosta (Le combat de la Carélie soviétique pour l'autonomie)*, Helsinki, SKS (coll. Bibliotheca Historica 60: Hakapaino Oy), 2000, 402 p. [Dans sa thèse d'histoire politique, Markku Kangaspuro, désormais chercheur à l'Académie de Finlande, revient sur la lutte pour l'autonomie que mènent les dirigeants de la République de Carélie entre 1920 et 1939. Cette lutte prend deux formes différentes: c'est d'abord, dans sa forme territoriale, une lutte entre le centre et une périphérie de l'URSS, aux intérêts divergents. Mais c'est aussi une lutte de dimension "ethnique" entre la composante russe, renforcée des afflux de colons slaves, et les fortes minorités finlandaise et finno-ougriennes. S'appuyant sur une documentation surabondante, ce travail décrit les conflits de pouvoir qui opposent l'administration locale et les émissaires délégués par Lénine puis Staline, ainsi que les antagonismes ethniques qui se cristallisent dans de véritables "guerres des langues". Résumé en anglais].
- KILIN Juri (Trad. KOLOHMAINEN Robert & HEPOAHO Ari), *Suurvallan rajamaa: Neuvosto-Karjala Neuvostovaltion politiikassa 1920-1941 (Zone-frontière de la Grande puissance: la Carélie soviétique dans la politique de l'Etat soviétique 1920-1941)*, Jyväskylä : Pohjois-Suomen Historiallinen Yhdistys, 2001, 292 p. [Cet ouvrage est tiré d'une thèse soutenue en 2002 à Moscou. Juri Kilin s'est servi des archives soviétiques disponibles depuis la chute de l'URSS et que les chercheurs finlandais n'avaient pas encore épuisées. Il montre quels intérêts stratégiques ont poussé la partie soviétique à doter la Carélie d'un tel degré d'autonomie: il fallait avant tout utiliser cette zone-frontière comme un bouclier, afin de protéger l'axe de communication Leningrad-Mourmansk. Pour cela, il était important de s'appuyer sur une classe de cadres finlandais compétents et rendus fidèles par la défaite dans la Guerre civile].
- LAINEN Antti & YLIKANGAS Mikko (dir.), *Rise and Fall of Soviet Karelia: People and Power*, Helsinki: Kikimora Publications, 2002, 285 p. [Cet ouvrage collectif, très complet, s'intéresse aussi bien à la genèse de la RSS autonome de Carélie, sous la forme d'une Commune des travailleurs, qu'à ses mutations successives, et à la République autonome actuelle. La problématique de la transition est largement abordée, tout comme les conflits historiographiques, la coopération universitaire ou les questions ethniques. Antti Laine est le chercheur spécialisé sur l'histoire de la Carélie le plus connu en Finlande].
- MIKKOLA Marja-Leena, *Menetetty lapsuus. Suomalaismiehittäjien vankeudessa 1941-44 (Enfance perdue. Captifs des occupants finlandais 1941-44)*, Helsinki : Tammi, 2004, 338 p. [Il s'agit du premier livre sur les camps de concentration installés en Carélie lors de l'occupation finlandaise, à l'occasion de la Guerre de continuation. L'ouverture de la frontière à partir de 1991 a en effet permis des recherches sur ce système concentrationnaire mis en place par les troupes finlandaises au moment de leur avancée maximale. Ayant l'intention de coloniser les régions conquises, les autorités finlandaises avaient en effet regroupé 25.000 russophones avec la perspective de les expulser à la fin de la guerre. Il ne s'agissait donc pas de camps d'extermination, même si 4.700 prisonniers sont décédés en détention. L'ouvrage est construit sur la base d'entretiens avec d'anciens prisonniers, alors enfants. Le ton du livre est celui du devoir de mémoire, avec l'accent mis sur l'expérience vécue].
- PAASI Anssi, *Territories, Boundaries and Consciousness. The Changing Geographies of the Finnish-Russian Border*, Chichester: John Wiley & Sons, 1996, 354 p. [Sur l'impact identitaire du changement de signification de la frontière finno-russe, avec la question des *kotiseutumakat* et du néo-carélianisme. L'ouvrage se situe dans la ligne d'une « nouvelle » géographie qui postule que les frontières sont des construits sociaux].
- RANINEN-SIISKONEN Tarja, *Vieraana omalla maalla. Tutkimus karjalaisen siirtoväen muistelukerronnasta (Etranger sur sa propre terre. Recherche sur la narration de la mémoire des déplacés caréliens)*, Helsinki : Suomalaisen Kirjallisuuden Seura, 1999, 390 p. [Etude menée dans le cadre d'une thèse d'ethnologie, qui met en perspective les propos tenus par les évacués de Carélie de 1944 avant et après que l'accès à leurs anciens lieux de vie ne soit possible. L'auteur montre qu'une image de la Carélie s'est formée, façonnée par les pratiques narratives des évacués, et propre à la communauté qu'ils forment].
- SANA Elina, *Luovutetut. Suomen ihmislouvutuksesta Gestapolle (Les extradés. Les expulsions finlandaises vers la Gestapo)*, Porvoo: WSOY, 2003, 468 p. [Remet en cause l'histoire officielle de la Guerre de continuation, qui réduit souvent à 8 le nombre de juifs extradés vers l'Allemagne nazie. Les recherches qu'Elina Sana a menées conduisent à un total de 2.800 expulsions, toutes confessions et nationalités

comprises, entre 1941-1944, parmi lesquelles 70 concernent des juifs. La plupart des livraisons finlandaises à la *Gestapo* concernent des prisonniers soviétiques non-finnois, qui sont échangés contre des prisonniers soviétiques d'origine finlandaise, ingrienne ou carélienne, détenus par les troupes allemandes. L'objectif est alors utiliser ces prisonniers pour coloniser les territoires conquis en URSS. Dans le cas précis des commissaires politiques livrés, les autorités finlandaises étaient conscientes de l'ordre de liquidation qu'avait donné à leur sujet le commandement allemand. En ce qui concerne les extradés juifs, il faut souligner que leur confession n'a jamais été la cause officielle de leur extradition, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne l'a pas été officieusement. En 1979, Elina Sana avait déjà mis en évidence la livraison de 8 juifs à la Gestapo, pour laquelle le Premier ministre Lipponen avait, en avril 2000, demandé pardon à la communauté juive. Le deuxième livre d'Elina Sana a provoqué, lui aussi, un débat d'une ampleur inédite. Le Centre Simon Wiesenthal, qui étudie les crimes nazis commis contre les populations juives, a exigé des explications du Gouvernement finlandais. La Présidente Halonen s'est empressée de nommer l'historien Heikki Ylikangas pour enquêter sur le sujet. Les premières conclusions du Professeur Ylikangas exhortent à la mise sur pied d'un projet de grande envergure, de façon à revoir en profondeur l'historiographie de la Guerre de continuation].

VETTENNIEMI Erkki (dir.), *Suomalaisia vankileirien saaristossa* (Les Finlandais dans l'archipel des camps de prisonniers), Helsinki: Art House, 2002, 336 p. [Ce livre est un recueil de récits des camps, écrits par des Finlandais, certains d'entre eux étant d'anciens prisonniers du Goulag. Dans le système concentrationnaire soviétique, les Finlandais étaient nombreux: gardes rouges réfugiés en URSS après la Guerre civile, immigrants d'Amérique du Nord, puis populations ingriennes, et même cadres de la République soviétique de Carélie].

### Articles

DAVYDOVA Olga, « Suomen kynnyksellä » (Au seuil de la Finlande), *Idäntutkimus*, automne 2003, p.56-66.

HELANTERÄ Antti & KOSONEN Riitta, « Neuvosto-Karjala suunnitelmatalouden toteuttajana » (La Carélie soviétique réalisatrice de l'économie planifiée », *Idäntutkimus*, automne 2002, p.113-115.

HÄMYNEN Tapio, « Kaksi merkittävää tutkimusta Neuvosto-Karjalan yhteiskuntamuutoksesta » (Deux recherches significatives sur le changement social en Carélie soviétique), *Idäntutkimus*, été 2002, p.79-83.

KANGASPURO Markku, « Neuvosto-Karjala: suomalainen vai venäläinen? » (La Carélie soviétique : finlandaise ou russe ?), *Suomen Historiallinen Seura ja Historian Ystävien Liitto: Historiallinen Aikakauskirja*, printemps 1998, p.14-21.

KANGASPURO Markku, « Stalinin kanava muutti Karjalan pakkotyöleiriksi » (Le Canal de Staline changea la Carélie en camp de travail forcé), *Kanava*, janvier 1998, p.49-51.

NIKKILÄ-KIIPULA Eeva, « Itä-Karjalan keskitysleirit – jatkosodan musta puoli. Muistelmateos antaa äänen leirilapsille » (Les camps de concentration de Carélie orientale – le côté obscur de la Guerre de continuation. Un travail de remémoration donne la voix aux enfants des camps), et « Keskitysleirit eivät olleet tuhoamisleirejä » (Les camps de concentration n'étaient pas des camps d'extermination), *Etelä-Saimaa*, 9 avril 2004, p.7.

## PETIT LEXIQUE POLITIQUE FINNOIS -FRANÇAIS

*AKS* : *Akateeminen Karjala-Seura*. La Société académique de Carélie a été fondée en 1922. Fondée sur une base étudiante, ses buts sont la diffusion de l'idée nationale, d'un esprit de Défense de la patrie, et du rassemblement des différents peuples finnois, sur la base de la notion de *Heimo*, Tribu, à rapprocher ici du terme « race ».

*Eduskunta* : parlement finlandais, monocaméral, réuni pour la première fois en 1907 et composé de 200 élus.

*Jatkosota* : Guerre de Continuation (1941-1944).

*Kansalaisota* : Guerre civile.

*Karjalan Työkansan Kommuuni* : Commune des travailleurs de Carélie (1920-1923).

*Keskusta* : Parti du Centre finlandais.

*Kotiseutumatka* : « voyage dans la région d'origine », voyage des évacués ou des descendants d'évacués dans les régions cédées.

*Luokkasota* : Guerre des classes.

*Muistomerkki* : littéralement « signe de mémoire », monument, mémorial.

*Myöntyväisyysuunta* : la « ligne conciliationniste » dans les relations finno-russes.

*NKP* : *Neuvostoliiton Kommunistinen Puolue*, Parti communiste de l'Union soviétique.

*Perustuslailliset* : « constitutionnalistes », de *perustuslaki*, « loi fondamentale », « constitution ».

*Punakapina* : révolte rouge.

*Rajamaa* : zone-frontière, pays-frontière, marche.

*Ryssät* : terme péjoratif, voire raciste, désignant les Russes et ceux qui leur sont apparentées, rouges et communistes.

*SDP* : *Suomen Sosialidemokraattinen Puolue*, Parti social-démocrate de Finlande.

*Sisällissota* : Guerre intérieure, civile.

*SKP* :

*SKDL* : *Suomen Kansan Demokraattinen Liitto*, Union démocratique du peuple finlandais.

*Taistolainen* : taïstoïste, mouvance minoritaire du SKP des années 1970, philosooviétique.

*Talvisota* : Guerre d'hiver (nov. 1939-mars 1940).

*Vallankumous* : révolution.

*Valtio* : Etat. Le terme n'apparaît sous ce sens qu'au milieu du XIXe siècle.

*Vapaussota* : Guerre de libération.

*Veljessota* : Guerre des frères.

## TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1– Repères chronologiques. Classement de manière thématique.

ANNEXE 2– *L’Agression (Hyökkäys)* de Eetu Isto.

Source : MOISIO Sami & HARLE Vilho, *op. cit.*, p.81.

ANNEXE 3– Le kaléidoscope de la finlandisation : un tableau conceptuel.

ANNEXE 4–Le schéma de Outi Fingerroos sur la triple contextualisation de l’analyse contemporaine de la mémoire rouges.

Source : FINGERROOS Outi, *op.cit.*, p.60.

### ANNEXE 1- Repères chronologiques. Classement de manière thématique.

#### I/ La construction stato-nationale finlandaise durant la période russe (1809-1918).

DATE	EVENEMENT
<b>1809</b>	Par le Traité de Hamina, qui met fin à la guerre suédo-russe, la Finlande, province du royaume de Suède, est cédée à l’Empire tsariste. Le Tsar lui-même confère à la Finlande un statut de Grand Duché autonome et prend le titre de Grand Duc. Devant la Diète de Porvoo, il déclare que la Finlande vient d’être élevée au rang des nations. En 1812, la capitale est transférée de Turku à Helsinki, de même que l’Université, en 1828.
<b>1835</b>	Le <i>Kalevala</i> , fruit de la collecte des légendes et contes populaires en Carélie, est publié par Elias Lönnrot. Il marque le début d’un courant romantique national de type herdérien, les « fennomanes ».
<b>1863</b>	Par un édit du Tsar Alexandre II, sur l’initiative de J.V. Snellman, à la tête du mouvement fennomane, le finnois se voit octroyer un statut égal à celui du suédois dans les relations entre les fonctionnaires et les administrés,
<b>1860</b>	La Finlande dispose de sa propre monnaie, le <i>markka</i> .
<b>1899</b>	Le Manifeste de février marque le début d’une période de « russification » de la Finlande. En vertu du Manifeste, un décret de 1900 fait du russe la langue officielle à venir de l’administration provinciale. Pour mener la « russification », le général Bobrikov est nommé gouverneur général. Il sera assassiné en 1904.
<b>1905</b>	La « Grande Grève », orchestrée par le Parti social-démocrate, fondé six ans plus tôt, aboutit à une profonde réforme du système politique : la Finlande est dotée d’un parlement monocaméral élu au suffrage universel direct. Les femmes participent aux premières élections, en 1907, qui voient les sociaux-démocrates l’emporter.
<b>1916</b>	Les sociaux-démocrates remportent la majorité absolue des sièges au Parlement.
<b>1917-1918</b>	En juillet, le parlement est dissous par le Gouvernement provisoire russe, sur demande des partis de l’opposition bourgeoise. Ces derniers remportent les élections à l’automne 1917, mais voient leur légitimité contestée par les partis de gauche, qui multiplient les grèves. Le 6 décembre, l’indépendance est proclamée, et le Parlement se donne les pleins pouvoirs pour rétablir l’ordre. A la levée de milices blanches, les syndicats et partis ouvriers proclament la Révolution, le 26 janvier 1918 à Helsinki. Dès la prise de Tampere, le 6 avril, la victoire blanche ne fait aucun doute, mais il faut attendre le 5 mai pour voir les derniers réduits rouges capituler.

#### II/ Les relations finno-soviétiques (1918-1994).

<b>1918-1922</b>	Guerres des Tribus : des corps expéditionnaires finlandais portent assistance aux populations finnoises de Russie soviétique, avec le soutien officieux du gouvernement finlandais.
<b>1922</b>	Le Traité de Tartu, signé en 1920, est confirmé par la diplomatie soviétique. Par ce traité, l’URSS reconnaît la République de Finlande, s’engage à créer une entité politique autonome en Carélie, cède la région de Petsamo, mais conserve les parties orientales de la Carélie (Carélie de Viena en particulier).
<b>Nov.1939-mars</b>	Guerre d’hiver. Les troupes finlandaises résistent 105 jours durant à l’offensive soviétique.

<b>1940</b>	
<b>Juin 1941-sept.1944</b>	Guerre de Continuation, menée par la Finlande alliée de l'Axe.
<b>16 sept. 1944</b>	Traité d'Armistice. L'URSS et la Grande-Bretagne dirigent la Commission de contrôle, chargée de surveiller l'application des dispositions du Traité.
<b>1947</b>	Traité de Paris, qui confirme la plupart des dispositions du Traité d'Armistice de 1944. La Finlande cède définitivement 12% de son territoire.
<b>1948</b>	Suite à des rumeurs de coup d'Etat, les communistes sont exclus du Parlement et du gouvernement. Signature du Traité d'Amitié, de Coopération et d'Assistance mutuelle.
<b>1958</b>	Crise des Gels nocturnes. Un gouvernement peu favorable à l'URSS doit démissionner suite à des pressions diplomatiques et économiques soviétiques.
<b>1961</b>	Crise de la Note.
<b>1982</b>	Mauno Koivisto succède à Urho Kaleva Kekkonen au poste de Président de la République, sans avoir de liens forts avec le Kremlin. Diminution de la pression exercée par l'Union soviétique sur la scène politique finlandaise.
<b>1988</b>	Dans un discours prononcé à Helsinki, Mikhaïl Gorbatchev reconnaît la neutralité de la Finlande.
<b>1989</b>	La Finlande adhère au Conseil de l'Europe
<b>1990</b>	Dans un discours télévisé, le Président Koivisto reconnaît comme rapatriés les Ingriens vivant en URSS.
<b>1991-1994</b>	Grave crise économique finlandaise suite à la disparition de l'Union soviétique. Jusqu'à 20% de la population active au chômage

### III/ Les grandes dates de l'histoire du Parti communiste de Finlande (1920-1990).

<b>1920</b>	Création du SKP à Moscou, par un noyau de Finlandais exilés suite à la Guerre civile de 1918.
<b>1923</b>	Dissolution du SKP en Finlande et arrestation de ses dirigeants. Après cette première crise, le SKP est réformé.
<b>1930</b>	Interdiction du SKP, les communistes finlandais encore en Finlande sont poursuivis par les activistes du mouvement philofasciste Lapua. Flux continu d'émigration politique vers l'URSS.
<b>1944</b>	Le Traité d'Armistice contient une disposition sur la reconnaissance du SKP comme un parti légale.
<b>1945</b>	Aux premières élections parlementaires d'après-guerre, le SKP devient le groupe parlementaire le plus important à l' <i>eduskunta</i> . Début d'une stratégie de front populaire.
<b>1948</b>	Alors que le communiste Mauno Pekkala est chef du gouvernement, que la Police d'Etat, <i>Valpo</i> est contrôlée par les communistes et que le Ministre de l'Intérieur lui-même est membre du SKP, les parlementaires sociaux-démocrates, craignant un coup d'état, organisent l'exclusion des communistes de l' <i>eduskunta</i> et du gouvernement.
<b>1966</b>	Après 18 ans de marginalisation politique, le SKP participe à nouveau à un gouvernement, dans le cadre de la politique de réconciliation nationale voulue par le Président Kekkonen.
<b>1969</b>	A l'occasion de l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en République tchèque, le SKP se scinde entre une tendance « eurocommuniste » et une minorité philosoviétique, les <i>taistoïstes</i> .
<b>1989-1990</b>	Le SKP connaît de graves difficultés financières, qui le conduisent à la faillite. Sa marginalisation politique le conduit à être progressivement dépassé par <i>Vasemmistoliitto</i> , fédération de partis d'extrême-gauche dont certaines tendances se réclament de l'héritage du SKP.

### IV/ La Carélie soviétique (1920-1991).

<b>1920</b>	Création de la Commune des travailleurs de Carélie. Des cadres communistes finlandais, réfugiés de la Guerre civile, en prennent la direction.
<b>1923</b>	La Commune des travailleurs de Carélie devient la République socialiste soviétique autonome de Carélie, sujet de la République socialiste fédérative soviétique de Russie.
<b>1935-1938</b>	Les purges staliniennes éclaircissent les rangs des cadres finlandais de la RSSA. On compte jusqu'à 20.000 Finlandais exécutés, déportés, ou bannis.
<b>31 mars 1940</b>	La RSSA de Carélie est détachée de la RSFSR, et devient la République socialiste soviétique finno-carélienne, destinée à englober la Finlande dans l'Union soviétique. Il s'agit de montrer que les dirigeants soviétiques n'ont pas renoncé au projet d'intégration de la Finlande, malgré l'échec de la Guerre d'hiver et du gouvernement de Terijoki, fondé en novembre 1939.
<b>16 juil. 1956</b>	La RSS finno-carélienne redevient la RSSA de Carélie, sujet de la RSFSR
<b>1991</b>	La RSSA de Carélie devient la République de Carélie, sujet de la Fédération de Russie.

ANNEXE 2– *L'Agression (Hyökkäys)* de Eetu Isto.

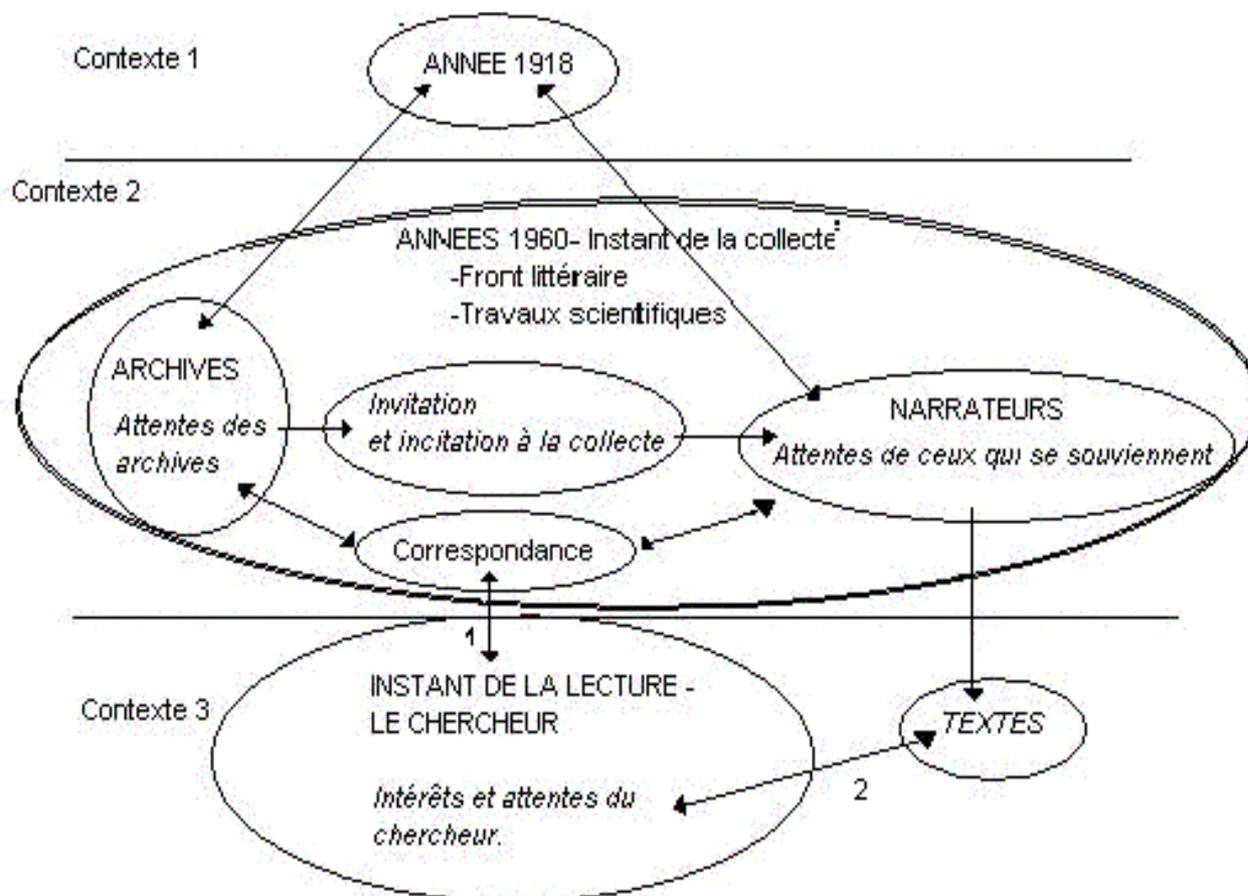


**ANNEXE 3-LE KALEIDOSCOPE DE LA FINLANDISATION :  
UN TABLEAU CONCEPTUEL.**

Nous avons isolé quatre définitions différentes de la finlandisation, que nous répertorions dans le tableau suivant. La colonne « occurrences » renvoie à la forme sous laquelle le terme « finlandisation » est apparu, et quels ont été les utilisateurs reconnus de cette forme. « L'espace géographique de référence » désigne la zone pour laquelle le concept a été forgé, les « champs d'application du concept » sont les disciplines qui sont concernées par cette utilisation du terme, et les « fonctions du concept » sont les objectifs recherchés par ceux qui ont forgé et utilisé le concept.

<b>Occurrences</b>	<b>Espace géographique de référence</b>	<b>Définition</b>	<b>Champs d'application du concept</b>	<b>Fonctions du concept</b>
<i>Finlandisierung</i> chez Gruber, Löwenthal et Hallstein <i>Self-Finlandization</i> chez Brzezinski.	Finlande, l'Allemagne et Europe de l'Ouest.	Perte de souveraineté consentie par un Etat dont la neutralité est instrumentalisée par une grande puissance.	Géopolitique.	Mettre en garde contre les risques d'une désolidarisation du bloc occidental.
Rejet du terme « finlandisation » chez Max Jakobson, George Kennan.	La situation de la Finlande est unique. Il est impossible de forger un concept exportable à partir du cas finlandais.	La finlandisation ne correspond à aucune réalité géopolitique, ne s'applique à aucune zone, c'est une vue de l'esprit.	Politique intérieure. La méconnaissance de la situation de la Finlande est instrumentalisée à des fins de politique intérieure en Europe occidentale et aux Etats-Unis.	Rejeter la critique exogène formulée à l'encontre de la politique étrangère finlandaise durant la Guerre froide. Cette posture hostile à l'emploi du terme finlandisation a été dominante en Finlande durant toute la Guerre froide.
« Finlandisation » chez Jean-Christophe Romer, parmi la dissidence en Europe communiste.	Europe communiste	Compromis permettant la stabilisation d'un relation déséquilibrée entre deux pays, au terme duquel est consenti soit un abandon de souveraineté en politique étrangère, soit l'adoption d'une politique de neutralité, en échange du maintien de la souveraineté interne de la puissance dominée.	Géopolitique, soviétologie.	Slogan utilisé par la dissidence anti-communiste en Europe centrale et orientale : revendication d'un Etat de droit en échange du maintien de l'influence soviétique en matière de sécurité, de défense et de politique extérieure.
<i>suomettua</i> , « se finlandiser » chez Timo Vihavainen, Nevakivi..	Finlande. Le concept est considéré comme un modèle exportable.	Processus volontaire par lequel un pays, ou une personne, consent d'importants abandons de souveraineté, en raison de l'internalisation excessive d'une domination externe, n'allant cependant pas jusqu'à un assujettissement complet.	Sciences sociales, Histoire.	Mettre en exergue les révérences excessives envers l'idéologie soviétique dont auraient fait preuve les classes politique et médiatique finlandaises durant la Guerre froide.

**ANNEXE 4– Le schéma de Outi Fingerroos sur la triple contextualisation de l’analyse contemporaine de la mémoire rouges.**



1. « Dialogue » avec le contexte de l’instant de la collection.
2. « Dialogue » avec les textes.

## L'AUTEUR

Jocelyn Parot est étudiant-chercheur, en Doctorat au CERI-Sciences Po et au Département de sociologie de l'Université de Helsinki.

Allocataire de recherches depuis 2004, il rédige actuellement sa thèse sur la problématique de la mémoire collective dans le contexte finlandais de l'après-Guerre froide. Cette recherche est avant tout une enquête sociologique et anthropologique s'appuyant sur la méthode ethnographique. L'observation participante et les entretiens constituent les méthodes principales utilisées dans la phase de collecte des données.

Ses langues étrangères de travail sont le finnois, l'anglais, et, à un degré moindre, l'allemand et le russe.

Coordonnées : [jocelyn.parot@laposte.net](mailto:jocelyn.parot@laposte.net); [jocelyn.parot@helsinki.fi](mailto:jocelyn.parot@helsinki.fi).

+358 9 191 24781; +33 4 73 44 94 97

Sosiologian laitos  
Snellmaninkatu 12  
00014 HELSINKI  
SUOMI FINLAND

## PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

### Articles

**"Haudatut muistot. Anamneesi sisällissodan ja siirtokarjalaisuuden leikkauspisteessä"** (Mémoires enterrées. L'anamnèse au carrefour entre mémoire de la guerre civile et néo-carélianisme) (**en finnois**), *Historiallinen aikakauskirja*, 4/2005, pp.497-505 ;

« **La frontière finno-russe, une « mémoire-frontière » : tourisme mémoriel en Carélie cédée** », *Etudes finno-ougriennes*, vol. 37, avril 2006 ;

« **Outer Borders, Inner Boundaries in Finland. The Reconstructed Russian Border and the Changing Geography of Memory** », *Cahiers du Cefres*, parution prévue en septembre 2007.

### Communications

**"Observing the global upsurge in memory from a local perspective: the Truth Commission Model in Finland from 1998 onwards"**, Collective Memory and Collective Knowledge in a Global Age, The Center for the Study of Global Governance, London School of Economics, 17-18 juin 2007 [publication possible sous forme d'article];

**"The Great Reassembling: a Reflection on Collective Remembering in Finland and North-Western Russia after the Cold War"**, XXIII IFUSCO, Saransk, 17 mai 2007;

**”Sotavainajat matkalla kotiin: liikkumisesta ja liikuttamisesta muistamisen kollektiivisena toimintana”** (« Les soldats morts à la guerre sur le chemin du retour: mouvoir et émouvoir comme composantes de l’action collective de remémoration »), Turku: Sosiologipäivät (Mobilitteettien sosiologia -työryhmä) [Journées du sociologue, groupe de travail intitulé: sociologie des mobilités], 23.3.2007 ;

**”Muistaminen kollektiivisena toimintana: kontrastoiva tapaustutkimus kahdesta muistelemisen kollektiivista”** (“Commémorer, une action collective. Etude de cas contrastive de deux collectifs de remémoration ») [en finnois], *Séminaire STEP*, Helsinki, 8 déc. 2006 [en voie de publication] ;

**« Redrawing the Lines: Outer Borders, Inner Boundaries in Finland. The Reconstructed Russian Border and the Changing Geography of Memory »**, *Borders and Boundaries in the European Union: Crossing and Resisting Strategies*, Prague 8-9 juin 2006 ;

**“Studying the Memory Phenomenon: Finnish Realms of Memory on the Russian Border and the Changing Geography of National History”** [en Finnois simultanément traduit en anglais et en russe], *XXIIIe Conférence internationale des étudiants de finno-ougriatique IFUSCO*, Yoshkar-Ola, mai 2006;

**« Vertaileva esitys muistin paikat –käsitteestä Ranskassa ja Suomessa »** (« Présentation comparative du concept de « lieux de mémoire » en France et en Finlande »), *Ecole d’été de Sovako*, 22-23 août 2005.

## Publications des anciens étudiants, des doctorants et des docteurs

NB : l'année indiquée entre parenthèses correspond à l'obtention du DEA ou, le cas échéant, du doctorat

**Alvaro Artigas Pereira (2000)**

*Amérique latine : les démocraties inachevées*, Paris, Armand Colin, 2005

**Justyne Balasinski (94)**

« The censor as a co-author : theatre censorship and resistance in Poland in the 1980's » ; in *Peace Review* ; Summer 2003:Volume 15, Number 2 "Artists of Resistance" ; University of San Francisco, USA; pp. 141-148.

« La rançon de la 'normalité' : les processus multiples de la transition culturelle en Pologne » ; in *La Nouvelle Alternative - Politique et société à l'Est* ; vol. 17, N° 57, Automne-hiver 2002, Paris ; pp. 62-70.

« Triomphe et désarroi : les conditions de l'engagement artistique en Pologne » ; in *Transitions et société* ; N° 3 Automne-hiver 2002, Paris ; pp. 147-156.

Avec Lillian Mathieu (dir.) : *Art et contestation*, Rennes; Presses universitaires de Rennes, Coll. Res Publica; 2006; 236p.; ISBN: 2753502978. Lien: <http://www.pur-editions.fr/detail.php?idOuv=1242>

**Anne Bazin (94)**

« Allemagne-République tchèque. Les résurgences du passé », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, pp. 42-52.

**Pascal Bonnard (05),**

Ukraine. Enjeux du débat sur le statut de la langue russe », *Le Courrier des Pays de l'Est*, pp. 87-98, n° 1060, mars-avril 2007

**Odile Caillat (95)**

- (avec Frédéric Zalewski) « Société et pouvoirs dans l'Europe socialiste : La Pologne (1944-1989) ». Cours photocopié pour l'agrégation externe de sciences économiques et sociales ; histoire et géographie du monde contemporain. Paris : CNED, janvier 2003, 55 p.

- (avec Frédéric Zalewski) (Dir.) « Dossier : Quelle culture à l'Est ? Introduction », *La Nouvelle Alternative*, Vol. 17 n° 57, Automne-Hiver 2002, pp. 6-10.

- « Les revues de sciences sociales en Pologne », in Odile Caillat (Dir.), « Index commenté des revues de sciences sociales en Europe centrale et du sud-est (partie 2) », *La Nouvelle Alternative*, Vol.17 n° 57, Automne-Hiver 2002, pp. 139-145.

- (Dir.) « Index commenté des revues de sciences sociales en Europe centrale et du sud-est », *La Nouvelle Alternative*, Vol.17 n° 56, Printemps-Été 2002, pp. 175-191 et Vol.17 n° 57, Automne-Hiver 2002, pp. 137-153.

« Dossier : L'Environnement en Europe Centrale. Introduction », *La Nouvelle Alternative*, Vol.16 n° 55, Automne 2001, pp. 8-11.

« Normes et environnement : le législateur et le normalisateur », *La Nouvelle Alternative*, Vol.16 n° 55, Automne 2001, pp. 12-29.

« L'Écologie en Pologne au prisme de la presse environnementale polonaise : l'écologie politique et l'écologie industrielle côte à côte dans les kiosques », *La Nouvelle Alternative*, Vol.16 n°55, Aut. 2001, pp. 44-68

**Gabrielle Chomentowski (03)**

« Le destin d'une homme (1959). Un film de Sergueï Bondartchouk. Un cas d'étude concernant le traitement du thème juif dans le cinéma soviétique », *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu ("Juifs d'URSS et de Russie")*, FNSP, 2005, n° 8.

**Dominique Colas** (sous la direction de), Anne **Gazier** (84), Georges **Mink** (70), Jean-Christophe **Romer** (72), Anatoli Vichnevski, Gérard **Wild** (docteur en 94), *L'Europe post-communiste*, P.U.F., 2002

**Dominique Colas,**

*Nationalité et citoyenneté*, Folio Histoire, 2004

*Races et Racismes, de Platon à Derrida, Anthologie critique*, Plon, 2004

"Bourdieu entre Weber et Bachelard" in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. V, n°4, 2005

"Zivilgesellschaft. Eine historische und begriffliche Annäherung" in *Mittelweg 36*, Zeitschrift des Hamburger Instituts für Sozialforschung, février-mars 2006 (trad. d'un texte précédemment publié en anglais)

« De l'absence de société civile sous le communisme à sa faiblesse dans le post-communisme » in Stéphane Courtois (directeur), *Le Jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe, 1953-2005*, Editions du Rocher, 2006

« The Rise of Fanaticism in the European Renaissance » in *Violence and its causes*, UNESCO, 2006

(avec Daniel Borrillo), *L'Homosexualité de Platon à Foucault, Anthologie critique*, Plon, 2005

**Guillaume Colin (2000)**

[Russian Foreign Policy Discourse during the Kosovo Crisis: Internal Struggles and the Political Imaginaire](#), CERI, 12:2004

**Dorota Dakowska (99)**

- dossier spécial de la revue *Genèses*, n° 52, automne 2003, intitulé « Archives de l'Est » ; « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne : essai de comparaison », (avec Agnès Bensussan et Nicolas Beaupré), pp. 4-32.

- « Usages et mésusages du concept de gouvernance appliqué à l'élargissement de l'Union européenne », in : *Politique européenne*, n° 10, printemps 2003, pp. 99-120.

- « Des experts en démocratisation face aux changements révolutionnaires : le cas des fondations politiques allemandes », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 38 (1/2007) Mai 2007, pp. 5 -28

**Françoise Daucé (94),**

« Les analyses de l'engagement associatif en Russie », Paris, CERI, *Questions de recherche*, n° 14, 2005

(avec G. Walter) « Russie. Reprise en main », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1053, janvier-février 2006, pp. 6-32.

(avec G. Walter) « Russie. Entre dérive politique et succès économiques », *Le Courrier des Pays de l'Est*, pp. 6-29, n° 1059, janvier-février 2007

**Laure Delcour (94)**

« La refonte du programme Tacis », *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, n°4, 2003.

« L'Union européenne et la Fédération de Russie : les politiques communautaires, pierres angulaires du partenariat », in D. Helly, F. Petiteville, *L'Union européenne sur la scène internationale*, publication prévue aux Presses Universitaires de France en janvier 2004.

**Florence Deloche-Gaudez (91)**

- Le Secrétariat de la Convention européenne : un acteur influent. *Politique européenne*, n° 13, printemps 2004.

- Bruxelles-Philadelphie. D'une Convention à l'autre, *Critique internationale*, décembre 2003, n° 21.

- La Conférence intergouvernementale. *Note de synthèse de la Fondation Robert Schuman*, n° 105, septembre 2003, <http://www.robert-schuman.org/Synth105.htm>.

- *La Constitution européenne : que faut-il savoir ?* (préface de Christine Ockrent et Giuliana Amato), Presses de Sciences Po, 2005

- *Elargissement, comment l'Europe s'adapte ?* (avec R. Dehousse et O. Duhamel), Presses de Sciences Po, 2006

**Myriam Désert (82)**

« La société russe. Entre murmures du passé et balbutiements du futur », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1038, septembre 2003, pp. 4-13.

« Le débat russe sur l'informel », in *Questions de recherche*, CERI, mai 2006

**Jasna Dragovic-Soso (92)**

*'Saviours of the Nation': Serbia's Intellectual Dissidence and the Revival of Nationalism* (Londres: Hurst et Montreal: McGill-Queens University Press), 2002

- Bruno Drweski** (docteur du cycle en 91)  
*Le petit parlement biélorussien - les Biélorussiens au parlement polonais entre 1922 et 1930*, coll. « Biélorussie », L'Harmattan, 2002, 252 p.
- Arnaud Dubien** (98) (avec G. Duchêne)  
 « Ukraine. A la veille d'un scrutin décisif », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1041, Janvier-Février 2004, pp. 40-62  
 « Ukraine 2005. Au pied du mur », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1053, janvier-février 2006, pp. 33-59.  
 « Ukraine. De bons scores économiques et dépit d'une cohabitation à couteaux tirés », *Le Courrier des Pays de l'Est*, pp. 30-49, n° 1059, janvier-février 2007
- Marie Dumoulin** (2000),  
 « Kazakhstan. Economie de rente et retour à l'ordre », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1041, Janvier-Février 2004, pp. 138-154
- Henri Duquenne** (04),  
 « Les mouvements extrémistes en Russie », *Le Courrier des Pays de l'Est*, pp. 70-86, n° 1060, mars-avril 2007
- Johanna Edelbloude** (99)  
 « L'affaire Ostrowski : le parti néo-socialiste est-allemand face à l'extrême droite ». in: *Revue Française de Science Politique*, 53/3, juin 2003, pp.409-433.
- Sarah Fainberg** (01)  
 The Search of e New Jewish Identity in Response to Soviet Discrimination, *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu* ("Juifs d'URSS et de Russie"), FNSP, 2005, n° 8.  
 « La nouvelle mosaïque israélienne. L'intégration des Juifs de l'ex-URSS » in *La Vie des Idées* n° 21 (avril 2007), Le Seuil
- Gilles Favarel-Garrigues** (94)  
 (dir.) *Criminalité, police et gouvernement : trajectoires post-communistes*, L'Harmattan, 2004. Ont collaboré à cet ouvrage entre autres Alexandrine **Brami-Celentano** (01), Thornike **Gordadzé** (97) et Nadège **Ragaru** (95) avec **Kathy Rousselet** (86) : *La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, collection Ceri/Autrement, mars 2004  
 « La police russe en procès », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1052, novembre-décembre 2005, pp. 66-74
- Anne Gazier** (84)  
 - « Une démocratie parlementaire à l'européenne ? », *Pouvoirs*, n°106 (numéro intitulé "Les nouveaux Etats de l'Union"), 2003, pp. 69-83 ;  
 - avec Elvira Talapina, « Publicnoe pravo Francii i Rossii : pereseceniâ i paralleli » (Le droit public en France et en Russie : points)
- Alexandra Goujon** (96)  
 « Les nouveaux voisins de l'Union européenne. Stratégies identitaires et politiques en Ukraine, Biélorussie et Moldavie », *Les Etudes du CERI*, septembre 2004  
 "Populisme et autoritarisme : l'exemple de la Biélorussie" in Pierre-André Taguieff (dir.), *Les populismes en Europe : un défi à la démocratie*, Paris, Encyclopædia Universalis, Collection "Le tour du sujet", pp. 73-82.  
 "La Révolution orange en Ukraine. Enquête sur une mobilisation post-soviétique", *Critique internationale*, n°27, avril-juin 2005, pp. 109-126.  
 "L'Europe en quête d'identité : légitimation et politisation de la politique européenne de voisinage", *Politique européenne*, n°15, hiver 2005, pp. 137-165.  
 "La politique de voisinage de l'Union européenne avec la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine", *Questions internationales*, n°16, novembre-décembre 2005, pp. 95-103.  
 "Nationalisme et identité en Biélorussie" in Dov Lynch (ed.) *Changing Belarus, Chaillot Paper*, n°85, November 2005, pp. 13-24.  
 "Bilinguisme et populisme en Biélorussie", *Les cahiers de l'Institut de Linguistique et de Science du Langage de l'Université de Lausanne*, n°17, 2004, pp. 45-62.

## Etudes

*Ukraine, Biélorussie : deux élections pour deux transitions*, Questions d'Europe, Fondation Robert Schuman, 6 mars 2006.

*Les enjeux du changement de pouvoir en Ukraine*, Supplément à la Lettre de la Fondation Robert Schuman, n°200, 21 février 2005.

*Les nouveaux voisins de l'Union européenne. Stratégies identitaires et politiques en Ukraine, Biélorussie et Moldavie*, Les Etudes du CERI, n°109, septembre 2004, 35 p.

### **Nikola Guljevatej (02)**

« Bosnie-Herzégovine, bilan de l'année 2002 » dans *L'état du monde*, Editions la Découverte, 2003.

### **Daniela Heimerl (85)**

*et autres* : « La crise irakienne. Positions et réactions dans les pays de la CEI et d'Europe centrale et orientale », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1033, mars 2003, pp. 48-59

« Serbie et Monténégro », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1036-37, Juin-Juillet-Août 2003, pp. 190-205

« Créer un Centre contre les expulsions ? », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, pp. 86-89.

« Christian Schwarz-Schilling. Haut représentant de l'Onu en Bosnie-Herzégovine », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1054, mars-avril 2006, pp. 93-96

### **Alexandra Ionescu (01) et Odette Tomescu-Hatto (doctorante), dir. Introduction de D. Colas**

*Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, L'Harmattan, 2004. Ont collaboré à cet ouvrage entre autres Alexandru Gussi (00), Alexandra Nacu (01)

### **Charles-Henri Lafont (2000)**

*Les processus de la privatisation en Roumanie et en Bulgarie. Une transition confisquée ?*, Paris, L'Harmattan, 2004

### **Jean-Charles Lallemand (94)**

« Biélorussie 2005. Le spectre de la « révolution colorée » », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1053, janvier-février 2006, pp. 60-77.

(avec Virginie Symaniec), *Biélorussie : mécanique d'une dictature*, Les Petits Matins, mars 2007

### **Edith Lhomel (84)**

« L'Est et l'Union européenne. Janvier-Février 2006 », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1053, mars-avril 2006, pp. 97-100.

### **Anais Marin (99),**

"Integration without Joining ? Neighbourhood et the Finnish-Russian Border", *DIIS Working Paper*, 14, 2006, Copenhagen, Danish Institute of International Relations & University of Birmingham

### **Diane Masson (94)**

« Les tentatives de manipulation de la " mère patrie " : Slobodan Milosevic et la diaspora serbe, 1990-2000 ». In : Christophe Colera (éd.). *Une communauté dans un contexte de guerre : la " diaspora " serbe en Occident*. Paris : L'Harmattan, 2003, pp. 47-63.

« Croatie : cap sur l'Europe ». *L'Etat du Monde 2004*. Paris : La Découverte, 2003, pp. 521-522.

« Les recompositions politiques de l'ex-Yougoslavie : un état des lieux dix ans après ». *Questions Internationales*, n° 2, juillet-août 2003, pp. 82-92.

« Les freins au processus de démocratisation en Serbie depuis 1990 » *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, " Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro ", n° 1-2, 2004 (à paraître).

### **Irmina Matonyte (96)**

- avec Krupavičius Algis. *Women in the Lithuanian politics: From Nomenklatura Selection to Representation*: // Matland Richard, Montgomery Kathleen (eds.). *Women's Access to Political Power in Post-Communist Europe*, Oxford University Press, ISBN 0-19-924685-8, 2003. pp. 81-106.

- *Elite studies and Communism: the Baltics between Moscow and East Central Europe*", chapter // Berglund Sten, Duvold Kjetil (eds.). *Baltic democracy at the crossroads. An Elite perspective*, HoyskoleForlaget As, Kristiansand, Norwegian Academic Press, ISBN 82-7634-521- 2, 2003, pp. 23-36.

- avec Georges Mink. From Nomenklatura to Competitive Elites: Communist and Post-Communist elites, chapter // Berglund Sten, Duvold Kjetil (eds.). Baltic democracy at the crossroads. An Elite perspective, HoyskoleForlaget As, Kristiansand, Norwegian Academic Press, ISBN 82-7634-521- 2, 2003, pp. 37-56.

- The Parliamentary elite in post-communist Lithuania 1990- 2000 //Best Heinrich, Edinger Michael (eds.) Representative elites in post-communist settings, Friedrich Schiller Universitat, Jena, 2003, N° 8, pp. 55- 67, ISSN 1619- 6171.

Anne Le Huérou, Aude Merlin (97), Amandine Regamey (docteur en 2005), Silvia Serrano, *La Tchétchénie : une affaire intérieure. Russes et Tchétchènes dans l'état de la guerre*, Paris, Autrement, 2004, 168 p.

**Georges Mink (70)**

#### Ouvrage

*Antyeuropejscy aktorzy i ich kultury polityczne (Les acteurs anti-européens et leurs cultures politiques)*, Institut d'Etudes Politiques, Académie des Sciences de Pologne, Varsovie, 2004(avec E. Nalewajko), en polonais

#### Directions d'ouvrages

*Benesovy Dekrety, Budoucnost Evropy a vyrovnani se s minulosti (Les Décrets Benes. Avenir de l'Europe et la gestion du passé)*(co-direction avec M. Blaive), Dokoran/Cefres, Prague, 2003, en tchèque

*Postcommunisme : les sciences sociales à l'épreuve*, (co-direction avec M. Forest), l'Harmattan, 2004

#### Choix d'études :

*La société postcommuniste : théories et données sociologiques*, in *L'Europe Postcommuniste*, (dir. D. Colas), Presses Universitaires de France, 2002

« La conversion de la soviétologie française après la disparition de son objet d'étude », *La Revue Internationale et Stratégique*, PUF, n°47, 2002

*L'intégration européenne : un troisième bouleversement social dans l'Europe centrale après 1945 ?*, in : *Les Inquiétudes du grand élargissement*, (dir. B. Chavance), l'Harmattan, 2004

*Revival of the symbolic past in the context of EU enlargement*, in: *Patterns of Europeanisation in Central and Eastern Europe*, (eds. Z. Mansfeldova, V. Sparschuh, A. Wenninger), Krämer, Hambourg, 2005 (chapitre repris en ukrainien, en polonais, en tchèque)

*Les passés douloureux ou les difficultés à écrire à plusieurs l'histoire européenne*, in : *Le nouvel état de l'Europe*, (dir. M. Dehove), La Découverte, 2004

« Intégration européenne et mutations sociales en Europe centrale », *Politique Etrangère*, IFRI, n°2, 2004

*Pologne : une année électorale*, RAMSES, IFRI, Dunod, 2005

*Pologne : alternance des ruptures politiques*, RAMSES, IFRI, Dunod, 2006

*La circulation des élites en Europe centrale, Revisiter les paradigmes*. In : *La transition vers le marché et la démocratie. Europe de l'Est, Europe centrale et Afrique du Sud*. (dir. W. Andref), La Découverte, 2006

(avec L. Neumayer) *L'Europe et ses passés douloureux*, Editions La Découverte, 2007

#### 3 films documentaires pour ARTE,

septembre 2005 : « Que veulent les Polonais aujourd'hui » et « L'énigme polonaise »

juin 2007 : « Citizens K » (*portrait inédit des frères jumeaux Kaczynski*)

**Laure Neumayer (97)**

"L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes", Paris, Belin, 2006

(avec G. Mink) *L'Europe et ses passés douloureux*, Editions La Découverte, 2007

**Anne Nivat (92),**

- *La Maison Haute. Des Russes d'aujourd'hui*, Fayard, 2002

- *Lendemain de guerre en Afghanistan et en Irak*, Fayard, 2004

- *Islamistes : comment ils nous voient*, Fayard, 2006

- *Par les monts et les plaines d'Asie Centrale*, Fayard, 2006

**Jocelyn Parot (2004)**

Voir notice bio bibliographique p. 89

**Catherine Perron (94)**

*Les pionniers de la démocratie. Elites politiques locales tchèques et est-allemandes, 1989-1998.* Paris, Presses universitaires de France, collection «Le partage du savoir», 2004, 322 pages, Préface de B. Geremek, postface de J. Rupnik (72). *Prix Le Monde de la recherche universitaire*

« Elargissement ou retrouvailles ? », *Politique internationale*, 104, été 2004

**Barbara Pick (04)**

« Le marché des médicaments en Russie », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1054, mars-avril 2006, pp. 70-82

**Nadège Ragaru (95)**

« Bulgarie. L'Europe se rapproche, alors que la prospérité s'éloigne », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1036-37, Juin-Juillet-Août 2003, pp. 30-45.

« Bulgarie. Désillusions et désordres politiques », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1050, Juillet-Août 2005, pp. 34-54.

(avec Assen Slim) « Macédoine. De vives tensions politiques et sociales », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1050, Juillet-Août 2005, pp. 132-151

(avec Antonela Capelle-Pogacean) « La dérive contestataire en Roumanie et en Bulgarie », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1054, mars-avril 2006, pp. 44-51

### Direction

- Co-direction (avec Joseph Krulic) du numéro 50 (été 2003) de la *Revue internationale et stratégique* consacré au thème : « Migrations internationales, immigration, altérité : débats publics et réponses européennes ».

- Co-direction (avec Pierre Conesa) du numéro 52 (hiver 2003) de la *Revue internationale et stratégique* consacré au thème : « Les stratégies d'influence en relations internationales. Un regard sur la politique étrangère ».

- *Les visages de l'Europe élargie* (avec Didier Billion), Paris : PUF, 2003.

### Contributions à des ouvrages collectifs

- « L'Europe centrale et orientale. Les dilemmes de l'intégration euro-atlantique ». In: *L'année stratégique 2004*, Paris: L'Etudiant & IRIS, 2003.

- « Uslugi: The Role of Political Favors and Connections in Post-Communist Bulgaria ». In : Dimitris Keridis, Ellen Elias-Bursac et Nicholas Yatromanolakis. *New Approaches to South-East European Studies*. Herndon : Brassey's, IFPA-Kokkalis Series on Southeast European Policy, 2003

**Jean-Robert Raviot (90)**

« Les rapports centre-régions en Russie. Rééquilibrage et continuité », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1033, mars 2003, pp. 4-15.

**Jean-Robert Raviot (89)** et **Taline Ter Minassian (88)**, *De l'URSS à la Russie : la civilisation soviétique, genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2006

**Amandine Regamey**

« Histoires drôles politiques et représentation des Juifs soviétiques », *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu ("Juifs d'URSS et de Russie")*, FNSP, 2005, n° 8.

**Kathy Rousselet (86)** avec **Gilles Favarel-Garrigues (94)** :

*La société russe en quête d'ordre. Avec Vladimir Poutine ?*, collection Ceri/Autrement, mars 2004

**Kathy Rousselet**

« Religions, identités et territoires », *Revue d'Etudes Comparatives Est/Ouest*, vol. 35, décembre 2004, n° 4.

« Les pratiques religieuses en Russie », *Revue d'Etudes Comparatives Est/Ouest*, n° 4, 2005

**Jacques Rupnik (72)**

*Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

avec Christian Lequesne, *L'Europe des Vingt-cinq. 25 cartes pour un jeu complexe*, collection Ceri/Autrement, mars 2004

**Irène Semenov-Baidine (85)**

« Le monastère russe (aux XIXe et XXe siècles), image tangible d'une patrie idéale », *Cahiers de la MRSH*, Caen, n° 36, avril 2004, pp. 155-167.

« Leonid Semënov, ou le peuple comme itinéraire spirituel (1880-1917), in Michel Niqueux, et Alexandre Dorna éd., *Le peuple, cœur de la nation ? Images du peuple, visages du populisme (XIXe-XXe siècle)*, Paris, l'Harmattan, 2004, pp. 147-17.

« La Mère de Dieu protectrice de la Russie, L'exemple de l'icône de la Mère de Dieu de Kazan », *Cahiers de la MRSH*, Caen, n°45, novembre 2006, pp. 87-103.

« La forêt — dernier rempart de la Russie ancienne : « Dans les forêts » de Melnikov-Petcherski », *Cahiers de la MRSH*, n° spécial, décembre 2006, pp. 77-89.

**Ioulia Shukan (2000)**

Les recettes d'une reconversion réussie. Étude de cas des Komsomols ukrainien et biélorussien à la fin des années 1980 », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 34, juin 2003, n° 2

« Biélorussie. Consolidation du régime : pas de répit », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1041, Janvier-Février 2004, pp. 63-77

**Hans Stark (90)**

« PECO. Une relation fluctuante », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1049, mai-juin 2005, pp. 5-14.

**Kilian Strauss (95)**

- « Grappling with Graft - Corruption in Central Europe », [www.europe2020.org](http://www.europe2020.org), Brussels, November 2003

- « Europe needs more Union », [www.europe2020.org](http://www.europe2020.org), Brussels, June 2003

- « A sort of homecoming - the Economics of EU Enlargement », *Perspectief*, N° 6, Amsterdam, July 2003

« The Economics of EU Enlargement », ISIG, Università di Trieste, March 2003

**Taline Ter Minassian (88),**

*Erevan, la construction d'une capitale à l'époque soviétique*, Presses Universitaires de Rennes, février 2007

**Taline Ter Minassian (88) et Jean-Robert Raviot (89),**

*De l'URSS à la Russie : la civilisation soviétique, genèse, histoire et métamorphoses de 1917 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2006

**Anne de Tinguy (73)**

(avec Jana Zaoitchkovskaia) « Regards franco-russes sur l'immigration », *Migrations Société*, vol. 17, n° 101, sept.-oct. 2005

*La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Plon, 2004

**Odette Tomescu-Hatto (doctorante)**

« Comment conjuguer l'élargissement de l'Union Européenne et la sécurité des frontières ? Le chapitre roumano-moldave », *Les Etudes du CERI*, septembre 2005

**Odette Hatto-Tomescu & Ronald Hatto**, *Les Etats Unis et la « nouvelle Europe », la stratégie américaine et Europe centrale et orientale*, Autrement, 2007

**Lisa Vapné (03)**

« Persistance et changements dans l'identité des Juifs en Biélorussie depuis la fin de l'URSS » *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu* ("Juifs d'URSS et de Russie"), FNSP, 2005, n° 8.

**Nebojsa Vukadinovic (93)**

« Bosnie-Herzégovine. Un pas en avant, deux pas en arrière », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1036-37, Juin-Juillet-Août 2003, pp. 17-29

**Gérard Wild** (avec J. Radvanyi), *La Russie entre deux mondes*, La Documentation Française, documentation photographique n° 8045, 2005, 64 p.

**Bella Zisere (03)**

« Transformations de la communauté et de l'identité juives après la Perestroïka : exemple de la Lettonie » *Cahiers Anatole Leroy-Beaulieu* ("Juifs d'URSS et de Russie"), FNSP, 2005, n° 8.



### *Thèses soutenues depuis la rentrée 2003 (par ordre chronologique)*

Olga BELOVA GILLE : « Transformation des élites politiques en Europe post-communiste. Le cas de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie » (Directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 15 décembre 2003.

Amandine REGAMEY : « Dérision et politique en URSS. Le rire contre la légitimité du pouvoir soviétique » (directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 12 mars 2004.

Jean-Charles LALLEMAND (95) : « Etude sur le gouvernement des provinces en Russie (1991-2004) : exemples des régions de Briansk et de Smolensk » (directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 8 décembre 2004

Mona FOSCOLO (00) : « Georges Dimitrov : une biographie critique » (directeur de la thèse : M. Marc Lazar). Le 15 décembre 2004

Magdalena HADJIISKY (93) : « De la mobilisation citoyenne à la démocratie de partis. Participation et délégation politiques dans la nouvelle démocratie tchèque (1989-1996) » (directeur de la thèse : M. Jacques Rupnik). Le 16 décembre 2004

François RICHARD (98) : « Modalités de construction partisane en Europe centrale post-communiste : l'exemple des formations issues des mouvements d'opposition en Pologne et en République tchèque depuis 1989 » (Directeur de la thèse : M. Georges Mink). Le 17 décembre 2004

Marta TOUYKOVA-GUILLEMET (95), « La conversion identitaire du parti socialiste bulgare » (Directeur de la thèse : M. Guy Hermet). Le 10 mars 2005.

Nadège RAGARU (95) : « Apprivoiser les transformations post-communistes en Bulgarie : la fabrique du politique (1989-2004) » (directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 20 juin 2005

Ilias SARSEMBAEV : « La question territoriale : enjeu géopolitique et idéologique dans les relations sino-russes » (directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 4 juillet 2005

Claire MESSINA : « "Mon adresse est l'URSS". Migration des Russes, nationalisation et identité dans l'espace russe, soviétique et post-soviétique » (directrice de la thèse : Mme Anne de Tinguy). Le 8 juillet 2005

Sylvie BERODIAS (93) : « Les déclarations de souveraineté des républiques de la Fédération de Russie. Prémices d'un nouvel ordre politico-national en Russie » (directeur de la thèse : Mme Hélène Carrère d'Encausse). Le 4 octobre 2005

Géraldine BERTRAND : « La transformation du gouvernement local en Russie : le cas de Leningrad / Saint-Petersbourg, ville sujet de la Fédération, 1989 - 2000 » (Directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 6 décembre 2005

Dorota DAKOWSKA (99) : « Les fondations politiques allemandes dans la politique étrangère : de la genèse institutionnelle à leur engagement dans le processus d'élargissement de l'Union européenne » (directeur de la thèse : M. Georges Mink). Le 8 décembre 2005

Johanna EDELBOUDE (99) : « Le parti du socialisme démocratique (PDS) allemand et l'extrême droite, 1990-2000 » (directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 3 mars 2006

Catherine JEANCLAUDE : « Le principe de la séparation des pouvoirs en Russie : théorie et pratique de 1990 à 2005 » (directeur de la thèse : M. Michel Lesage). Le 7 mars 2006.

Aude MERLIN (97) : « Mobilisations identitaires et recompositions post-soviétiques. Le cas du Caucase du Nord (1988-2003) » (directrice de la thèse : Mme Anne de Tinguy). Le 29 juin 2006.

Odile CAILLAT-MAGNABOSCO (95) : « Politique polonaise des normes dites techniques. Une étude de l'intégration de la Pologne à l'Union européenne » (directeur de la thèse : M. Gérard Wild). Le 30 septembre 2006.

Ioulia SHUKAN (00) : « Les stratégies de conversion de l'ancienne nomenklatura communiste en ex-URSS. L'exemple de la Biélorussie et de l'Ukraine après 1991 » (directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 3 octobre 2006.

Nebojsa VUKADINOVIC (93) : « Transition, désintégration, reconstruction de l'espace ex-yougoslave. 1989-1999 » (directeur de la thèse : M. Jacques Rupnik). Le 14 octobre 2006.

Alexandra NACU (01) : « Rapports de pouvoir et inégalités sociales en Roumanie et Bulgarie post-communistes » (directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 13 décembre 2006.

Alexandru GUSSI (00) : « La question du passé communiste dans les discours des partis politiques roumains » (directeur de la thèse : M. Dominique Colas). Le 29 mai 2007.

## SOMMAIRES DES PRECEDENTS NUMEROS DES CAHIERS ANATOLE LEROY-BEAULIEU

### **Cahier n° 1 : Sociologues et politistes français face aux révolutions russes**

Introduction : l'importance des études sur la Russie et sur l'Europe de l'Est au sein de Sciences Po (Dominique COLAS)  
Texte de Durkheim : Etat et société en Russie  
Deux textes d'Anatole Leroy-Beaulieu sur la Russie  
En Russie. La Douma. La Révolution russe  
La Russie et la crise russe  
Article de Célestin Bouglé : Qu'est-ce que le bolchevisme ?  
Mauss et le bolchevisme  
Article de Marcel Mauss sur le Congrès de Tours  
Lettre de Marcel Mauss à Elie Halévy  
Article de Dominique Colas : Mauss, le Congrès de Tours et le bolchevisme  
Note d'Alexander Gofman sur les publications de Mauss et sur Mauss en Russie  
Sur Isaiah Berlin (Dominique COLAS)

### **Cahier n° 2 : Actes du colloque " Stratégies et acteurs locaux dans l'Europe Post-Communiste**

#### Elites, pouvoir et influence sur le plan local

- Catherine PERRON. Le local, espace d'émergence d'une nouvelle élite politique. L'exemple des communistes tchèques et est-allemands
- Anne GAZIER. Les fondements juridiques du pouvoir régional et local en Russie
- Jean-Charles LALLEMAND. Le gouvernement régional à Briansk

#### Partis et élections dans le jeu politique local et régional

- Magdalena HADJIISKY. La réforme municipale et la construction d'une " démocratie partisane " : le cas du Parti civique démocratique en République tchèque
- Alexandra GOUJON. Les Fronts populaires dans le processus de formation d'espaces politiques nationaux en URSS : le cas de la Biélorussie et de l'Ukraine
- Nadège RAGARU. L'Union des forces démocratiques en campagne ou la lente consolidation d'un parti politique en régime post-communiste (mars – avril 1997)
- Diane MASSON. Partis au pouvoir et autonomie locale : l'exemple des élections serbes (novembre 1996) et croates (avril 1997)
- Anne LE HUEROU. Entrepreneur et député régional dans la région d'Omsk : stratégies individuelles, intérêt régional et action politique

#### Emergence de nouvelles pratiques dans la société russe

- Kathy ROUSSELET. L'adaptation et la " stratégie du contournement "
- Anne NIVAT. Émergence de nouvelles pratiques en Russie : les médias régionaux

- Gilles FAVAREL-GARRIGUES. Privatisation, criminalisation de l'économie et politique en Russie
- Anne-Christine BARDOT. L'échec de la réforme agraire en Russie
- Karine CLEMENT. Les ouvriers russes au miroir de leurs pratiques : une émancipation problématique
- Françoise DAUCE. L'armée russe entre le centre et les régions : l'exemple du Tatarstan

#### Les enjeux locaux de la recomposition du continent européen

- Clotilde PEZERAT. L'adaptation des pays d'Europe centrale et orientale au droit communautaire
- Florence DELOCHE-GAUDEZ. La contribution du programme Phare à l'émergence d'experts communautaires en Europe centrale et orientale
- Odile CAILLAT. L'adaptation des entreprises polonaises aux normes communautaires
- Anne BAZIN. La dimension régionale des relations germano-tchèques : le cas des régions frontalières
- Gaëlle TRAJKOVIC. Quelques remarques sur l'argumentation de type économique dans l'éclatement de la Yougoslavie
- Nebojsa VUKADINOVIC. Les dimensions politiques des programmes de stabilisation économique en Europe centrale et orientale

#### Bilan et perspectives

- Georges MINK et Jean-Charles SZUREK. Conversion économique des anciennes élites en Europe Centrale

### **Cahier n° 3 : Les politiques publiques en Russie**

Avant propos (Dominique COLAS)

Entretien avec Richard BALME. L'analyse des politiques publiques est-elle exportable dans l'espace post-communiste ? (Françoise DAUCE et Gilles FAVAREL GARRIGUES)

Jean-Robert RAVIOT. La " politique " de " l'environnement " dans l'URSS de la perestroïka

Olivier VERDEIL. La Russie post-soviétique et les politiques publiques : le cas de la politique ferroviaire

Olivier MAES. La collecte de l'impôt en Russie. L'invention d'une politique publique

Françoise DAUCE. La protection sociale des militaires en Russie : secret d'Etat ou politique publique ?

### **Cahier n° 4 : Actes du colloque " Nations et nationalismes dans l'Europe Post-Communiste "**

#### Les minorités nationales

- Anne BAZIN. Une identité entre deux Etats : les Allemands des Sudètes
- Diane MASSON. La minorité hongroise de Voïvodine dans le jeu politique de la République Fédérale de Yougoslavie
- Alexandre BOUCHEZ. Le nationalisme albanais en ex-Yougoslavie
- Thornike GORDADZE. De la politisation des différences culturelles à la sécession. Le cas des Abkhazes de Géorgie
- Taline TER MINASSIAN. Le Comité Karabagh et l'émergence d'une élite nationale en Arménie à la fin des années 80
- Susan STEWART. La politique ukrainienne des nationalités et ses effets sur la capacité de mobilisation de la minorité russe

- Caroline IBOS. Un exemple de bricolage identitaire dans l'espace post-soviétique. La République de Yakoutie-Sakha

#### Mouvements et idéologies nationalistes

- Isabelle LACAZE-GRIMBERG. Prénance du modèle slavophile dans le rapport à l'Occident, des dirigeants bolcheviques aux communistes russes d'aujourd'hui
- Myriam DESERT. Avatars de l'eurasisme en Russie aujourd'hui
- Paul ZAWADZKI. Nation et démocratie : réflexions sur l'ethnonationalisme
- Nadège RAGARU. Un nationalisme sans parti nationaliste : paradoxe de la transition bulgare
- Yves TOMIC. Le nationalisme utilitariste du régime de Slobodan Milosevic

#### Constructions nationales et identitaires

- Françoise DAUCE. Être citoyen tatar dans l'Etat russe ? Les enjeux politiques du débat sur l'identité en Fédération de Russie
- Jean-Charles LALLEMAND. Constructions identitaires et sentiment d'appartenance régionale en Russie : les exemples de Smolensk et de Briansk
- Alexandra GOUJON. La construction de l'Etat-nation en Biélorussie : les fondements politiques et sociaux de deux formes de nationalisme
- Marion AVRILLIER. Le " nationalisme constitutionnel " ou l'appartenance nationale comme source de droit politique : l'exemple bosniaque
- Catherine PERRON et Pierre-Yves BOISSY. La question de l'identité est-allemande après 1990
- Laure NEUMAYER. Nationalisme et euro-scepticisme en Pologne, Hongrie, République Tchèque

### **Cahier n° 5 : Un état de la littérature scientifique sur l'Europe Post-Communiste**

#### Ouvrage en français

- Pierre CLERMONT, Le communisme à contre-modernité, Saint-Denis : Presses Universitaires de Vincennes, 1993, 186 p. (Isabelle GRIMBERG)

#### Ouvrages en anglais

- Attila ÁGH, Emerging democracies in East Central Europe and the Balkans, Cheltenham : Elgar, 1998, 359 p. (Géraldine BERTRAND)
- Vladimir BARANOVSKY (éd.), Russia and Europe, the Emerging Security Agenda, Oxford : Sipri/Oxford University Press, 1997, 570 p. (Laure DELCOUR)
- Valerie BUNCE, Subversive Institutions. The Design and the Destruction of Socialism and the State, Cambridge : Cambridge University Press, 1999, 207 p. (Nadège RAGARU)
- Revaz GACHECHILADZE, The New Georgia, Space, Society, Politics, volume de la série éditée par David Smith & R. Antony French, Changing Eastern Europe, vol. 3, UCL Press, 1995, 205 p. (Gabrielle COSTA de BEAUREGARD).
- George HEWITT (ed.), The Abkhazians, A Handbook, Londres : Curzon Press, 1998 et Bruno Coppieters (ed.), Georgians and Abkhazians : The Search for a Peace Settlement, Cologne : Bundesinstitut für Ostwissenschaftliche und Internationale Studien, 1998. (Thorniké GORDADZE).
- Ladislav HOLY, The Little Czech and the Great Czech Nation, Cambridge : Cambridge University Press, 1996, 226 p. (Laure NEUMAYER)
- Noël MALCOLM, Kosovo. A Short History, Londres : MacMillan, 1998, 492 p. (Marion AVRILLIER)
- Louise I. SHELLEY, Policing Soviet Society. The Evolution of State Control, Londres : Routledge, 1996, 269 p., bibliogr., index. (Gilles FAVAREL-GARRIGUES)

#### Ouvrages en allemand

- Leonid J. IVANOV, Rußland nach Gorbatschow. Wurzeln, Hintergründe, Trends der sich formierenden Gruppierungen. Perspektiven für die Zukunft, Passau : Wissenschaftsverlag Rothe, 1996, 427 p.,

bibliographie, glossaire, index (abréviations, notions, partis politiques, organes de presse, acteurs politiques), 17 pages de photographies. (Anne MORVAN FILIU)

- Sigrid MEUSCHEL, Legitimation und Parteiherrschaft in der DDR. Zum Paradox von Stabilität und Revolution in der DDR [Légitimation et domination du parti en RDA - du paradoxe de la stabilité et de la révolution en RDA], Francfort-sur-le-Main : Suhrkamp, 1992, 499 p. (Pierre-Yves BOISSY).
- Claus OFFE, Der Tunnel am Ende des Lichts, Erkundungen der politischen Transformation im neuen Osten [Le tunnel à la fin de la lumière. Tentative de reconnaissance des transformations politiques dans le nouvel Est] Francfort-sur-le-Main & New York : Campus Verlag, 1994, 301 p. (Catherine PERRON).

### Ouvrages en russe

- Les index de sites politiques russes sur Internet (Anne MORVAN FILIU)
- Une école élitiste russe en gestation ? Mikhaïl Afanassiev et Vladimir Guelman (Jean-Robert RAVIOT)
- La revue Demokratizatsiya [Democratisation], The Journal of Post-Soviet Democratization. (Chems RACHIDI)
- L.M. DROBI\_EVA, A.R. AKLAEV, V.V. KOROTEEVA, G.U. SOLDATOVA, Demokratizacija i obrazy nacionalizma v Rossijskoj Federacii 90-h godov [La démocratisation et les différents types de nationalismes en Fédération de Russie dans les années 90], Moscou : Izdatel'stvo Mysl', 1996, 381 p. (Aude MERLIN)
- L. KHOPËRSKAJA, Sovremennye ètnopoliticeskie processy na Severnom Kavkaze : koncepcija ètniceskoj sub"ektnosti [Les processus ethnopolitiques contemporains au Nord-Caucase] Rostov-sur-le-Don, 1997, 144 p. (Aude MERLIN)
- Aleksej MALAŠENKO, Islamskoe vozro\_denie v sovremennoj Rossii [La renaissance de l'Islam dans la Russie contemporaine], Moscou : Moskovskij Centr Karnegi, 1998, 222 p. (Aude MERLIN)
- Michael MCFAUL, Sergej MARKOV, Andrej RJABOV (dir), Formirovanie partijno-političeskoj sistemy v Rossii [La formation d'un système politique de partis en Russie], Moscou : Carnegie Endowment for International Peace, 1998. 156 p. (Jean-Charles LALLEMAND)
- N. MEDUŠEVSKIJ, Demokratija i avtoritarizm, rossijskij konstitucionnalizm v sravnitelnoj perspektive, [Démocratie et autoritarisme, le constitutionnalisme russe dans une perspective comparative], Moscou : Rosspen, 1997, 650 p. (Catherine JEANCLAUDE)
- La Revue Mir Rossii. Sociologija. Etnologija [Le monde de la Russie. Sociologie. Ethnologie], (Françoise DAUCE)
- Lilija ŠEVCOVA (dir.), Rossija političeskaja [La Russie politique], Moscou : Centr Karnegi, 1998, 379 p. (Olga BELOVA)

### Ouvrages en polonais

- Ewa NALEWAJKO, Protopartie i protosystem ? Szkic do obrazu polskiej wielopartyjności [Protopartis et protosystème ? Une esquisse de description du multipartisme polonais], Varsovie : ISP-PAN, 1997, 235 p. (François RICHARD)
- Lena KOLARSKA-BOBINSKA (ed.), Druga Fala Polskich Reform [La seconde vague de réformes en Pologne], Varsovie : Instytut Spraw Publicznych, 1999, 330 p. (Nicolas MASŁOWSKI)

### Autres langues (ukrainien, estonien, serbe)

- Georgij KAS'JANOV, Teorii nacii ta nacionalizmu [Les théories de la nation et du nationalisme], Kiev : Libid', 1999, 352 p., (en ukrainien) & Volodimir KULIK, Ukraïns'kij nacionalizm u nezale\_nij Ukraïni [Le nationalisme ukrainien dans l'Ukraine indépendante], Kiev : Académie de Kiev-Mohila, 1999, 64 p., (en ukrainien). (Alexandra GOUJON)
- Mart LAAR, Urmas OTT, Sirje ENDRE, Teine Eesti : Eesti Iseseisvuse Taassünd 1989-1991 [Une autre Estonie : Renaissance de l'Estonie indépendante], + volume supplémentaire Teine Eesti - Eeslava [Une autre Estonie - Avant-scène], interviews, documents, discours, articles, Tallinn : éditions SE&JS, 1996, 851 p. + 519 p., (en estonien). (Tarah KARASSEV)
- Nebojša POPOV (ed.). Srpska strana rata. Trauma i katarza u istorijskom pamæenju [Le côté serbe de la guerre. Traumatisme et catharsis dans la mémoire historique], Belgrade - Zrenjanin : Republika, 1996, 848 p. (bibliogr., index), (en serbe). (Diane MASSON).

## **Cahier n° 6 : Actes du colloque « Partis, élections et mobilisations politiques en Europe Post-Communiste (10 et 11 février 2000)**

### Quels systèmes de partis ?

- François RICHARD. Les modalités de la construction partisane en Europe Post-Communiste : une approche institutionnaliste à travers la comparaison de quatre formations issues de l'opposition démocratique en Pologne, République tchèque et Hongrie
- Daniela HEIMERL. La recomposition de la vie politique dans les nouveaux Länder allemands
- Olga BELOVA. Les obstacles à la formation d'un système de partis en Biélorussie
- Jean-Charles LALLEMAND. Existe-t-il un système de partis en Russie ?

### Elections. Quels enseignements ?

- Nasrin DADMEHR. Les élections du Tadjikistan : l'épreuve pour la démocratie et la sécurité régionale
- Odette TOMESCU-HATTO. Les élections présidentielles de 1992 et 1996 et la recomposition du clivage gauche-droite en Roumanie
- Thornike GORDADZE. Les élections législatives de décembre 1999 en Géorgie
- Jean-Robert RAVIOT. Les élections du 19 décembre 1999 à la Douma : quelles lignes de partage pour l'électorat russe ?

### Les sociétés face à la vie politique

- Caroline IBOS. La recréation politique de Iouri Afanassiev ou l'interprétation de la perestroïka par l'engagement de l'intellectuel
- Arielle BIANQUIS. Un " électorat universitaire " en Russie ? Les universitaires face à la vie politique
- Laure NEUMAYER. Les modes d'expression d'un clivage entre pro et anti Européens en Europe centrale : Hongrie, Pologne, République tchèque
- Ioulia ZARETSKAÏA-BALSENTE. Les engagements de l'intelligentsia artistique de l'époque brejnévienne face aux élections législatives de 1999 : rupture ou continuité ?

## **Cahier n° 7 : Marx, Engels et Lénine sur l'Afghanistan**

- Les marxistes et le Grand jeu, par Dominique Colas
- Karl Marx : The Persian Treaty
- Karl Marx : The New Chinese War
- Carte de l'Afghanistan
- Friedrich Engels : Afghanistan
- Lénine : Réponse aux questions d'un journaliste américain
- Lénine : Lettre à l'émir de l'Afghanistan Amanull-Khan
- Lénine : Entretien avec l'Ambassadeur extraordinaire d'Afghanistan Mohammad Wali-Khan le 14 octobre 1919

## **Cahier n° 8 : Juifs d'URSS et de Russie**

### Questions d'identités juives en URSS et Russie

- Sarah FAINBERG, The Search for a New Jewish Identity in Response to Soviet Discrimination
- Bella ZISERE, Transformations de la communauté et de l'identité juives après la Perestroïka : exemple de la Lettonie

- Lisa VAPNE, Persistance et changements dans l'identité des Juifs en Biélorussie depuis la fin de l'URSS
- Olivia GOMOLINSKI, Juifs et alors... Pour une étude de l'identité "juive-bolchevique". Le cas de Solomon Lozovski (1878-1952)

#### Représentations juives en URSS et en Russie

- Amandine REGAMEY, Rabinovitch au pays des Soviets. Histoires drôles politiques et représentation des Juifs soviétiques
- Gabrielle CHOMENTOWSKI, « Le Destin d'un Homme » (1959. Un film de Sergueï Bondartchouk. Un cas d'étude concernant le traitement du thème juif dans le cinéma soviétique d'après-guerre
- Dominique COLAS, Remarks on the Réception of Le livre Noir du Communisme with special focus on Eastern Europe

## Une conférence en 2008 : EMPIRES ET NATIONS

Une conférence intitulée « Empires et Nations » se déroulera à Sciences po les 3, 4 et 5 juillet 2008, organisée conjointement par l'Ecole doctorale de l'Institut d'Etude politique et l'Association for the Study of Nationalities. Elle bénéficiera de l'apport des centres de recherche situés en France (comme le CERCEC) et hors de France comme l'IFEAC ou l'European University de Saint Petersburg

Elle obéira au modèle déjà mis en œuvre en juillet 2001 avec la conférence coorganisée par Science po et l'ASN : « Citoyenneté et nationalité ». La conférence « Empires et nations » comportera environ 30 panels de 4 ou 5 participants avec un discutant et des sessions de 2 heures.

Le choix du thème de la conférence de 2008 est lié à l'actualité scientifique mais aussi à une tradition forte à Sciences po où ont enseigné Anatole Leroy-Beaulieu, auteur de *l'Empire des Tsars et les Russes* et Hélène Carrère d'Encausse, auteur *l'Empire éclaté*. Cependant si Sciences po est un lieu de recherche et d'enseignement de science politique sur la Russie l'établissement a une vocation internationale et pluridisciplinaire, ce que la conférence de juillet 2008 reflètera.

Des bourses seront accordées à des contributeurs des pays d'Europe de l'Est, d'Eurasie et d'Asie, spécialement à de jeunes chercheurs. On souhaite faire se rencontrer des chercheurs d'Europe centrale et orientale, de Russie, d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du nord, ainsi que des spécialistes de l'Asie, spécialement d'Asie centrale mais aussi du Japon et de la Chine

La langue de travail sera l'anglais



« Empires et Nations » au pluriel car cette conférence, tout en favorisant les approches de théorie politique ou de philosophie politique, accueillera aussi des études de cas par des spécialistes de disciplines diverses.

Derrière l'unité des termes on peut faire l'hypothèse d'une diversité de concepts et de réalités hétérogènes : la Chine longtemps baptisée « empire du milieu » est-elle un empire du même type que l'était l'empire romain ? Est-il fondé de comparer l'empire romain et la puissance impériale japonaise des années 1030-1940 ? En quel sens parle-t-on au début du XXI siècle d'impérialisme ? En tout état de cause on aura à traiter de situations complexes : on peut présenter les Etats-Unis du XXIe siècle comme un Etat-Nation et en même temps comme une puissance impériale. D'où la nécessité d'approches comparatives et historiques. La fin de la guerre froide, qu'on peut présenter comme la fin de l'empire soviétique, a fait apparaître de nouvelles nations et a permis à des nations anciennes de se réaffirmer. Après la vague d'affirmations nationales qui suivit la Révolution française, les mouvements nationalistes des révolutions de 1848, l'éclatement des empires continentaux après 1914, puis celle des empires coloniaux après la deuxième guerre mondiale, la fin de l'URSS pourrait sembler une étape ultime de l'émergence des nations. Mais si les quinze anciennes

Républiques de l'URSS rappellent que ce pays avait une structure « impériale » cela est peut-être encore vrai de la Russie d'aujourd'hui qui serait, selon une formule célèbre, un « empire multiethnique ».

En tout état de cause l'histoire mondiale ne saurait être présentée comme si les Etats-Nations étaient le terme ultime de l'histoire, même si l'on peut souligner la force de cette forme politique avec l'exemple de grandes entités hétérogènes comme la Chine et l'Inde à exister comme des entités nationales. Et il se peut que des empires passés continuent à jouer un rôle dans le monde contemporain : ainsi les anciens empires continentaux - russe, ottoman, austro-hongrois – pèsent sur les structures de l'Europe. Mais leur passé colonial est aussi une déterminante des pays de l'Europe contemporaine avec cette spécificité que la France et la Grande Bretagne sont à la fois les deux plus anciens Etats-Nations de l'Europe et ont été les deux grandes métropoles de grands empires outre-mer qui ont contribué à exporter le modèle de l'Etat nation en Asie et en Afrique. Des analogies avec l'Espagne et le Portugal peuvent être recherchées.

Cependant on ne peut renvoyer la notion d'empire au passé de l'Europe : l'Union européenne ne peut-elle décrite comme un empire ? On y trouve sous un même « toit » politique des entités à la souveraineté limitée et qui sont de langues, de culture, de religions diverses tout en vivant dans une tolérance réciproque relative. L'Etat-Nation, défini comme une formation où frontières culturelles et politiques tendent à coïncider n'est-il pas érodé par l'existence d'une bureaucratie supranationale dont la capacité de régulation va en augmentant et dont le rôle est perçu comme un atteinte à l'identité nationale par de nombreux acteurs ?

Mais il est encore plus plausible de présenter les Etats-Unis comme un empire, et un empire d'un type différent de l'Union européenne puisqu'il serait « impérialiste » au sens où il tendrait à l'hégémonie mondiale et n'aurait donc pas, strictement, de politique extérieure puisqu'il n'aurait pas à s'occuper essentiellement d'avoir des alliés, une situation qui fut celle de l'Empire romain.

Ce tableau sommaire montre l'intérêt d'une analyse aussi bien théorique qu'empirique du rapport entre empires et nations. Elle impose une approche pluridisciplinaire.

- La théorie politique doit aider à élucider des concepts comme ceux d'empire, d'impérialisme, de domination mondiale.
- L'ethnographie permet d'analyser la transformation des cultures locales par leur l'insertion dans un espace mondialisé où des modèles culturels tendent à s'imposer universellement.
- La sociologie des religions rappelle que le christianisme s'est développé au sein d'un empire, mais que la réforme protestante a contribué à l'affirmation des identités nationales. Peut-on sur ce plan engager des comparaisons avec le monde musulman ?
- La théorie des relations internationales fait apparaître les logiques d'alliance entre les entités politiques et les fondements de l'« impérialisme » ainsi que l'érosion de la capacité des acteurs politiques à décider souverainement.
- L'histoire montre l'évolution des formes politiques des différents types d'Etat nation et d'Empire ou bien le poids des clivages linguistiques dans la formation des unités politiques.
- Les études post-coloniales analysent les effets des grandes entreprises de pouvoir du XIXe siècle européen et conduisent à interroger les tentations hégémoniques des démocraties.

- L'économie politique travaille sur la structure des marchés dans une phase qu'on présente comme celle de la mondialisation.

- La science politique s'intéresse aux rapports entre centre et périphérie : Paris a été la capitale de la France mais aussi la capitale de l'Empire français. La multiplicité des capitales - comme dans le cas de l'Espagne ou de la Russie- est un problème classique qui vaut aussi pour un pays comme la Chine.

La conférence s'appuiera sur la trame présentée ici brièvement, mais son schéma ne sera fixé qu'après un appel à contribution diffusé très largement. C'est après l'examen des propositions venant de la communauté scientifique, par un comité scientifique associant des spécialistes de différentes institutions et nationalités, que seront fixées les thématiques organisant la conférence..

### **Calendrier**

Mi-novembre 2007 : appel à communication

Mi-janvier 2008 : évaluation par le conseil scientifique des propositions de communication

Printemps 2008 : communication de la liste des panels

Avril-mai 2008 : attribution des aides pour les déplacements.

Septembre 2008 : publication des contributions sur un site internet

<p><b>Responsable scientifique : Prof. Dominique Colas,</b> directeur du programme doctoral Russie et CEI. dominique.colas@sciences-po.fr</p>
---

## EMPIRES AND NATIONS

From July 3-5, 2008, Sciences Po will host an international conference entitled “Empires and Nations,” organized jointly by the Ecole Doctorale of the Institut d’Etudes Politiques of Paris (Sciences Po) and the Association for the Study of Nationalities (ASN), with contributions from a number of other research centers, including the Centre d’Etudes des Mondes Russe, Caucasiens et Centre-Européen (CERCEC, France), the Institut Français d’Etudes sur l’Asie Centrale (IFEAC, Uzbekistan) and the European University of Saint Petersburg.

The structure will be the same as for the “Citizenship and Nationality” conference held in Paris in July 2001, also organized by Sciences Po and the ASN. There will be approximately 30 panels of 4 or 5 participants and 1 discussant; panel sessions will last 2 hours.

Not only is the theme of timely research interest; it also fits with the strong tradition of research on Russia at Sciences Po, which counts among its professors such important specialists as Anatole Leroy-Beaulieu, author of *L’Empire des Tsars et les Russes*, (*The Empire of the Tsars and the Russians: The Country and Its Inhabitants*) and Hélène Carrère d’Encausse, author of *L’Empire Eclaté* (*Decline of an empire : the Soviet Socialist Republics in revolt*). The vocation of Sciences-Po is also international and pluridisciplinary, as reflected in the conference project.

Contributors from Eastern European countries, Eurasia and Asia are eligible for travel grants. Young researchers are welcome. The aim is to bring together specialists of Central and Eastern Europe, Russia, Western Europe and North America; also of Asia, particularly Central Asia but also China and Japan.

The working language for the conference is English.



Both of the title terms are in the plural because while the conference will emphasize theoretical and philosophical approaches, we also welcome case studies by specialists in a variety of disciplines.

Moreover, behind the singular forms of the words it is reasonable to posit heterogeneous realities and diverse concepts. Are there similarities between present-day China, long called “the Middle Empire,” and the Roman Empire? In what way is Japan from 1930 to 1945 comparable to the Roman Empire? What do we mean by “imperialism” when we use the term in the early twenty-first century? The situations to be examined are decidedly complex. Twenty-first century America, for example, can be presented as a nation-state but also as an imperial power. Historical and comparative approaches are clearly necessary.

The end of the Cold War, understood by some as the end of an Empire, brought new nations into existence and enabled former nations to reassert themselves. And the end of the USSR may seem the ultimate phase in nation emergence, the end of a process that moved from the

wave of national self-assertion that followed on the French Revolution, the nationalist movements that constituted the 1848 revolutions, the breaking up of the continental empires after 1914 and of the colonial empires after World War II,. However, the 15 former Soviet republics are a reminder that the country's structure was imperial, and this is perhaps still true of today's Russia, which may be classified by means of the renowned expression "multiethnic empire."

In any case, world history cannot be presented as if the nation-state were the final term of history, though the strength of the nation-state political form can be stressed by citing such vast heterogeneous formations as China and India, which exist as national entities. It is fair to say that past empires still play a role in the contemporary world. The former continental empires—Russian, Ottoman and Austro-Hungarian—weigh on the structures of today's Europe, for example. But the colonial past is also important for individual countries in contemporary Europe: France and Great Britain are, on the one hand, the oldest European nation-states and, on the other, the longest-enduring European "mainlands" of vast overseas empires, empires which had the effect of exporting the nation-state model to Asia and Africa. Analogies on this point can be made for the cases of Spain and Portugal.

Furthermore, the notion of empire cannot be confined to Europe's past. The European Union itself might be accurately described as an empire. Entities of limited sovereignty and of different languages, cultures and religions live together under one political "roof" in relations of mutual tolerance. The nation-state, defined as a form in which cultural and political borders fairly coincide, seems eroded by the existence of a supra-national bureaucracy with growing regulatory powers whose role as perceived by many actors works to undermine national identity.

Even more plausibly, the United States may be presented as an empire, though of quite a different type than the European Union. It may be seen as "imperialist" in the sense that it tends toward worldwide hegemony and therefore, strictly speaking, has no a foreign policy since it need not be concerned about having allies—precisely the situation of the Roman Empire.

This cursory overview shows the interest of both theoretical and empirical approaches to the question of relation between empires and nations. The pluridisciplinary approach here includes

- **political theory**, to elucidate such concepts as empire, imperialism and world domination;
- **ethnography**, to analyze how local cultures are affected by being encompassed in a globalized space where cultural models tend have strong, widespread and even universal influence;
- **sociology of religions**, which reminds us that Christianity developed within an empire and also that the Protestant Reformation worked to favor the assertion of national identities; comparisons with the Muslim world may be possible on this basis;
- **international relations theory**, to shed light on the kinds of logic operative in political alliances and the foundations of "imperialism," as well as on the erosion of political actors' capacity for sovereign decision-making;
- **history**, to show how the political forms of the various nation-state and empire types have evolved as well as the importance of language differences in the formation of political entities;

- **post-colonial studies**, to analyze the effects of the major nineteenth-century European undertakings for obtaining and keeping power and inquire into **hegemony as a temptation for democracies**;

- **political economics**, to examine market structures in the phase commonly called globalization;

- **political science**, to examine among other questions the relations between the center and the periphery. Paris, for example, was the capital of both France and the French empire. The multiplicity of capitals—as in the cases of Spain and Russia—is a classic problem, but one that is also relevant for a country such as China.

The “Empires and Nations” conference will be based on this broad set of research concerns. The exact themes and program will be determined only after a widely diffused call for papers and examination of contribution proposals by a committee of specialists from a variety of institutions and nationalities.

### Schedule:

- mid-November 2007: Call for papers
- mid-January 2008: Academic committee examines paper proposals
- Spring 2008: Announcement of panel lists
- April-May 2008: Travel grants allotted
- September 2008: Publication of conference papers on line on a special conference site

